This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

156. e. 25.

LETTRES D'ITALIE

TYPOGRAPHIE DE Mme WEISSENBRUCH

IMPRIMEUR DU ROI

RUE DU POINÇON, 15, A BRUXELLES

1878-1879

LETTRES D'ITALIE

PAR

ÉMILE DE LAVELEYE

PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

BRUXELLES. LIBRAIRIE C. MUQUARDT

1880

Tous droits réservés.

LIBRARY OF THE TAYLOR INSTITUTION
UNIVERSITY
29 JAN. 1936
OF OXFORD

AU

COMTE E. GOBLET D'ALVIELLA

Mon cher Ami,

Si je vous dédie une seconde fois ces lettres, c'est parce que c'est vous qui m'avez engagé à les faire paraître, d'abord dans la Revue de Belgique et ensuite sous forme de volume. C'est donc à vous seul que le lecteur ennuyé et l'éditeur déçu devront s'en prendre.

Votre très dévoué,
Emile de Laveleye.

Liége, mai 1880.

LETTRES D'ITALIE.

I

Je me rends en Italie, vous le savez, non pour voir les paysages et les œuvres d'art que je connais, mais pour étudier de plus près les institutions et les hommes, qui peuvent nous offrir plus d'un enseignement. Le développement des sciences économiques m'intéresse particulièrement ici. Nulle part, sauf en Allemagne, elles n'ont fait plus de progrès.

Il existe en Europe deux foyers de haute culture intellectuelle, le foyer latin et le foyer germanique. Ils diffèrent beaucoup, mais de leur union naissent parfois des fruits exquis, comme, par exemple, le génie de Gœthe, profondément germanique dans son inspiration, mais gréco-latin dans la forme.

Les grands travaux des économistes allemands sont peu connus dans le reste de l'Europe. Les économistes

italiens seuls les ont étudiés d'une façon complète et, en y ajoutant la clarté, la vivacité d'exposition propre à l'esprit latin, ils font des livres très instructifs et très utiles. J'ai désiré connaître les auteurs de ces livres.

Deux problèmes pratiques se rapportant à l'enseignement ont reçu en Italie une solution qui mérite aussi notre attention, puisqu'on s'en occupe tant en Belgique maintenant : l'instruction religieuse dans l'enseignement primaire et le recrutement du corps professoral dans les universités. J'essayerai de me rendre compte des résultats obtenus ici.

Mais auparavant il faut que je vous communique mes premières impressions depuis mon départ de Belgique.

3 novembre 1878.

Je m'arrête à Francfort pour voir l'économiste Karl Bücher, qui traduit mon livre sur les *Formes primitives de la propriété,* sous le titre de : *Ureigenthum.* Le Dr Bücher écrit dans le *Frankfurter Zeitung,* le journal de M. Sonnemann, ce député que M. de Bismarck a attaqué avec tant de violence dans son dernier discours. Nos journaux ont donné à M. Sonnemann la qualification de « démocrate socialiste » ; c'est une grande erreur. M. Sonnemann représente Francfort, qui n'est certes pas encore acquis au socia-

lisme, quoique ce parti ait eu environ le tiers des voix aux dernières élections.

Comme M. Sonnemann, qui a une grande fortune, est très soigné dans sa toilette, M. Bamberger l'a appelé un composé de pommade et de pétrole, et le *Kladderadatsch* a fait une pièce de vers sur le *Pommade-Socialist*. Vous voyez que c'est une variété nouvelle que j'ai oubliée dans la classification que j'ai essayé d'en faire dans mes articles de la *Revue des Deux Mondes*. D'après M. Bücher, la loi contre le socialisme ne diminuera en rien ses progrès, mais elle préparera une fermentation souterraine qui, inopinément, aboutira à une explosion ou à des assassinats. Il faut faire respecter l'ordre, mais la compression à outrance n'a jamais donné que de mauvais résultats. Voyez la Russie.

Nous sommes logés dans un magnifique hôtel, le *Frankfurter Hof*, construit et exploité par une société dont M. Sonnemann est l'un des principaux actionnaires. Un escalier monumental, de proportions vraiment belles; une salle à manger digne d'un palais, terminée par un grand jardin d'hiver; un somptueux ameublement; le soir, du gaz qui brûle sans cesse et partout; un système de chauffage perfectionné répandant de haut en bas une chaleur égale; une armée de domestiques; toutes ces élégances raffinées de la vie moderne, toutes ces splendeurs ne m'empêchent pas de

regretter ces hôtels d'autrefois, où l'on trouvait la couleur du terroir et le reflet des mœurs locales. Maintenant, faites le tour de l'Europe et, dans ces vastes caravansérails cosmopolites, vous croirez partoût loger au *Grand Hôtel* à Paris. Puis, que de frais, quelle somme de travail, quel capital perdus et inutiles ! Sans doute, tout cela est payé par le voyageur ; mais n'y a-t-il pas à faire un meilleur emploi de l'argent? D'après moi, la morale doit s'appliquer à l'économie politique et, en présence des sourdes mais profondes irritations des classes laborieuses, nous avons à faire notre examen de conscience sur l'emploi que nous faisons du produit net, augmentant sans cesse, que la rente et l'intérêt mettent à la disposition des classes supérieures. Plus de simplicité, plus de virilité dans l'existence seraient de saison.

Francfort, en ce moment, souffre de la crise universelle comme le reste de l'Allemagne ; cependant, depuis l'annexion à la Prusse, la prospérité a été très grande et la population a augmenté d'un tiers. On y bâtit un théâtre énorme et très beau. Le bâtiment séparé, destiné à renfermer les décors, est déjà un monument. Encore du babylonisme.

— En quittant Francfort, nous voyageons avec un Américain, au regard d'aigle, dont la joue est sillonnée d'une effroyable cicatrice. Il est capitaine et a été cruellement blessé dans un combat contre les

Sioux. Il fait son tour d'Europe en deux mois. Rien pour lui ne vaut l'Amérique; notre continent lui paraît petit et mesquin. Nous lui parlons de la crise industrielle; il croit qu'elle a sa cause en Amérique, et je pense qu'il n'a pas tort. En effet, d'une part, la baisse des prix, qui a été la conséquence de la contraction de la monnaie fiduciaire, a provoqué une gêne très grande dans l'Union, qui, par suite, a demandé moins de produits à l'Europe. D'autre part, le développement de l'industrie métallurgique aux États-Unis est inouï. Mon fils, qui visite en ce moment ce prodigieux pays, me raconte des merveilles de l'abondance de ses gîtes métallifères de toute espèce. Près du lac Champlain, il a visité une excavation grande comme trois ou quatre cathédrales, taillée en plein dans une montagne de fer, *iron mountain*. Ailleurs, dans un centre nouvellement créé, à Leadville — cité du plomb, — on obtient ce métal à un prix de revient presque nul, parce qu'il est le produit accessoire de l'argent. Le minerai de zinc abonde, et déjà l'Union se suffit pour cet article, et peut même exporter de la calamine. Il y a sept ou huit ans, l'Angleterre envoyait par an un million de tonnes de rails en Amérique, et maintenant plus rien. Comment l'industrie européenne ne souffrirait-elle pas cruellement de la perte de cet immense marché? Ce qu'il y a d'affreux, c'est que les États européens sont ainsi amenés, par la

concurrence, à se disputer les débouchés à coups de baisse des salaires.

Quelle étrange contradiction! L'Europe se plaint d'un excès de production et la moitié de sa population manque du nécessaire. D'où vient cela? N'est-ce pas parce que les forces illimitées dont nous disposons sont employées en trop grande partie à créer des choses inutiles, conséquence naturelle de l'inégalité?

5 novembre.

A Munich, la terre est couverte de neige. Il gêle. On plaint le marbre blanc des Propylées et de la Glyptotèque d'avoir à subir les morsures d'un pareil climat. Il faudrait toujours le soleil d'Athènes. Les chapelles de la cathédrale sont restaurées avec une grande richesse et beaucoup de goût. L'art catholique fleurit dans la cléricale Bavière.

8 novembre.

Le monument de Maximilien à Inspruck, que je ne connaissais pas, me fait une grande impression. Les bas-reliefs en marbre blanc du mausolée forment une base trop fragile pour soutenir la statue de l'empereur qui la surmonte. Mais tout autour entre les colonnes sont rangées vingt-huit statues colossales en bronze qui sont d'un effet saisissant. Ce sont les ancêtres de Maximilien, les ducs de Bourgogne, Phi-

lippe le Bon, le Téméraire, et les archiducs d'Autriche; puis Philippe le Beau et sa femme Jeanne; Clovis en costume de magnat hongrois et le roi Arthur en chevalier bardé de fer, qui est un vrai chef-d'œuvre. Élégance, force, grâce, noblesse dans la pose, tout s'y trouve réuni. Cela vaut le Pensieroso de Michel-Ange. Les costumes des princes et des princesses sont des plus intéressants.

Dans un jardin au bord de l'Inn se trouve, comme dans beaucoup de villes de Suisse et d'Allemagne, à Genève, à Vevay, à Neuchâtel, à Munich, une colonne météorologique. Nous devrions en avoir une dans toutes nos grandes villes. Je recommande ceci instamment à Houzeau. Cette colonne indique la latitude et la longitude, la température moyenne des saisons et des mois : elle renferme un baromètre, un thermomètre, un hygromètre. Le public vient visiter la colonne ; il y fait des observations journalières et s'accoutume ainsi à l'emploi de ces instruments. C'est un enseignement scientifique pratique très utile, et la dépense est relativement minime. On pourrait placer une colonne de ce genre à Bruxelles, devant la Chambre des représentants ; à Anvers, sur la place Verte ; à Gand, sur la place d'Armes ; à Liège, place du Théâtre. Les promeneurs sauraient grand gré aux administrations communales qui leur offriraient ce petit monument. Partout où j'en ai rencontré un, j'ai vu

le public consulter avec intérêt le thermomètre et le baromètre et je me disais : Pourquoi n'avons-nous pas cela chez nous ?

9 novembre.

Traversé le Brenner par une tempête de neige. La locomotive remonte péniblement la pente rapide, à pic au-dessus du torrent qui mugit au fond du précipice. Le côté de la montagne est complètement revêtu de stalactites et de nappes d'argent formées par les eaux congelées. L'effet est féerique. A travers les flocons de neige on aperçoit les hauts sommets, pareils aux gigantesques fantômes des dieux de la mythologie du Nord, qui gardent le passage ; il semble qu'ils vont nous anéantir par les avalanches suspendues à leurs flancs. Sur le revers méridional la tempête cesse et nous arrivons à Vérone par une nuit splendide qu'illumine la lune sans un nuage.

10 novembre.

Vérone est ravissant avec l'Adige qui se précipite sous son pont crénelé, ses collines couvertes d'oliviers, d'où s'élancent les flèches aiguës des cyprès, ses vieux et sombres palais, ses étonnants tombeaux des Scaligers et ses arènes si bien conservées. Nous sommes parfaitement accueillis par le préfet, M. Gadda, ancien ministre et membre distingué du Sénat, et par M. le conseiller de préfecture d'Aumiller Von Dac.

Le soir, M. Gadda nous conduit au théâtre. Le théâtre en Italie est une institution démocratique. L'entrée est insignifiante, souvent un franc. Les loges et les stalles se payent à part. Les loges sont d'ordinaire la propriété des familles qui en ont la clef et elles la donnent à qui elles veulent. La troupe coûte très peu. D'abord, dans les villes secondaires, les choristes sont des chanteurs de la localité qui exercent un autre métier, à peu près comme les membres de nos sociétés de chœurs. Ensuite, pas de frais de décors : on prend ce qui existe en magasin. Les premiers sujets chantent bien et vont de ville en ville, même l'été, de sorte qu'ils se contentent d'appointements très peu élevés. Le théâtre est ainsi un plaisir vraiment populaire et non, comme chez nous, un passe-temps aristocratique. La musique reste la chose principale, tandis qu'en France, à l'opéra, et, par suite, en Belgique, la mise en scène écrase le reste. Le grand opéra devient une série de tableaux destinés à frapper les yeux. Ainsi on matérialise l'art et on augmente énormément les dépenses. Je préfère le système italien.

Je visite les écoles primaires avec le préfet et son conseiller qui y prennent un intérêt particulier. L'une d'elles occupe des bâtiments superbes, un ancien cloître situé à côté des arènes. Par les fenêtres entr'ouvertes, on voit les magnifiques assises de la construc-

tion romaine et le beau jardin qui l'entoure. La galerie à arcades sert de lieu de récréation quand il pleut. Les grandes salles voûtées forment des classes excellentes. Une vaste cour est consacrée à la gymnastique qui s'enseigne en Italie d'une façon sérieuse, dans l'école primaire comme dans l'instruction moyenne.

Dans le corridor, à l'entrée, je lis l'avis qui concerne l'instruction religieuse. En voici la traduction : « On fait savoir que l'instruction religieuse est facultative et qu'elle se donne tous les samedis, de 9 à 11 heures, aux enfants dont les parents en ont fait la demande, lors de l'inscription. » Ainsi l'instruction religieuse est facultative. Et elle se donne en dehors des heures de classe par l'instituteur, sans intervention ni contrôle du clergé. D'après la loi, elle est facultative pour les parents, mais quand ceux-ci la réclament, elle doit être donnée. L'administration de Gênes l'avait supprimée. Les parents ont réclamé ; l'autorité centrale a décidé qu'elle devait être rétablie. Seulement elle se borne à apprendre les prières et un peu de catéchisme. Les directrices me disent que les enfants des classes pauvres ne savent aucune prière. Cela provient de ce que toutes les prières, même le *Pater*, se disent en latin, et comme les mères n'y comprennent rien, elles ne parviennent pas à les apprendre aux enfants. L'élément religieux, dans la famille, est ainsi réduit presque à rien.

Le directeur de l'école des arênes, d'où le clergé est exclu, est un prêtre. Il est, m'assure-t-on, très libéral, très éclairé, et il me dit qu'il est très satisfait du système en vigueur. L'enseignement primaire est complètement gratuit et, en outre, obligatoire. La nouvelle loi sur l'obligation est mise en vigueur à Vérone et y donne déjà de très bons résultats. Les *renitenti,* les récalcitrants sont peu nombreux. L'instituteur note les absences. Le directeur, puis l'inspecteur, appellent les parents, les avertissent et les engagent à remplir leurs devoirs. Le principal obstacle est l'extrême pauvreté qui empêche les mères d'habiller convenablement les enfants, et elles n'aiment pas à exhiber leurs vêtements en lambeaux. Il s'est formé des sociétés pour venir en aide à ces familles, — chose excellente, — et ainsi les résistances s'évanouissent.

La Belgique est le seul pays où l'obligation n'existe pas et où il n'y a pas de lois pour préserver l'enfance contre les abus du travail. Quand on est à l'étranger, on est gêné d'avouer ces lacunes, qui montrent que notre bourgeoisie n'a pas encore la conscience de ses devoirs à l'égard des classes laborieuses.

A Vérone, et dans les autres villes que j'ai visitées jusqu'à présent, le matériel scolaire, les bancs, les cartes, les modèles sont conformes aux types adoptés dans les écoles suisses, c'est-à-dire très bons. Ici, comme dans les écoles américaines, toutes les classes

de la société envoient leurs enfants dans les écoles gratuites. A Vérone, à Padoue, même les fils de plusieurs familles aristocratiques s'y rencontrent à côté de ceux des ouvriers. On obtient ainsi ce résultat de fusion que produit en Prusse le service militaire obligatoire. Le ton général est plus élevé que chez nous. Le costume des enfants est ici plus généralement soigné qu'en Belgique, quoique notre propreté soit proverbiale. Je ne pouvais croire que j'avais sous les yeux des enfants des classes pauvres. Un détail donnera la mesure de ce ton « comme il faut » de l'école primaire. A Vérone, on oblige les parents à conduire et à venir chercher les enfants à l'école, et cela se fait, paraît-il, sans difficulté. Les mères d'une rue s'entendent et vont tour à tour reprendre les enfants. Ainsi elles voient l'école et le personnel enseignant. Elles y prennent de l'intérêt. La bonne influence s'étend sur elles.

A Padoue, on va plus loin encore. La municipalité a organisé tout un service pour chercher et ramener les enfants à domicile. Le maire me dit qu'il coûte plus de 25,000 francs par an, mais qu'il ne peut songer à le supprimer, tant la mesure est populaire. C'est une grande garantie pour les parents. Les enfants ne vaguent pas dans les rues. Le polisson des ruisseaux disparaît. L'enfant passe du foyer domestique à l'école, et ainsi les classes aisées n'ont pas à craindre la con-

tagion de la « gaminerie ». C'est aussi un grand stimulant à l'assiduité et cela rend facile la mise en pratique dé l'obligation. La visite quotidienne des représentants de l'école exerce sur le peuple une influence irrésistible.

II

Padoue, 12 novembre.

Je suis accueilli à bras ouverts par M. Luzzatti. Je veux vous dire quelques mots de cet homme éminent, parce qu'il est à mes yeux le type de la nouvelle école économique que je suis venu étudier ici. Il est professeur de droit constitutionnel, mais il a été entraîné à s'occuper aussi et à fond d'économie politique. Il est député et il a été chargé de la négociation des traités de commerce avec la France, l'Angleterre et les autres pays de l'Europe. Il parle l'anglais, l'allemand et l'espagnol et, bien entendu, le français avec la plus brillante éloquence. Quand il a fallu défendre le dernier traité de commerce à la Chambre, il a, pendant trente jours durant, tenu tête aux réclamations de toutes les industries. Il a une sûreté de mémoire vraiment phénoménale. Il connaît l'histoire parlementaire, économique et constitutionnelle de la Belgique aussi bien qu'aucun Belge que j'ai rencontré. Il m'a cité les opinions des membres du Congrès sur les articles de notre Constitution, les discours de MM. Frère, Pirmez et Jamar sur les ques-

tions financières, les moindres détails de nos crises politiques. Il connaît à fond toute l'histoire parlementaire de la France et de l'Angleterre. Il a étudié par le menu les conditions de production des différentes marchandises dans tous les pays avec lesquels il a eu à négocier. Il s'occupe en ce moment d'un travail sur l'influence que le tarif protecteur a produit sur l'industrie en Amérique, et je l'ai trouvé en possession d'une véritable avalanche de documents anglais et américains. Il est le principal organisateur des banques populaires et il est en relation suivie avec MM. Rolin-Jaequemyns, Léon d'Andrimont et Micha. Il collabore régulièrement à deux journaux et à plusieurs revues. Il fait ses leçons à l'Université. Il prend une part active aux luttes politiques au sein du Parlement. Il est membre du conseil supérieur de l'enseignement. Il se tient au courant des publications économiques dans toutes les langues et il lit jusqu'aux romans. Je n'ai jamais rencontré une activité intellectuelle aussi universelle et aussi incessante. Il dort à peine trois ou quatre heures. Vingt heures durant, son cerveau est en travail. Tout s'y grave, rien ne s'efface, et les éléments innombrables sont classés, groupés, synthétisés et utilisés pour la discussion des questions d'intérêt général. M. Luzzatti n'a pas quarante ans.

Avec son ami, M. Forti, il publie, à Padoue, le

Giornale degli Economisti, qui a fait sa trouée en Europe et qui fait connaître au dehors les travaux de la nouvelle école économique italienne. Récemment, à Dublin, dans son discours sur la situation actuelle de l'économie politique qui provoque tant de débats en Angleterre, M. Ingram parlait de l'école italienne. L'*Economisk Tidschrift* de Copenhague l'appréciait à son tour, et elle a trouvé de l'écho jusqu'en Amérique. Ces économistes italiens savent tous l'anglais et l'allemand. Ils peuvent ainsi suivre partout les évolutions de la science. Quelques-uns d'entre eux, comme M. Cossa, à Pavie, et M. Messedaglia, à Rome, sont de vrais prodiges d'érudition économique. Ils lisent tout ce qui se produit sur la matière. Ils sont vraiment, sous ce rapport, les rivaux des Allemands. En Belgique, en Angleterre et en France, nous suivons trop peu ce qui se fait à l'étranger ; — par *nous* j'entends les économistes.

A Padoue, le maire de la ville, les inspecteurs de l'enseignement, le recteur et les professeurs de l'Université rivalisent d'obligeance pour me faire voir en détail les principaux établissements d'instruction de la ville. Je visite ainsi les écoles primaires de filles et de garçons, une école normale de l'État — les villes en entretiennent aussi, — un institut supérieur pour les jeunes filles, une école normale pour institutrices, une école professionnelle d'arts et métiers et de gymnase. Grâce aux soins de M. l'inspecteur provincial, Vitta-

novich, le matériel d'école est du type le plus perfectionné. Le costume des enfants est si soigné qu'on dirait qu'il n'y a pas de pauvres. La gymnastique s'enseigne parfaitement; sous ce rapport, tout est à faire chez nous. Ici, dans le « palestre » de l'école San-Stefano, il y a tous les ans une grande fête de gymnastique à laquelle assistent les parents sur des gradins en gazon, comme dans un cirque antique. En Italie, l'enseignement ne manque nulle part de magnifiques locaux. Les Italiens ont été, depuis les Romains, d'infatigables et puissants constructeurs. Un grand nombre de palais et de couvents sont aux mains de l'État et des municipalités, et on y installe largement l'instruction publique à tous les degrés. Dans l'école de dessin, organisée sous les auspices du marquis Selvatico, qui s'y dévoue complètement, nous trouvons d'excellents dessins d'ornement, de menuiserie, de sculpture industrielle, de serrurerie, d'après les modèles de la renaissance.

M. le député Piccoli, maire de la ville, que tout Padoue estime et vénère, a établi un institut supérieur laïque de jeunes filles, où l'enseignement est poussé très loin. Il est à noter aussi que beaucoup de jeunes personnes, ici comme ailleurs, vont à l'école normale pour compléter leur instruction, et elles prennent même le diplôme d'institutrice, uniquement pour faire preuve de capacité.

J'obtiens à l'Université des renseignements sur une question qui me paraît de première importance pour la Belgique, le recrutement du corps professoral universitaire. L'état de choses qui existe en Belgique ne se rencontre nulle part. Il est incroyable qu'on le tolère. De la valeur du haut enseignement dépend le niveau de la haute culture intellectuelle, et la valeur de cet enseignement dépend du mérite des professeurs. Or, rien ne se fait chez nous pour former une pépinière de professeurs, et le ministre nomme qui il veut, sans garantie aucune et malgré l'avis des facultés. C'est ce qu'a fait récemment M. Delcour à l'université de Gand. C'est l'arbitraire absolu. En France on a le concours, en Allemagne c'est l'avis des facultés et en Hollande celui des curateurs. En Belgique ni préparation ni conditions pour le recrutement.

Voici le système italien : c'est de l'éclectisme bien entendu. Il existe en Italie un conseil supérieur de l'enseignement de vingt-et-un membres, composé en majorité de professeurs d'université et, pour le surplus, d'hommes très éminents qui se font honneur d'en faire partie. Quand une chaire devient vacante, le conseil nomme une commission spéciale de savants s'occupant de la branche d'enseignement où la nomination est à faire. Cette commission est présidée par un membre du conseil supérieur compétent en la matière. Si les membres de la commission trouvent

un savant dont le mérite est tel, qu'il s'impose pour ainsi dire, ils proposent d'emblée ce candidat au conseil supérieur. De cette façon, la commission appelle elle-même un homme hors ligne sans qu'il ait à se mettre en avant. Si cet homme d'élite ne se rencontre pas, la commission ouvre le concours. Les candidats peuvent déclarer qu'ils s'en réfèrent à « leurs titres », livres, articles, services rendus, ou bien qu'ils acceptent l'examen. Cet examen ressemble à celui des docteurs spéciaux chez nous. Il faut un travail écrit, une épreuve orale et une conférence. La commission adresse alors son rapport au conseil, en rangeant les candidats par ordre de mérite, avec une appréciation de leurs titres. Le conseil adopte presque toujours les conclusions de la commission spéciale, et il n'est guère d'exemple que le ministre se soit écarté des propositions du conseil. Ce système a de nombreux avantages. D'abord, il permet au ministre de se soustraire aux exigences de ses amis politiques en invoquant l'avis du conseil. La science conserve ainsi ses droits. En outre, on évite les inconvénients d'imposer le concours d'une façon absolue. Le concours, en effet, éloigne les hommes de premier ordre qui ne voudraient pas se soumettre à une épreuve de ce genre. Au contraire, pour les jeunes savants, le concours est une occasion de faire apprécier leurs aptitudes et leurs connaissances. Le jugement est rendu par les hommes

les plus compétents en la matière et ils en portent la responsabilité devant l'opinion. Point de meilleure garantie contre la camaraderie que la responsabilité scientifique. L'arbitraire ministériel et les influences politiques sont également écartés. On échappe aussi à l'esprit de caste ou de coterie que dictent parfois les présentations des facultés. Je ne connais pas de meilleur système que celui qui est actuellement en vigueur en Italie.

En Belgique, nous avons aussi un conseil de l'enseignement supérieur qui se réunit une fois par an. Mais, de l'avis de tous, c'est un rouage inutile. Il est composé des recteurs et des professeurs des universités de l'État qui s'y succèdent par voie de roulement. On n'y trouve donc nul esprit de suite. Il faudrait créer un conseil permanent comme celui qui existe pour l'enseignement moyen. On pourrait y admettre les recteurs de ces universités, mais il faudrait y adjoindre, comme pour le conseil de l'enseignement moyen, des membres permanents qui se réuniraient trois ou quatre fois dans l'année. Quand une place de professeur serait vacante, ils nommeraient une commission qui suivrait la même marche qu'en Italie. De cette façon, les plus sérieuses garanties seraient acquises aux nominations.

Il est un autre point non moins important, c'est de former des professeurs. Or, en Allemagne, on a pour

cela l'excellente institution des *privat-docenten*. En Italie, on a introduit aussi les *insegnanti privati con effetti legali;* mais, sauf à Naples, leur nombre est assez restreint, quoiqu'ils aient une part d'intervention dans les examens et qu'ils touchent la moitié de la rétribution payée par ceux qui suivent leurs leçons. Mais quand les élèves sont peu nombreux ces honoraires sont très minimes. Seulement c'est le moyen d'entrer dans l'enseignement supérieur.

En Belgique, il faudrait nommer des professeurs suppléants, en leur accordant une certaine rétribution. L'expectative de la chaire leur servirait de stimulant. Toutefois, il n'y aurait nul droit acquis, puisqu'il faudrait, en tout cas, passer par l'épreuve du concours, à moins qu'on n'eût conquis une notoriété qui s'impose.

La solution donnée en Italie à la question de l'instruction religieuse dans l'enseignement primaire, ne soulève pas de difficultés, parce que le clergé n'est pas entré en lutte ouverte contre la société laïque. La situation, sous ce rapport, est très différente de la nôtre, comme je le montrerai bientôt plus clairement. En Belgique, le clergé n'admettrait pas que l'instituteur puisse enseigner la religion sans son contrôle. Et n'aurait-il pas raison? Quelle garantie offre l'instituteur sous ce rapport? L'instituteur échappera-t-il au souffle d'incrédulité qui traverse le monde, et

l'instruction religieuse peut-elle être donnée convenablement par un incrédule, surtout dans un pays où, comme chez nous, l'hostilité à l'influence du prêtre est le mot d'ordre du parti libéral? A chacun son domaine : au ministre du culte la religion ; à l'instituteur les connaissances « laïques ».

Je visite le gymnase ; ici, comme dans la plupart des établissements du même genre que j'ai vus en Italie, les bancs sont disposés en amphithéâtre. Cela est excellent. Le professeur voit mieux tous ses élèves, et ceux-ci peuvent beaucoup plus facilement suivre la leçon. Le local est, comme presque partout, un couvent.

— Le soir, à un dîner que m'offrent, avec la plus charmante cordialité, les députés et des professeurs de l'Université, on discute sur l'organisation de l'enseignement moyen en Italie. Voici les conclusions que je recueille de ce que j'ai vu et entendu jusqu'à présent. Ici l'enseignement moyen comprend le gymnase avec cinq années, et le lycée avec trois années d'études. Total, huit années. Le gymnase correspond à notre athénée ; il est à la charge des communes. Le lycée qu'entretient l'État répond à peu près à la rhétorique et à nos deux années de philosophie de l'université. Il en résulte qu'en entrant à l'université, on aborde immédiatement le droit, la médecine, les sciences, les lettres et la philologie. Le conseil supé-

rieur de l'enseignement moyen chez nous a toujours préconisé un système semblable. A différentes reprises, il a exprimé le vœu qu'une année fût prise aux études universitaires, pour l'ajouter à celles des athénées. De l'avis unanime, nos élèves arrivent à l'université trop jeunes et trop peu préparés ; parfois à quinze ou seize ans. La suppression de l'examen de gradué, déplorable mesure, augmentera encore le mal. Il s'ensuit que la plupart des cours de la faculté de philosophie ne sont que des répétitions des leçons de la rhétorique de l'athénée. On ne peut enseigner la philologie et la philosophie de l'histoire à des jeunes gens qui connaissent mal les éléments des langues et les faits historiques. C'est vraiment un supplice, pour les professeurs éminents, de devoir donner un enseignement aussi élémentaire. Il en résulte que les études supérieures ne peuvent se maintenir à leur vrai niveau. Il faut qu'elles s'abaissent jusqu'à celui des élèves qui sont encore des enfants. Premier inconvénient, qui est le plus grave.

Le second est que les jeunes gens, arrivant trop jeunes à l'université, y perdent beaucoup de temps. Ils n'ont pas la maturité nécessaire pour aimer la science et pour s'intéresser aux grandes questions qu'elle soulève. Quand ils travaillent c'est uniquement pour obtenir le diplôme, et il en va ainsi jusqu'à la fin. A l'athénée, où les heures de classe sont

presque doubles de celles de l'université et où les élèves sont obligés de faire des devoirs, la somme de besogne accomplie est trois fois plus grande que celle qui se fait dans nos universités. Les jeunes gens sont soutenus, guidés par les professeurs, comme il convient à cet âge. Les rapports personnels et incessants du maître et des disciples disparaissent à l'université. Quand la maturité y est, rien de mieux : l'originalité, la spontanéité se développent. Mais à seize ou dix-sept ans, elles n'existent pas. Il s'ensuit que les belles années sont gaspillées et que des habitudes de paresse invétérées se contractent. On entend dire souvent que le niveau intellectuel baisse, que l'enseignement donne de médiocres résultats, que nous ne formons plus des hommes comme il y a trente ans, que la génération de 1830 n'est pas remplacée. Je crois ces plaintes fondées. La jeunesse actuelle, sauf de rares exceptions, ne lit que des romans, pas d'histoire, pas de poésie, pas même Voltaire ou Rousseau. Le clergé ne doit plus demander qu'on brûle ces deux empoisonneurs des intelligences ! Nos jeunes gens connaissent leurs noms pour l'examen, mais ils se gardent bien d'ouvrir leurs écrits. Zola, à la bonne heure ! L'enseignement moyen chez nous est bon, sauf un défaut grave, que je signalerai tantôt. Mais il n'a pas assez d'années à sa disposition. Le temps manque pour obtenir des fruits sérieux. La faculté de philosophie est tout

ce qu'il peut être, s'adressant à des enfants. Ce n'est qu'en Belgique qu'on arrive à l'université aussi peu préparé. En Allemagne, en France, en Italie, rien de pareil. En Angleterre, à l'université même, le régime du collège continue. Il faudrait donc, d'après moi, pour se rapprocher du système en vigueur dans tous les autres pays, en Allemagne, en France et surtout en Italie, restituer à nos athénées les deux années de philosophie de nos universités, qui appartiennent en réalité à l'enseignement moyen.

Ce serait aussi un avantage incontestable pour les parents. L'ensemble des études, jusqu'au diplôme final, ne durerait pas plus longtemps qu'aujourd'hui. Le fils à l'athénée coûterait moins qu'à l'université. Il resterait plus longtemps dans la famille. Il serait deux ans de plus tenu au travail régulier des devoirs à faire. Il ne serait pas trop tôt livré à lui-même. Il est évident que tous les parents applaudiraient à la réforme. La dépense serait, il est vrai, un peu plus grande pour l'État; mais, comme elle serait moindre pour les familles, il y aurait compensation.

En résumé, il est admis par tous les hommes compétents que l'enseignement moyen en Belgique est insuffisant, parce que le temps lui manque, et il n'est pas moins certain que l'enseignement universitaire des premières années ne donne pas les fruits qu'on peut en espérer, parce que les élèves y arrivent trop jeunes et

trop peu préparés. Quel est le remède à ce double mal? Il nous est indiqué par ce qui se fait dans tous les autres pays sans exception. Il faut établir un examen universitaire et prolonger le temps des études moyennes, en y faisant entrer la plupart des cours qui se font maintenant, à l'université, en philosophie.

Le programme des matières de l'enseignement moyen, en Italie, paraît très peu étendu, surtout si on le compare à celui de nos athénées si chargé, parce qu'il a fallu accumuler dans un temps trop limité toutes les branches qu'imposent, d'une part, la tradition, d'autre part, les besoins actuels. Les Italiens en sont encore à peu près au programme du siècle dernier.

Beaucoup de langues anciennes, un peu d'histoire, de mathématique et de sciences naturelles, moins encore de géographie, et pas de langues modernes, réservées pour les instituts techniques. Dans le gymnase, on n'a que l'histoire grecque et romaine. Au lycée, on aborde l'histoire moderne; mais il n'y a pas d'histoire spéciale de l'Italie, ce qui est une inexplicable lacune. J'estime que c'est trop peu, surtout avec les huit années dont on dispose. Mais, chez nous, il y a trop, évidemment; même avec deux années de plus, il y aurait encore trop de choses à mettre dans la mémoire des enfants. Cinq ou six langues, cinq ou six grammaires à la fois, latin, grec, français, flamand,

anglais ou allemand. Généralement, sauf pour les têtes exceptionnellement bien organisées, il arrive qu'on ne sait convenablement aucune langue. Le but principal des humanités, autrefois, était de bien enseigner la langue maternelle et de former le goût littéraire, au moyen des langues anciennes. Les langues anciennes étaient un moyen, non un but. On nous faisait apprendre par cœur les plus beaux passages de Virgile ou d'Horace, pour nous imprégner du sentiment exquis des lettres classiques. On ne cherchait pas à nous expliquer toutes les difficultés de la langue et les arcanes des formes grammaticales. On visait à faire, non un philologue, mais un homme de goût. Le but était souvent atteint. On oubliait, alors comme aujourd'hui, le latin appris au collège ; mais il restait le style, le respect et le culte des belles-lettres. Maintenant, on veut faire des philologues, de douze à dix-sept ans ; c'est impossible, on manque le but. Bientôt les connaissances grammaticales s'effacent et de tant d'efforts, de tant d'heures de travail, il ne reste presque rien. En outre, notre programme est encombré, surchargé, accablant, parce qu'à côté des deux langues anciennes qu'on conserve, on veut, outre le français, enseigner le flamand, qui est indispensable dans notre pays bilingue, et une autre langue germanique presque aussi nécessaire. Que faire? A mon avis, il faut sacrifier la langue ancienne, dont l'enseignement ne donne

aucun résultat sérieux : le grec. Ici, où les Italiens apprennent le latin si facilement, on ne parvient pas non plus à faire savoir assez de grec pour en tirer un fruit réel. Chez nous, ce serait déjà un beau résultat, si on parvenait à posséder assez de latin pour se former le goût et le style, et pour se pénétrer quelque peu du génie de l'antiquité. C'est une dérision de prétendre faire apprécier la littérature grecque à un élève qui en reste à se traîner péniblement sur l'explication de quelques fragments et qui n'arrive pas à lire couramment un auteur.

Mais revenons à l'Italie actuelle. On y soigne avec raison l'enseignement de la langue maternelle. Je vois dans les instructions du ministre de l'instruction publique Correnti, que l'on fait lire les anciens auteurs italiens, Dante, Boccace, Machiavel et les poëtes modernes. Les Italiens conservent généralement le goût des lettres, que nous avons complètement perdu, car lire et aimer des vers est presque un ridicule. Même les jeunes ingénieurs italiens, qui viennent compléter leurs études à l'université de Liège et que j'y rencontre, ont presque tous quelque poète favori qu'ils connaissent par cœur. La pensée est ainsi élevée dans la région de la beauté abstraite ; elle n'est pas complètement absorbée par le maniement et la préoccupation des intérêts terrestres.

La circulaire de M. Correnti montre bien l'utilité

d'enseigner la philosophie, même avant l'entrée à l'université. J'y lis ceci : « A des jeunes gens exercés pendant plusieurs années, principalement dans l'art de bien écrire, il faut enseigner aussi l'art de bien penser, qui est la base et le complément d'un bon style. La logique peut conduire à ce résultat, surtout si elle se dégage de la scolastique et si elle est toujours « illustrée » d'exemples et d'applications. Le professeur exposera les principes généraux, qui sont la base de la raison et du sens moral. Ces principes ne s'effaceront plus de l'esprit et préserveront la jeunesse de cette tendance à la critique négative, qui est si forte à notre époque. Quand, à l'Université, ils assisteront aux luttes des systèmes et que même ils y prendront part, ils auront au moins comme point d'appui la philosophie positive du consentement universel de l'humanité. » Déjà, au lycée, on trace à grands traits l'histoire des principaux systèmes philosophiques. Voilà donc le spiritualisme ou, si l'on veut, la philosophie dans ses traits généraux, introduite dans l'enseignement moyen. Cela est absolument indispensable, surtout dans les pays où, comme en Belgique, les exigences inacceptables du clergé ont rendue impossible l'instruction religieuse dans l'école. Cette situation produit, dans nos athénées, une grave lacune. On n'y trouve pas d'enseignement qui ait pour but d'élever l'âme de la jeunesse à l'idée du devoir et de

cultiver le sentiment religieux. C'est là ce que faisait le clergé. Il le faisait mal et dans un mauvais esprit. Je ne pense pas qu'il faille regretter sa retraite. Mais enfin il faudrait le remplacer et on y arriverait en introduisant la philosophie dans la dernière année de l'enseignement moyen, c'est-à-dire dans la rhétorique supérieure. Ici le gymnase est séparé du lycée, qui est le prodrome de l'Université. Certaines villes ont des gymnases et n'ont pas de lycées.

En 1871, il y avait 78 lycées avec 3,645 élèves, et 103 gymnases avec 8,277 élèves. Mais, en dehors des établissements de l'État, il y a les écoles moyennes communales, qui comptaient 11,753 élèves, les écoles privées qui en avaient 5,743 et les petits séminaires 10,076. Le total, 42,000, donne une proportion de 15 élèves de l'enseignement moyen par 10,000 habitants, 9 pour la province des Abruzzes, qui en a le moins, et 25 pour la Ligurie, qui en a le plus. On ne commence le grec et l'histoire que dans la quatrième année du gymnase, c'est-à-dire dans notre seconde.

Voici le résumé du programme du lycée.

Nombre d'heures de leçons par semaine :

Classe inférieure. — Latin et grec, 3 heures. — Latin, 4 1/2 heures. — Grec, 3 heures. — Mathématiques, 6 heures. — Italien, 6 heures. — Histoire, 4 1/2 heures. — Total, 27 heures par semaine.

2e classe. — Latin et grec, 4 1/2 heures. —

Latin, 1 heure. — Italien, 3 heures. — Mathématiques, 3 heures. — Histoire, 3 heures. — Physique, 4 1/2 heures. — Philosophie, 4 1/2 heures. — Histoire naturelle, 2 heures. — Total, 25 heures par semaine.

Classe supérieure. — Latin et grec, 3 heures. — Latin, 1 heure. — Italien, 3 heures. — Mathématiques, 3 heures. — Histoire naturelle, 3 heures. — Physique, 4 1/2 heures. — Histoire, 3 heures. — Philosophie, 4 1/2 heures. — Total, 25 heures par semaine.

Au gymnase, après chaque année d'études, l'élève subit un examen de promotion; puis, à la fin, un examen de « licence gymnasiale » (*Licenza ginnasiale*).

Ce dernier examen se fait avec quelque solennité, devant une commission de quatre professeurs et un président. Il est écrit et oral, et porte sur toutes les matières enseignées. La taxe est de 30 francs. Les élèves de l'enseignement libre se présentent devant la commission du gymnase de l'État.

A la fin des études du lycée, nouvel examen pour obtenir la licence lycéale (*Licenza liceale*). Pour s'y présenter, il faut apporter le diplôme de licence gymnasiale, obtenu au moins trois ans auparavant. L'examen est écrit et oral, et porte aussi sur toutes les matières enseignées. Il se passe devant une commission

composée de professeurs du lycée. La taxe est de 75 francs. On n'est admis aux études universitaires qu'en présentant un diplôme de licence lycéale. On voit qu'ici on ne peut entrer à l'Université que très bien préparé, car ces examens sont sérieux et ils exigent qu'on revoie toutes les matières. Chez nous, sous prétexte de liberté, il faut laisser entrer les jeunes gens même les moins capables de suivre les cours. Ajoutez à cela la concurrence inévitable, imposée, des universités libres et des universités de l'État : comment le niveau des études ne s'abaisserait-il pas?

13 novembre.

Je visite la Banque populaire de Padoue, qui est un modèle sous tous les rapports. Elle est logée dans un beau palais, comme tous les établissements ici. L'aristocratie et le clergé ont tant bâti au XVIe siècle! Elle compte 3,622 actionnaires pour 18,274 actions. Le fonds versé est de 905,063 francs et la réverve de 275,000 francs. L'action de 50 francs est cotée 64. Elle a fait, en 1877, pour 55 millions d'affaires. En examinant la qualité des actionnaires, je vois qu'il y a parmi eux beaucoup d'employés et de petits agriculteurs, et même des curés des paroisses rurales. C'est qu'en Italie le bas clergé n'est pas, comme en France et en Belgique, rétribué sur le budget. Ceci mérite un moment d'attention.

A chaque cure est attaché un fonds de terre, une *tenuta*, une petite exploitation que le curé fait valoir comme il l'entend. Parfois, il la loue en tout ou en partie. Plus souvent, il la cultive lui-même, et alors, comme tout autre agriculteur, il a fréquemment besoin de crédit. C'est le bénéfice ancien. C'est ainsi que sont entretenus, en Suède, les soldats et les officiers de l'*Indelta*. Dans les villages de l'Inde, comme dans la Germanie antique, et partout où les formes primitives de la propriété ont survécu, il y a des fonds de terre qui sont destinés à rétribuer les industries indispensables à l'agriculture. On trouve le champ du charron, le champ du forgeron, le champ du potier. Ici, il y a le champ du curé. Une loi est déposée en Italie pour changer cet état de choses. On veut que l'État prenne possession des biens de la cure et rétribue le clergé sur le budget, comme en France et chez nous. C'est une mesure détestable au point de vue libéral, et cependant ce sont les adversaires les plus décidés du clergé qui la soutiennent. C'est le meilleur moyen de faire un clergé antinational et complètement dévoué au pape.

Déjà Tocqueville, dans son admirable livre, *la Révolution et l'ancien régime,* montre qu'un clergé attaché à la terre et propriétaire, ne séparera jamais complètement son intérêt de celui de l'État. Coupez ce lien, vous en faites un moine; il n'a plus qu'une patrie, Rome.

C'est à ce point de vue que Cavour a toujours combattu l'incamération des biens, non des couvents, mais du clergé séculier, ce qui est tout autre chose. « A ses yeux, nous dit M. Artom, voir *Préface à l'Œuvre parlementaire de Cavour,* il est désirable que le clergé soit relié à la société par les intérêts les plus nombreux possibles, et la propriété est l'un des meilleurs moyens de rattacher le prêtre aux institutions de la patrie. »

Voici un extrait d'un discours de Cavour à ce sujet: « L'incamération s'est accomplie sur une immense échelle dans quelques pays de l'Europe. En France, le clergé, avant la Révolution, était aussi riche qu'en Espagne. Qu'arriva-t-il ? Je respecte beaucoup le clergé français et je reconnais qu'il est plus moral et plus zélé que celui d'autrefois; mais personne ne niera qu'il ne soit beaucoup moins national, beaucoup moins libéral que ne l'était le clergé de l'ancien régime. Celui-ci était animé d'un esprit d'indépendance à l'égard de Rome, et d'un certain attachement aux maximes nationales; il avait des instincts de liberté. Tout est changé aujourd'hui. Tous les faits démontrent que le clergé de France est infiniment plus ultramontain que notre clergé italien. »

Tout le monde m'affirme ici que le clergé est en effet, comme le dit Cavour, beaucoup moins romain et moins fanatique que le nôtre. J'en entrevois plu-

sieurs motifs, mais le principal qui me frappe en ce moment est celui-ci. Le clergé est propriétaire, ou du moins le curé a la jouissance d'une propriété. Il est ainsi engagé dans tous les détails d'une ferme à exploiter. Il désire bien vendre son blé, son vin, son huile. Il s'occupe de la culture de son *podere*. Il s'entretient avec les autres cultivateurs des prix, du marché et des débouchés. Pour bien vendre, il faut que le pays soit prospère. Donc, il ne voudra pas y provoquer de crise.

Rien de pareil pour le curé rétribué sur le budget, son sort est assuré. Il touche son trimestre, quoi qu'il arrive. De ce côté, il n'a aucun souci. Le soir, au coin du feu, la nuit dans ses veilles, à quoi pense-t-il? Comme le curé italien, à bien engraisser son veau ou à fumer son champ? Non pas; mais à la grandeur de l'Église, sa seule patrie. Comment pourra-t-il y contribuer ? Qu'aura-t-il à faire pour augmenter son influence? Voyez ce qu'est devenu le curé belge et plus encore son vicaire : un soldat de Rome et un agent électoral. Rien de plus naturel. On lui a ôté tout intérêt national et on lui a ouvert toute large la porte des comices. Si l'Église est respectée, puissante comme en Belgique, le prêtre qui la représente est le vrai seigneur du village, celui devant qui tous s'inclinent. S'il parvient à faire arriver au pouvoir un ministère clérical, alors il est tout-puissant. Vous le voyez dans les rues,

dans les stations, s'avancer majestueusement, la tête haute, le regard assuré, attendant le salut que chacun s'empresse de lui faire et très bas. Il est le distributeur des faveurs ministérielles. Ses amis désirent-ils une place, il se rend à Bruxelles ; il est reçu à l'instant par le ministre, qui ne peut rien lui refuser. Il a bien plus d'autorité et de pouvoir que sous l'ancien régime, incomparablement.

Ici, les prêtres que je rencontre sont pauvres, humbles, craintifs. Pourtant on les attaque bien moins que chez nous; mais ils n'ont pas la conscience de leur force.

Un clergé dont le traitement est payé par l'État et sans qu'il ait à s'en occuper, sera certainement bien moins national et plus romain que celui qui doit tirer sa subsistance du faire valoir d'une propriété. Le premier vivra plus que le second de la vie spirituelle, c'est-à-dire de la vie universelle de Rome.

L'exemple de la France et surtout de la Belgique est convaincant. Nos amis les libéraux italiens, en poussant à l'incamération des biens des curés, commettent une faute énorme. Ils croient porter un coup à l'influence du prêtre : c'est tout le contraire. Ils préparent la voie à un clergé détaché des intérêts fonciers et agricoles, qui s'élèvera ainsi au-dessus du paysan et qui, en lui inspirant plus de respect, deviendra son guide et son maître.

Les cléricaux, s'ils voient clair, pousseront à l'*incamération*, afin d'avoir un clergé vivant uniquement du budget, comme le soldat, et libre ainsi de ne s'occuper que de sa mission spirituelle et de la propagande ultramontaine.

Je me suis bien écarté des banques populaires, mais j'y reviendrai plus tard, quand aura eu lieu, à Padoue, le « Congrès des banques populaires. » On espère y voir MM. Léon d'Andrimont et Micha.

14 novembre.

Conversation avec M. Luzzatti.— « Vous, lui dis-je, qui êtes le grand négociateur des traités de commerce de l'Italie, vous voulez y développer l'industrie. Vous vous défendez d'être protectionniste, et vous n'avez pas tort. Les maîtres de la science économique, Smith et Mill, admettent qu'un pays peut frapper d'une taxe de protection, pendant un certain temps, des objets manufacturés étrangers qu'il peut produire lui-même. C'est le moyen de faire naître des industries naturelles. Voilà ce que vous voulez faire chez vous, mais prenez garde. Vous créez ainsi des intérêts protectionnistes qui, plus tard coalisés, seront vos maîtres. Vous serez entraîné à une guerre de tarifs avec les autres nations. L'Italie, ayant à résoudre ce difficile problème de la suppression définitive du pouvoir temporel, doit au contraire tout faire pour conserver les

sympathies générales qui lui sont acquises aujourd'hui. Évitez donc de leur fermer vos portes. Multipliez plutôt les liens qui vous rattachent à elles.

« D'ailleurs, est-ce donc un bonheur pour un pays d'avoir une grande industrie? Voyez que de souffrances cause en ce moment la crise industrielle. Des milliers et des milliers d'ouvriers sans ouvrage, la guerre incessante des travailleurs et des capitalistes, les faillites, les ruines de toute sorte, la gêne, la misère, qui se répand dans toutes les classes de la société, et tout cela résultant de causes générales, agissant comme des phénomènes physiques et échappant ainsi à l'action des hommes. Ces crises sont périodiques, et elles deviennent de plus en plus graves, parce que la lutte pour l'existence, le *struggle for life*, embrasse aujourd'hui le monde entier.

« Heureux les pays agricoles : *Fortunati nimium si sua bona norent, agricolæ*. Ils vivent de leurs produits, ils ne dépendent de personne. Ils sont moins riches peut-être; mais ils ont moins de désirs, moins de déceptions, moins de souffrances. Quand vous aurez parqué dans des usines et asservi à l'uniforme labeur de la machine vos populations, qui vivent aujourd'hui en plein air, sous votre beau soleil, croyez-vous que vous aurez rendu service à votre pays? »

— « Il est trop tard, me répond Luzzatti, pour nous chanter ces bucoliques. Les églogues virgiliennes ne

sont plus de saison chez nous. Nous sommes un peuple moderne. Nous avons une grosse dette, une forte armée, et notre unité à consolider par de grands travaux publics. De là, d'énormes besoins d'argent et des impôts accablants. Nécessairement, nous devons produire davantage. Notre soie va à Lyon se transformer en étoffes que nos dames achètent à haut prix : pourquoi ne les fabriquerions-nous pas nous-mêmes? Le coton, qui vient de l'Égypte, c'est-à-dire de nos portes, va se faire tisser à Manchester et nous revient, après avoir franchi deux fois l'Océan : pourquoi ne pas le filer et le tisser nous-mêmes? Il en est de même pour la laine qui vient d'Australie, et que nous achetions en Belgique sous forme de draps. Déjà nous commençons à faire nos draps nous-mêmes à Biella, chez Sella, et à Schio dans les fabriques de notre grand manufacturier, M. Rossi. Nous arriverons à fabriquer aussi bien et aussi bon marché que les autres. »

— « N'oubliez pas, repris-je, qu'il vous manque le moteur économique, la houille. Or, la machine remplace l'homme, et ainsi on peut produire à bas prix, malgré une main-d'œuvre très chère. Voyez ce qui se passe en ce moment en Amérique. La nature a fait de l'Italie un pays agricole. Combien le capital est nécessaire pour améliorer votre agriculture, surtout dans le Midi, qui est à transformer ! Ne détournez pas artificiellement votre pays de la voie que les conditions

naturelles lui indiquent. Vous ne soutiendrez la concurrence que par des salaires très bas, c'est-à-dire à condition d'avoir une population ouvrière très misérable. Est-ce désirable ? »

— Le protectionnisme en Italie n'est guère défendu théoriquement, mais il a pour lui, d'une part, les besoins insatiables du fisc; d'autre part, les intérêts coalisés des fabricants, qui ne sont pas tenus en échec par la propagande des exportateurs et des commerçants.

Il est certain qu'un pays si évidemment créé et dessiné géographiquement pour faire le commerce et pour servir d'intermédiaire entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, doit être acquis au libre échange. »

III

De Padoue à Venise, 14 novembre.

La terre noire et meuble est admirablement cultivée, souvent à la bêche. Mais la campagne présente un aspect très uniforme. Les champs sont tous coupés de lignes d'arbres plantés à 10 ou 12 mètres de distance : ormes ou mûriers, traités en « têtards », auxquels montent les vignes qui sont conduites en guirlandes d'un tronc à l'autre. La terre est partout labourée, prête à être semée. Il y a cependant quelques champs de navets. Il me semble qu'au moyen des racines en récolte dérobée, on pourrait obtenir un plus grand produit de l'étable et, par conséquent, mieux encore engraisser la terre, puisqu'on aurait plus d'animaux et plus de fumier. Le navet en seconde récolte est une source de richesse pour le cultivateur flamand. Ici, à l'automne, et jusque vers le 15 décembre, cette plante grossirait et donnerait plus de produits qu'en Belgique.

Le bois des ormeaux, qu'on taille fréquemment pour les empêcher de donner trop d'ombre, sert de combustible. Le mûrier livre des feuilles pour le ver

à soie. On est parvenu à échapper à la maladie qui tuait le ver à soie, en faisant venir des graines du Japon. Mais un autre danger menace cette industrie; c'est la concurrence de la soie grège de la Chine et du Japon.

Cette concurrence est déjà telle, qu'elle a fait baisser les prix d'un tiers, perte énorme pour l'Italie et surtout pour la Lombardie. Et ce n'est peut-être qu'un commencement. Économiquement, l'Europe est menacée à la fois par l'Amérique et par l'Asie; par l'Amérique, à cause de l'abondance des richesses naturelles; par l'Asie, à cause du bon marché de la main-d'œuvre. Le Yankee et le Chinois, voilà les maîtres futurs du monde économique.

En Lombardie, dans la Vénétie, en Toscane, dans l'Émilie, le système de culture est presque le même, en principe. On produit à la fois les céréales — blé et maïs — et le vin sur le même champ. Les racines des arbres et l'ombrage de leurs rameaux nuisent évidemment au rendement du froment qui est moindre qu'en Belgique. Certains agronomes prétendent qu'il y aurait avantage à séparer les cultures: ici le vin, là le blé. Le fait est que le vin récolté sur les vignes « en festons » n'a pas le tanin et le bouquet des vins de France. Il ne se conserve pas bien et il ne s'exporte que pour les coupages.

Venise, 16 novembre.

Même en cette saison, Venise est une merveille. C'est la seule ville à laquelle aucune autre ne ressemble. La mer, grossie par le vent qui la refoule, s'engage avec un fort courant dans les canaux, déborde sur la place Saint-Marc et pénètre jusque dans la cathédrale. Elle est transparente, pure et du plus beau vert, au lieu d'être jaunâtre et stagnante comme l'été. Les gondoles filent comme des oiseaux suspendus dans un élément azuré. L'eau claire, vive, joyeuse, baigne et reflète les vieux palais sombres. C'est comme un souffle de jeunesse dans la vieille cité. Je revois avec un vrai plaisir Saint-Marc, le palais des Doges, la Place et le Grand Canàl. Les souvenirs de Byron, de Musset, de George Sand me reviennent à l'esprit : *les Maîtres mosaïstes*, *l'Orco, Leone Leoni,* charmants récits, pleins de poésie et d'enthousiasme. Lit-on encore ces livres aujourd'hui? Combien de temps dure dans notre temps troublé et encombré le souvenir d'un auteur qui semblait devoir être immortel ?

Saint-Marc est la seule église d'Italie qui me laisse une impression complète et sans mélange. L'intérieur du dôme de Milan est très beau aussi, mais l'extérieur est trop chargé et pas d'un goût pur ; on dirait une cathédrale en albâtre ou en sucrerie. Saint-Pierre de Rome est écrasant de grandeur, mais gâté par la profusion

des ornements. La façade est manquée. Les églises d'Orvieto et de Sienne sont des bijoux, mais ne réveillent pas le sentiment religieux. Le Panthéon seul est un monument vraiment parfait, mais c'est un temple païen et non une église.

A Venise, la vie est charmante. Après une promenade en gondole, qui vous fait voir les grands aspects, rien n'est plus amusant que de flâner dans les petites rues, de franchir ces innombrables ponts et de rencontrer partout un motif d'architecture, un coin pittoresque d'une vieille masure, une scène de mœurs. La race est ravissante. Souvent des cheveux blonds et la carnation éblouissante, même avec les cheveux noirs; mais jamais rien de lourd et de trop charnel ; le nez fin ; les yeux grands et doux ; le galbe oval. Au fond on retrouve la marque du type slave qu'ont apporté ici les Vénètes. J'ai rencontré ce mélange charmant du sang slave et italien de l'autre côté de l'Adriatique, à Capo d'Istria. Un dimanche, après-midi, une musique venue de Trieste y avait rassemblé toute la population sur la Place, qui ressemblait en très petit à celle de Venise. Le lion de Saint-Marc étalait ses ailes ouvertes sur la façade du palais municipal. Presque toutes les femmes étaient jolies, quelques-unes étaient incomparables ; nulle part la race ne m'a paru aussi ravissante.

Le port de Venise reprend un peu d'animation. Les

grands steamers de la Compagnie péninsulaire anglaise des Indes s'y arrêtent en partant et en revenant. Les marchandises arrivent d'Allemagne et de Suisse ou y sont envoyées d'ici par chemin de fer; c'est le débouché sur la mer de la ligne du Brenner. Les voyageurs et les petits colis sont débarqués à Brindisi. Les produits encombrants vont jusqu'à Venise. L'activité commerciale s'est développée; cependant les Vénitiens se plaignent; ils espéraient voir plus vite revenir les beaux jours d'autrefois. Il faut un temps très long pour donner au commerce une direction nouvelle. Nous voyons un exemple curieux de ce fait. On a créé à Flessingue des docks, des ports, des installations magnifiques reliés directement à l'Allemagne par une voie ferrée. On espérait enlever à Anvers une partie du trafic. Guidés par cet espoir, des spéculateurs avaient acheté des terrains à Flessingue, espérant les revendre avec grand bénéfice. Ces espérances ne se sont pas réalisées. Le commerce ne se détourne pas du tout d'Anvers. Les hommes déterminent les voies commerciales plus que la nature.

Venise paraît plus prospère. Beaucoup de palais sont restaurés. On voit bien moins qu'autrefois de maisons délaissées et tombant en ruine. Les boutiques sont plus belles, mieux fournies; les façades mieux entretenues. La misère est grande cependant. On compte 36,000 pauvres inscrits sur 130,000 habitants.

A Bruges, dans notre Venise du Nord, il y en a bien davantage; 22,000, je crois, sur 48,000 habitants; mais le bureau de bienfaisance est si riche! A Venise, la population augmente lentement. En 1867, elle était de 120,000 âmes. Depuis lors, elle s'est accrue de 10,000. C'est évidemment un signe de prospérité relative. Cela prouve au moins que le déclin est arrêté.

17 novembre.

Je suis reçu ici par M. Castelnuovo, l'un des romanciers les plus goûtés de l'Italie, et par M. Politeo, qui est professeur de philosophie à la fois au lycée de Venise et à l'université de Padoue; mais il optera probablement pour Padoue.

M. Politeo est un des hommes les plus distingués que j'aie rencontrés. C'est un spiritualiste, un platonicien de la grande école. Il voit toutes choses de haut. Il n'est pas apprécié à sa valeur en Italie, parce qu'il a peu publié dans un pays où l'on publie beaucoup. Et il n'écrit guère parce qu'il ne parvient pas à rendre sa pensée comme il le désire. Il vise à une perfection qu'il ne peut atteindre. Par l'élévation des idées, il me rappelle ce grand esprit et ce grand cœur, Gustave Callier, qui, lui aussi, n'a presque rien écrit et pour la même raison. Jamais il n'était content de son travail. Il est vrai qu'il a laissé mieux que des écrits,

je veux dire des œuvres : ses écoles et des fils qui font honneur à son nom. M. Politeo partage nos idées sur la nécessité d'une réforme religieuse. Il connaît nos travaux. Il me parle de *Partie perdue* et de votre article *Autel contre autel*. On est très heureux de retrouver ainsi, à l'étranger, l'écho ou la confirmation de ses convictions. Seulement, M. Politeo qui, né en Dalmatie, a du sang slave dans les veines, est animé d'une chaleur mystique qui nous manque.

Nous causons de la situation de l'Italie. Ainsi que je vous l'ai dit, dès mon arrivée au delà des Alpes, j'ai trouvé tout le monde inquiet, tourmenté de craintes vagues, voyant l'avenir très en noir. J'en avais été très frappé, rien ne m'y ayant préparé. « Ce qui m'inquiète pour mon pays, me dit M. Politeo, c'est que le sentiment religieux disparaît peu à peu de toutes les classes de la société en laissant un vide complet. En Belgique, en Allemagne, la foi subsiste dans une grande partie de la population. C'est peut-être une cause d'embarras dans les luttes politiques, mais c'est une garantie de moralité et de conservation. L'Angleterre est toujours le premier peuple du monde, parce que c'est celui où la religion a conservé le plus d'empire. De là, ce sentiment du devoir, cette horreur du mensonge, ce respect du droit qui frappent chez l'Anglais. En Italie, l'indifférence est générale. Chez la bourgeoisie et même chez l'aristocratie, l'idée

religieuse est morte. Chez le peuple des villes, elle trouve plutôt de l'hostilité, et dans les campagnes, elle ne survit que dans quelques pratiques sans influence sur la conduite journalière. Le clergé même n'a plus d'idéal. Je n'oserais dire qu'il doute, tant il réfléchit peu aux questions religieuses; mais il n'a nul enthousiasme pour sa foi. Le fanatisme est du moins une preuve de force de l'âme et de vie spirituelle. Ici, vous ne rencontrerez pas un fanatique. Le curé dit la messe par habitude; il s'occupe de ses petits intérêts et songe peu à reconquérir le pouvoir pour l'Église ou pour le pape. De même, la prêtrophobie, la haine du clérical, si ardente de l'autre côté des Alpes, existe à peine en Italie. On ne songe pas à lutter contre qui n'attaque personne et ne résiste à rien. De ce manque général de fortes croyances résulte un affaissement des caractères, un abaissement du niveau moral, qui rend tout possible. Nous pouvons continuer à vivre très longtemps ainsi, dans un calme apparent; mais aussi, par suite d'une sorte de décomposition lente et invisible, nous pouvons assister à un écroulement subit. »

— « Votre esquisse est peut-être vraie, lui dis-je, mais vous la poussez au noir, j'imagine. Le problème se pose partout dans les mêmes termes. Nous sommes dans une époque de transition. Les formes des cultes existants ne répondent plus aux besoins de notre

temps, l'humanité paraît incapable d'en produire de nouvelles. Seulement, cela est plus frappant, il est vrai, dans les pays catholiques que dans les pays protestants. M. de Broglie a écrit un jour un mot effrayant en parlant du catholicisme : La même chose, dit-il, et quelle chose ! est à la fois indispensable et impossible. — Un peuple peut-il vivre sans religion ? voilà le grand inconnu qui s'ouvre devant nous. Les croyances religieuses sont partout ébranlées. Sans elles, peut-il y avoir une moralité vivante, efficace ? Et sans moralité, que deviendront les relations humaines, la vie privée et publique, la liberté et l'ordre ? »

— « Sans doute, reprit M. Politeo, partout la question se pose. A mon avis, c'est le christianisme réformé et ramené à ses origines qui seul peut nous apporter le salut. Mais, en Italie, ce qui m'épouvante, c'est le marasme, le néant absolu en fait de religion. Chez vous, en France, en Allemagne, il y a lutte, il y a vie. Ici, point : le sentiment religieux manque également chez le clergé et chez ses adversaires. Il n'y a donc ni attaque, ni défense. Demandez à nos libéraux ce qu'ils pensent de la question religieuse. Ils vous répondront qu'elle n'existe pas en Italie. Cela est vrai en grande partie, et voilà précisément le mal. Le jour où le clergé songera à reprendre son empire, les résistances seront bien faibles. La disparition complète de la foi perdra l'Italie, ou son réveil l'asservira à Rome. »

Conversation avec le député Fambri. — M. Fambri est un des meilleurs orateurs du Parlement. Lui aussi voit les choses en noir, mais à un autre point de vue que M. Politeo. « Sauf dans le Midi, dit-il, les classes dangereuses ne sont pas très nombreuses en Italie; mais elles sont actives, remuantes, audacieuses, tandis que les conservateurs sont inertes, craintifs et se laissent intimider par la menace. Une petite minorité, en cas de trouble, peut dominer la majorité et l'écraser. Il y a, il est vrai, l'armée, qui est excellente. Elle est jusqu'à présent animée d'un bon esprit; mais les démagogues cherchent à y acquérir de l'influence. Le sergent est très mal payé et il jouit de beaucoup de liberté, Dans les cafés, les meneurs lui payent à boire et s'emparent de son esprit. Les *circoli Barsanti*, qu'on a tolérés, sont une excitation directe à la révolte. Si jamais ce mauvais esprit devait pénétrer dans notre armée, nous serions exposés aux plus terribles aventures. »

Voici ce que sont ces *circoli Barsanti* dont il est sans cesse question dans les journaux. Il y a cinq ou six ans, éclata à Pavie une petite révolte, à laquelle prirent part quelques soldats. Un officier fut tué; le sergent Barsanti fut déclaré coupable du crime et fusillé. On prétendit que Barsanti avait été condamné à tort et qu'il n'était pas présent dans la caserne où l'officier avait été tué. De là, une protestation que les

meneurs de la démagogie ont organisée pour s'emparer de l'esprit des soldats et des sous-officiers. De divers côtés, et surtout en Romagne, on fonda des cercles Barsanti qui, en réalité, étaient des associations républicaines et démagogiques. Le ministère devait-il tolérer l'existence de ces *circoli Barsanti,* dont le nom était manifestement la glorification de l'assassinat et de la révolte dans l'armée ? D'après la droite, évidemment, non. Il aurait dû les dissoudre en vertu du pouvoir discrétionnaire que la Constitution a laissé au gouvernement. Les ministres Cairoli et Zanardelli prétendent, au contraire, que, comme en Belgique, le droit d'association n'admet pas de mesures préventives, et que ce sont les tribunaux qui doivent appliquer la loi pénale, s'il y a lieu. C'est le grand débat en ce moment. Les journaux en sont remplis. C'est sur ce terrain que se livrera la bataille parlementaire, qui décidera du sort du ministère.

— Ce que m'a dit le député Fambri donne à réfléchir. Les éléments de désordre augmentent si rapidement dans nos sociétés profondément troublées, qu'il faut bien compter sur l'armée, pour en comprimer l'explosion. Mais qu'arrivera-t-il si l'armée elle-même est envahie par les doctrines subversives? Dans les pays méridionaux, ce danger est plus à craindre que dans le Nord. Les idées se répandent bien plus vite. Elles passent de l'un à l'autre par la parole vive et

ardente. Dans les pays où l'on boit de la bière, une parole s'échange toutes les dix minutes et il faut des années pour qu'une idée mûrisse. Ici, c'est toujours la vie du Forum; la fermentation se communique de proche en proche, comme l'étincelle électrique.

18 novembre.

La nuit dernière, nous entendons des cris, des chants, des musiques et un déchaînement de cloches, dont je n'avais nulle idée. Nous sommes logés sur le grand canal, entre l'église de San-Mosé et Santa-Maria della Salute; les cloches sonnent à toute volée; il semble que nous soyons dans leur bouche même, tant elles nous brisent le tympan; nous supposons que c'est la fête de la paroisse. Le lendemain nous apprenons l'attentat de Passanante qui, au moment où le roi faisait son entrée à Naples, en voiture découverte, a essayé de le frapper d'un coup de poignard. La nouvelle est arrivée à Venise, à dix heures et demie du soir, et aussitôt on est sorti des théâtres et des cafés, et des démonstrations se sont organisées et ont duré toute la nuit. La ville présente un aspect curieux. Toutes les boutiques sont fermées. Tout le monde est dans la rue. Les maisons sont pavoisées. Partout des inscriptions : *Viva il rè Umberto;* musique sur la place Saint-Marc; *Te Deum* chanté par le patriarche, qui prononce un discours très patriotique dans l'église

Saint-Marc. L'assistance applaudit comme dans un « meeting ». C'est une explosion de « loyalisme » unanime et vraiment enthousiaste.

Cet attentat, suivant de près ceux de Hödel, de Nobiling et de Moncasi, est un symptôme grave, parce que les souverains que les régicides veulent frapper sont extrêmement populaires et que, d'ailleurs, le crime serait sans résultat. Ce n'est pas le roi que l'on veut atteindre, c'est l'institution, la royauté, et non la royauté comme institution politique, mais comme symbole de l'inégalité sociale. Voilà le point qui donne à réfléchir pour l'avenir de l'Europe. La misère du peuple est réelle. La concurrence et les crises dans l'industrie et dans l'agriculture, le prélèvement exagéré de la rente réduisent les travailleurs au minimum de ce qu'il faut pour vivre. Puis arrive le fisc, avec ses impôts écrasants pour l'armée et pour la dette, qui réduit encore ce minimum, de sorte qu'il devient insuffisant. De là la misère. La misère, en effet, est effroyable, dans toute l'Europe ; en Italie plus encore peut-être que partout ailleurs, sauf en Russie. Autrefois le peuple se résignait à ces souffrances. Plus elles étaient extrêmes, plus elles l'abattaient. Aujourd'hui, les idées socialistes, sous une forme ou sous une autre, pénètrent partout et créent ainsi un fonds d'irritation sourde et profonde. Cette irritation concentrée, exaspérée dans la tête d'un fou ou d'un monstre, aboutit

au régicide, en temps calme, — mais, en cas de révolution, répandue dans les masses, elle livrerait nos cités au pétrole. Ces attentats sont comme des évents de flammes jaillissant parfois de la lave, qui court, brûlante, sous la surface paisible de notre ordre social. — On ne croit pas ici que le crime de Passanante soit le résultat d'une conjuration de l'Internationale. Les socialistes systématiques, comme en Allemagne, ne sont pas nombreux en Italie, me dit-on; mais on y trouve, à tous les degrés de l'échelle sociale, des hommes de désordre que le souffle des idées socialistes atteint et agite.

— Mme Peruzzi m'a donné une lettre pour la comtesse Marcello, qui a, dit-on, le salon le plus agréable de Venise, et je puis me faire ainsi une légère idée des relations sociales. La famille Marcello compte plusieurs doges qui ont des tombeaux intéressants du XIVe et du XVe siècle, dans les églises des Frari et de SS. Jean et Paul. L'un de ces tombeaux a été érigé aux frais de la république, en récompense d'une action d'éclat qui rappelle la mort de Nelson. Dans un combat naval contre les Turcs, un Marcello est frappé à mort : il donne l'ordre de le porter dans son armure au plus fort de la mêlée, et les Turcs sont vaincus. Donna Andriana est veuve. Mère de six enfants, elle est encore une des beautés de Venise. Outre les langues modernes, elle connaît bien les langues anciennes; elle s'intéresse à

toutes les sciences, surtout aux sciences sociales ; on lui doit, à elle et au député Fambri, le réveil d'une industrie célèbre de l'ancienne république, les dentelles au fameux point de Venise. Dans l'île de Burano, une vieille femme en avait conservé le secret. On lui donna des élèves, on forma des maîtresses et aujourd'hui on fait des dentelles splendides, qui valent jusqu'à 2,000 francs le mètre. Celles-ci sont faites à la main. On en fait aussi au carreau. Elles ont obtenu un grand prix à l'Exposition de Paris, et il s'en est vendu pour une centaine de mille francs.

A Murano, l'industrie du verre de Venise a pris aussi un nouvel essor. C'est ainsi, par le travail, qu'on combattra la misère.

L'existence moderne même la plus luxueuse est perdue dans les vastes appartements des anciens palais. Donna Andriana n'occupe que le troisième étage du sien. Les autres sont consacrés à la bibliothèque. Elle reçoit dans une grande galerie peinte à fresque. Un piano à queue, des meubles de prix, des sophas entourés de fauteuils forment autant de centres pour la conversation. A côté sont des salons plus petits, encombrés d'objets d'art, les murs couverts de tableaux, des portraits de doges et de membres du Conseil des Dix ; les élégances de l'ancienne Venise se mêlant aux raffinements de la vie moderne. Mme Marcello aime à réunir chez elle les savants, les littéra-

teurs, les hommes distingués à divers titres, qui habitent Venise. Ils s'y rencontrent avec les représentants de ces familles dogales, dont les noms sont connus de toute l'Europe, par les palais qu'ils ont bâtis et par leurs hauts faits qui forment l'histoire de la république. Donna Andriana tient à ce que ses fils soient utiles à leur pays. L'aîné est marin, un autre se destine à l'armée, un troisième a de merveilleuses dispositions pour le dessin, et elle ne s'oppose pas à ce qu'il devienne artiste.

Deux faits m'ont frappé depuis le peu de temps que je suis en Italie. C'est que tout le monde parle et s'occupe de la question sociale et, en second lieu, que les hautes classes, au lieu de se retrancher dans une oisiveté qui serait comme le privilège de la caste, prennent une part active à la vie politique et à la direction des intérêts publics de toute nature. Cela me rappelle l'Angleterre.

C'est une grande lacune quand dans un pays les familles qui, par leur richesse et leur autorité héréditaire, pourraient rendre de si grands services, en sont incapables par ignorance, désœuvrement, morgue ou indifférence. En Italie, l'aristocratie a toujours protégé les arts, la science et les lettres, et elle a pris une large part à leur développement. Je crois voir qu'il en est encore ainsi aujourd'hui.

Après le déjeuner au palais Marcello, la comtesse

nous conduit au *Te Deum*, célébré à Saint-Marc à l'occasion du salut du roi. Comme elle est dame d'honneur de la reine, elle ne peut y manquer. Le soir, elle nous raconte des traits touchants de la bonté et de la bravoure de la reine Marguerite. Un jour, une promenade en mer avait été organisée. Il faisait beau, mais il soufflait sur l'Adriatique une *bora* furieuse. La reine ne prétendit pas reculer. On partit, le vent augmenta rapidement. Des vagues énormes déferlaient contre la barque très légère et non pontée. Impossible de revenir à la voile. A la rame on n'avançait guère. L'officier qui tenait la barre crut qu'on ne regagnerait pas la côte. La reine resta gaie et souriante comme tous les siens sur le champ de bataille.

19 novembre.

Je visite ici une institution bien curieuse, due à la bienfaisance intelligente d'un patricien vénitien : c'est l'institut Querini-Stampalia. Le nom de Stampalia vient d'une île de l'Archipel, qu'un Querini avait conquise autrefois sur les Turcs. Le dernier du nom, mort il y a peu d'années, a laissé son palais, sa bibliothèque, ses tableaux et sa fortune, donnant environ 40,000 à 50,000 francs de revenu, pour favoriser le progrès des études. On a fait du palais une bibliothèque publique, avec salles de lecture ouvertes même le soir. On y trouve les journaux et toutes les

principales revues italiennes et étrangères. On peut venir y travailler à l'aise, et un bibliothécaire très savant est prêt à vous aider dans vos recherches. Plus tard, quand les frais d'établissement auront été couverts, on donnera des cours et des conférences. Il y a des salons particuliers pour les dames; j'en vois plusieurs dans la salle de lecture. L'évêque Velbrück a fondé la Société de l'Émulation à Liège, mais sans lui laisser de revenus. C'est le seul exemple de ce genre que je connaisse en Belgique. Il est étrange que cette idée soit si rare chez nous. Que de célibataires passent leur vie à réunir des collections, lesquelles se dispersent à leur mort, vendues au profit d'héritiers éloignés et inconnus.

Pourquoi personne ne songe-t-il à laisser ses biens pour doter une chaire d'enseignement supérieur, une institution ouvrière, ou pour faire quelques recherches scientifiques? En Amérique, cela se voit tous les jours. Chez nous, on fonde un lit dans un hospice. La préoccupation du progrès intellectuel est si faible, que nul ne pense à faire un legs pour en favoriser l'essor. Récemment un de mes oncles a légué toute sa fortune, — 1,300,000 francs, — aux hospices de Bruges. Il a eu raison de lui donner une destination d'intérêt général; mais quel autre résultat il aurait obtenu s'il avait laissé ce revenu de 40,000 francs à l'Académie de dessin ou à un institut qui aurait répandu à Bruges

le goût de l'art industriel, pour lequel la race flamande a tant de dispositions! Mais, hélas! on pense si peu, chez nous, aux œuvres de l'esprit pendant la vie, que ce n'est pas en la quittant qu'on songe à les favoriser. J'allais oublier le prix Guinard, attribué d'abord à Laurent pour l'épargne dans l'école, et la seconde fois à M. Melsens pour un remède contre les maladies que donne le travail du mercure et du plomb.

20 novembre.

Je visite les écoles primaires avec un inspecteur, qui vient me prendre dans une gondole municipale, ornée du lion de Saint-Marc. Cela m'inspire un profond respect. Ici aussi, les écoles sont installées dans des palais, mais les locaux sont moins bien entretenus qu'à Vérone et à Padoue. L'instruction religieuse se donne tous les jours avant la classe par les maîtres et les maîtresses, sans intervention du clergé.

Cela a été accepté ainsi, d'abord, parce qu'il y avait fait accompli quand la loi actuelle a été mise en vigueur; en second lieu, chose bien étonnante, parce que les parents n'ont pas réclamé; ainsi, dans cette ville, l'instruction est exclusivement laïque. Cependant, comme me l'a expliqué plus tard M. Burzi, directeur général de l'enseignement primaire à Bologne, l'instruction est religieuse et morale. Les insti-

tuteurs et les institutrices font les prières avant les classes, parlent de Dieu et de la loi morale et saisissent toutes les occasions pour réveiller et cultiver le sentiment religieux. Nous avons ainsi, dans un pays exclusivement catholique, une solution du problème tout à fait semblable à celle de l'Amérique : l'école religieuse, mais non confessionnelle. Les locaux ne sont pas mis à la disposition des ministres du culte en dehors des heures de classe, comme en Hollande. Le clergé a accepté cet état de choses, qui chez nous provoquerait toutes ses fureurs. Cela tient à ce que, comme je le vois chaque jour plus clairement, les rapports de l'Église et de l'État sont ici tout autres qu'en Belgique. Un neveu de M. Minghetti, M. Ernest Masi, inspecteur de l'enseignement à Bologne, m'a dit que le clergé n'oserait pas attaquer ouvertement les établissements de l'État ou des communes. Je lui demande comment se donne cette instruction religieuse non confessionnelle. — Très bien par les institutrices, me répond-il, et aussi par plusieurs instituteurs. Mais il en est qui sont hostiles à l'idée religieuse. Que voulez-vous en attendre ?

D'après ce que je vois dans nos journaux, c'est le système que l'on proposera pour remplacer celui de la loi de 1842. C'est, en effet, le moyen qui apporterait le moins de changements à l'état actuel. L'inspection ecclésiastique serait supprimée et l'instituteur

continuerait à donner l'instruction religieuse comme il le fait maintenant. Si le clergé accepte cette solution, ainsi qu'il le fait en Italie, rien de mieux, et je comprends qu'on l'adopte, parce que moins on change, mieux cela vaut; mais, si le clergé l'attaque de toutes ses forces, comme semble l'annoncer la pastorale collective des évêques, on sera placé sur un très mauvais terrain pour se défendre; car le pouvoir laïque se sera emparé de l'enseignement dogmatique, qui n'est pas de sa compétence, là où, comme en Belgique, il y a séparation de l'Église et de l'État. La nouvelle loi hollandaise de 1878 donne une solution plus rationnelle et plus logique. Elle porte : *Het geven van godsdienstig onderwijs blijft aan de godsdienstleeraren overgelaten,* « l'enseignement religieux est abandonné aux soins des ministres du culte ». Voilà, évidemment, la seule disposition conforme à l'esprit de notre Constitution. J'ai indiqué cette solution dès 1858, dans un travail intitulé : *Débats sur l'enseignement primaire, dans les Chambres hollandaises* (session 1857).

Nous entrons aussi dans une école Frœbel parfaitement organisée, grâce à une dotation de Mme Hélène Raffalovitch-Comparetti, la femme de l'illustre professeur de Pise. La donataire a voulu que tout culte fût exclu de l'école, afin de ne pas éloigner les dissidents. On y fait la prière en termes généraux qui ne peuvent froisser ni les juifs, ni les protestants, ni les

catholiques. C'est ce que l'on fait encore souvent dans les écoles hollandaises.

L'enseignement obligatoire commence aussi à s'appliquer sérieusement à Venise. On tient note des absences et on en avertit les parents. Seulement, l'extrême misère est un grand obstacle. Pour le vaincre, des sociétés de bienfaisance se sont formées, qui distribuent des vêtements et des soupes aux enfants fréquentant l'école.

Venise, 21 novembre.

C'est encore de Venise que je vous adresse ma lettre. Je voudrais rester ici tout un mois, circuler en gondole sur l'eau verte, parmi ces monuments et ces palais dont chaque pierre parle à l'imagination. Je comprends maintenant le livre de Ruskin, *Stones of Venice*. Mais trêve à la poésie. L'économiste seul doit vous envoyer sa prose.

— On me disait hier soir que, peu à peu, tous les palais du grand canal passent aux mains des Israélites. Ainsi, la perle de Venise, la Ca' d'Oro, a été achetée par les Errera. On ajoutait qu'un tiers de la valeur de la ville appartenait déjà aux familles juives, soit en propriété, soit par hypothèque. Le chiffre est sans doute très exagéré, mais il est certain que l'accroissement de leur puissance financière est prodigieusement rapide. Il en est de même à Padoue. Dans

le Parlement italien, il y a trois ou quatre fois plus de députés juifs qu'il ne devrait y en avoir, eu égard à leur nombre; preuve certaine qu'ils l'emportent par le talent, puisqu'ils arrivent aux premières places, malgré le préjugé. Il est vrai que celui-ci me paraît plus faible ici que partout ailleurs.

Cette ascension rapide de l'élément israélite est un fait qu'on peut observer partout en Europe. Inutile de rappeler qu'à Paris, à Bruxelles, à Amsterdam, à Francfort, les grandes puissances financières sont juives. Mais, dans l'Europe orientale, le phénomène est bien plus marqué. En Allemagne et surtout en Autriche, la presse est aux mains des juifs. Plus de la moitié de Pesth leur appartient. En Hongrie, ils commencent à acheter la terre. En Roumanie, d'après ce que prétendent les Roumains eux-mêmes, si l'égalité absolue est établie, les juifs deviendront les maîtres uniques du sol. On affirme la même chose en Gallicie et en Moravie. Les paysans sont les débiteurs des juifs, qui tiennent les débits de boissons. Le portrait qu'en a fait Cherbuliez, dans son roman, *Samuel Brohl et Cie*, est pris sur nature. Quant aux seigneurs, ils empruntent aux banquiers israélites. Encore quelques années, et une liquidation opèrerait un transfert général de la propriété aux mains de la nation élue. Pendant la guerre turco-russe, partout, aux avant-postes, on voyait des marchands et des colporteurs juifs

vendre ce qui était nécessaire aux soldats et aux officiers. La dernière fois que je me trouvais à Pesth, on me disait que les moulins à farine appartenant aux juifs avaient donné 12 p. c. et les moulins des chrétiens 4 p. c., quoique se trouvant exactement dans les mêmes conditions. D'où venait cette différence? De ce que les juifs, servis par des colporteurs répandus dans tout le pays, achetaient le blé à meilleur compte, et aussi de ce qu'ils jugeaient mieux les fluctuations générales des prix sur les grands marchés des céréales. Si ce mouvement ascensionnel des Israélites continue, ils seront, dans un siècle, les maîtres de l'Europe. Je me rappelle avoir lu autrefois un livre d'un fouriériste qui avait bien de l'esprit, Toussenel : *les Juifs, rois de l'époque*. C'est une prophétie.

Le vulgaire attribue ce fait à l'usure, à la rapacité, à la dureté d'âme, que sais-je encore? C'est une complète erreur, un préjugé sans fondement. Quand toutes les transactions sont libres, nul n'est tenu de subir des conditions plus onéreuses que celles du marché général. Les chrétiens ne se font pas faute de profiter, comme tout le monde, des occasions favorables que les conjonctures leur offrent. C'est aujourd'hui la loi universelle. Dans les grands scandales financiers de nos jours, notamment en Belgique, on n'a vu figurer que des chrétiens.

Les naturalistes vous le diront, si dans le *struggle*

for life une race l'emporte sur les autres, c'est qu'elle est douée de quelque supériorité. Ce doit être évidemment le cas pour les juifs. Et d'abord, ce qu'ils ont fourni de poètes, de philosophes, de musiciens, de peintres et de littérateurs, est hors de proportion avec leur nombre relatif. Ils ont un sentiment très vif, très juste de la réalité, qu'ils saisissent et rendent avec une extrême netteté, et, en même temps, une forte idéalité, une imagination puissante. Heine me paraît le type de ce rare mélange de qualités en apparence opposées. Appliquez ce génie aux affaires, et le succès s'explique. L'imagination, l'invention découvrent les opérations avantageuses, le bon sens solide fait voir les bons et les mauvais côtés et préserve des illusions. Parmi nous, les hommes d'affaires qui ont de l'imagination se perdent par optimisme, et ceux qui en manquent se traînent dans la routine.

Il est hors de doute qu'Israël a plus d'esprit que nous. Ce sont trois juifs qui ont créé ce genre d'esprit mordant, qui s'est traduit dans les *Berliner Possen* et dans le *Kladderadatsch :* David Kalish, Hermann Salingré et Edouard Jacobson. Les Pères de l'Église du socialisme allemand, Lassalle et Karl Marx, juifs aussi, ont apporté dans les questions sociales cette même ironie, cette même verve endiablée. Je ne parlerai pas de leurs musiciens si connus: mais parmi les savants actuels combien et des plus distingués sont juifs!

Un philosophe, comme mon ami Politeo, trouverait encore un autre motif. Tel culte, tel peuple, a dit Quinet. Or, dégagez le culte de Moïse des pratiques qu'expliquent les nécessités du climat, et il reste un magnifique déisme sans superstition, sans anthropomorphisme, et dans les prophètes les sentiments d'égalité, de charité, de fraternité, que le christianisme a voulu réaliser et qui répondent si parfaitement aux besoins de l'humanité, surtout à notre époque.

Pascal voyait dans la durée du peuple juif, au milieu des persécutions, un miracle et la preuve de la malédiction divine. Quand on considère l'influence qu'il exerce actuellement et la puissance que l'avenir paraît lui réserver, on croirait plutôt à la réalisation des croyances messianiques de ce peuple élu, qui espère régner un jour sur tous les royaumes de ce monde. Darwin lui accorderait la palme.

— M. Castelnuovo me conduit à l'École supérieure du commerce, où il est professeur. L'organisation y ressemble beaucoup à celle de notre école d'Anvers, mais l'enseignement me paraît ici plus élevé et plus développé. Ainsi pour ma branche — que je représente seul à l'université de Liège et qui n'a également qu'une chaire à Anvers, — il y a ici trois cours : l'économie politique, la statistique et une introduction générale aux opérations commerciales, que donne

M. Castelnuovo. Le directeur est M. Ferrara, l'un des économistes les plus éminents de l'Italie et le chef de l'école économique orthodoxe. C'est un polémiste redoutable; sa plume acérée et sa logique impitoyable n'épargnent personne. En ce moment, il malmène, dans la *Nuova Antologia*, la *Revue des Deux Mondes* italienne, M. Rossi, le grand fabricant de draps de Schio, qui s'était fait l'organe des idées protectionnistes.

Les langues orientales ont plusieurs chaires : grec moderne, arabe et japonais. L'école est installée, sur le grand canal, dans le palais Foscari, l'un des plus beaux de Venise. C'est dire que les locaux ne laissent rien à désirer. Le nombre des élèves est d'environ 120, appartenant à des nationalités diverses; beaucoup de Levantins et de jeunes gens de la Dalmatie. L'Italie exerce ainsi son influence sur l'Orient, où sont établis tant de ses nationaux. On forme ici les aspirants aux consulats. On a proposé en Belgique de choisir à cet effet des ingénieurs. L'idée est bonne; mais ces ingénieurs devraient compléter leurs études par des notions de commerce, de droit et de langues étrangères.

IV

20 novembre.

De Venise à Bologne. — Les campagnes que nous traversons présentent partout le même aspect : champs carrés d'un demi-hectare environ, séparés par des fossés et coupés de rangées d'arbres où s'enlacent les vignes.

Luzzatti monte à Padoue et nous conduit jusqu'à Bologne. Il m'explique la crise ministérielle qui se prépare. Les deux ministres, Cairoli et Zanardelli, ont prononcé, pendant les vacances, des discours où ils ont proclamé la liberté d'association. Mais l'attentat contre le roi, les craintes du pays, la propagande des *circoli Barsanti* et des associations républicaines ont soulevé un mouvement d'opposition dont profiteront leurs adversaires et qui aboutira à leur chute.

Cette conversation avec Luzzatti me donne une idée assez nette de la composition des partis. La Chambre se divise en gauche, droite et centre. La droite compte environ 110 voix, le centre une trentaine et la gauche 360. Mais ces divisions ne répondent en aucune façon aux mêmes dénominations en

usage dans les autres pays. La raison en est simple : la vraie droite, qui serait ici comme chez nous le parti clérical, est absente, en raison du programme imposé par Pie IX ou plutôt par les jésuites de la *Civilta cattolica : Ni elettori, ni eletti*, Ni électeurs, ni élus, c'est-à-dire que les vrais catholiques ne doivent ni voter, ni se porter candidats. Donc pas un seul clérical avoué ne siège à la Chambre. Ceux qui en faisaient partie avant l'occupation de Rome ont obéi aux injonctions du Vatican, et ne se sont pas représentés.

Figurez-vous notre Chambre privée de ses députés catholiques. Qui formerait la droite? Ce que l'on appelle les libéraux doctrinaires. A gauche siègeraient les représentants de Bruxelles et une partie de ceux de Gand, de Liège et de Verviers. Mais il n'y aurait aucune ligne de démarcation fixe; car, sur les différentes questions qui se présenteraient, il se ferait une nouvelle division des partis qui auraient ainsi une composition sans cesse variable. Sella et Minghetti, les deux chefs de la droite, seraient partout ailleurs de la gauche radicale. Sella a voté et proposé les mesures les plus anticléricales. Minghetti est partisan, comme les plus avancés d'entre nous, de la suppression du budget des cultes; je le tiens pour fortement infecté de ce virus qu'on appelle le socialisme de la chaire. Luzzatti, aussi de la droite, ne l'est pas moins, et il nous conseille, contre l'ingérence cléri-

cale, des mesures auxquelles les libéraux les plus extrêmes ne songent pas en Belgique.

A gauche, parmi les députés du Midi, plusieurs ont été élus avec l'appui des prêtres et comptent peut-être parmi les plus cléricaux de la Chambre ; tandis qu'à droite vous trouverez plusieurs des adversaires les plus décidés de l'influence politique du clergé.

Il n'est pas possible de citer une question capitale au sujet de laquelle on pourrait établir la distinction des deux partis. Il faut se contenter de dire qu'il y a deux tendances. A gauche on a plus de confiance dans le peuple, et ainsi on est enclin à adopter toutes les mesures qui ont une couleur démocratique ; on y est doctrinaire, c'est-à-dire qu'on croit aux formules générales et aux principes abstraits, et on s'inspire des exemples de la Révolution française. A droite on se préoccupe davantage des nécessités du gouvernement ; on pense que le même régime idéal ne convient pas à tous les pays et on invoque souvent les exemples de l'Angleterre dont on vante l'esprit pratique. A gauche on dirait volontiers : *Tout pour le peuple et par le peuple ;* à droite : *Tout pour le peuple, mais sans le peuple.*

Autant que je puis en juger, la gauche oublie trop que toute la moitié méridionale de l'Italie sort d'un long servage, et que les institutions qui conviennent aux peuples du Nord sont prématurées pour une

nation dont les quatre cinquièmes des habitants sont complètement ignorants et où il n'y a nulle tradition, nulle habitude de la liberté. D'autre part, la droite ne compte pas assez avec les idées populaires. Elle était restée constamment au pouvoir, sous des ministères différents, depuis 1861 jusqu'en mars 1876. Elle a donc présidé à la formation de l'Italie et, grâce à ses mesures financières énergiques, elle est parvenue à établir l'équilibre du budget. C'est précisément au moment où ce but a été atteint qu'elle est tombée. Ç'a été un changement complet. Au lieu de 300 voix, la droite n'en a plus que 110, et il lui faudra bien du temps pour reconquérir son ancienne prépondérance. Seulement, il est probable qu'il se formera de nouveaux groupements de partis.

Bologne, 21 novembre.

Après Venise, Bologne paraît très sombre, avec ses arcades, ses grands palais sévères et ses monuments de briques. Mais il y a de l'activité, du mouvement dans les rues et une apparence de prospérité réelle. La population augmente et des fabriques s'élèvent de divers côtés. C'est une des villes qui a le plus profité du nouvel état de choses et des chemins de fer. Bologne est aussi un centre important du mouvement ouvrier.

Je suis reçu et « piloté » par mes deux collègues d'économie politique, MM. Marescotti et d'Apel, l'un

représentant de l'école orthodoxe, l'autre, des tendances nouvelles. Toute la ville est en fête. C'est le jour de naissance de la reine Marguerite. Elle est adorée et elle le mérite. Lors de son passage en Belgique, elle a laissé la meilleure impression à tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher. Sur tous les magasins on a collé des bandes de papier avec des mots en grands caractères : *Viva la regina Margherita.* Chacun porte à la boutonnière des fleurs de marguerite. La protestation contre l'attentat imprime à la fête un caractère d'enthousiasme exalté. Bologne est cependant une ville où le parti républicain compte un certain nombre d'adhérents. Mais tous ont condamné le régicide en termes indignés.

— Dans l'après-midi, j'assiste à la réunion du conseil provincial, qui vote une adresse au roi. Les institutions provinciales sont exactement copiées sur celles de la Belgique. Les institutions communales ressemblent aussi beaucoup aux nôtres. Seulement, les membres du conseil municipal et du collège sont plus nombreux. Dans les grandes villes, il y a 50, 60, jusqu'à 75 conseillers, et 8 ou 9 échevins, constituant la *giunta*, le collège. M. Minghetti, en sa qualité de président du conseil, prononce un éloquent discours à propos de l'attentat. Il parle parfaitement : élégance, élévation, clarté, chaleur, il réunit toutes les qualités de l'orateur. On lit ensuite une adresse au Roi, qui est votée à l'unanimité.

Je suis présenté au marquis Pepoli, dont la mère était une Bonaparte et qui a épousé une princesse Hohenzollern, cousine de la comtesse de Flandre. Il est président d'une société ouvrière et s'occupe beaucoup de la question sociale. Je lui recommande l'admirable livre de Laurent : *les Sociétés ouvrières de Gand.* Les Pepoli, au XIIIe et au XIVe siècle, ont joué un grand rôle dans l'histoire de Bologne et leur représentant actuel a le sentiment qu'il se doit à la chose publique.

L'un des échevins, M. Burzi, est également président de plusieurs sociétés ouvrières. Il s'en occupe avec grand dévouement et, par suite, il est très populaire. Après la séance, le préfet et M. Burzi me proposent de les accompagner à la manufacture de tabac, où doit avoir lieu une manifestation en l'honneur du roi et de la reine à propos de l'attentat. Le bâtiment de la manufacture est énorme. Il est rempli de femmes et de jeunes filles. Elles sont mises avec soin, mais à peu près comme nos ouvrières. Beaucoup d'entre elles sont très jolies. Leurs yeux noirs, pleins de feu, ressortent sur une carnation splendide. Des souvenirs de Carmen reviennent à l'esprit. Nous avançons, précédés par une musique, et les drapeaux des sociétés ouvrières sont portés au-dessus de nos têtes. Les femmes crient avec frénésie : *Viva il nostro prefetto ! Viva Burzi !* Le préfet d'abord, puis M. Burzi pro-

noncent un discours où ils se félicitent de voir l'attachement du peuple pour le roi, et où ils recommandent, en excellents termes, toutes les vertus qui peuvent relever la classe ouvrière. J'admire combien l'art de la parole paraît un don inné en Italie! Il est vrai que la langue italienne, ayant du nombre, de la cadence, des brèves et des longues, est déjà par elle-même un enchantement pour l'oreille.

Le préfet, en me ramenant, me parle de la question sociale. Il en est très préoccupé. « Il y a des souffrances très grandes, me dit-il, la misère est réelle, et la résignation à cet état de choses, général autrefois, disparaît avec le sentiment religieux. Il est étonnant et effrayant de voir avec quelle rapidité il a fait place à une incrédulité absolue et souvent à la haine contre la religion et ses ministres. En Romagne surtout, cette hostilité se rencontre dans toutes les classes. Je ne crois pas que les doctrines socialistes théoriques soient très répandues en Italie, mais la misère fait qu'il se développe dans le peuple, en ville comme à la campagne, une irritation sourde et des haines violentes contre l'ordre social actuel. Un ouvrier me disait récemment : « Vous autres, riches, vous avez « toutes les jouissances de la vie sans rien faire, et « nous qui travaillons tout le jour et toute la vie, « nous vivons misérables. » Voilà les idées qui se propagent, et pour l'avenir, je vois là un véritable

danger. Il n'y a point de dynastie plus populaire que la nôtre. Les radicaux eux-mêmes comprennent que la maison de Savoie a fait l'Italie et que, sans elle, l'unité s'effondrerait dans le chaos. Mais le grand problème partout sera de faire vivre la royauté avec la démocratie. » — « Oui, lui répondis-je, vous avez raison, mais ce qu'il s'agira de faire vivre avec la démocratie, c'est non seulement telle ou telle institution politique, mais l'ordre social actuel. »

Le soir, représentation gala au théâtre. On donne un grand ballet avec pantomime : *Messalina*. Le théâtre est très beau. Les loges ressemblent à des balcons avec balustres et on y voit parfaitement les toilettes, qui sont fort élégantes. Dans la loge de la régence, où je me trouve, l'un des conseillers se lève tout à coup et crie de toutes la force de ses poumons : *Viva la regina Margherita! Viva il re Umberto!* Des applaudissements et des vivats éclatent avec transport. *L'inno! l'inno!* L'orchestre entonne l'hymne national. C'est une marche militaire sans originalité, mais pleine d'entrain. On la redemande une fois, deux fois, trois fois. Le maire reçoit un télégramme de remercîment du roi. Il le lit tout haut. Les transports d'enthousiasme recommencent. Et toujours l'hymne répété trois ou quatre fois de suite. Cela dure plus d'une heure. Dans le Nord, on n'a nulle idée d'une semblable exaltation.

22 novembre.

Visite à l'Université. Elle occupe un magnifique palais. Galeries, colonnades, escaliers gigantesques comme on n'en trouve qu'en Italie, auditoires excellents. On voit ici, incrustées dans les murs, des plaques de marbre blanc avec des inscriptions en l'honneur des professeurs éminents et des bienfaiteurs de l'Université; parfois un médaillon ou un buste. C'est un excellent usage. On rattache ainsi les générations actuelles à celles qui les ont précédées et on inspire le respect de la science. En Suède et à Helsingfors, en Finlande, les portraits des professeurs les plus connus ornent les murs des auditoires où ils ont professé. Chez nous, les corridors, les salles, tout est froid et nu; l'art, les souvenirs manquent complètement, et cependant nous sommes un peuple artistique !

Dans l'ancien bâtiment de l'Université, devenu maintenant l'archi-gymnase, les murs de l'escalier, des galeries et des grandes salles sont complètement revêtus des armoiries et des emblèmes des docteurs d'autrefois. La même chose existe à Padoue. Toutes les nations de l'Europe y sont représentées. Mon éminent collègue, M. de Cuyper, a conservé les meilleurs souvenirs de l'université de Bologne, où il a fait ses études. Il y a toujours ici des étudiants de notre pays.

parce qu'il y existe une sorte de collège belge, comme l'institut de France à Rome, c'est-à-dire une maison et un fonds donnant un revenu pour y entretenir les étudiants. Ceux qui se trouvaient en ce moment à Bologne sont venus me voir. Nous avons causé de leurs études en Belgique et en Italie. Ils m'ont dit qu'ici les élèves travaillaient davantage et qu'en moyenne les cours leur paraissaient supérieurs. Ils croyaient qu'on aurait bien fait de supprimer la maison et de consacrer tous les revenus de la fondation à des bourses avec habitation libre. J'ai bien regretté que mon départ pour Florence, où j'étais attendu, m'ait empêché d'accepter le dîner que mes compatriotes voulaient m'offrir. A l'étranger, le sentiment de la commune patrie parle vivement au cœur. Je leur envoie encore mes remercîments et mon meilleur souvenir.

Il y a ici, comme dans nos universités, quatre facultés : philosophie et lettres, droit, médecine, sciences naturelles et mathématiques; mais la faculté de philosophie et lettres n'est pas, comme chez nous, une préparation au droit. Elle a pour but, comme le dit le règlement : 1° « de maintenir et d'accroître la culture philosophique et littéraire de la nation »; 2° de fournir aux élèves des autres facultés des connaissances sur ces matières; 3° de former les professeurs de l'enseignement moyen et supérieur. Il en

résulte qu'il n'y a presque point d'élèves dans la faculté de philosophie et lettres : une quinzaine dans les grandes universités et pas du tout dans les autres. Voici les matières enseignées dans cette faculté : 1° littérature italienne; 2° littérature latine; 3° littérature grecque; 4° archéologie; 5° histoire comparée des langues classiques et néo-latines; 6° histoire ancienne; 7° histoire moderne; 8° géographie; 9° philosophie théorique; 10° philosophie morale; 11° histoire de la philosophie; 12° pédagogie. En outre, on enseigne à Bologne la philosophie indo-européenne.

La faculté de philosophie et lettres confère deux grades : la licence et le doctorat (*Laurea*). Pour se présenter à chacun de ces examens, il faut avoir suivi les cours pendant deux ans; donc, quatre années pour le doctorat.

La faculté de droit comprend les matières suivantes: 1° introduction encyclopédique; 2° institutes du droit romain; 3° histoire du droit; 4° droit romain; 5° droit canon; 6° droit civil; 7° droit commercial; 8° droit et procédure pénale; 9° procédure civile et organisation judiciaire; 10° économie politique; 11° statistique; 12° droit constitutionnel; 13° droit administratif; 14° droit international; 15° philosophie du droit; 16° notions élémentaires de médecine légale. Toutes ces matières sont obligatoires; mais l'introduction encyclopédique, la statistique et la médecine légale ne font pas partie des examens.

Il y a deux examens, la « promotion » et le doctorat, qui se passent, l'un et l'autre, après que l'élève a suivi les cours *obligatoirement* pendant deux années; donc, en tout, quatre années. Sur la proposition de la Faculté, chacun de ces examens peut être divisé en deux épreuves, de sorte qu'alors il y en a une après chacune des quatre années d'études. En Belgique, les cours de droit ne prennent que trois ans et le programme est nécessairement moins complet.

En Italie, pour le doctorat, le récipiendaire doit présenter une dissertation sur une des matières de l'examen. La commission d'examen se compose des professeurs des matières qui en font partie et de deux autres membres nommés par le ministre, sur la proposition du conseil de la Faculté, le Conseil supérieur de l'enseignement entendu. On voit que des mesures sérieuses sont prises ici contre l'arbitraire ministériel. L'intervention des corps compétents est partout assurée. C'est ce dont on s'est toujours trop peu occupé en Belgique.

Il n'y a qu'un grade, la distinction (*loda*), et il se donne rarement; par exemple, à Bologne, en 1877, elle n'a été obtenue que par cinq docteurs en droit, un en sciences philosophiques, un en sciences naturelles et un en médecine.

Les taxes universitaires sont assez élevées; elles montent en tout, pour le docteur en droit, à 860 fr. :

40 fr. d'immatriculation, 660 fr. payables en quatre années pour les inscriptions, 100 fr. pour l'examen et 40 fr. pour le diplôme. On paye autant pour la médecine et pour les sciences mathématiques; 450 fr. pour la philosophie et lettres; 200 fr. pour le notariat, qui comprend les cours de droit civil, de droit pénal, de droit commercial, de procédure civile et les institutes du droit romain.

En 1878, il y a eu à l'université de Bologne 534 étudiants, dont 17 pour la philosophie, 147 pour le droit, 51 pour les sciences, 190 pour la médecine, 34 élèves-ingénieurs, 12 pharmacie, 9 accouchement, 42 vétérinaires. Fait curieux à noter, le nombre des étudiants tend à diminuer en Italie. En 1868, non compris Naples, il y en avait 6,818 pour tout le royaume, et en 1875, seulement 6,446.

A Naples, on a compté en moyenne, par an, de 1868 à 1872, 3,935 étudiants inscrits et 11,368 examens. Cette différence s'explique par la raison qu'à Naples l'inscription n'était pas obligatoire.

Le recteur que je vois à l'Université se plaint de la difficulté de recruter le corps professoral. Il m'affirme qu'un grand nombre de chaires sont vacantes, faute de pouvoir y nommer des candidats capables. Voici, me semble-t-il, l'explication du fait : les *privati insegnanti* ne sont pas assez encouragés. Ils n'ont que la moitié du minerval payé par leurs élèves, ce

qui est insuffisant. Comme je l'ai déjà dit, on ne rencontre guère de *privat docenten* qu'à Naples, où le nombre énorme d'étudiants peut fournir une rétribution convenable. Le professeur ordinaire a 5,000 fr. par an, avec une augmentation de 500 fr. par cinq années de fonction; mais il ne touche rien des minervals et peu de chose pour les examens. Le traitement est insuffisant. De là les difficultés du recrutement. Il faut absolument organiser un système sérieux de *privati insegnanti* ou de suppléants, sinon le recrutement du corps professoral laissera toujours beaucoup à désirer.

— Trois jeunes filles italiennes suivaient les cours : une pour la médecine, une pour les sciences et une pour la philosophie. Le recteur m'a assuré que cela ne donnait lieu à aucune difficulté. Elles sont respectées par leurs condisciples, tant pendant qu'après les leçons. Bien entendu, elles n'ont été admises qu'après avoir subi, comme les autres étudiants, toutes les épreuves préliminaires, et conquis la « licence licéale ». Dans ces conditions, aucune loi, aucun règlement ne s'opposerait chez nous à l'admission des femmes dans nos universités. Il ne faut pas oublier que Bologne a eu autrefois des femmes illustres comme professeurs : Clotilde Tambroni, qui enseignait legrec; Laura Bassi, la physique, et Marie Agneti, les mathématiques.

Le recteur me dit que les professeurs sont généra-

lement très satisfaits de la génération actuelle. Elle travaille bien, et chose excellente, ce qui la pousse au travail, ce n'est pas tant le désir d'obtenir le diplôme que le goût de la science. Que ne pouvons-nous en dire autant en Belgique! Chez nous, sauf parfois en sciences, le but unique, c'est l'examen. Il est vrai que la science est si peu honorée et si peu encouragée! En Italie, il n'en est pas de même. Le gouvernement et la société s'empressent d'accorder aux vrais savants la considération et le respect qu'ils méritent. En Allemagne, et plus encore en Angleterre, il en est comme en Italie.

Le soir, nous dînons chez M. Minghetti. M. Minghetti a publié, l'an dernier, un beau livre sur les rapports de l'Église et de l'État, dont M. Laurent a rendu compte dans la *Revue de Belgique*, en soulevant de sérieuses objections. On se rappellera que le principal point de dissidence était le suivant: M. Minghetti est aussi hostile que M. Laurent aux prétentions excessives du clergé; mais il croit que l'ultramontanisme sera vaincu par les idées modernes et qu'on ne peut refuser aux cultes, complètement séparés de l'État, le droit d'acquérir et de posséder. L'été dernier, en revenant d'Ostende, M. Minghetti est allé à Arlon pour faire la connaissance personnelle de M. Laurent et pour discuter cette question. Il me parle avec admiration de cet homme de bien, de ce puissant lutteur!

« Il ne m'a pas convaincu, me dit M. Minghetti, mais il m'a fait réfléchir. C'est un véritable apôtre. » Comme économiste, M. Minghetti incline vers les idées nouvelles. Il a écrit aussi, il y a quelques années, un excellent ouvrage sur les *Rapports de l'économie politique avec le droit et la morale,* qui, malheureusement, a été défiguré par la traduction.

La droite a fondé, dans les villes principales, des associations constitutionnelles qui, ainsi que les associations libérales chez nous, ont pour but de s'occuper des élections, mais qui discutent aussi des questions de politique générale. Comme président de l'association de Bologne, M. Minghetti a prononcé dernièrement un discours, qui a eu un grand retentissement dans toute l'Italie, et où il traitait de la réforme électorale. Des rapporteurs sont chargés d'étudier les différentes questions et M. Minghetti résumait leurs travaux. Sous tous les rapports, il occupe une place considérable. Il a été quatre ou cinq fois ministre. Il a pris part à tous les grands événements qui ont créé l'unité italienne. En sa qualité de chevalier de l'Annonciade, il est, avec quatre ou cinq autres, cousin du roi, qu'il suit immédiatement dans toutes les cérémonies publiques. C'est une belle et puissante intelligence et un grand cœur. Et tant de bonté, de finesse, de douceur! Il a approfondi tous les sujets qu'embrassent la politique et l'économie politique. Avec sa

taille élevée, son teint frais, ses cheveux et ses favoris blancs, coupés court, sa mise correcte et soignée, il a tout à fait l'extérieur et les allures d'un homme d'État anglais, et ses idées, au fond, sont celles des grands whigs, de lord John Russell ou de Gladstone, par exemple.

Sa résidence aux portes de Bologne, à Mezzarota, est ravissante. C'est une partie d'un ancien couvent. Elle est située au haut d'une colline d'où l'on a une vue admirable sur la ville et sur les environs. Le jardin en terrasse est tout planté d'arbres verts, cyprès, pins, lauriers. Nous sommes reçus dans un salon grand et haut comme une église. Il est complètement revêtu d'une cretonne aux couleurs vives et gaies et rempli de sièges, de sophas, de meubles élégants, qui en dissimulent les vastes proportions. Il est divisé en trois par d'immenses portières. La première et la dernière partie sont éclairées par la lumière douce et rosée qui tombe de grandes lampes opalines. Le pavement en mosaïques est recouvert de tapis turcs. Ce réfectoire de couvent, accommodé à toutes les élégances de la vie moderne, offre un piquant contraste. On y reconnaît le goût d'une femme artiste. C'est ce qu'est, en effet, Mme Minghetti, à la fois Anglaise et Sicilienne, née Acton et veuve du prince Camporeale. C'est un charme de causer avec elle des questions politiques, sociales, religieuses ou artistiques. Elle y porte le plus

vif intérêt et une âme émue; d'un mot, elle les résume. Puis vient une tirade animée, vive, éloquente, et parfois des traits comme des flammes qui éclairent et réchauffent. Du sérieux, de l'enthousiasme pour le bien, une commisération profonde pour les souffrances humaines, une grande ardeur de réformes. Nul préjugé. C'est exactement la tournure d'esprit des grandes dames du XVIIIe siècle.

La conversation pendant le dîner est vive, piquante, sans lourdeur, et cependant elle touche aux choses sérieuses.

M. Minghetti indique quelles sont, d'après lui, les causes qui ont amené la chute de la droite. « Elle a été au pouvoir sous différents chefs, pendant dix-huit ans. Que de mécontentements elle a dû provoquer pendant un temps si long! Puis des impôts, toujours des impôts, même les plus vexatoires, jusqu'à ce que l'équilibre financier, le *pareggio*, fût établi. Nul pays, pour faire honneur à ses engagements, ne s'est imposé d'aussi lourdes charges. La propriété paye souvent le tiers et même la moitié de son revenu. La résignation du contribuable a été admirable. Mais enfin, quand l'équilibre a été établi, quand le navire est entré au port, le pays s'est retourné contre ceux qui lui avaient imposé de si durs sacrifices. C'est ainsi que la droite, qui avait les trois quarts des voix, n'en a plus que le cinquième. Naturellement j'ai trouvé d'abord que

c'était de l'ingratitude. Nous avions fait notre devoir. Nous avions sauvé l'honneur financier de l'Italie et rétabli son crédit. Nous croyions avoir mérité quelque reconnaissance. En y réfléchissant, j'ai compris qu'il ne pouvait en être autrement. Partout l'électeur aurait agi de même. Le traitement appliqué au malade était nécessaire, mais il était trop dur pour qu'on nous le pardonnât. Ce qu'il nous reste à faire maintenant, c'est de réunir tous nos efforts pour que nous ne retombions pas dans le déficit. »

Nous abordons un autre sujet : « Ne croyez-vous pas, lui dis-je, que si le pape renonce à la fameuse maxime : *Ni elettori, ni eletti,* et s'il pousse le clergé à intervenir dans les élections, le parti catholique enlèvera bien des sièges ?

« Non, me répond M. Minghetti, je ne pense pas qu'il arrive à avoir plus de 40 à 50 députés bien à lui. Sans doute, en s'alliant à d'autres partis, il peut obtenir sa part d'influence ; mais seul, il est en somme très faible. Je parle du présent, non de l'avenir : « je ne sais pas prévoir les malheurs de si loin. » Voici les raisons de la faiblesse du clergé comme parti politique. D'abord, s'il descend dans l'arène, le drapeau papal à la main, il représentera le rétablissement du pouvoir temporel, donc Rome enlevée à l'Italie comme capitale, et le morcellement du pays. Voter pour un candidat franchement clérical, c'est voter la destruc-

tion de la patrie, c'est une trahison. En Belgique, en France, celui qui donne sa voix à un candidat clérical peut croire qu'il vote pour le principe conservateur qui assurera la grandeur de son pays. Ici, celui qui vote pour un candidat du clergé sait qu'il vote le démembrement de l'Italie. En second lieu, beaucoup de nos curés sont bons patriotes. Ils ne sont pas du tout disposés à se faire les instruments obéissants des évêques ou même du pape. Enfin, ils ne sont pas dressés à la lutte politique. Ils y seraient très maladroits. Leur influence serait minime, car le peuple n'est nullement préparé à la subir.

« Voilà les principaux motifs qui font que, d'ici à longtemps, le parti ultramontain ne sera pas très nombreux à la Chambre. En ce moment, il n'y est pas du tout représenté. Je pense, quant à moi, que c'est un mal. D'abord, je suis d'avis, en règle générale, qu'il est utile que toutes les opinions sérieuses et quelque peu considérables aient leurs représentants au Parlement. En second lieu, l'arrivée du parti clérical aurait pour effet de réunir plus intimement toutes les fractions du parti libéral et de faire occuper à chacun la place qui lui appartient.

« N'est-il pas absurde que nous, qui partout ailleurs, chez vous, en France, en Angleterre, formerions le centre gauche, ou même la gauche, nous soyons ici l'extrême droite, comme si nous étions des réac-

tionnaires ? Le système représentatif en Italie ne marche pas comme il le faudrait, parce qu'il n'y a point de partis opposés en présence. Au fond, sur les grandes questions, nous sommes tous de la même opinion, sauf 17 ou 18 républicains. Droite et gauche, nous sommes tous libéraux et tous conservateurs, c'est-à-dire partisans du régime établi. Dès lors, sur les différentes questions qui surgissent, il se forme des majorités flottantes. Aucun ministère n'a une majorité sûre, avec laquelle il peut gouverner comme il l'entend. Pour vivre, il doit, par des négociations et des concessions, s'assurer le concours de deux ou trois groupes, dont l'un ou l'autre peut à chaque instant se dérober. De là viennent ces changements fréquents de ministères et le peu de puissance dont ils disposent pendant qu'ils sont aux affaires. »

— « Vous avez raison, lui dis-je; le parti clérical arrivant au Parlement en nombre respectable, vous procurerait cet avantage de vous donner les deux partis opposés nécessaires pour faire fonctionner régulièrement un gouvernement de majorité. Mais cet avantage ne serait-il pas acheté bien cher ? Le malheur des pays catholiques, c'est que, quand le parti clérical intervient dans les luttes électorales, son arme de combat est le sentiment religieux. C'est par la chaire, par le confessionnal, par la communion, par les sacrements, qu'il impose ses volontés. Ceux

qui veulent lui résister doivent forcément tendre à détruire l'arme qu'on emploie pour les asservir. Les journaux libéraux font ainsi une guerre acharnée et constante au prêtre. Comment le sentiment religieux n'en serait-il pas ébranlé? Tant de courants divers le battent déjà en brèche! Qu'en restera-t-il si, jeté dans les luttes politiques, par ceux qui le représentent, il devient l'objet des assauts d'un parti puissant, actif et maître de la presse? Déjà, en Italie, la foi s'en va rapidement, me dit-on, et cependant le clergé, ne se mêlant pas à la politique active, n'est guère attaqué dans vos journaux. S'il l'était comme chez nous, une hostilité ardente contre toute idée religieuse se développerait, et alors se poserait ce formidable problème : Un peuple peut-il vivre sans religion ? »

—« Oui, s'écria Mme Minghetti, voilà ce que je me demande souvent avec angoisse. Autour de moi, dans le monde, je vois que la foi véritable devient bien rare, même chez les femmes. Il n'y a pas souvent chez elles incrédulité raisonnée, révolte absolue ; il y a doute, refroidissement, indifférence. La croyance en Dieu va-t-elle disparaître? Le ciel sera-t-il vide et n'y aura-t-il plus un être suprême en qui chercher une consolation dans nos heures de tristesse et de découragement ? Tout va-t-il se réduire pour nous à cette terre, à ces courts instants si souvent assombris, attristés, désespérés? Ne sentez-vous pas alors comme le froid du néant qui vous saisit ?... »

Nous reprenons avec M. Minghetti la question débattue avec Laurent.

« Si vous supprimez, dit-il, le budget des cultes, comme le principe de la séparation de l'Église et de l'État vous y oblige, pouvez-vous leur refuser le droit de posséder au moins ce qui est indispensable à leur existence? C'est une des manifestations les plus nobles, les plus bienfaisantes de l'activité humaine. L'étouffe-rez-vous en la privant de la nourriture dont elle ne peut se passer ? Voyez aux États-Unis, aucun culte n'y est rétribué, mais tous ont le droit de posséder. L'Europe sera amenée à imiter en ce point l'Union américaine. En outre, ne vaut-il pas mieux, au lieu de la propriété clandestine, la propriété au soleil, soumise à l'inspection et au contrôle de l'État ? Vous n'accordez pas à vos couvents le droit de posséder. Cela les empêche-t-il de se multiplier, d'arrondir leur domaine et surtout leur portefeuille? A moins de proscrire le droit d'association, vous n'empêcherez pas leur richesse de s'accroître. Bien entendu, je n'accorderais jamais la personnification aux couvents, mais seulement aux églises. Vous auriez ainsi un droit de surveillance que vous n'avez pas maintenant. »

— « La question, répondis-je, comme la plupart de celles qui touchent à l'Église dans les pays catholiques, ne me paraît pas offrir de solution satisfaisante.

La logique exige la suppression du budget des cultes, et cette suppression impose, en effet, comme on l'a fait aux États-Unis, qu'on accorde aux diverses communions le moyen de vivre. D'autre part, si vous donnez à l'Église catholique le droit illimité d'acquérir, dans un pays de foi, avec les testaments et les derniers sacrements, en un siècle ou deux, elle possèdera tout. »

Je demandai si le mouvement de l'*Italia irredenta* avait quelque importance. « En réalité, très peu, me répondit M. Minghetti. Aucun homme sérieux ne l'appuie. En tout pays, il y a des individus qui se plaisent dans les agitations de la place publique, et comme l'Italie s'est faite au nom du principe de la nationalité ethnographique, on exploite encore aujourd'hui cette idée. Mais alors il faudrait donc arracher à la France Nice et la Corse, Malte à l'Angleterre, le Tessin à la Suisse, Trente et Trieste à l'Autriche? C'est insensé. »

M. Minghetti ajoute qu'il approuve, en somme, le traité de Berlin. Loin que l'Italie doive se montrer hostile à l'Autriche, il faut, au contraire, qu'elle l'appuie franchement dans la mission civilisatrice qu'elle a à remplir au delà de la Save. L'avenir est aux populations slaves. On ne doit donc leur refuser aucun des moyens de se développer. Mais, d'autre part, il ne faut pas oublier que les Grecs occupent le

littoral, et il est juste que leur indépendance ne soit pas noyée dans le flot montant du slavisme.

Dans cette région, dit-il, l'Italie n'a aucun intérêt égoïste à défendre. Elle doit seulement favoriser toute solution qui y apportera le progrès et la civilisation. Car, comme voisine et riveraine de l'Adriatique, c'est elle qui retirerait le plus grand profit de toutes les améliorations qui s'y feront.

Bien entendu, je ne fais qu'esquisser les idées de M. Minghetti. Que ne puis-je y ajouter la variété, la profondeur, l'originalité des aperçus, la connaissance complète des faits, l'abondance des preuves, tout ce qui fait la vie et le charme de la conversation d'un homme vraiment supérieur!

— A Bologne, je suis frappé de voir, sous les galeries, sur la place, devant les cafés, un grand nombre d'hommes achetant et lisant les journaux, discutant politique et ne ressemblant à aucune des classes sociale qu'on rencontre chez nous. Ils sont vêtus mieux que des ouvriers, moins bien que des bourgeois. Ils ne paraissent pas avoir assez d'aisance pour vivre sans rien faire et cependant il ne semble pas que le métier qu'ils exercent les occupe beaucoup. On dirait une classe de *politiciens* qui tiennent à leur manteau, même quand il montre la corde, et qui ont proscrit l'usage de la brosse et du cirage. Sont-ce les terribles internationalistes dont on parle tant? Il paraît que

non ; mais ce sont les soldats de l'*Italia irredenta*, les adhérents des *circoli Barsanti*. A Bologne, me dit-on, où la population est en général très laborieuse, ils sont en réalité peu nombreux ; mais dans les petites villes des Marches, où il n'y a nulle industrie et où, par conséquent, les oisifs sans moyens réguliers d'existence foisonnent, ils constituent une classe dangereuse. D'autres personnes m'affirment qu'il y a à Bologne plus de 500 affiliés à l'Internationale. *Ma chi lo sà.*

—On dirait qu'à Bologne le système de la représentation des minorités a été mis en pratique, car, au conseil communal, tous les partis, même les plus extrêmes, sont représentés. Il s'y trouve des républicains, dont plusieurs sont des esprits distingués, point démagogues et n'attendant le triomphe de leur idéal que de sa force propre d'attraction, par exemple, l'éminent professeur de l'Université, Cenere ; — des cléricaux et enfin des constitutionnels nationaux, droite, centre et gauche. Si les électeurs de la commune nomment ainsi des conseillers de toutes les nuances, c'est la preuve qu'il n'existe pas deux partis nettement opposés. Dès lors, il y a place pour les influences personnelles, pour les transactions, pour les alliances, en un mot, pour l'imprévu. Il en est un peu de même dans les élections générales et dans le Parlement. C'est ce qu'à Genève on appelle des élections panachées.

Pour comprendre la situation politique en Italie, il faut se pénétrer de ce fait capital, qu'il n'y a pas ici de démarcation nettement tranchée entre les partis. En Belgique, entre catholiques et libéraux la séparation est absolue. En France, il en est de même entre monarchistes et républicains. En Italie, on passe, par gradations insensibles, de l'extrême gauche à l'extrême droite, et nul n'a pu me dire clairement quels sont les « grands principes » qui séparent les deux nuances.

Je ne vous parle ni des monuments ni des tableaux; vous les connaissez. Cependant je dois vous signaler les tombeaux que l'on a découverts récemment à Bologne, bien au-dessous du niveau des constructions romaines. On y a trouvé des corps très bien conservés, des armes et des vases avec des ornements d'une époque très primitive. Ils appartiennent à une race bien antérieure aux Étrusques. La matière et les formes des poteries, les dessins très archaïques qui les décorent doivent remonter certainement à la période préhistorique. Que de souvenirs dans cette vieille terre italique! Que de races s'y sont succédé! On trouve souvent trois ou quatre antiquités superposées! *Italia, magna parens virum.*

V

De Bologne à Florence. — Le chemin de fer suit le Reno, rivière-torrent qui, comme presque tous les cours d'eau italiens, dévore ses rives et entraîne la terre végétale dans la mer, en y formant des lagunes. Le sommet des montagnes est déboisé. La pluie, qui l'hiver tombe en abondance et en fortes averses, n'est point retenue par la végétation. Elle creuse des ravins; elle emporte tout et ne laisse plus que le rocher nu. En haut, stérilité et dénudation; en bas, marais et malaria, voilà le résultat. Ce fléau du déboisement a sévi dans tout le bassin de la Méditerranée, depuis l'Espagne jusqu'en Asie Mineure. Les anciens avaient bien raison de consacrer les bois des montagnes à leurs divinités. La science et l'instruction répandues par l'État et des lois énergiques suffiront-elles pour réparer le mal?

Quand on descend sur l'autre versant des Apennins, dans le bassin de l'Arno, la vue est magnifique. Les pentes sont couvertes de châtaigniers d'abord, puis d'oliviers et de vignes, au-dessous desquels verdissent déjà le jeune blé et les premières pousses des légumineuses. Au bas s'étend la riche plaine toscane; mais on ne jouit que peu d'instants de ce panorama. La

voie est presque tout entière en tunnel. Le train reparaît un instant au jour et puis se replonge dans les ténèbres.

On arrive ainsi à Pistoia, petite ville calme et propre, où l'art a eu, au XIIIe siècle, un moment d'épanouissement charmant. A l'hôpital del Ceppo, les bas-reliefs de Luca della Robbia, en terres cuites coloriées de 1525, sont une merveille. Elles représentent les œuvres de la charité. C'est un mélange ravissant de réalisme et de tradition classique. La place de la Seigneurie, avec le palais communal, le tribunal et la cathédrale, fait une vive impression. On est transporté au XIVe siècle. Les églises en marbre blanc et noir et leurs chaires sont aussi bien curieuses. Voilà ce qu'il y a de merveilleux en Italie : allez dans n'importe quelle petite cité et vous y trouverez quelque ornement, quelque tableau, quelque statue, quelque œuvre d'art qui a son caractère propre et qui reflète une époque. Nous ne nous arrêtons à Pistoia que peu d'heures et je n'y vais voir personne ; mais, en jetant un coup d'œil sur les affiches, je constate qu'il existe ici un mouvement ouvrier bien plus actif et surtout d'un ordre plus relevé que dans nos petites villes. Ainsi une société ouvrière convoque ses membres pour envoyer une adresse au roi, à propos de l'attentat. La société académique ouvrière, *Società accademica operaia,* donne un bal, *una festa di ballo.* La Ligue de

l'enseignement annonce qu'elle ouvre ses écoles pour les ouvriers. Ces trois affiches se trouvent à la fois sur le même coin de mur.

Florence, 20 novembre.

La capitale de la Toscane est toujours la charmante cité que vous connaissez. Depuis que je ne l'ai vue, elle est bien embellie. On a abattu les anciens murs; des quartiers nouveaux ont été construits. La magnifique promenade *dei Colli* a été créée sur les collines qui entourent Florence au midi. En sortant de la porte romaine, on passe près des immenses cyprès de l'avenue du *Poggio imperiale*. Des deux côtés de la route, des jardins publics, des squares, quelques villas charmantes. On aboutit au chemin bordé d'arbres verts qui conduit à San Miniato. Là, sur une immense terrasse, s'élève un monument consacré à Michel-Ange. La statue grandiose du David est posée sur un puissant socle de granit. De ce point la vue est admirable. A nos pieds, le profil si original de la vieille cité, la puissante tour de l'hôtel de ville, l'élégant campanile de Giotto, le dôme de la cathédrale; au fond, les montagnes violettes, et à droite et à gauche, l'Arno qui serpente à travers les riches campagnes.

A Florence, je retrouve M. et Mme Peruzzi. C'est pour moi un vrai bonheur, car je crois pouvoir les considérer comme de vrais et bons amis. Ancien collègue de Cavour et plusieurs fois ministre depuis, Ubaldino

Peruzzi appartient à cette forte et brillante génération d'hommes d'État italiens qui ont fait l'Italie. Les Peruzzi, qui ont leur chapelle du xve siècle à Santa-Croce, étaient la grande puissance financière de Florence, longtemps avant les Médicis. Ils avaient prêté à Édouard III d'Angleterre 300,000 écus d'or, somme énorme pour l'époque et qui « valait un royaume », comme disent les historiens du temps. Édouard III fit faillite; il répudia sa dette et les Peruzzi restent les créanciers de l'Angleterre. Si elle payait ce qu'elle lui doit, Peruzzi pourrait rembourser la dette de Florence. J'ai rencontré Ubaldino Peruzzi et donna Emilia en Égypte, à l'époque de l'ouverture du canal de Suez. Nous remontâmes ensemble le Nil, sur les vapeurs du Khédive. O les beaux souvenirs ! Le merveilleux climat : la chaleur de juin avec un air vif, sec, léger, réconfortant; les couchers de soleil éblouissants sur le désert et sur les rochers rougeâtres qui bordent le fleuve; les claires nuits étoilées; et ces monuments écrasants de puissance, dont rien en Europe, pas même Pœstum, ne donne l'idée.

Nous revînmes ensemble par Brindisi et l'Italie. Nous causâmes deux jours et deux nuits durant. Après cela, je connaissais l'Italie politique de ce temps-là mieux que la Belgique.

Le premier mot de donna Emilia, quand je la revis, fut : « Eh bien ! sommes-nous tombés aux mains des

cléricaux ? » Elle continuait ainsi une discussion commencée dix ans auparavant—je me le rappelle encore — sur le bateau qui nous ramenait d'Alexandrie, en vue des montagnes dénudées et blanches de la Crète. Je prétendais que peu à peu le clergé reprendrait en Italie autant de pouvoir qu'il en avait acquis en Belgique, par un travail lent et continu de trente années. Donna Emilia soutenait le contraire, et elle m'expliquait parfaitement les différences nombreuses et profondes entre la situation de son pays et du mien.— « Voyez, disait-elle, nous avons supprimé les couvents, tandis que chez vous ils abondent et se multiplient tous les jours. » — « C'est vrai, intervint Peruzzi, les grands couvents qui s'étalent au soleil ont passé aux mains de l'État ; seulement, à côté, il s'en élève de nouveaux plus petits, mais plus nombreux que les anciens. »

Cette fois, je dus avouer cependant que le parti clérical n'avait pas fait, en Italie, autant de progrès que je l'avais prévu. Néanmoins je maintins que, d'après tout ce que je voyais, l'influence du clergé devait être très grande, quoiqu'il n'en fît pas encore usage dans les luttes politiques. Je citai ce fait des Scolopes qui avait récemment passionné tout Florence. Les frères Scolopes, c'est-à-dire des *scole pie*, des écoles pieuses, donnaient l'enseignement moyen pour compte de la ville. La loi n'était pas observée, car elle ne permet pas aux villes de faire donner l'instruction par des

corporations. Le ministère Cairoli exigea que des maîtres laïques fussent nommés. Les Scolopes ouvrirent alors un établissement privé, et ils eurent immédiatement autant d'élèves que quand ils occupaient le local communal.— Le comte Bastogi, ancien ministre des finances, aujourd'hui directeur des chemins de fer méridionaux, intervint à son tour pour m'expliquer l'incident des Scolopes. Ces religieux, d'après lui, ne manquent pas de connaissances. Ils avaient formé toute la génération actuelle. Comme ils avaient conservé en certaine mesure la tradition libérale du clergé d'autrefois, ils n'avaient point soulevé d'hostilité. Les parents avaient confiance en eux. Ils voulaient que leurs fils fussent élevés par les maîtres qui les avaient formés eux-mêmes.— « Sans doute, répondis-je, ces raisons expliquent le fait. Mais il n'en reste pas moins certain que, dans une ville qui ne passe pas pour cléricale, un grand nombre de familles considérées comme libérales ont préféré un établissement ecclésiastique à une école communale soutenue par l'État. C'est la preuve que la lutte contre l'influence du clergé n'est pas encore très vive ici. »

— Le salon Peruzzi est un des plus intéressants de l'Italie. L'hiver, on y rencontre tout ce que Florence compte de personnes distinguées, tant parmi les Italiens que parmi les étrangers. Donna Emilia s'occupe avec un feu et un enthousiasme lumineux de toutes

les questions politiques du moment. Sa correspondance est plus étendue que celle d'un ministre. Chaque matin, elle écrit une quantité inouïe de lettres, pour demander des renseignements, des appréciations, des idées et pour communiquer les siennes. Le soir, elle cause de tout ce qu'elle a ainsi traité dans sa correspondance. Sa voix forte et bien timbrée, ses grands yeux brillants d'intelligence, la coupe du visage font penser à Mme de Stael. Peruzzi est le type le plus parfait de l'esprit toscan. Une ironie fine, peu de mots mais pleins de sens, un jugement exprimé par un geste ou un sourire, la quintessence du sel attique de l'Athènes moderne. Tandis que donna Emilia est toute passion et toute flamme, lui, au contraire, est toujours calme et contenu ; mais tous deux adorent également leur chère Florence. Ils ont le patriotisme civique du moyen âge. La cité est leur vraie patrie, celle du cœur.

Leur salon n'est pas ouvert en ce moment. Ils sont encore à la campagne, dans leur villa d'Antella. Cependant, une après-midi j'ai rencontré chez eux quelques hommes distingués, que je désirais connaître. C'est d'abord Angelo de Gubernatis, avec qui j'ai eu d'excellentes relations, quand il était directeur de la *Rivista europea*. Il est maintenant professeur de sanscrit à l'*Instituto di studii superiori* et il écrit dans la *Nuova antologia*. C'est un de ces écrivains italiens cosmopolites

qui forment le trait d'union entre la vie littéraire de l'Italie et celle des autres pays. Il fait paraître des articles dans l'*Athenæum* de Londres, dans l'*International Review* de New-York, dans la *Grenzboten* de Leipzig, dans la *Deutsche Rundschau* de Berlin. Par sa femme, qui est Russe, il a ses entrées dans le monde slave et il écrit dans la *Viestnik Europy* de Saint-Pétersbourg. Il fait aussi connaître les livres russes au public italien. Son ouvrage capital a paru d'abord en anglais, sous le titre de *Zoological Mythology*. Il a été traduit en allemand par Hartmann et en français par Regnaud, avec une préface par Baudry. Il y étudie le rôle des animaux dans les mythes. Il a sous presse une *Botanique mythologique*, également en deux volumes. Ses travaux sur l'épopée de l'Inde ont aussi une grande valeur.

Je rencontre encore ici M. Genala, le défenseur le plus actif, avec M. Brunialti, du principe de la représentation des minorités. Cette idée a attiré chez nous trop peu d'attention, malgré les travaux de MM. Rolin-Jaequemyns et Pety de Thozée. En Italie, les hommes les plus éminents se déclarent partisans du système, entre autres, Peruzzi et Minghetti. Il est certain que ce serait le meilleur moyen de donner à la représentation plus d'originalité et de consistance.

La question de la réforme électorale est à l'ordre du jour en Italie. Actuellement, le cens est le même qu'en

Belgique, 40 francs; mais chaque collège ne nomme qu'un seul député. Dans beaucoup de localités, l'indifférence est telle, qu'il est rare de voir la moitié des électeurs se rendre au scrutin. Cette indifférence tient, me dit-on, à deux motifs. D'abord, la différence de principes que représentent les concurrents est souvent si légère, que la lutte n'inspire d'enthousiasme à aucun des deux partis. En second lieu, les électeurs se disent : Que l'un ou l'autre soit nommé, le résultat sera le même; ce seront les mêmes crises ministérielles, la même marche des affaires et surtout les mêmes impôts. Dès lors, à quoi bon nous déranger ? Quoi qu'il en soit, les abstentions sont si nombreuses, que de divers côtés on y cherche un remède. La représentation des minorités réveillerait évidemment le zèle des électeurs, puisque chacun pourrait voter pour les candidats qui auraient toutes ses sympathies. La gauche voudrait introduire le scrutin de liste et donner le vote à tous ceux qui savent lire et écrire. D'autres réclament le suffrage universel.

Je cause ensuite avec M. Comparetti, le savant professeur de littérature grecque, d'abord à l'université de Pise, aujourd'hui à l'Institut supérieur de Florence, directeur de la *Rivista di Filologia*. Il me confirme ce que l'on m'avait dit déjà à Padoue et à Bologne : les jeunes gens n'arrivent pas, dans l'enseignement moyen, à connaître sérieusement le grec. Cependant

ici le latin, si rapproché de l'italien, s'apprend facilement, et il n'est point fait de place aux langues vivantes.

24 novembre.

Tout le monde me parle de la crise effroyable que traverse Florence. C'est une situation désolante. A l'époque où Florence était capitale, elle a été entraînée à de grands travaux qui ont exigé de nombreux emprunts. En 1864, avant le transport de la capitale, le budget de Florence se soldait par un excédant. En 1878, elle était chargée d'une dette de 166 millions, et le déficit pour 1879 est calculé à plus de 9 millions. Après avoir épuisé toutes les ressources et poussé l'impôt sous toutes les formes aux plus extrêmes limites, la pauvre cité aux abois a dû avouer qu'elle était hors d'état de payer l'intérêt de sa dette. Elle a fait faillite. Ce qu'il y a de cruel, c'est que parmi les créanciers figurent les caisses d'épargne, la Banque toscane, la commune de Prato, des établissements de bienfaisance et des particuliers qui ont escompté des lettres de change. Les titres de la dette communale se trouvaient répandus dans toutes les classes de la population. La faillite est ainsi une ruine générale. Le transport de la capitale à Rome a fait partir plus de 50,000 habitants. La consommation a énormément diminué. Toute l'activité commerciale a été atteinte. En même temps, l'accroissement continu des impôts

rendait tout travail plus onéreux. Les loyers baissaient énormément. La valeur des immeubles diminuait des trois quarts. Les revenus des particuliers étant ainsi considérablement réduits, leurs dépenses l'ont été dans la même proportion. Les sources du travail ont été taries de toutes façons. Ce serait une instructive mais lamentable étude à faire que de suivre dans toutes ses conséquences la ruine et la faillite d'une grande ville.

L'État, dit-on, viendra au secours de Florence. Il serait juste qu'il le fasse largement. C'est le départ pour Rome qui a ruiné Florence. Le crédit de l'Italie est intéressé à ce qu'il n'y ait pas ici une désastreuse faillite dont, en réalité, elle serait solidaire. Déjà les esprits sont très aigris. L'explosion des bombes Orsini montre que les haines sont devenues si violentes qu'elles frappent au hasard, uniquement pour faire le mal. Ce serait un grand malheur pour l'Italie si le vrai cœur du pays restait profondément ulcéré. A de si grands maux, il faut d'énergiques remèdes.

Avec le secours qu'on obtiendra certainement, il faut, avant tout, rembourser les caisses d'épargne. Mais, en tout cas, il ne faut à aucun prix augmenter les impôts. Ce serait contraire à l'intérêt même des créanciers, car ce serait achever de ruiner Florence. Mieux vaut réduire momentanément les intérêts, sauf à reprendre le payement intégral, quand la situation se sera améliorée.

25 novembre.

Je visite l'Institut supérieur. Florence n'a pas d'université, — celle-ci se trouve à Pise, — mais elle a un institut où il y a une faculté de philosophie et lettres, de sciences naturelles et de médecine, avec d'admirables collections et de vastes locaux qu'on achève en ce moment. La dépense annuelle s'élève à 550,000 francs. Aucune université chez nous n'est aussi bien montée et n'a un enseignement aussi approfondi. Ainsi, outre Gubernatis, qui enseigne le sanscrit, je trouve A. Severini et C. Picini pour les langues de l'extrême Orient, L. Fausto pour les langues sémitiques comparées et pour l'arabe, D. Castelli pour l'hébreu, M. Paoli pour la Paléographie. Chose remarquable, tous ces cours de langues étrangères sont très suivis. Ainsi, en 1877, je note 5 élèves pour le japonais et le chinois, 14 élèves pour l'arabe, 9 élèves pour l'hébreu, 4 pour les langues sémitiques comparées, 23 élèves pour le sanscrit dont 22 appartiennent aux cours normaux et se destinent à l'enseignement moyen, 13 élèves pour la paléographie, dont 9 normalistes. Ces chiffres prouvent un grand amour de la science. En Belgique, nous n'avons pas toutes ces chaires, et si nous les avions, combien, hélas! y aurait-il d'auditeurs? Il est vrai qu'ici le respect de la science est général et les savants reçoivent les honneurs qui

leur sont dus. Les plus éminents, sans distinction de parti, ont été nommés sénateurs par le roi; ils ont reçu les plus hauts grades des ordres nationaux; partout on les recherche et même les salons les plus exclusifs s'honorent de les recevoir.

Florence devrait être la vraie capitale littéraire et artistique de l'Italie. Son glorieux passé lui assigne cette mission. Puisqu'il a fallu fixer à Rome la capitale politique, on devrait faire de Florence le centre des hautes études. Ce serait là la meilleure compensation à lui donner. Ici encore, je trouve l'aristocratie dévouée au progrès de l'enseignement. Peruzzi est président du conseil d'administration de l'Institut supérieur, dont font partie les marquis Ridolfi et Alfieri.

Le professeur d'anthropologie, Mantegazza, me montre ses collections. Il a beaucoup voyagé et beaucoup écrit. La liste de ses ouvrages prend deux grandes pages in-8°. Il publie les archives d'anthropologie et d'ethnologie. Outre ses publications purement scientifiques, il a fait paraître des notes de voyage, des souvenirs, des œuvres littéraires qui ont eu le plus grand succès. Il a réuni une collection de crânes extrêmement complète, surtout pour les anciennes races italiques. Il prétend qu'on distingue toujours facilement le crâne d'un homme de celui d'une femme. L'arcade sourcilière est beaucoup plus marquée chez

l'homme. Il a publié différents travaux à ce sujet. Il me montre aussi un crâne trouvé sous le péperin et qui remonte ainsi aux époques les plus reculées. Ce crâne n'est pas inférieur à celui de la race blanche actuelle. Ce n'était donc pas une race rapprochée de l'animalité qui vivait alors.

Le professeur Herzen a un institut parfaitement monté pour la physiologie. Il me donne le détail d'expériences très curieuses qu'il poursuit. Plus l'émotion qu'un individu éprouve est vive, plus le cerveau développe de chaleur. Les expériences se font sur un chien. On lui présente une feuille de papier: son attention est attirée par cet objet. Cette émotion produit un certain degré de chaleur. On lui offre un morceau de viande: l'émotion est bien plus forte et la température s'élève beaucoup plus. M. Herzen me montre l'instrument au moyen duquel il fait ces délicates observations.

A l'Institut supérieur, il y a une chaire spéciale pour l'explication du Dante. Elle est occupée par M. Juliani, qui a publié toute une série de travaux sur le grand poète florentin. L'étude du Dante occupe une place considérable dans l'enseignement supérieur et même dans l'enseignement moyen. Beaucoup de personnes savent la *Divine Comédie* par cœur. C'est ainsi que se perpétue l'idéalité. Ici, on aime encore les beaux vers. La poésie fait partie de la haute culture.

C'est certainement un élément de supériorité pour la nation. A notre époque, on n'est que trop porté à s'absorber exclusivement dans la poursuite des intérêts matériels. Ailleurs on ne lit plus de vers.

— Le marquis Alfieri, au prix d'énormes sacrifices, a fondé avec quelques amis et collaborateurs une *École des sciences politiques et administratives*, comme celle que M. Boutmy dirige avec tant de succès à Paris. L'État devrait encourager ces études et il le pourrait d'une façon très efficace et sans débourser un sou. Il suffirait d'établir un diplôme spécial de docteur en sciences politiques et administratives comme celui qui existe en Belgique, en exigeant ce grade pour les hautes fonctions, par exemple pour celles de préfet et de sous-préfet. Comme le nombre de ceux qui espèrent un jour — et non sans raison — arriver à ce poste est énorme, les cours seraient très suivis. L'utilité serait considérable pour la bonne marche des affaires.

Des connaissances sérieuses de politique et d'économie politique sont aujourd'hui indispensables. Grâce à la méthode d'observation, ces sciences peuvent fournir des solutions positives. Dans un pays où la bourgeoisie gouverne, si elle est ignorante et nourrie d'illusions, elle fera maintes sottises. Les lois seront mauvaises ; la nation en pâtira et la liberté même sera un jour compromise. Par suite du culte des théories abstraites et absolues, que d'erreurs enracinées dans

les cervelles contemporaines! Pour être admis à la Chambre, il faudrait avoir passé un examen sur Montesquieu et Tocqueville. Que de lumières, que d'avertissements, que de dangers signalés dans leurs livres!

Nous marchons irrésistiblement vers la démocratie. Mais si la démocratie n'est pas sage, elle conduira au despotisme, comme jadis en Grèce et à Rome. Faire vivre ensemble la liberté et la démocratie, tel est le grand et redoutable problème. Si nous ne parvenons pas à le résoudre, le césarisme reviendra. En 1848, la république a échoué en France! En ce moment, expérience nouvelle, entreprise avec plus de maturité et de sagesse; mais les difficultés sont grandes encore. Montrer à quelles conditions des institutions libres peuvent se fonder et durer, voilà ce que peut enseigner une école comme celle qu'a créée le marquis Alfieri. Il y a mis une clairvoyance, une persistance, un dévouement inspirés par un amour ardent de cette Italie qu'a faite son oncle Cavour.

L'Italie est constituée géographiquement, mais elle cherche encore son assiette intérieure et elle remanie ses institutions de droit public. Comment le fera-t-elle avec succès, sans les lumières de la science spéciale? L'État ne devrait rien négliger pour attirer à l'école politique de Florence toute la jeunesse qui plus tard gouvernera le pays. L'Italie a ce grand avantage que l'histoire des institutions et des luttes intérieures de

ses républiques offre à la science politique basée sur l'observation les matériaux les plus abondants, les plus instructifs que l'on puisse désirer. Le passé ainsi interrogé doit servir de guide à l'avenir. Que de belles études à faire en ce sens.

27 novembre.

— Nous dînons chez Mme Mariani. Dans son salon se réunissent, comme chez Peruzzi, les hommes de lettres, les artistes, les savants et ceux qui les recherchent. L'appartement est fait pour recevoir une si docte compagnie. Il est immense, mais si rempli de meubles, qu'il reste peu de place libre. Tout autour, des bibliothèques basses, dont les rayons sont garnis de beaux livres et dont les tablettes sont couvertes de statuettes, de vases anciens, de bronzes et d'une foule d'objets d'art les mieux choisis; aux murs, des tableaux. De grandes tables couvertes d'albums et de photographies. De divers côtés, des groupes de fauteuils et de sophas, qui semblent appeler les causeurs. Dans ce milieu, on respire un air tout imbibé d'effluves artistiques et littéraires. Nous sommes heureux de revoir ici Mme Minghetti, qui se rend à Rome. Parmi les convives se trouve un conteur charmant, d'une mémoire inouïe et qui connaît toute l'Europe. C'est sir James Lacayta, qui, par je ne sais quelle combinaison de nationalités, se trouve être à la fois gentilhomme

anglais et sénateur du royaume d'Italie. Sir James est Italien de naissance; mais il a si longtemps résidé en Angleterre, qu'il y a été naturalisé. Il a été l'ami intime de lord Landsdown, l'ancien ministre, et il l'est resté de toute la famille. Il a été aussi secrétaire de M. Gladstone, quand celui-ci a visité les îles Ioniennes, lors de ce fameux voyage qui a abouti à la cession des îles à la Grèce. Sir James nous cite tour à tour des poésies italiennes et des vers anglais. Ce mélange intime, dans la même personne, du génie littéraire de l'Angleterre et de l'Italie fait une impression vive et étrange.

Je cause longuement avec Karl Hillebrand qui, lui, est autant Italien qu'Allemand. Il écrivait autrefois dans la *Revue des Deux Mondes,* mais, après les événements de 1870, sa position y est devenue impossible. Maintenant, il réside à Florence et il publie à Leipzig une revue, *Italia,* consacrée uniquement à faire connaître l'Italie à l'Allemagne.

Les relations entre les deux pays sont beaucoup plus intimes qu'on ne se l'imagine d'ordinaire. Les jeunes savants italiens vont fréquemment achever leurs études dans les universités allemandes, et presque tous en savent bien la langue. Le nombre des Allemands qui visitent l'Italie est très considérable. Cependant les sympathies pour la politique de l'empire germanique se sont singulièrement refroidies depuis

que M. de Bismarck semble vouloir se réconcilier avec Rome et se brouiller avec la liberté. Le revirement est frappant. C'est la France, aujourd'hui, qui redevient populaire, parce qu'elle a échappé aux tentatives de restauration et qu'elle semble vouloir fonder définitivement un régime d'ordre et de liberté.

Hillebrand connaît à fond l'Italie. D'après lui, le clergé n'a guère d'influence, parce qu'il manque de dignité, d'instruction, de ressources et souvent de moralité. Une réaction n'est donc pas à craindre. Le mal de l'Italie est que ses forces se consument en crises incessantes qui rendent l'action du gouvernement plus nuisible qu'utile. Avec le corps électoral actuel, il n'y a pas de remède. Il faut l'élargir et ne pas craindre d'aller jusqu'au suffrage universel. Le paysan qui viendra voter est très intelligent, même quand il n'a pas d'instruction. Il choisira des gens qui s'occuperont des intérêts réels du pays et non des luttes de coteries. C'est à cela qu'il faut échapper à tout prix.

Je réponds que le suffrage universel aura peut-être pour effet de créer des partis mieux définis, ce qui serait un avantage incontestable. Mais, d'un autre côté, ne fera-t-il pas arriver à la fois des radicaux élus par les villes, et des cléricaux élus par les campagnes? Le pays est-il déjà assez fortement constitué pour ne pas souffrir de la lutte violente des deux partis extrêmes, sans compter le danger qu'ils s'unissent

un jour pour écraser le parti national-libéral bourgeois qui a fait l'Italie? Il y a là, à mon avis, un redoutable inconnu. C'est ici, plus qu'en Angleterre, qu'on pourrait dire qu'une réforme aussi radicale serait un *leap in the dark*.

M. Barzellotti, professeur de philosophie, jeune encore, mais à qui, dit-on, est réservé un brillant avenir scientifique, me dit quelques mots du mouvement philosophique en Italie. L'hégélianisme est toujours représenté avec éclat, à Naples, par les professeurs Vera et Spaventa. On trouve encore par-ci par-là quelques platoniciens, quelques spiritualistes, mais on ne peut nier que les doctrines positivistes et même matérialistes ne fassent de grands progrès, à l'ombre des formules scientifiques. Les écrits d'Herbert Spencer sont beaucoup lus et exercent une grande influence.

Le soir, une dame autrichienne, pour qui précisément notre amie, Mme Paula E..., m'avait donné une lettre, vient rendre visite à Mme Minghetti — c'est la princesse de Salm-Lichtenstein. Nous causons, naturellement, de l'Autriche. Elle appartient au groupe de l'aristocratie libérale qui, comme telle, n'a pas vu avec plaisir l'annexion de la Bosnie, voulue et préparée par le parti militaire. Cette conquête, qui doit fortifier l'élément slave, a réveillé, dit-elle, le conflit des nationalités. Les Hongrois sont mécontents, parce

qu'ils trouvent qu'il y a déjà trop de Slaves dans l'empire. Les Allemands ne sont pas plus satisfaits: ils voient dans les annexions au delà de la Save une cause inévitable d'accroissement du budget de la guerre et, pour l'avenir, une occasion de conflits avec la Russie et même avec la Turquie. Chose étrange, les plus conservateurs, les plus réactionnaires parmi la haute aristocratie, les féodaux, s'entendent avec les démocrates tchèques et avec les fauteurs du slavisme pour approuver l'annexion. Et cependant, en entraînant l'Autriche dans la voie de la reconstitution des nationalités, elle aboutira au progrès de la démocratie. — Les féodaux autrichiens rêvent le fédéralisme. Ils espèrent que l'élément slave, fortifié par l'adjonction d'une nouvelle province slave, deviendra assez puissant pour qu'on soit obligé de lui accorder l'autonomie. Alors le dualisme centralisateur austro-hongrois, qui existe maintenant, devra cesser. Il faudra accorder à la Bohême les mêmes droits qu'à la Hongrie et à la Cisleithanie. Le Tyrol réclamera à son tour et, pour satisfaire tout le monde, il faudra aller jusqu'au fédéralisme. Dans ces divers pays autonomes, rattachés seulement, comme sous l'ancien régime, par un lien très lâche, les féodaux espèrent exercer une influence prépondérante qu'ils ne peuvent avoir maintenant ni à Vienne, ni à Pesth.

Je me permets de dire qu'à mon avis, les féodaux

seront probablement déçus dans leurs espérances de restauration de l'ancien régime, mais qu'au fond cependant ils défendent les vrais intérêts de l'Autriche et, par suite, de l'Europe.

L'Autriche n'a plus le choix. Ou elle donnera satisfaction aux Slaves, qui à eux seuls sont aussi nombreux que les Allemands et les Hongrois réunis, ou elle cessera d'exister. La domination turque est finie. Lord Beaconsfield ne ressuscitera pas un mort. Si l'Autriche se refuse à grouper sous son égide les populations slaves du Danube et des Balkans, si elle s'oppose à leur développement, celles-ci se tourneront vers la Russie. Cela est inévitable et naturel. Elle sera ainsi enserrée de toutes parts entre les provinces du grand empire moscovite. Les Slaves des pays autrichiens, surtout ceux du Sud, de même langue que ceux de la Turquie, voudront se réunir à ceux-ci. Les Tchèques suivront le même mouvement, on le voit déjà maintenant. Il se fera ainsi un travail de décomposition irrésistible : ceci est absolument évident. L'Autriche ne peut donc se sauver qu'en occupant elle-même la place laissée vide par les Turcs. Ainsi, en constituant un second empire slave, elle empêchera le triomphe du panslavisme et sauvera l'Europe. Voilà pourquoi les partisans du principe des nationalités et des idées libérales et démocratiques doivent applaudir à chaque pas en avant que fait l'Autriche dans la péninsule des Balkans.

28 novembre.

M. Pasquale Villari vient me voir et m'apporte des lettres de recommandation pour Naples, d'où il est originaire. Il est aujourd'hui professeur de la philosophie de l'histoire à l'Institut supérieur. C'est un des écrivains les plus distingués de l'Italie. Ses deux grands ouvrages : *Savonarola e sui tempi* et *Machiavelli e sui tempi,* sont devenus classiques et cités partout. Dans ses *Lettere meridionale* il a tracé d'une plume incisive et véridique un tableau frappant des souffrances et des vices de Naples et de la Sicile. Quoiqu'il ne s'occupe pas *ex professo* d'économie politique, on le range parmi les *Kathedersocialisten* et les réformateurs avancés. Nous causons de la situation des classes inférieures. D'après lui, elle est bien fâcheuse presque partout. En Lombardie, la nourriture des ouvriers agricoles est si insuffisante, que l'abus de la polenta de maïs leur donne une espèce de lèpre, la *Pellagra.* Dans les Romagnes, ils sont couverts de haillons et vivent dans des trous, quand ils ne sont pas décimés par les fièvres. Dans les campagnes des provinces méridionales et en Sicile, leur sort est si pitoyable, qu'ils aiment souvent mieux se jeter dans la montagne et vivre de brigandage. A Naples, les pauvres sont entassés dans des caves et dans des bâtiments-casernes dont l'horreur ne peut se

dépeindre. Ce n'est que dans la Toscane, dans l'Émilie et dans le Piémont que la condition des ouvriers est meilleure.

— N'ayant pas le temps de visiter en ce moment les campagnes toscanes, je lis l'excellent travail, la *Mezzeria in Toscana,* du baron Sidney Sonnino. Il connaît à merveille cette région, puisqu'il y vit au milieu de ses propriétés. Le régime agraire ici est le métayage. Le propriétaire fournit la terre et le capital d'exploitation, il paye aussi l'impôt foncier et, après la récolte, on partage par moitié les produits. Sismondi a tracé, dans ses *Études économiques,* un tableau enchanteur du bonheur champêtre des métayers toscans, qui était classique en son temps. Récemment, M. Bertagnolli, s'armant des faits recueillis avec une universelle érudition, a dressé contre le métayage un accablant réquisitoire [1]. D'après M. Sonnino, là où les anciennes conditions du métayage n'ont pas été aggravées au profit du propriétaire, la condition des cultivateurs, sans être tout à fait aussi heureuse qu'elle apparaît dans l'idylle de Sismondi, est néanmoins très tolérable. Les mauvaises années, ils souffrent et s'endettent. Mais les propriétaires exigent rarement le dernier sou et, ce qui est très favorable, le fermage réglé par la coutume n'est pas soumis à

[1] *La colonia parziaria* di C. Bertagnolli, segretario al ministero d'Agricoltura. Roma-Barbera 1877.

l'âpre enchère de la concurrence. Les relations entre propriétaires et locataires restent encore empreintes de l'ancien esprit patriarcal. La guerre des classes n'est pas déclarée, et c'est là un grand point. Quant aux résultats économiques, ils ne sont pas mauvais, car les campagnes du bassin de l'Arno sont cultivées comme un jardin et les bâtiments, les clôtures, les chemins, les fossés, tout est bien entretenu et répond aux besoins. M. Minghetti est aussi grand partisan du métayage. Le fait est que la région bolonaise est parfaitement cultivée et que le paysan paraît y jouir d'une certaine aisance.

— Dans toute cette région, le curé exerce encore une assez grande influence. Ce n'est pas comme chez nous celle d'une autorité supérieure qui s'impose et qui s'arme du pouvoir surnaturel des sacrements; c'est celle d'un bon voisin que l'on rencontre au marché, dans la boutique de l'épicier, sur la place publique, avec qui l'on cause volontiers et qui donne de bons conseils. Quand il n'y a pas de lutte politique et que le prêtre ne prétend pas être le maître, rien n'éloigne de lui ses paroissiens; au contraire, leurs intérêts sont presque toujours les mêmes et il a l'influence naturelle que donne un peu plus d'instruction. Pourquoi combattre un curé qui ne demande qu'à vivre tranquille et à dire sa messe, en pensant à sa vigne et à ses oliviers? C'est tout simplement un

paysan qui s'est un peu frotté de latin et qui vit comme les autres; ce n'est pas un soldat militant de l'Église universelle, un apôtre qui croit devoir travailler à établir l'omnipotence de la papauté. Tel est encore ordinairement le prêtre actuel, mais bientôt il aura changé, car, au séminaire, on prépare une génération dressée et armée pour le combat.

29 novembre.

De Florence à Rome. — Nous ne restons pas à Florence le temps voulu, parce que je désire assister à la séance plénière de l'Académie *dei Lincei,* où je trouverai réunis un grand nombre d'hommes distingués. Jusqu'à présent le temps a été détestable. Presque toujours scirocco humide et pluie. Décidément il ne faut aller en Italie, pour y voyager, qu'au printemps. L'hiver, quand la température est douce, il pleut et quand la pluie cesse, on a la tramontane qui vous glace.

On pourrait généraliser le proverbe italien à propos de Tivoli :

Italia di mala sorte
O tir' il vento o piov' a morte.

Nous avons une belle journée pour aller de Florence à Rome. Jusqu'au lac de Trasimène, c'est la campagne toscane. De petites fermes isolées, entourées de vignes suspendues aux ormes et aux mûriers. Le pays est accidenté : au premier plan, des collines et, dans

le fond, les Apennins. Après Orvieto, on passe dans le bassin du Tibre, et à mesure qu'on approche des anciens États romains, l'aspect du pays devient plus triste et celui des hommes plus misérable. Les fermes sont plus rares, puis disparaissent complètement. La culture de la vigne cesse. On ne voit presque plus d'arbres. La terre est tour à tour en jachère ou emblavée en froment. Le Tibre, gonflé par les pluies, roule des eaux jaunâtres, si chargées d'argile, qu'on dirait de la boue liquide.

Rien de plus triste que les effets de l'érosion sur les collines en culture. L'eau y creuse des rigoles qui s'agrandissent et deviennent des ravins. La terre est entraînée. Les champs sont rongés par les éboulements. Quelques cultivateurs en haillons s'efforcent de réparer les ravages, en comblant les rigoles à leur début et en aplanissant le sol, afin de pouvoir encore y semer; mais la première pluie torrentielle entraînera tout et ce sera à recommencer. Nulle part on ne voit autant de ces affreux affouillements des terrains en pente. Les Apennins étant, dans cette région, formés en grande partie d'argile, n'offrent aucune résistance au ravinement. Ces montagnes de terre glaise se délayent sous la pluie ou se fendillent et se crevassent sous le soleil. Pas un brin de végétation ne peut s'y fixer, ni herbe, ni broussaille. Tout est nu et stérile. Ailleurs les rochers ont au moins des formes abruptes

Dans leurs fentes se logent et poussent quelques plantes. Ici les hauteurs n'ont ni arêtes ni profils. Elles sont en voie de déformation permanente. L'œuvre de destruction ne s'arrêtera que quand elle aura tout nivelé et que tous ces débris liquéfiés auront été transportés dans la mer.

En approchant de Rome, on traverse l'*agro romano*, encore tout couvert de l'eau des récentes inondations du Tibre. A la dernière station, deux *mercanti di campagna* montent dans notre voiture. Ce sont des entrepreneurs de culture qui louent les *latifundia* de la campagne romaine et qui les mettent en valeur, tantôt en les sous-louant pour le pâturage des moutons, des bœufs et des chevaux, tantôt en les cultivant en froment à de longs intervalles. Ils habitent Rome d'ordinaire. Ils disposent d'un grand capital et s'enrichissent. Ce sont des intermédiaires, des *middle-men*, comme ceux de l'Irlande. Leur bénéfice est prélevé sur la rente du propriétaire et sur le salaire des journaliers. Ceux qui sont assis près de nous sont jeunes encore, très vigoureux, l'air intelligent, des traits fins et énergiques. Ils parlent avec feu et une véritable éloquence. Ils se moquent de la nouvelle loi que vient de voter le Parlement pour le *bonificamento* de l'*agro romano*. Grosse question. Tant que Rome était la ville morte, la cité des ruines, il lui seyait d'être entourée de cette triste campagne, frappée de malédiction par

la *malaria*. Mais maintenant qu'elle est une capitale moderne et vivante, ne doit-elle pas combattre le fléau? La malaria commence en juin, et c'est lors des premières pluies, en septembre, qu'elle est surtout dangereuse. Les nuits sont cruelles, l'été, paraît-il. La chaleur est accablante, et on ne peut laisser pénétrer l'air extérieur, crainte des miasmes.

On veut arriver à faire mettre en culture tout le pourtour de la cité, en donnant aux propriétaires des primes et en leur forçant un peu la main. Réussira-t-on? Les *mercanti* prétendent que les quelques millions qu'on veut y consacrer ne suffiront pas à payer l'enterrement des ouvriers qu'on y emploiera. Je m'intéresse à la question, parce que je l'ai traitée dans la *Revue des Deux Mondes* (1er juin 1872), en me servant de documents que je devais à l'obligeance de M. Sella. Mais je n'avais pas saisi alors le grand obstacle qui s'oppose à la transformation de l'*agro romano*. Dans l'état actuel, sans entretien de bâtiments, sans frais d'aucune espèce, il rapporte, m'a affirmé M. Minghetti, en moyenne 100 francs par hectare. Avec le pâturage on n'a à craindre ni le phylloxera, ni les mauvaises récoltes, ni la concurrence des céréales américaines. Le prix du bétail, et partant la rente s'élèvent sans cesse. Quand on aura dépensé par hectare 1,000 francs et la vie d'un à deux ouvriers, on aura un revenu plus incertain et de grands frais

d'entretien. L'intérêt économique se trouve ainsi en conflit avec l'intérêt hygiénique.

On avait compté sur l'eucalyptus qui, en effet, préserve de la fièvre. Les religieux du couvent des *Tre Fontane,* au delà de Saint Paul hors les murs, en ont fait une plantation qui leur permet d'y rester maintenant pendant l'été. Auparavant, ils devaient rentrer en ville sous peine de mort. Mais, d'après ce qu'on m'a dit, l'eucalyptus ne réussit pas bien aux environs de Rome. Dans les premières années, il souffre du vent qui le secoue et casse les jeunes pousses et, en outre, pendant les hivers rigoureux, il gèle. Mais cela ne provient-il pas de ce qu'on n'a planté que des arbres isolés? Près des stations du chemin de fer on voit un ou deux eucalyptus mal venus et très maltraités par le vent. Il faudrait tout un massif. C'est ainsi seulement qu'ils peuvent agir comme préservatif de la fièvre et prospérer en se préservant l'un l'autre, comme on le voit à Nice et en Algérie. Il est impardonnable que l'expérience ait été si mal conduite. Est-ce un insuccès définitif ? L'exemple des *Tre Fontane* prouve que non. Il faudrait entourer toutes les stations et toutes les fermes de la campagne romaine d'un massif d'une cinquantaine d'eucalyptus au moins. Conçoit-on qu'aucune étude sérieuse n'ait été faite à ce sujet? Il s'agit, cependant, d'un intérêt de premier ordre.

Le ministre actuel de l'agriculture, l'économiste Majorana Calatabiano, qui comprend si bien l'importance de la sylviculture, devrait prendre sérieusement en main la question de l'eucalyptus.

Cependant, après tout, est-il désirable que la malaria disparaisse? N'est-ce pas un bonheur pour l'Italie que sa capitale soit inhabitable pendant une partie de l'année? La centralisation, l'accroissement démesuré des capitales est un des dangers de la vie politique des États modernes. Les Américains y ont obvié en plaçant la capitale de leurs États dans de petites villes sans grand avenir. C'était sage et prévoyant. En France, on avait eu le bon sens de les imiter en mettant les assemblées à Versailles. On va faire la sottise de les transporter à Paris. Si Rome était une ville saine et agréable comme Florence, le parlement, les ministères et l'attraction toujours croissante d'un centre artistique et littéraire appelleraient et fixeraient dans la capitale toutes les familles riches et l'élite intellectuelle de la nation, que des intérêts majeurs ne retiendraient pas en province. Ce serait comme en France, où Paris inflige l'anémie à toutes les autres villes. Maintenant, à moins d'y être absolument obligé, on ne reste pas à Rome. On y prend un appartement pour l'hiver et on fuit quand l'été arrive. On y campe. De cette façon les autres villes conservent leur vie propre. *Felix culpa,* a dit

un père de l'Église, du péché originel. On dirait volontiers aussi *Felix malaria*. Respectons la; c'est encore une des bénédictions de l'heureuse Italie.

30 novembre.

C'est la troisième fois que je visite Rome. J'y suis venu en 1845 et en 1853. L'aspect extérieur, les rues, les maisons n'ont guère changé. On a eu le bon goût de ne pas *hausmanniser* la vieille ville. On a créé tout un quartier nouveau, mais c'est aux alentours du chemin de fer, entre Sainte-Marie-Majeur et Saint-Jean de Latran. C'était un côté de la ville où il n'y avait que des vignes entourées de grands murs, et quelques ruines que l'on a respectées. On n'a fait qu'une percée pour relier au Corso *la Via nazionale*, grande rue-boulevard qui part de la gare. Mais l'aspect de la population est complètement différent. Les rues sont pleines maintenant de gens affairés, vêtus comme dans nos villes. La couleur locale a disparu. Les buffles ne ruminent plus au Forum. Plus de bouviers à cheval, avec leur veste et leur culotte en peau de chèvre et la lance au poing. Plus de costume national, sauf sur le dos des modèles qui, sur la place d'Espagne, attendent l'heure de la pose.

Comme ville moderne, Rome n'est pas belle. Les rues, même le Corso, sont étroites et sombres. Il s'y trouve de très beaux palais, mais ils sont mal situés

et tous du XVIe ou du XVIIe siècle. Nulle part il n'y a autant d'objets intéressants à voir qu'à Rome; mais je n'aimerais pas à y vivre. Tout porte à la mélancolie, sans qu'on ait, comme autrefois, l'impression profonde d'une ville morte.

La première fois que je suis venu ici, avec mon ami Borguet, c'était en plein mois d'août. Nous ne songions guère à la malaria. Nous n'avions emporté que Musset et Léopardi, et pas le moindre guide. Nous voulions aller à la découverte et tout trouver par nous-mêmes. Nous avons manqué bien des choses; mais ce que nous trouvions était comme une conquête en pays inconnu. L'impression était bien plus vive. De neuf heures du matin à six heures du soir, nous courions par les rues désertes sous un soleil sénégalien. Le ciel était d'un bleu implacable. Les murs blancs aveuglaient, avec des ombres si intenses, qu'elles semblaient noires. Les vieux monuments étaient jaunes et dorés et la campagne toute roussie. Pas un touriste. Personne dans les rues, sauf, vers le soir, des séminaristes rouges, jaunes, bleus, noirs et des moines bruns ou blancs. Je me rappelle qu'au Monte Testacio le seul être vivant que nous avons aperçu, c'est une énorme couleuvre, que nous poursuivîmes à coups de pierre, dans les grandes herbes desséchées. C'est ainsi qu'il fallait voir la métropole de la théocratie. L'hiver, tout est ordinairement gris

et l'*agro romano* est vert comme un polder, ce qui manque de couleur locale. Les grands aqueducs n'ont tout leur effet que quand ils s'embrasent des rayons enflammés du soleil couchant en été.

1er décembre.

J'assiste à la séance de l'Académie dei Lincei dont je suis correspondant. Elle a pour siège le Capitole. C'est très glorieux, mais très incommode. Tous les étages sont occupés par les bureaux de la municipalité. Les Lincei sont relégués sous les combles. Il est vrai qu'ils ont de là une vue splendide sur le Forum, sur tout Rome et la campagne. Mais on n'y arrive qu'au prix d'une ascension très pénible pour des savants qui ne sont pas tous des Alpinistes comme le président Sella. A-t-on cru qu'il fallait nécessairement offrir un panorama à leurs yeux de lynx? Le fait est qu'ils sont peu satisfaits du local et qu'ils sont en instance pour en obtenir un autre. C'est une séance plénière des deux classes : Sciences naturelles et mathématiques, et sciences morales et politiques. On me remet l'*elenco,* la liste des membres. J'y remarque parmi les Italiens, Amari l'orientaliste, Correnti, Comparetti, Carrara le criminaliste, Mamiani, Carutti, Bonghi, Lampertico, Cantù, Messedaglia, Mancini, Boncompagni di Mombello, Fiorelli, l'illustre directeur des fouilles de tout le royaume,

Berti, Luzzatti, Minghetti, Ferrara, Villari, Boccardo, Spaventa, Vera, Tullo Masserani, Morpurgo, Botta et Cossa; parmi les étrangers, Geoffroy, Renan, Jules Simon, Barthélemy Saint-Hilaire, Franck, Michel Chevalier, Mignet, Laboulaye, pour la France; Gladstone, Herbert Spencer, Freeman, Rawlinson, Maine, Thornton, Maximilien Müller, pour l'Angleterre; Gregorovius, von Arneth, Sybel, Mommsen, Roscher, Jhering, Schultze-Delitsch, Bluntschli, Keller, pour l'Allemagne; Madwig pour le Danemark; Bancroft et Wells pour les États-Unis; Laurent pour la Belgique.

Luzzatti donne lecture d'une remarquable notice sur l'économiste Scialoja, ancien ministre des finances, que l'Académie a perdu récemment. Le vice-président Mamiani, à côté de qui j'ai l'honneur d'être assis, approuve les tendances spiritualistes de la lecture. Luzzatti a rappelé, dans une citation très heureuse, que trente ans auparavant, Mamiani avait dit, que l'économie politique, pour bien remplir sa haute mission, doit se retremper dans la morale, et c'est précisément ce que veulent les Katheder-Socialisten : transformer l'économique en science éthique, *Ethische Wissenschaft.*

Dans le volume des *Atti dei Lincei,* que l'on me remet, je trouve l'histoire de la fondation de l'Académie, écrite par l'un de ses membres, Carutti. J'y

vois qu'elle est due en grande partie à un jeune savant des Pays-Bas, Johannes Heck, — Eckius en latin — de Deventer. C'est un curieux épisode. Le jeune Heck, né vers 1577, s'était rendu en Italie et avait obtenu la *laurea* du doctorat en médecine, en 1602, à l'université de Pérouse. Aux environs de Rome, il eut une discussion avec un certain Raniero, au sujet d'un médicament que celui-ci devait préparer. Raniero, furieux, attaque traîtreusement Eckius. Eckius tire son épée et porte à l'assaillant un coup à la tête dont il meurt. Il se constitue prisonnier; le procès s'instruit, mais il est acquitté, probablement par l'influence du jeune prince Federico Cesi, avec qui il avait eu quelques entretiens auparavant. Cesi le reçoit dans le palais de son père le duc d'Acquasparta. Deux de ses amis, Francesco Stellutti, de l'illustre maison de Fabriano, et Anastasio de Filiis, de la famille des Cesi, partageaient le goût du jeune prince Federico pour les sciences naturelles, auxquelles les initiait sans doute Eckius, âgé alors de vingt-six ans. Cesi, qui n'en avait que dix-huit, conçut une idée vraiment admirable qu'il développa dans un livre intitulé *Linceografo*. Il voulait fonder une vaste société scientifique dont les membres porteraient le nom de *Lyncæi*, parce qu'avec des yeux de lynx, ils devaient pénétrer tous les secrets de la nature. L'Académie devait avoir dans les quatre par-

ties du monde des résidences avec des revenus suffisants, pour l'entretien des associés qui y vivraient en communauté. Ces résidences seraient pourvues de bibliothèques, de laboratoires, de musées, d'imprimeries, de jardins botaniques, en un mot, de tout ce qui est nécessaire aux études. On ferait partout des observations par écrit qui seraient communiquées à tous les membres de la société. Les *Lyncæi* devaient renoncer au mariage, que Cesi appelle *mollis et effeminata requies*, et qui nuirait aux études ; mais cependant les religieux n'étaient pas admis. Plus tard, un des membres, s'étant fait jésuite, fut exclu. C'est l'église de la science que Cesi voulait constituer. Renan expose quelque part le même rêve.

Les jeunes amis prirent pour symbole le Lynx — qui existait encore alors dans les Apennins — avec la devise : *Sagacius ista*. Les associés « devaient pénétrer à l'intérieur des choses pour connaître leurs causes et les opérations de la nature, comme on dit que fait le Lynx, lequel voit non seulement ce qui est au dehors, mais ce qui se cache au dedans ! » Les académiciens portaient un anneau avec un chaton d'émeraude où se trouvait gravé un Lynx. Ils ne devaient jamais l'abandonner *quibusvis charior divitiis, gratiorque sit*. Ce que rêvaient ces quatre jeunes gens, ce n'était rien moins que l'organisation de la science moderne basée sur la méthode de l'observa-

tion. L'Académie des Lyncei est la première société scientifique qui se perpétua. Au commencement du XVIe siècle, Léonard de Vinci avait fondé, à Milan, une académie scientifique et expérimentale, et vers la fin du siècle, Jean-Baptiste della Porta en institua une autre à Naples, sous le nom de *Dei Secreti;* mais ni l'une ni l'autre ne dura.

Le duc d'Acquasparta, ne pouvant comprendre ce que faisaient les quatre amis, les accusa de nécromancie. Il les dénonça au Saint-Office et au cardinal-vicaire. Pour fuir les persécutions, Eckius quitta Rome et retourna à Deventer. Puis, il parcourut toute l'Europe, se livrant partout à des observations sur les animaux, les plantes, les pierres et les usages des peuples. Revenu à Rome en 1606, il rédigea les *Gesta Lynceorum*. Ses écrits sont nombreux; Carutti en donne la liste. La société arriva bientôt à compter trente-deux membres. Le cinquième admis n'est autre que Galilée, qui a signé ainsi : *Galilæus Lyncæus Vincentii filius Florentinus ætatis meæ* 48 *Anno. Sas.* 1611. *Manu proprio scripsi.* Le trente-deuxième est un Flamand de Gand qui signe : *Justus Riquius Lynceus Jacobi F. Gandavensis.* Ailleurs, il est nommé Rycquius, c'est-à-dire en flamand de Rycke [1].

[1] J'apprends que le savant bibliophile M. Van der Haeghen a acheté pour l'université de Gand, d'un professeur de Bologne, un grand nombre de manuscrits de Rycquius. La bibliothèque de

En 1616, à une séance des Lyncæi, il fut annoncé que Eckius *mente sit inquietus,* et depuis lors il n'en est plus fait mention. Le prince Cesi mourut, jeune encore, en 1630. L'Académie a été réorganisée sur ses bases actuelles en 1875.

A la sortie de la séance, notre confrère Mancini, l'éminent président de l'Institut de droit international, me conduit en voiture faire une promenade au Pincio. Quiconque a carrosse s'y croit obligé. Avec son intéressante végétation de palmiers, d'araucarias, de yuccas, d'aloès et de cactus, et sa belle vue sur le parc de la villa Borghèse, le Pincio est un lieu de promenade ravissant, mais si resserré, qu'il faut y tourner en rond comme au manège. Après un nombre convenable de tours, on va faire son Corso. Dans la rue du Corso, qui a environ un kilomètre de longueur, se forment deux lignes de voitures, l'une qui monte, l'autre qui descend. Elles marchent à la file, au pas; souvent elles s'arrêtent. La rue est étroite et sombre, la vue nulle. Les personnes assises dans les voitures paraissent en proie à un *spleen* noir. On

Gand possède plusieurs de ses ouvrages, et M. Van den Berghe prépare une notice sur notre Lyncæus. Il est né à Gand, le 6 mai 1587, de Jacques de Rycke et de Catherine Stada, fille du célèbre mathématicien Jean Stadius. Il occupa la chaire d'éloquence à l'université de Bologne. Il mourut à Rome en 1627. Son principal ouvrage est intitulé : *De capitolio romano commentarius.* Gandavi 1617, in-4°. Ma grand'mère de Rycke était de cette famille.

dirait qu'elles suivent un enterrement. C'est lugubre. C'est cependant la distraction la plus gaie que les Romains puissent se procurer, le jour.

Mancini m'explique la question qui divise en ce moment les partis au parlement. Pour les libertés modernes, le Statut a copié la Constitution belge. Il garantit la liberté de la presse, de réunion, des cultes; mais il ne dit rien de la liberté d'association. Le Statut a craint peut-être de favoriser la résurrection des couvents. Mais on l'a interprété dans le sens de la liberté. Seulement cette liberté s'étend-elle aux cercles républicains, aux *circoli Barsanti?* premier point, et second point : le gouvernement peut-il agir préventivement, par mesure de police, et dissoudre une association anarchique, sans attendre que la justice ait prononcé? La droite dit oui, la gauche dit non. Sous un régime de liberté complète comme en Angleterre, la réponse ne serait pas douteuse. Si le fait est prévu par le Code pénal, la police agit, sauf à faire appliquer la peine par la justice. Si le fait n'est pas défendu par la loi, la police ne peut intervenir. La droite veut qu'on agisse préventivement, parce qu'elle croit la répression judiciaire insuffisante. En cela elle a tort. Si la loi est mal faite, modifiez-la, mais n'abandonnez pas la liberté à l'arbitraire de la police et du pouvoir exécutif. C'est la solution qu'on adopterait en Belgique. Seulement, Mancini pense que les

ministres Cairoli et Zanardelli, tout en ayant raison, au point de vue constitutionnel, ont manqué de prudence dans leurs manifestes. Lorsqu'il est devenu ministre de la justice, Mancini a quitté sa chaire de droit public, qu'il a cédée à son gendre, notre excellent confrère Pierantoni, qui quitte Naples pour Rome, où l'appelaient déjà ses fonctions de député. Mancini se consacre tout entier au barreau, dont il est sans contredit l'orateur le plus éloquent, le plus savant et le plus écouté. Par une disposition très singulière, le Parlement ne peut compter que quatorze professeurs d'université. Si les électeurs en nomment un plus grand nombre, on tire au sort pour savoir quels sont ceux qui doivent ou renoncer à la chaire ou quitter la Chambre. C'est à qui sera sacrifié, comme sur le radeau de *la Méduse*. Dans ma prochaine lettre, je m'occuperai du Parlement et de la vie politique.

Rome. Décembre.

J'assiste aux débats de la Chambre des députés. Notre obligeant secrétaire de légation, M. Le Ghait, m'a procuré une carte pour la tribune diplomatique, ce qui me permet d'y aller tous les jours et d'y rencontrer les ministres étrangers. La Chambre siège au palais du Monte Citorio. Dans la cour de ce palais, on a construit une vaste salle sur le modèle de l'an-

cienne Chambre des députés de France, seulement dans des proportions plus vastes. Les tribunes sont grandes, mais beaucoup trop élevées ; on y entend très mal. Le public avec ou sans carte n'a que très peu de place. Les députés ne peuvent obtenir une carte d'entrée qu'un jour sur deux. Une vaste tribune est réservée exclusivement aux officiers. C'est une preuve de la sympathie qu'inspire l'armée; mais cela ne me paraît pas bon pour plusieurs motifs. Est-il prudent d'entraîner les officiers dans les débats journaliers de la politique? N'est-il pas à craindre que si la lutte des partis devenait plus violente, la réunion de militaires d'opinion différente, au foyer même du combat politique, ne donnât lieu à des querelles, à des duels?

Les journalistes et les « reporters » occupent tout un côté des tribunes. On a bien traité le quatrième pouvoir. Le palais lui-même, avec ses immenses escaliers, ses grands corridors, ses vastes salles, offre aux députés toutes les aisances imaginables : au rez-de-chaussée, des appartements pour leur correspondance; au premier, les salons de la présidence et les salles de lecture; au second, une vaste bibliothèque très bien tenue et où tout est disposé pour le travail. Beaucoup de députés, qui n'ont à Rome qu'une chambre, passent leur journée et leur soirée jusqu'à minuit dans le palais du Monte Citorio. Pour y vivre comme on peut le faire dans le palais du Parlement à Londres, il n'y manque qu'un restaurant.

Deux salons communiquant directement avec la rue sont réservés pour les personnes qui désirent parler à un député. Des imprimés sont préparés pour avertir M. le député un tel qu'un tel désire le voir. On remplit les noms, on remet le billet à un des huissiers qui va porter le papier au député désigné. Ces salons d'attente sont toujours remplis de monde ; des ouvriers, des militaires, des dames, des prêtres. Quoique le parquet soit couvert d'un tapis, on y fume, le chapeau sur la tête, et les pieds crottés y apportent beaucoup de boue. Le tapis est un luxe inutile. Il y a ici, comme trop souvent ailleurs, défaut d'économie. Une natte suffirait. Les Italiens auraient en ceci de bons exemples à prendre en Prusse et en Autriche. On ne peut être assez économe des deniers publics, surtout dans un pays où l'impôt écorche les populations jusqu'au sang.

Les orateurs parlent de leur place. Presque tous ceux que j'ai entendus s'exprimaient facilement, correctement, mais non sans longueurs. Les membres écoutent leurs collègues avec une tolérance et une patience parfaites. La discussion à laquelle j'assistais était très émouvante. Les passions devaient être excitées. Le sort du ministère Cairoli était en jeu. Néanmoins, les interruptions étaient très rares. Jamais de rumeurs. Pas un mouvement d'impatience, même quand on répétait la même chose pour la troisième

ou la quatrième fois. Aucune chambre en Europe ne montre autant de longanimité; c'est exemplaire. Comment les tempéraments ardents du Midi n'éclatent-ils pas en gestes et en clameurs? Est-ce indifférence ou politesse et savoir-vivre? Il est vrai que les partis n'étant pas nettement tranchés, les passions politiques ne sont pas très vives. Un député m'explique que cette tolérance réciproque vient de ce que les membres de la Chambre se rencontrant constamment dans les salles de conversation, de lecture et dans la bibliothèque, des relations de camaraderie naissent ainsi de la familiarité naturelle aux Italiens. Cela émousse les angles et tempère les chocs.

J'entends de très bons discours de Bonghi, de Sella, de Minghetti, de Cairoli, de Zanardelli et de Mancini. Sella n'est pas orateur à la manière des autres. Le début est difficile. Il n'est pas abondant, mais clair et énergique. Sa parole forte et virile, d'une concision toute britannique, forme contraste avec la tonalité un peu molle « du doux langage d'Ausonie ».

Voici approximativement la force des différents partis ou plutôt des différents groupes. La droite compte environ 110 voix. Elle a pour chefs Minghetti et Sella, deux hommes du plus grand mérite, parlementaires exercés, qui feraient grande figure même à Londres ou à Paris. Autour d'eux se groupent plus d'un homme éminent: Visconti-Venosta

qui, à différentes reprises, a si habilement dirigé les affaires étrangères; Spaventa, Napolitain qui, après 1849, avait été jeté en prison par le roi de Naples avec Poerio. On se rappellera que, déportés en Amérique, ils s'emparèrent en pleine mer, lui et ses compagnons, du navire qui les transportait en Amérique et qu'ils débarquèrent en Angleterre, où ils reçurent l'accueil le plus enthousiaste; Lanza qui, jeune encore, a été plusieurs fois déjà président du conseil des ministres; Perruzzi, qui représente la nuance particulière à la Toscane; Berti, esprit net et bien pondéré, auteur de bons livres sur le procès de Galilée et sur Giordano Bruno, et parmi les nouvelles recrues, le marquis di Rudieri, grand propriétaire sicilien, et le comte de Sanbuy, du Piémont. Le centre, ordinairement si nombreux, ne compte ici qu'une trentaine de membres. Il avait pour chef Cesare Correnti, intelligence élevée et fine, servie par de vastes connaissances. Depuis qu'il s'occupe moins activement de la politique, Mordini a pris sa place. Le centre n'a pas de programme spécial. Il se rapproche de la droite. La gauche est très nombreuse, mais très divisée. Sans les vingt républicains qui suivent Bertani, elle dispose d'environ 350 voix. Le groupe Cairoli en a 140, le groupe Nicotera 60, le groupe Depretis 90, et les fidèles de Crispi 20 à 30. Quelques hommes éminents, comme Mancini et De Sanctis, ont une position particulière qui les rapproche du centre.

En général, on se plaint des excès de l'esprit de parti. En Italie, ce qui manque, au contraire, ce sont de vrais partis. Il en résulte que le régime parlementaire ne marche pas aussi bien qu'on pourrait l'espérer.

Le gouvernement constitutionnel est essentiellement un gouvernement de partis. Quand il y a, comme en Belgique, deux partis nettement opposés en présence, il s'ensuit que le ministère peut s'appuyer sur une majorité sûre et qui ne l'abandonnera pas. Lui refuser son vote serait une trahison. Il n'y a point de voix flottantes. On connaît au juste la force relative des deux armées. Une forte discipline s'impose. Le ministère peut exiger, au nom de l'intérêt supérieur du parti, le sacrifice des vues spéciales. Il gouvernera avec autant de suite et d'autorité que le ministre d'un roi absolu. Le cabinet restera au pouvoir tant que le corps électoral lui conservera la majorité. Il aura, pour la direction politique générale, un programme nettement défini, dont ses adhérents ne pourront s'écarter.

En Italie, il n'en est pas de même. Les influences personnelles et les convenances locales jouent un rôle prédominant dans les élections. Comme les partis n'ont pas chacun un programme, une *platform*, qui s'impose à tous, chaque candidat aura ses idées particulières en fait d'impôts, d'enseignement et de réformes

politiques. Il s'ensuit que, suivant les questions soulevées à la Chambre, il se forme des groupements inattendus. Ainsi M. Jacini veut une large autonomie provinciale comme les républicains fédéralistes à la façon de M. Mario. Le cabinet Minghetti est tombé, parce que les Toscans, obéissant aux idées de l'économie orthodoxe, n'ont pas voulu que l'État exploitât les chemins de fer.

Un cabinet n'est jamais sûr de sa majorité. Sans cesse elle est prête à se dérober. Chaque jour, il doit travailler à la refaire, par des concessions, des transactions et des combinaisons. Le moindre incident produit une crise inattendue. Le chef d'un groupe se croit blessé d'un procédé même extra-parlementaire : il boude et refuse les votes dont il dispose. Un autre groupe, cette fois local, réclame un pont, un chemin de fer ou une route. Il faut lui donner satisfaction, ou il va grossir l'opposition, et le ministère tombe. La somme d'esprit, d'adresse, d'éloquence ou de souplesse qu'un ministère doit dépenser pour durer un an, est inouïe. Le travail de la diplomatie est jeu d'enfant à à côté de ceci.

L'instabilité des ministères est le fléau de la vie parlementaire. Il y a eu beaucoup plus de crises ministérielles qu'il ne s'est écoulé d'années depuis que le royaume d'Italie existe.

De cette instabilité, il résulte qu'un ministère ne peut

jamais faire ce qu'il avait rêvé ou promis. A peine a-t-il commencé une amélioration, qu'il tombe. Le nombre de bonnes lois qui ont été votées est cependant très grand. Cela prouve qu'au Parlement italien on ne perd pas son temps, comme cela a lieu souvent dans d'autres pays.

Les Italiens se plaignent parfois que leur Chambre soit pauvre en hommes distingués. C'est à tort. Il y en a plutôt trop. Il s'y trouve au moins une soixantaine d'anciens ministres qui peuvent espérer le redevenir. Ils forment autant de prétendants dont il faut ménager la très légitime ambition.

En Belgique, où la discipline des partis embrigade tous les représentants, jusqu'au dernier, en deux camps nettement marqués, le mécanisme parlementaire marche très correctement, mais nous payons cet avantage par la pauvreté du programme politique. Tout ce qui ne se rapporte pas à la lutte du libéral contre le clérical intéresse peu. Dieu me garde de rapetisser les proportions de cette lutte. C'est la plus grave de notre époque, d'autant plus qu'elle prend déjà et prendra de plus en plus, et partout, qu'on le veuille ou non, un caractère religieux; car l'idée religieuse est au fond du débat. L'Allemagne, la France et l'Italie nous suivent dans cette voie. Mais la grandeur même de la lutte rend indifférent à tout ce qui n'est pas elle. De là une impuissance inouïe d'accom-

plir des réformes ordinaires. Le levier indispensable pour vaincre la routine manque. Je citerai un exémple. Depuis des années, les universités de l'État réclament des améliorations reconnues indispensables et surtout un meilleur mode de recrutement des professeurs. Les recteurs rédigent à ce sujet mémoires sur mémoires, rien ne se fait.

L'exemple de l'Italie permet donc de considérer comme une vérité acquise à la science politique que des partis nettement tranchés sont indispensables à la marche régulière du régime parlementaire. D'autre part, l'existence de ces partis offre aussi bien des inconvénients. Qu'en conclure, sinon que gouverner les hommes est chose bien difficile.

Bonghi me disait récemment, en parlant du système parlementaire : Et songer que c'est là ce que les hommes du XIXe siècle ont encore trouvé de mieux en fait de gouvernement.

— M. de Noailles a l'extrême prévenance de m'offrir l'occasion de rencontrer chez lui M. de Lesseps, de passage à Rome. L'ambassade de France auprès du roi d'Italie occupe le palais Farnèse. En fait de monuments modernes, je ne connais rien d'aussi beau que cette œuvre de Michel-Ange. C'est admirable de simplicité, de grandeur, de puissance, comme les temples de Pestum. Tout est parfait. Chaque architecte devrait avoir sous les yeux la reproduction de

cette merveille, non pour la copier, mais pour se pénétrer de ce qui constitue le beau en architecture, je veux dire la proportion, l'harmonie des lignes, la sobriété de l'ornementation. La cour Farnèse est, selon moi, bien autrement belle que celle du Louvre, moins élégante sans doute, moins ornée surtout, mais plus parfaite en ses proportions.

La réception en petit comité a lieu dans la galerie d'Annibal Carrache. Autre chef-d'œuvre. Elle est éclairée *à giorno* en l'honneur de M. de Lesseps. Je ne connais pas de plafond peint comparable à celui-ci. Je le préfère, non pour les figures, mais comme ordonnance, à celui de la Farnésine. Ces scènes mythologiques vous donnent l'impression puissante du naturalisme païen. La joie sans mélange de la vie des dieux y déborde. C'est la fête de l'existence charnelle, mais sous les formes de la beauté idéale la plus exquise. Le plafond représente le triomphe de Bacchus et d'Ariane. Dans les parties moins élevées de la voûte, on voit d'autres épisodes empruntés à Ovide. Carrache a consacré à ces fresques neuf années de sa vie. Ce plafond me fait penser aux théories du naturalisme contemporain. L'art antique était d'un « naturalisme » sans réserve. Il représentait la réalité, toute la réalité, sans voile et sans pudeur. Mais le réalisme antique, c'est un dieu jeune et beau, étalant en plein soleil les muscles de l'animal humain dans leur inimi-

table perfection. Le naturalisme moderne n'est qu'un grossier ivrogne, dont le visage est injecté et abruti, et dont le corps, déformé par le vice, est couvert de haillons tachés d'alcool et de boue.

M. de Lesseps, que je n'ai pas vu depuis le jour où, à Ismaïla, il présidait à l'ouverture du canal de Suez, a conservé une inaltérable jeunesse. On lui donnerait cinquante ans à peine, et il en a plus de soixante-dix. Il est l'image de la volonté intelligente. On ne s'étonne pas qu'il ait refait et corrigé une des parties du globe et transformé toute l'Afrique en une île. Il veut opérer un autre miracle. Il revient des côtes de la Russie. Ayant adopté l'idée de transformer « les chotts » de l'Algérie en une mer centrale, il est allé vérifier les nivellements et il croit à l'exécution du projet. Trente millions suffiraient. Il expose avec une entraînante éloquence les avantages de l'entreprise. Qui pourrait ne pas être convaincu? Il part le lendemain de Civita-Vecchia sur la frégate que le gouvernement français a mise à sa disposition. Mme de Lesseps se plaint de cet excès d'honneur. Comme elle souffre du mal de mer, elle préférerait l'humble wagon. L'éclat profond de ses yeux presque démesurés, la blancheur éblouissante de sa carnation, les pierreries qui étincellent sur sa robe aux reflets d'or en font comme l'apparition de l'impératrice des Indes. Elle paraît toute jeune, et cependant elle a, me dit-on, six enfants. En regar-

dant M. et Mme de Lesseps, on ne rougit pas trop de notre espèce.

— En allant le samedi aux réceptions de M. Minghetti, on comprend ce qu'était autrefois un salon. Il faut la réunion de la fleur exquise de toutes les supériorités politiques, scientifiques, artistiques et aristocratiques, et en outre, une maîtresse de maison qui sache tirer parti de ces éléments, en ménageant la rencontre des gens qui causent, en soulevant à propos un sujet, en ne laissant personne isolé ou ennuyé. C'est ce que Mme Minghetti fait dans la perfection, parce qu'elle s'oublie constamment elle-même.

Dans les grandes capitales, à Paris ou à Londres, les vrais « salons » sont très rares. La vie de tous est trop encombrée. Je me souviens encore du salon de Savigny, le grand jurisconsulte et l'éminent ministre. On y rencontrait tous les soirs sa belle-sœur, Bettina d'Arnim, *das Kind* de la correspondance de Gœthe. Elle avait alors soixante-quatre ans et une chevelure de Méduse, mais son esprit était toujours étincelant, et elle avait deux filles charmantes qui présidaient aux réceptions de leur oncle. On y trouvait souvent Humboldt, un des Grimm, Varnhagen, M. Nothomb, le prince Waldémar de Prusse qui revenait de l'Himalaya, et Mme Sontag, la comtesse Rossi qui était la grâce même. Le ton général était sérieux, mais l'intérêt extrême.

Le salon de Mme Minghetti est digne de ses hôtes. Grâce à ses vastes proportions, à l'élévation de l'étage avec deux rangées de fenêtres superposées, au plafond du XVIe siècle à caissons profonds, il a conservé la noblesse des anciens palais de Rome. Mais les vives couleurs des étoffes rares et la multitude des objets d'art font penser à la fois à un musée et à un atelier. Sur la haute cheminée en pierre sculptée est posé un paon dont la queue est un phénomène. C'est le plus beau qu'ait pu se procurer Victor-Emmanuel pour l'offrir à donna Laura. Des bahuts, des scribans, des crédences de la renaissance italienne divisent l'immense salle en une série de retraites, où s'incrustent des sophas et des fauteuils pour recevoir les causeurs. Sur les murs, des terres cuites de Lucca della Robbia et quelques bons tableaux, entre autres un Sodoma, ce qui est une rareté. Nul apparat dans la réception. Les domestiques n'entrent que pour servir le thé. Ils placent sur une table, du vin, de l'eau et quelques bonbons secs, et chacun se sert à sa guise. On arrive dès neuf heures et l'on se retire à minuit, souvent pour aller ailleurs. Tout se fait tard à Rome. Parfois, vers la fin de la soirée, l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Keudell, se met au piano. Il joue comme un artiste et sa mémoire musicale est comparable à celle de Bulow. Il exécute absolument tout ce qu'on lui demande en fait de musique classique. Les représen-

tants les plus éminents de la droite se réunissent volontiers chez Minghetti, leur chef naturel à Rome. C'est le fond permanent : viennent ensuite ce qu'il y a de plus éclairé parmi l'aristocratie romaine ralliée, des professeurs de l'université, des collègues des Lincei, des peintres, des sculpteurs et la plupart des hommes éminents qui passent par Rome. Peu de femmes, le samedi ; parmi les fidèles, l'une des femmes les plus distinguées de l'Italie, la nièce de Cavour, la marquise Alfieri et sa fille qui a épousé récemment Visconti-Venosta.

— Déjeuner chez Minghetti avec Strossmayer, évêque de Diakovar, en Croatie, le grand apôtre des Slaves. A l'époque où je parcourais les pays slaves méridionaux de l'Autriche, dans toutes les auberges, jusque dans les endroits les plus reculés, on voyait le portrait de Strossmayer. Nul homme n'est plus populaire là-bas. Son nom est vénéré par tous, dans toute la région du Danube en Croatie, en Serbie, en Bosnie, en Bulgarie. On se rappelle qu'au Concile où fut proclamée l'infaillibilité, il résista avec une admirable éloquence et un courage sans égal. Il ne s'est pas encore soumis. Il est venu à Rome pour s'entendre avec le pape sur l'organisation ecclésiastique des districts catholiques de la Bosnie. Il salue Mme Minghetti avec un mélange charmant de respect et d'affection. Il ne porte pas la soutane. Il est vêtu d'une longue

redingote noire; au lieu de rabat un haut col et des culottes. En Croatie, les prêtres portent la botte hongroise. Sa figure rappelle celle des saints de Fra Angelico. Maigre, ascétique; des cheveux cendrés, rares, relevés entourent sa tête comme d'une auréole. Ses yeux sont admirables : clairs, lumineux, inspirés. Une flamme à la fois vive et douce en jaillit; reflet d'une grande intelligence et d'un grand cœur.

M. Minghetti avait fait lire à Strossmayer un article que j'avais publié récemment dans le *Fortnightly Review* et où je démontrais la nécessité pour l'Autriche d'annexer la Bosnie et de prendre franchement en main la cause des populations slaves. Il me saisit les deux mains : Je vous remercie, mon ami, me dit-il, vous avez parlé pour la justice. En Autriche et même en Europe, on n'aime pas les Slaves; on craint les Russes. On ne voit pas qu'en voulant arrêter les progrès de l'élément slave, on donne des armes à la Russie. Oh! l'aveuglement est vraiment trop grand, surtout en Angleterre. Il y a en Europe des peuples déshérités et des classes déshéritées; d'un côté, la question des nationalités, et partout la question sociale. Nous devons de toutes nos forces travailler à relever les humbles, voilà le vrai christianisme. Nous sommes tous frères. Il faut que la fraternité devienne un fait, non un vain mot.

Il parle ainsi avec la plus pénétrante éloquence,

tantôt en français, tantôt en latin. Nul en Europe ne se sert comme lui du latin. On se rappellera qu'il a émerveilllé les pères du Concile.

Pendant le déjeuner, il nous explique que la Bosnie sera toute dévouée à l'Autriche, mais à condition qu'on comprenne les besoins de ses populations.

Il faut accorder des droits égaux à tous sans distinction de cultes. Grecs, musulmans ou catholiques de religion, tous sont Slaves, tous parlent la même langue; donc la fusion est facile. Qu'on écoute leurs vœux, et surtout qu'on les gouverne par des employés slaves. Malheureusement, pour se concilier les Hongrois, on va y envoyer des Magyares; faute énorme. Les Magyares d'instinct sont hostiles aux Slaves. Ou il ne faut pas annexer la Bosnie ou il faut la satisfaire; sinon, avant peu les Bosniaques regretteront les Turcs, et au lieu que la Bosnie devienne pour l'Autriche une force, elle sera une nouvelle cause de faiblesse et de division.

Je rappelle tout ce que Strossmayer a fait pour les Croates et les Serbes : le réveil de la littérature encouragé, une université slave fondée à Agram, l'histoire nationale approfondie, la fraternité des Serbes et des Croates, de Belgrade et d'Agram établie, entretenue par l'apôtre de la nationalité, malgré la différence des cultes.

Voilà, répond Strossmayer, ce qu'il faut faire

maintenant pour la Bosnie. C'est à cela que je dévouerai le reste de ma vie. Les journaux de Pesth et de Vienne disent que je suis l'ennemi de l'Autriche, parce que je veux relever mes pauvres Slaves. Quelle calomnie! Pour notre chère Autriche je donnerais ma vie à l'instant. Vous avez eu bien raison de dire que l'Europe doit soutenir l'Autriche. Mais le moment est critique et décisif. Si l'Autriche se refuse à remplir la mission qui lui a été dévolue par la Providence, elle est perdue. Il faut qu'elle soit l'amie des Slaves, sinon le panslavisme russe la dévorera. Les Hongrois sont une race admirable. Ils ont l'esprit politique, une constance héroïque dans la défense de leurs droits; ce sont eux qui gouvernent l'immense empire austro-hongrois; mais ils sont aveuglés par leur haine des Slaves. Ils veulent nous magyariser. C'est absolument impossible. S'ils ne consentent pas à admettre l'égalité des races, ils seront noyés dans l'océan slave. Oh! que le rôle de l'Autriche serait grand si elle pouvait le comprendre! L'empereur le voit, lui, mais partout, autour de lui, que d'aveugles résistances! Et cependant le moment est venu. C'est dans ces années-ci que se décidera l'avenir de l'Autriche.

Écoutez bien ceci : si Vienne va gouverner ses nouvelles provinces entièrement slaves par des Hongrois ou des Allemands, les Autrichiens seront bientôt plus détestés que les Turcs.

Nous étions tous remués par cette parole merveilleusement éloquente et si profondément convaincue. C'est la première fois que je rencontre un véritable apôtre. Dans notre Occident, trop de questions diverses nous absorbent. C'est dans les pays primitifs comme dans les temps anciens qu'on trouve l'homme d'une seule idée; cela donne une force incomparable.

M. Minghetti, qui a vu de près tous les hommes éminents de notre temps, confirme cette impression. Deux personnalités, dit-il, lui ont paru d'une autre trempe que les plus distingués même parmi nos contemporains; ce sont M. de Bismarck et Strossmayer.

En écoutant l'évêque de Diakovar, je pensais parfois à Gladstone. Chez Gladstone aussi, il y a la haute éloquence, la conviction profonde, l'amour de la justice; mais, comme les autres Occidentaux, il s'occupe d'un grand nombre de questions et ainsi sa force s'éparpille. Il n'a pas d'ailleurs une race à relever, un peuple à créer.

VI

Rome. Décembre.

— Je vois assez souvent M. Ribetti, pasteur de l'Église protestante vaudoise. Il fait le service dans une chapelle très convenable, *via delle Vergine*.

L'assistance est nombreuse et le pasteur éloquent. La langue italienne de l'Évangile se rapproche tant du latin qu'on croirait entendre cette langue. La simplicité du culte vous transporte aussi à l'époque des catacombes. Le troupeau se compose presque entièrement de convertis qui, en général, sont de la classe aisée. Les gens du peuple restent attachés aux pratiques catholiques ou bien deviennent complètement indifférents, parfois même très hostiles au catholicisme. Mais dans la bourgeoisie il y a des familles qui, d'une part, veulent un culte et qui, d'autre part, voient clairement qu'il est impossible de rester dans une Église qui condamne la liberté et qui veut détruire l'Italie pour rétablir le pouvoir temporel du pape. Comment des patriotes éclairés ne comprennent-ils pas que la meilleure réponse à faire au pape est celle-ci : Vous voulez au nom du catholicisme

nous asservir et anéantir l'unité italienne! Eh bien, nous abandonnons définitivement un culte dont le chef est l'ennemi déclaré de l'Italie.

Il est impossible d'être à la fois en Italie bon patriote et bon catholique. Car, si on est bon catholique, on doit vouloir le morcellement de la patrie. Je suis en relation avec deux écrivains distingués qui s'efforcent de faire comprendre cette vérité, le professeur Sbarbaro, l'ami et l'admirateur de Laurent, et le marquis Carlo Guerrieri-Gonzaga, qui a traduit en italien l'étude que j'ai publiée naguère : *De l'influence du catholicisme et du protestantisme sur la liberté et la prospérité des peuples.* Ce petit écrit a été traduit en onze langues différentes, ce qui semble prouver qu'il répond à certain courant d'idées dans la plupart des pays civilisés.

Les Vaudois sont les apôtres de la Réforme en Italie. Ils parlent italien, et étant Piémontais, ils ne sont pas considérés comme étrangers, ce qui leur assure un plus facile accueil.

L'existence des Vaudois est un vrai miracle. Leur histoire a été admirablement racontée par Hudry-Menos, dans la *Revue des Deux Mondes* (1867-1868-1869). Ce petit peuple, « l'Israël des Alpes », qui ne compte que 300,000 âmes, s'est conservé dans les vallées du Piémont, sur le versant italien du mont Viso, malgré toutes les persécutions. Ils étaient réfor-

més bien longtemps avant la Réforme. Sont-ce des chrétiens primitifs ou un reste des Albigeois, on l'ignore. Après la révocation de l'édit de Nantes, Louis XIV et le duc de Savoie se liguèrent pour exterminer les Vaudois. Rien de plus atroce que cette croisade. Les soldats brûlaient et égorgeaient sans pitié. Le chef de l'Église, *qui abhorret a sanguine,* le pape, fit célébrer des *Te Deum* à Rome, et félicita le duc de Savoie d'avoir purifié la terre italienne de l'hérésie. Ce qui restait des infortunés Vaudois, cinq mille personnes en tout, trouva un asile en Suisse.

Trois ans après, en 1689, les exilés voulurent reconquérir leur patrie, et en effet, en traversant les montagnes et en livrant une série de combats, ils regagnèrent leurs vallées et parvinrent à s'y défendre avec une vaillance et une constance inouïes. C'est une prodigieuse épopée, et le prix de la lutte est la liberté de conscience. Le duc de Savoie la leur accorda par l'édit du 24 mai 1694. Le pape, dans une bulle du 15 août suivant, déclara cet édit nul et défendit, sous peine d'excommunication, de l'observer. Chaque fois que la tolérance met un terme aux persécutions, le pape réclame et condamne. Il veut que l'on continue à égorger, et il se prétend le successeur du doux maître de Nazareth.

Quand le statut italien eut proclamé la liberté des cultes, les Vaudois reprirent leur œuvre de propa-

gande. Des évangélistes allèrent de ville en ville, et ainsi ils sont parvenus à fonder de petites églises dans tous les centres importants. Aujourd'hui, ils ont 56 églises et 24 stations missionnaires. Ils comprennent parfaitement que ce n'est que par l'enseignement qu'ils feront des conquêtes ; aussi ouvrent-ils le plus d'écoles possible. Ces écoles, que j'ai visitées, sont parfaitement dirigées sur le modèle de celles des États-Unis.

Ils ont fondé même une école normale, une école de théologie, une école latine, une école industrielle et une école supérieure pour jeunes filles.

Ils ont 253 écoles élémentaires avec 6,462 élèves, outre 163 écoles du dimanche avec 4,365 élèves. Le nombre des communiants est d'environ 15,000, et le nombre des adhérents bien plus considérable. A côté des Vaudois, d'autres groupes protestants se sont établis; l'église libre des Frères qui se rapproche des Quakers, et qui a attiré quelques personnes en vue, comme le comte Guicciardini, de Magrini, Solaini; l'Église libre italienne qui se rattache à l'Écosse; l'Église méthodiste wesleyenne et épiscopale; l'Église baptiste et un grand nombre d'Églises réformées pour les étrangers. Ces différents groupes poursuivent leur œuvre de propagande avec un grand dévouement et elles recrutent des adhérents jusqu'à l'hombre du Vatican, ce qui arrachait récemment un cri d'indignation à Léon XIII.

— Tout le monde me parle des énormes impôts qui pèsent sur la propriété foncière. Ils s'élèvent à 30, à 40, parfois à 50 p. c. du revenu. Et, comme on n'a pas encore pu établir de peréquation cadastrale entre les différentes parties de l'Itale, il en résulte une grande inégalité dans les charges. L'ancien royaume de Naples et la Sicile payent beaucoup moins que le nord de la Péninsule. Si on voulait appliquer au Midi la même base de perception que dans le Nord, il en résulterait un mécontentement extrême qu'il faut avant tout éviter. La satisfaction de ceux que l'on soulagerait ne compenserait pas l'irritation de ceux qu'on imposerait davantage. Le capital correspondant à l'impôt n'a pas été payé par le propriétaire actuel; car il a diminué son prix d'achat en proportion. Lui remettre une partie de l'impôt, c'est donc lui faire un cadeau. Il faut se garder de remanier trop légèrement l'impôt foncier. Il conviendrait cependant de le réduire là où il dépasse certainement les ressources des contribuables; or, ce doit être assez fréquemment le cas en Italie.

Le nombre des propriétés qui sont saisies par l'État, à défaut de payement de l'impôt, est vraiment effrayant. Voici quelques chiffres. En 1876, 6,614 propriétés étaient expropriées par le fisc pour le recouvrement de 936,774 fr. d'impôt, et en 1877, 6,644 propriétés pour 662,722. Le fisc dévore la petite pro-

priété trop obérée. De 1873 à 1878, 35,074 petits propriétaires ont perdu leur avoir par l'expropriation forcée. En Piémont les exécutions sont rares. Mais, à mesure qu'on descend vers le Midi, elles deviennent plus nombreuses. En Sicile, il y a eu, pendant cette période de cinq ans, 6,392 expropriés par le fisc et en Sardaigne 20,077. C'est là un fait grave. Il révèle un vrai danger. Que de misères, que d'irritations contre l'ordre social doit engendrer l'impôt porté à ce point! Comment ces gens ruinés par l'État ne deviendraient-ils pas les ennemis de l'ordre social? Il est temps de chercher un remède et il ne peut se trouver que dans l'économie des dépenses. Je ne crois pas que sous ce rapport on fasse ici tout ce qui est possible. La Chambre se laisse aller trop facilement à voter des dépenses nouvelles.

Rome, 10 décembre.

Connaissez-vous l'histoire du *Sacro Macello*, la « sainte boucherie », la Saint-Barthélemy de la Valteline? Il y a quelques années, en traversant cette riche vallée pour me rendre de Bormio à Saint-Maurice, en Engadine, par Poschiavo, j'avais recueilli quelques détails sur ce sanglant épisode. On me les complète ici. Nous parlions de la Valteline, parce que Visconti-Venosta est de Tirano, dont il a été longtemps le député. Au XIIIe siècle, les Venosta défendi-

rent l'indépendance de la Valteline contre Milan avec la plus grande bravoure. Milan voulait s'emparer de cette vallée qui, comme on sait, débouche au lac de Côme et qu'arrose l'Adda parallèlement à l'Engadine. En 1518, Sforza, duc de Milan, la céda aux Grisons. Plusieurs Italiens distingués, qui avaient adopté la Réforme, s'étaient réfugiés à Chiavenna et dans la Valteline pour fuir le bûcher. Ils y trouvèrent la tolérance sous la protection des Suisses, et bientôt, dans chaque localité, se constitua un groupe de protestants assez nombreux. On estime que le tiers des habitants embrassèrent la Réforme. Toute l'Engadine, la vallée voisine, était devenue protestante.

Les deux cultes vécurent longtemps en paix. Chacun avait son église, et quand il n'y en avait qu'une, le pasteur succédait au curé. Mais, en 1560, survinrent les jésuites. Ils s'établirent à Ponte et à Bormio, et préparèrent sous main l'extermination des protestants. Le concile de Trente et le pape Pie V, qui avait été inquisiteur à Côme, avaient juré de délivrer la Valteline de l'hérésie. Les organisateurs du complot furent Jacques Robustelli et Vincent Venosta. Les Espagnols de Milan et l'évêque Borromée, tout dévoués aux jésuites, les poussaient à agir et leur donnaient de l'argent. La nuit du 18 au 19 juillet 1620, Robustelli avait caché sa bande d'assassins dans les caves de Venosta, à Tirano. Le matin venu, ils sur-

prirent dans sa maison le pasteur Antonia Basso et l'égorgèrent, ainsi que tous les autres protestants, sauf trois qui parvinrent à gagner l'Engadine en gravissant des rochers à pic.

De Tirano, les égorgeurs se dirigèrent sur Teglio. Les réformés étaient réunis dans l'église; tous furent tués à coups de mousquets, et dix-sept personnes, parmi lesquelles six femmes et quatre enfants, furent brûlées vives dans le clocher où ils s'étaient réfugiés. Dans le chef-lieu, à Sondrio, le lieutenant de Robustelli, Guicciardi, organisa les massacres. Le 20 juillet, au matin, le peuple, conduit par les prêtres, au cri de : *Vive la foi catholique!* commença les tueries. Mais le chancelier Mingardini et une vingtaine d'hommes décidés parvinrent à tenir tête à la foule. Ils appelèrent à eux les protestants, qui eurent encore le temps de s'armer, et qui, après une résistance désespérée, parvinrent à gagner la campagne et à se réfugier en Engadine, à travers les glaciers. Les égorgements durèrent trois jours dans tous les villages jusqu'à Bormio. Les femmes qui ne voulaient pas abjurer étaient précipitées du haut des rochers ou brûlées vives.

D'après le plan primitif, le massacre aurait dû avoir lieu le dimanche 26 juillet, tandis que les protestants étaient au prêche, et alors pas un, probablement, n'aurait échappé. Mais Robustelli commença le 20,

avant que sa troisième bande fût arrivée de Milan, et dans plusieurs localités, les catholiques, malgré les excitations des prêtres, se refusèrent à tuer leurs concitoyens et les aidèrent même parfois à fuir.

Toutefois, les jésuites avaient atteint leur but. Les bords de l'Adda étaient délivrés de l'hérésie. Ici, du moins, le vœu de Veuillot fut accompli. Dans la préface aux œuvres de Marnix, Quinet soutient que l'Église est parvenue à démontrer l'erreur de cette thèse, que la violence ne peut rien contre la vérité. Le *Sacro Macello,* la sainte boucherie de la Valteline, est encore un fait qu'il aurait pu invoquer. Cette seconde édition de la Sainte-Barthélemy est peu connue. Un récit détaillé serait cependant très instructif. A Poschiavo, près de Tirano, et sur le revers méridional de la Bernina, le protestantisme s'est maintenu, appuyé sur l'Engadine réformée. C'est, je crois, le point extrême qu'il occupe vers le Midi.

— J'ai voulu aller revoir la *Sala reale* au Vatican. C'est la grande salle qui précède la chapelle Sixtine et Vasari y a peint les tableaux qui glorifient la Saint-Barthélemy. Il y en a trois. Le premier représente Coligny blessé d'un coup d'arquebuse et rapporté chez lui, avec cette inscription : GASPARD COLIGNIUS AMIRALIUS ACCEPTO VULNERE DOMUM REFERTUR. — GREG. XIII. PONTIF. MAX. 1572. — Un second tableau représente l'assassinat de Coligny et des siens,

avec ces mots : CŒDES COLIGNII ET SOCIORUM EJUS. — Le troisième tableau nous montre Charles IX apprenant la mort de l'amiral et en témoignant sa joie : REX COLIGNII NECEM PROBAT.

Grégoire XIII fit frapper en l'honneur de la Saint-Barthélemy une médaille portant, d'un côté, la tête du pape, avec ces mots : GREGORIUS XIII. PONT. MAX. AN I, et, de l'autre, un ange massacrant les huguenots avec l'inscription : UGONOTTORUM STRAGES. 1572.

Comme le remarque Stendhal, le palais du pape est le seul lieu en Europe où l'assassinat est publiquement honoré.

— Conversation avec MM. Franchetti et Ciccone, de la *Rassegna Settimanale*. La *Rassegna* est un journal-revue hebdomadaire, politique et littéraire comme le *Saturday Review* et le *Spectator* de Londres. Son bureau est situé sur la place Colonna, au rez-de-chaussée du palais Chiggi. J'y ai passé avec ces messieurs des moments bien agréables. Je leur demande qui dirige les élections et si l'influence du gouvernement est grande. — Non, me disent-ils, le ministère, représenté par les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires, n'a pas grand pouvoir. Ce n'est pas comme en France, où un préfet est une haute autorité devant laquelle tout le monde s'incline et dont on craint les ressentiments. Est-ce un bien ou un mal, le fait est

que les Italiens ont peu le sentiment du respect. Nous sommes, en réalité, un peuple très démocratique, très égalitaire. Les autorités elles-mêmes ont peu de morgue. Un préfet donne la main à tout le monde. Dans les dernières élections, on a voulu user des influences gouvernementales plus qu'on ne l'avait fait jusque-là. Mais ce n'est pas cette pression qui a donné une si grande majorité à la gauche. C'était l'entraînement général du pays.

Dans la plupart des petites villes — et elles sont nombreuses en Italie — ceux qui dirigent les élections sont une classe de *politicians* que nous appelons *paglietta,* ou *mestatori.* Ils vivent au café, lisent et commentent les journaux pour leur public, jugent les discours du Parlement et les actes du ministère, et forment ainsi l'opinion. Dans le Midi, où l'on passe tout le jour hors de chez soi, comme les Athéniens dans l'Agora, ces politiciens ont une influence énorme. Que sont-ils? Des avocats sans cause, de petits propriétaires, des gens difficiles à classer, qui vivent on ne sait de quoi, en somme, des déclassés et des mécontents.

Notre ami Pierantoni, à qui je pose la même question, croit que le gouvernement peut avoir une grande action dans les élections. — En y comprenant les chemins de fer dépendant de l'État, nous avons, dit-il, neuf cent mille fonctionnaires. Si on parvient à faire

marcher cette légion, comment ne déciderait-elle pas souvent de la victoire? Ajoutez l'influence des subsides à distribuer, des routes à construire, et vous serez surpris de la puissance dont pourrait disposer un parti au pouvoir. Ce qui sauve la liberté, c'est que les ministères ne durent pas assez longtemps pour organiser des moyens d'action. On n'est pas prêt à obéir dans les élections à des hommes qui, probablement, ne seront plus au pouvoir l'an d'après.

— Aujourd'hui, à la Chambre des députés entre à grand fracas, dans la tribune réservée aux anciens ministres, Mme R... avec sa petite fille. Celle-ci est ravissante, mais très bruyante. La mère aussi attire l'attention générale; on s'étonne qu'après le fâcheux procès de l'été dernier, elle ose entrer dans cette tribune. Un diplomate me raconte un mot à son sujet. Quand R... voulut épouser Mme de S..., qui comptait déjà alors plus d'aventures que d'années, un de ses amis essaya de l'en détourner. — Que voulez-vous, dit R..., c'est une réparation. — Soit, reprit l'ami, mais c'est une bien grosse réparation pour un locataire.

— *Les diplomates.* — Parlons d'abord des nôtres. Notre ministre, M. Van Loo, est très recherché par ses collègues et par les Italiens. Mme de Noailles me dit qu'on se le dispute. Les hommes veulent l'avoir à leur table de whist, et les dames dans leur cercle.

C'est qu'en tout et partout il est parfait. L'ambassadrice d'Autriche, la baronne de Haymerlé, ajoute : — C'est vrai, quand nous pouvons l'avoir, c'est une bonne fortune. Nous l'apprécions à la fois comme whisteur et comme causeur. — Le roi me dit de lui : — « Votre jeune et charmant ministre est comme la Belgique, qu'il représente si bien; il est aimé de tout le monde. »

Le secrétaire, M. Le Ghait, n'est pas moins bien vu. Son salon est l'un des plus agréables de Rome. Mme Le Ghait reçoit avec une affabilité exquise. De dix heures du soir à minuit, on est certain de trouver chez elle un gracieux accueil et une charmante société : quelques femmes jolies et spirituelles, comme centre d'attraction et, gravitant autour d'elles, des diplomates, des princes romains, des littérateurs et des étrangers de distinction. Le prince de Suède s'y amusait si bien, que deux fois pendant ce mois de décembre il est venu y prendre le thé. Je l'avais rencontré l'année précédente à Upsala, au centenaire de l'Université où il est étudiant. Il fait son tour d'Europe. Il ressemble à son père, mais comme une seconde épreuve un peu décolorée.

M. Le Ghait est un artiste, et on s'en aperçoit en entrant chez lui, car ses salons sont de vrais musées de céramique, et les tons des tapisseries et des meubles sont si bien choisis qu'ils forment une symphonie de couleurs. Il fait des aquarelles charmantes.

A un dîner, je rencontre ici le comte Coello, ministre d'Espagne, propriétaire du journal de Madrid, *la Epoca,* ce qui lui donne beaucoup d'influence. Il est libéral modéré et ne craint le cléricalisme ni pour l'Italie ni pour l'Espagne. Je cause aussi avec l'envoyé de Turquie, Turkhan-bey, nom bien approprié à son emploi. Comme il a lu tous mes livres et qu'il m'en parle, je lui trouve énormément de lecture et d'esprit. Je n'ose toucher à l'Orient; mais ses appréciations sur l'Italie me paraissent fort justes. Un Oriental intelligent a sur les affaires d'Europe des vues plus originales, plus indépendantes que nous. Turkhan-bey parle le français comme un Parisien et l'italien comme un Toscan.

J'ai causé souvent avec le ministre de Suisse, M. Pioda. Nous y avons dîné avec les négociateurs du traité de commerce italo-suisse. M. Pioda est du Tessin. Il me raconte les péripéties de la lutte des libéraux et des cléricaux dans ce canton, italien de langue et catholique de religion. On peut en tirer un grand enseignement et un sérieux avertissement. L'instruction y est assez répandue; l'influence des cantons du Nord s'y fait sentir; les villes sont restées libérales et néanmoins le parti clérical y est devenu le maître. Autrefois, il était en grande minorité; mais peu à peu en fondant des confréries, des associations, des journaux, en faisant agir toutes les influences de la chaire

et du confessionnal, il a conquis la majorité, après quarante années de luttes et d'efforts continus. Ce fait donne à réfléchir pour l'avenir de l'Italie, car le Tessin possédait des éléments de résistance qui manquent aux autres populations italiènnes. Mais, pour que le clergé arrive à son but ici, il faudra deux ou trois générations, et la lutte n'est pas encore commencée. Comment un pays catholique peut-il se soustraire à la domination du clergé, quand celui-ci en arrive à se servir des sacrements comme d'une arme de parti? En rompant avec les pratiques du culte? Mais cela revient à savoir si un peuple peut subsister sans culte ou en état permanent d'insurrection contre son culte, ce qui revient au même.

Le baron de Haymerlé représente l'Autriche. Il occupe un splendide appartement dans le palais Chigi, sur la place Colonna. Le ministre auprès du Saint-Siège habite le palais de Venise, que l'Autriche s'est réservé dans le traité de 1866, en cédant la Vénétie. Ce vieux palais du moyen âge est la véritable résidence des ambassadeurs autrichiens. Pourquoi n'est-ce pas l'envoyé auprès du roi d'Italie qui l'occupe? Le soir, nous allons faire la partie de whist avec M. et Mme de Haymerlé, qui tous les deux jouent très bien, madame surtout. Elle est blonde « comme les blés », elle a des yeux bleus profonds, un profil de Diane; elle fait penser à Marguerite et elle joue au

whist comme Deschapelles ou comme James Clay. N'est-ce pas étrange?

Clay, l'auteur de *Short-whist*, a pris cette épigraphe : « Vous ne savez pas jouer au whist? Ah! jeune homme, quelle triste vieillesse vous vous préparez! » D'où vient le plaisir que l'on peut éprouver à ce jeu? Manier des cartes, n'est-ce pas un vrai enfantillage et du temps perdu? Mais, à de certains moments, il faut une distraction et celle-ci met en action, comme les échecs, toutes les facultés mentales. Il faut de la mémoire, de la prévoyance, de la décision, une déduction rapide, des conclusions tirées à l'instant de certains indices, une finesse, un certain flair, une certaine force de divination, et tout cela doit concourir pour le choix de la carte à jouer. Les hommes d'État et les diplomates aiment le whist, parce que, dit-on, ils y trouvent l'occasion d'appliquer les facultés nécessaires à leurs fonctions. Le *Fortnightly Review* et le *Daily-News* consacraient récemment de très sérieux articles à discuter l'importante question des *Conventions at whist*.

M. de Haymerlé, qui a été envoyé à Athènes et à Constantinople, connaît à fond la question d'Orient. Il approuve la politique Andrassy. — « Vous avez raison dans votre article du *Fortnightly*, me dit-il. L'Autriche ne peut pas se désintéresser de l'avenir des Slaves de la péninsule des Balkans. Elle ne doit pas

oublier qu'elle-même est un État où les Slaves sont en grande majorité. L'Autriche peut apporter la civilisation, l'industrie, le commerce au delà du Danube; c'est à la fois son intérêt et son devoir. Mais il faut beaucoup de tact et de prudence pour n'éveiller ni la jalousie de la Russie, ni les susceptibilités des populations. M. de Haymerlé me parle aussi des revendications de l'*Italia irredenta :* « L'Autriche ne s'en offense pas. Elles sont vraiment trop ridicules. Trieste à l'Italie, c'est une pure absurdité! Tant qu'il y aura une Autriche et une Allemagne, cela ne sera pas. Mais on admet parfois que l'Autriche devrait consentir à une rectification de frontières dans le Trentin, parce que l'occupation du fond du lac de Garde est une menace pour l'Italie. Prenez la carte et vous verrez que c'est nous qui sommes menacés en ce point, car nous sommes entourés, débordés. Quant au principe des nationalités, impossible de l'appliquer de façon à tracer ici une frontière acceptable. »

J'admire la façon dont M. de Haymerlé défend sa cause, mais je ne puis dire que j'arrive à partager entièrement son opinion.

J'ai rencontré le ministre de Russie à déjeuner chez Minghetti; le prince Ourousof est jeune, élégant, fin et réservé. La princesse est peut-être en ce moment la plus jolie femme de Rome. La princesse Teano peut seule lui disputer la palme. La princesse Ourousof a

le teint velouté comme une pêche et des yeux bruns, voilés de longs cils, d'une douceur infinie; la grâce slave et la morbidezza orientale.

J'ai déjà parlé de M. de Keudell et de son prodigieux talent de pianiste. Je ne m'étonne pas qu'il détendît les nerfs surexcités de M. de Bismarck. Son rôle est important à Rome, en ce moment où Léon XIII s'efforce d'arriver à une entente, afin de mettre un terme au *Kulturkampf*. Il occupe au Capitole le palais Cafarelli, situé sur la Roche tarpéienne. De là, la vue sur le Forum et sur la campagne romaine est splendide.

M. de Noailles représente bien la France libérale. Ses idées m'ont paru être celles de Tocqueville, mais un peu assombries par les faits contemporains. Comme son frère, le duc d'Ajen, qui écrit dans la *Revue des Deux Mondes,* il s'occupe de questions économiques. Il me parle de l'Amérique, où il était ministre avant de venir à Rome. L'avenir de la grande république ne lui paraît pas complètement rassurant. — Le pays jusqu'à présent, dit-il, a été gouverné par une aristocratie, les anciennes familles de souche anglaise et de croyances puritaines, les vrais Yankees. Ce sont toujours eux qui forment « la classe dirigeante », et leur esprit fait encore la force de l'État; mais ils sont déjà une minorité. Bientôt ils seront noyés dans le flot montant des masses étrangères, des Irlandais et des

Allemands surtout. C'est seulement quand ceux-ci auront vraiment le pouvoir, que la démocratie sera mise à l'épreuve. Qu'adviendra-t-il alors? Le livre de Tocqueville est admirable, mais il n'a vu que les vrais Américains, une élite, qui bientôt sera dominée par des éléments plus grossiers... — Après le dîner, on fumait des cigarettes d'Eucalyptus qui préservent de la fièvre. Dans ces gigantesques salles du palais Farnèse, on était absolument perdu. Rien ne fait mieux comprendre la vie du XVIe siècle que cet intérieur. Il fallait un peuple de serviteurs et de familiers, toute une cour pour en remplir l'immensité.

Je vois aussi assez souvent le comte Corti, qui a représenté l'Italie au traité de Berlin. Il part bientôt pour occuper l'ambassade de Constantinople.

Pour compléter ma galerie diplomatique, j'aurais désiré rencontrer le ministre d'Angleterre, mais il ne sortait pas en ce moment, et ce n'était pas encore l'époque des réceptions; elles ne commencent qu'après Noël.

— Au Sénat, je revois avec un vif plaisir le vénérable comte Arrivabene, qui se considère toujours comme aussi Belge qu'Italien. Il aime la Belgique; elle est pour lui une seconde patrie et il nous a rendu de si grands services, que nous pouvons le payer largement de retour. Comme fondateur et président de notre Société d'économie politique, il a grandement

contribué à la diffusion des connaissances économiques en Belgique. Il habite Mantoue, mais il est venu à Rome pour remplir ses devoirs de sénateur dans la crise actuelle. Malgré son grand âge, il marche encore d'un pas ferme et élastique. Ses traits, depuis vingt ans, n'ont guère changé. Il répond un mot charmant à Jacini, qui lui demande pourquoi il est venu à Rome seul, sans son domestique : « Ce pauvre vieillard, je n'ai pas voulu l'exposer au mauvais temps qu'il fait en ce moment. » Notez que le domestique n'a que 60 ans et Arrivabene plus de 93.

— Le fils de Mme Minghetti, le jeune prince Camporeale, qui est attaché à la légation italienne à Saint-Pétersbourg, me parle de la situation en Russie. C'était avant les derniers attentats, et ce qu'il disait les faisait prévoir. Ses appréciations étaient très sombres. Il me donne sur les nihilistes des détails que les événements ont confirmés depuis. Cependant on se figure malaisément une vraie révolution en Russie. Pour faire une révolution, il faut une bourgeoisie nombreuse et mécontente, comme en France et en Belgique en 1830, ou une plèbe, comme celle de Paris qui a fait la commune en 1870. J'ai visité la Russie il y a deux ans. Rien ne m'a plus frappé que l'absence de cette classe intermédiaire que nous appelons la bourgeoisie. Elle existe, sans doute, dans quelques grandes villes comme Saint-Pétersbourg et

Moscou ; mais partout ailleurs, entre le seigneur et les paysans réduits à la misère par l'impôt, il n'y a personne que le fonctionnaire qui dévore la substance du travailleur.

Ce que me dit le prince Camporeale me rappelle ces vers humoristiques de Haussman, résumant le programme des nihilistes :

Wir wollen unsere Weiber tauschen ;
Wir wollen uns mit Schnaps besaufen,
Und alles soll gemeinsam sein.
Wir wollen uns mit Fett beschmeren ;
Wir wollen in der Sonn' spazieren ;
Wir wollen freie Russe sein.

« Nous voulons échanger nos femmes — Nous voulons nous enivrer d'eau-de-vie — Et tout doit être commun à tous — Nous voulons nous enduire de graisse — Nous voulons nous promener au soleil — Nous voulons être des Russes libres. »

Le domaine de Camporeale est situé au centre de la Sicile. Le système de tenure et ses effets en sont intéressants. La terre est occupée par les cultivateurs, moyennant une redevance fixe. C'est une forme du *livello*, du bail héréditaire. Camporeale a plus de 4,000 tenanciers payant 5 à 10 francs par an comme canon féodal. Le cultivateur est ainsi un quasi-propriétaire. Aussi l'aisance des paysans de Camporeale forme un constraste frappant avec la misère de ceux

qui sont soumis au régime du *Rackrent*, du fermage sans cesse porté au maximum. C'est un nouvel argument que mon savant collègue de Bonn, M. Nasse, pourra invoquer en faveur des baux héréditaires.

— Les banques populaires se sont multipliées en Italie plus que partout ailleurs, sauf en Allemagne. Leur congrès annuel a eu lieu le 15 de ce mois (décembre), à Padoue, sous la présidence de Luzzatti, le Schulze-Delitsch de ce pays-ci. Quatre-vingt-quinze banques ont adhéré et ont envoyé leurs rapports, et il en existe encore d'autres qui n'ont pas répondu à l'appel. Je trouve dans le discours si riche de faits, prononcé par Luzzatti, différentes particularités dignes d'être notées. Ainsi, quant au personnel des actionnaires, sur 80,160, on trouve 5,138, soit 6.50 p. c., grands agriculteurs; 13,847, soit 17.50 p. c., petits agriculteurs; 2,757, soit 3.50 p. c., ouvriers agricoles; 3,759, soit 4.80 p. c., grands industriels et grands commerçants; 24,667, soit 6.90 p. c., ouvriers; 13,112, soit 16.70 p. c., employés, etc., et 9,874, soit 12.60 p. c., personnes sans profession.

Il y a en tout 699,407 actions. Le capital versé est de 34,941,593 francs, et le fonds de réserve de 10,436,143. Les prêts se sont élevés, en 1877, à 95 millions, et les comptes à 318 millions. Les pertes, plus grandes cette année, à cause de la crise, ne montent qu'à 203,061 francs, ce qui est insignifiant.

Les bénéfices nets, malgré l'accroissement des impôts — qui est de 1.40 p. c. des bénéfices, — atteignent encore 3,604,048 francs, ce qui fait 7.95 p. c. du capital versé et de la réserve. Ces chiffres montrent que ces établissements sont conduits avec une extrême prudence.

Les dépôts aux banques en Italie étaient, en août 1878, de 546,803,889 francs, dont presque la moitié, 165 millions, aux banques populaires. On voit le rôle extrêmement important qu'elles remplissent dans l'épargne. Les services rendus par ces institutions sont considérables, d'abord par le crédit qu'elles font descendre dans des couches, qui sans elles en seraient privées, ensuite et surtout parce qu'elles habituent leurs affiliés à l'ordre et à l'économie. Cet exemple est d'une valeur inappréciable. D'après le rapport de Schulze-Delitsch pour 1877, il existait en Allemagne 1,829 banques populaires, 622 associations coopératives diverses, 624 sociétés de consommation et 50 sociétés de construction ; elles possédaient 160 millions de marcs de capital et avaient fait pour plus de 2 milliards d'affaires. N'est-il pas étrange qu'en France ces institutions n'ont pas du tout réussi, alors qu'elles prospèrent à ce point en Italie et en Allemagne et aussi, peut-on ajouter, en Belgique?

— J'ai été passer aujourd'hui quelques moments au bureau de la *Rivista settimanale*. J'y suis toujours

accueilli comme un ami. Les deux propriétaires de ce recueil, Franchetti et Sonnino, riches et instruits, ont pris en mains, avec un dévouement et un talent qu'on ne peut trop louer, la cause des classes déshéritées. Ils prétendent, et ils ont raison, que rien n'importe plus à l'Italie que l'étude de la question sociale. C'est là, en effet, le point noir qui menace l'avenir. Ils sont partisans du suffrage universel pour les mêmes motifs que Karl Hillebrandt. En ceci ils ont tort, je crois. Les Anglais, nos maîtres en fait de réformes libérales, n'en font jamais de brusques. Leur fameux *leap in the dark* n'accordait le vote qu'aux propriétaires ou locataires d'une maison, et dans les villes seulement. En Angleterre, on marche en avant résolument, mais par étapes successives. Je suis porté à croire qu'ici la première étape devrait être celle proposée par Minghetti, attribuer le suffrage pour le parlement, à ceux qui l'ont actuellement pour la commune et la province. On verrait plus tard s'il faut aller plus loin.

— Je voudrais maintenant résumer mes impressions et le résultat de mes conversations avec les hommes distingués que j'ai rencontrés ici, au sujet de la situation des affaires en Italie. Les Italiens eux-mêmes me demandaient souvent : Que pensez-vous de notre avenir? Voici ma réponse. Je la donne en toute humilité, car il est difficile de rien prédire à une

époque aussi profondément troublée et où tout se modifie si rapidement.

Sans doute, l'avenir de l'Italie, comme celui de tous les pays de l'Europe, présente des points noirs; mais je pense néanmoins qu'elle n'est pas menacée de dangers prochains. Considérons d'abord sa situation extérieure. Quoique péninsule, ses frontières sont si nettement tracées par les Alpes du côté où elle se rattache au continent, qu'elle a presque les avantages d'une position insulaire. Aucun de ses voisins ne nourrit plus l'idée de lui arracher un lambeau de son territoire. Ni la France, ni l'Autriche ne voudront franchir les montagnes pour conquérir des provinces qu'elles ne pourraient garder qu'au prix d'immenses sacrifices et sous le coup d'une perpétuelle menace. La conservation d'une Italie unie et forte est un élément de paix pour tout le Midi. Tant qu'elle était divisée en plusieurs États faibles et en quête d'alliances étrangères, les autres puissances étaient entraînées à s'y livrer à des luttes d'influences. Aujourd'hui, ce danger a disparu.

Reste, il est vrai, la question du pouvoir temporel qui alarme les Italiens pour le cas où aurait lieu en France une restauration monarchique et où un grand courant théocratique viendrait à dominer en Europe. Mais il y a des circonstances qui, même alors, mettraient l'Italie à l'abri d'une attaque. D'abord, les

puissances antipapales et séparées de Rome, l'Allemagne, la Russie et l'Angleterre, ne sont pas précisément celles qui comptent le moins en Europe, et il est peu probable que l'Italie fût abandonnée par elles. En second lieu, une restauration monarchique en France, de quelque façon qu'elle ait lieu, serait si menacée par les résistances des partis vaincus, qu'elle n'aurait pas la force d'entamer une guerre étrangère contre une nation amie qui saurait se défendre et qui aurait pour elle les sympathies de toute l'Europe. Un État ecclésiastique gouverné par un prélat élu pour diriger les âmes est manifestement une chose du passé, qui ne peut plus vivre actuellement. Il y en avait autrefois plusieurs en Europe : tous ont disparu successivement. Le pouvoir temporel est tombé en raison de la même loi historique. Il est impossible de faire revivre une institution qui a contre elle toutes les influences contemporaines. C'est en vain que par la force des armes on voudrait restaurer momentanément la royauté papale, elle ne tarderait pas à s'écrouler de nouveau. Henri V lui-même comprendrait cela et il se refuserait à tenter l'impossible.

On ne viendra donc pas attaquer l'Italie. Mais elle-même n'inquiétera-t-elle pas ses voisins ? L'agitation de l'*Italia irredenta* ne constitue-t-elle pas un danger ? Je ne le pense pas. Les manifestations en faveur de l'*Italia irredenta* n'ont eu absolument rien de sérieux.

Elles étaient organisées par des brouillons et par un petit nombre de sociétés démagogiques. Le gros de la population restait ou complètement indifférent ou décidément hostile. Ces revendications sont, en effet, trop insensées. L'*Italia irredenta*, c'est Nice, la Corse, le Tessin, le Trentin, Trieste, les ports dalmates et probablement aussi Malte. Il faudrait donc réclamer les pays italiens à la France, à la Suisse, à l'Autriche et à l'Angleterre. Les Italiens sont trop sensés pour ne pas comprendre l'absurdité de ce mouvement, en réalité, tout factice. Il n'y a que la rive septentrionale du lac de Garde qui puisse revenir un jour à l'Italie, et cette rectification de frontière ne peut passionner personne. Donc, nulle occasion de différends ou de querelles avec les autres États. Quel contraste, sous ce rapport, avec la France, qui porte au flanc la plaie toujours saignante de l'Alsace ; avec l'Allemagne, qui, comme le disait récemment M. de Bismarck, doit se défier de tous ses voisins ; avec l'Autriche, menacée sans cesse d'incidents graves qui peuvent mettre son existence même en péril ; avec la Russie, engagée à fond dans toutes les complications du problème oriental ; avec l'Angleterre enfin, qui, outre ses petites guerres en Afrique et en Asie, croit devoir défendre l'Inde dans la Méditerranée et dans l'Asie Mineure ! L'Italie a même cet avantage qu'elle n'a pas à protéger des colonies lointaines, dont la défense

exige une forte marine et souvent, comme c'est le cas pour l'Angleterre et l'Espagne, des dépenses considérables. Elle pourrait donc, sans danger, réduire le budget de la guerre et surtout le budget de la marine.

A l'intérieur, l'Italie a une constitution qui est appliquée de façon à en faire l'un des pays les plus libres du continent. Aucune des manifestations de l'activité humaine n'est entravée. Liberté des cultes, liberté de la presse, liberté de l'enseignement, liberté de réunion et même d'association; en un mot, toutes les libertés comme en Angleterre ou en Belgique. Si l'on se plaint, c'est de ce que la liberté est trop illimitée. Le jeune roi a pris son père pour modèle; il est le type du souverain constitutionnel. Il veut en tout se conformer aux vœux de la nation. Il accepte avec une bonne grâce parfaite les ministres que les votes du Parlement lui désignent. Il est entièrement dévoué au bien du pays. Il favorise et encourage tout ce qui peut contribuer au progrès. Récemment, à l'exemple de notre Roi, il instituait des prix magnifiques pour des œuvres scientifiques et littéraires. On peut dire qu'il n'a pas un ennemi, même parmi les républicains. Il n'y a pas jusqu'à Passanante, le régicide, qui n'ait avoué qu'il n'était animé contre lui d'aucune haine personnelle. La reine Marguerite, spirituelle, instruite, bonne, dévouée, charmant tous ceux qui l'approchent, est l'objet d'un véritable culte.

Donc, point de dynastie plus populaire. Tous les Italiens savent que c'est Victor-Emmanuel qui a fait l'Italie, de sorte que l'attachement à la maison de Savoie se confond avec l'amour de la patrie.

L'unité de l'Italie n'est pas mise en danger, comme on l'avait craint, par l'hostilité des anciennes divisions territoriales. L'unité de race, de langage, de religion, de traditions, a amené la fusion des anciens États en une seule nation avec une facilité et une rapidité que nul ne pouvait prévoir. On peut dire qu'il n'y a pas de pays en Europe, pas même l'Espagne, la France ou l'Angleterre, dont les parties sont aussi homogènes. Entre la Flandre française et la Provence, que de différences ! Les provinces basques et la Galice sont d'une autre race que les Andalous. En Angleterre, il y a l'Écossais, l'Anglais, le Gallois et l'Irlandais. En Italie, malgré des nuances, vous ne trouvez partout que des Italiens.

Quels sont donc les points noirs qui semblent menacer l'avenir? On en cite trois : le socialisme, le cléricalisme et les sectes républicaines. Voyons quels sont réellement les dangers qu'ils présentent.

Des tendances socialistes existent en Italie comme dans les autres pays civilisés, parce qu'elles résultent pour ainsi dire nécessairement des conditions économiques actuelles. Les classes laborieuses ne touchent, en échange de leur travail, qu'un salaire insuffi-

sant, encore réduit et parfois même supprimé par les crises industrielles et commerciales. Des idées d'égalité et de revendication matérielle se répandent partout. Les ouvriers aspirent à améliorer leur sort en modifiant les lois de la répartition et l'organisation sociale. Voilà, au fond, le socialisme. Il résulte du contraste entre l'égalité des droits que l'on proclame et l'inégalité de fait qui subsiste.

Mais si le socialisme existe partout aujourd'hui, il se présente sous des formes différentes. En Russie, il envahit toutes les classes de la société et il aboutit au nihilisme, c'est-à-dire qu'il veut détruire complètement le despotisme absolu qui pèse sur l'immense empire. En Allemagne, le socialisme est scientifique et politique. C'est un parti puissant qui a des doctrines, des livres, des orateurs, des sociétés, toute une presse, tout un état-major de propagande. C'est par l'élection qu'il espère arriver à dominer un jour au Parlement et dans tous les conseils électifs. En Angleterre et en Amérique, la question du salaire est le vrai champ de bataille. C'est par l'association et les *Trade-Unions* et les grèves que les ouvriers s'efforcent d'obtenir l'augmentation de la part du travail.

En Italie, le socialisme a un tout autre caractère. Il existe à l'état actif dans les sectes et dans quelques villes, à l'état latent dans les campagnes. Les sectes, les sociétés secrètes, legs du passé, sont encore un des

fléaux de l'Italie, surtout dans les Romagnes et dans le Midi. Ces sociétés se ramifient dans toutes les directions et se recrutent dans toutes les classes. Toutes sont plus ou moins pénétrées d'idées socialistes, non d'un socialisme scientifique, comme en Allemagne, mais tout simplement de rêves de bouleversement et de nivellement. Le Messie du socialisme révolutionnaire en Italie a été Bakounine, de sorte que c'est en définitive sous la forme du nihilisme qu'il se présente ici, comme on le voit dans les proclamations émanant des sociétés soi-disant internationales. Dans les campagnes, où règne la grande propriété et où dominent les *latifundia*, les idées socialistes naissent spontanément de la misère extrême des populations rurales, comme la jacquerie au moyen âge. Le salaire ne dépasse guère un franc et la vie est devenue presque aussi chère en Italie que dans le nord de l'Europe. Souvent même ce modique salaire vient à manquer. Dans d'excellents livres [1], MM. Franchetti et Sidney Sonnino ont tracé de la situation des classes rurales un tableau vrai, dit-on, comme une photographie et qui fait frémir. Les aspirations égalitaires pénètrent aussi dans les campagnes par les soldats revenus dans leurs foyers, lesquels les ont puisées dans les cafés des

[1] *La Sicilia nel* 1876. — *Condizione economiche ed ammi nistrative delle provincie Napolitane*. — *La mezzeria in Toscana*. Firenze, Bocca, 1875.

villes. Les idées se communiquent bien plus vite dans le Midi que dans le Nord : la parole est plus vive et l'esprit plus ouvert.

Autrefois, la religion empêchait l'exaspération des classes déshéritées. Elle enseignait la résignation aux maux présents et, comme compensation, elle ouvrait les perspectives de la félicité éternelle dans un monde meilleur. Aujourd'hui, le sentiment religieux est singulièrement refroidi et l'hostilité contre le prêtre remplace souvent l'ancienne confiance. En outre, on m'a affirmé de divers côtés que le bas clergé de la campagne, qui est presque aussi pauvre que les prolétaires, passe au socialisme. C'est ce que disait aussi récemment un économiste distingué, G. Boccardo, dans le *Giornale degli Economisti*. Un fait curieux vient à l'appui de cette appréciation.

En avril 1877, une bande de jeunes gens, membres de sociétés secrètes, se réunit au village de San-Lupo, à l'est de Capoue, pour préparer un mouvement révolutionnaire. Une lutte s'engage avec les carabiniers chargés de les surveiller : deux de ceux-ci sont tués. La bande s'empare du village de Létino. Elle déclare qu'elle vient faire la révolution sociale, et on brûle le cadastre des propriétés, au pied d'un crucifix qui se trouve au milieu de la place. Le prêtre de la paroisse monte sur le soubassement du crucifix et prononce un discours incendiaire, qu'il termine en disant que ces

hommes qui sont venus pour établir l'égalité sont les vrais apôtres du Seigneur, dont ils vont appliquer les lois. La bande part pour le village voisin de Gallo. Le curé de cette paroisse s'avance à sa rencontre et, après avoir embrassé le chef, retourne joyeux au village, en disant aux habitants : — « Ne craignez rien. Ce sont de braves gens. On va changer le gouvernement et brûler les registres. *Cambiamento di governo ed incendio di carte.* »

Bientôt la bande tout entière tombe aux mains des soldats. Le procès est instruit et jugé aux assises de Capoue. L'avocat des accusés soutient que leur crime est politique et que, par conséquent, il est couvert par l'amnistie édictée à l'avènement du jeune roi. Quoique deux carabiniers aient été tués, le jury acquitte. Tout cet épisode ne paraît-il pas un chapitre de roman? Mais ce qui est à noter comme symptôme, c'est que les curés des deux villages occupés par la bande ont accueilli celle-ci avec enthousiasme, en saluant la révolution sociale comme une délivrance.

Dans les villes du Nord où il y a de l'industrie, les préfets m'ont assuré que beaucoup d'ouvriers, même sans être affiliés à des sociétés secrètes, sont acquis aux idées de nivellement et de réorganisation sociale. On peut donc dire que le socialisme se répand en ce moment en Italie, parmi les travailleurs industriels, parmi les campagnards des provinces où ils sont les

plus malheureux, et aussi parmi le bas clergé, qui est presque dans la misère. Mais je ne pense pas que cela constitue encore un véritable danger pour l'ordre actuel. Heureusement pour l'Italie, elle n'a pas de grands centres industriels où les ouvriers vivent accumulés dans les fabriques, exposés à cette désolante calamité de la réduction des salaires et du chômage. Les désordres et même les soulèvements dans les campagnes ne s'étendraient jamais qu'à quelques localités et ne peuvent pas menacer le gouvernement. Pour que l'action du clergé devînt dangereuse, il faudrait que les chefs de l'Église entrassent dans le mouvement socialiste, ce qui n'est guère probable actuellement. Le péril ne deviendrait sérieux que si la contagion des idées de révolution sociale pénétrait dans l'armée par les sous-officiers qui, dans les cafés, sont souvent en contact avec les membres des sectes. Mais quoi qu'on m'ait dit à ce sujet, j'estime que ce danger est encore éloigné.

Les deux colonnes de l'ordre social actuel sont le prêtre et le soldat. Si un jour tous deux devaient passer à l'ennemi, un bouleversement serait inévitable. Je n'oserais dire que ce jour ne viendra jamais, mais je pense qu'il n'est pas encore venu.

Certains Italiens croient que si la république s'établit définitivement en France, l'exemple pourrait rendre douteux le maintien des institutions monar-

chiques en Italie. Sans doute, ce qui se passe en France exercera toujours une réelle influence sur les deux pays voisins de même race, l'Espagne et l'Italie. Mais je doute que cette influence aille jusqu'à menacer la dynastie de Savoie. D'abord toute l'attention se porte aujourd'hui sur les questions économiques et sociales. On est devenu très indifférent à ce qui ne concerne que les institutions politiques. Les événements contemporains ont amené ce changement dans les idées. Naguère encore, la république était l'objet, pour les uns, de terreurs invincibles et de répulsions violentes, pour les autres, d'enthousiasmes juvéniles et d'espérances illimitées. Elle a été établie dans deux grands pays, aux États-Unis depuis un siècle, en France depuis neuf ans, sans justifier ni ces craintes ni ces espérances. Elle n'a amené ni l'Eldorado que rêvaient les uns, ni l'échafaud que redoutaient les autres. La civilisation suit la même marche et passe par les mêmes épreuves aux États-Unis et en Angleterre, en France et en Allemagne. Les mêmes problèmes économiques et religieux, les mêmes crises financières, les mêmes hostilités de classe, la même lutte entre capitalistes et ouvriers se rencontrent dans tous les pays civilisés, qu'ils soient constitués en république ou en monarchie, et les Italiens ont vu que la royauté constitutionnelle peut donner à une nation, de la façon la plus complète, l'ordre et la

liberté. Sous ce rapport, l'Italie n'a rien à envier à la France.

Quoique les défenseurs de la République en France se soient montrés très prudents et très sages, d'ici à longtemps les nouvelles institutions ne donneront pas ce sentiment de sécurité et de confiance qu'inspire un régime définitivement enraciné. D'ailleurs, comme M. Minghetti l'expliquait récemment dans un banquet que lui offrait la jeunesse universitaire à Bologne, et comme j'ai essayé de le montrer moi-même dans mon volume sur les *Formes de gouvernement*, la monarchie représentative est une meilleure garantie de la liberté que la république, parce qu'elle sauvegarde les droits des minorités, chose essentielle dans un état social démocratique.

Même au point de vue des réformes sociales, la république ne semble présenter aucun avantage décisif sur la monarchie représentative, car le souverain, comme on l'a vu souvent, sera porté à s'occuper des classes inférieures plus qu'une majorité animée des sentiments égoïstes des classes dominantes. Ajoutez à ces causes générales la grande et universelle popularité dont jouit la maison de Savoie, à qui l'Italie doit son existence comme nation, et vous comprendrez pourquoi le parti républicain est si faible en Italie. Il a cependant joui d'une liberté complète de propagande, et en outre, les traditions historiques des

grandes villes, comme Venise, Gênes, Pise, Bologne, Florence, étaient toutes républicaines. Au Parlement, le groupe républicain ne compte que dix-huit membres, et son chef, le Dr Bertani, a même déclaré accepter les institutions actuelles, en réservant ses préférences théoriques. L'organe principal du parti mazzinien, le journal le *Dovere* de Rome, cesse de paraître faute d'abonnés, et cependant les journaux en Italie se publient à très bon marché. En visitant les universités de Padoue, de Bologne, de Rome, je demandai aux étudiants s'il y avait parmi eux beaucoup de républicains. « Non, me fut-il répondu, presque pas, mais tous sont anticléricaux et un grand nombre matérialistes et socialistes. »

Chacun comprend que la proclamation de la république détruirait l'unité. Le Nord resterait fidèle à la maison de Savoie qui, appuyée sur cette citadelle, au pied des Alpes, dompterait les insurrections locales ou abandonnerait le Midi aux restaurations et à l'anarchie.

Il paraît probable que l'Italie ne sera plus morcelée. La seule question qui se pose est celle-ci : Se conservera-t-elle par la liberté, comme elle s'est fondée, ou bien par la force et par l'armée?

Reste le troisième danger, le cléricalisme. Le cléricalisme est un danger pour l'Italie, d'abord parce qu'il a pour but définitif le rétablissement du pouvoir

temporel du pape et par conséquent la destruction de l'Italie actuelle. En second lieu, parce que, sans aller jusque-là, s'il arrive en force dans les assemblées des communes et des provinces et au Parlement, il peut, en s'alliant au parti radical, créer des embarras inextricables et exploiter les mécontentements populaires.

Actuellement, la très grande majorité des Italiens, même les bons catholiques, veulent conserver l'unité de l'Italie. Donc un parti qui a pour programme avoué ou secret le morcellement de la patrie n'a point de chances de succès. C'est pour ce motif que le père Curci conseille aux catholiques et au pape de changer de tactique. « Réservez, dit-il, les droits du Saint-Siège sur lesquels vous ne pouvez transiger, mais n'en faites pas une question de politique militante. Présentez-vous simplement comme parti conservateur. Vous représentez le sentiment religieux qui est indispensable à toute société. Vous êtes ainsi un élément essentiel et même, en réalité, le vrai fondement de l'ordre actuel. Vous êtes le seul boulevard contre les assauts de l'esprit athée et révolutionnaire. Donc, tôt ou tard, quand on aura vu le danger, tout ce qui est conservateur se rangera autour de vous et vous reprendrez l'influence et l'autorité qui vous appartiennent. » Le pape, dit-on, écoute volontiers le père Curci. Le fait est que, proscrit par Pie IX, il a été appelé au Vatican par Léon XIII, qui

ne veut pas continuer la politique d'illuminé de son prédécesseur.

Léon XIII désire se réconcilier avec les gouvernements. En traçant le tableau des dangers que présentent les progrès du socialisme, il a montré que le seul remède était l'alliance du trône et de l'autel. Ceci est une tactique très habile. En se réconciliant avec le pouvoir civil, l'Église peut poursuivre son œuvre de propagande. Quelques concessions ne sont rien, au prix des conquêtes que le clergé peut faire s'il n'est plus tenu en bride par les gouvernements. Léon XIII a été longtemps nonce à Bruxelles. Il a vu là tout le parti que l'Église peut tirer des libertés modernes, si elle apprend à en faire bon usage, et il semble que c'est là la marche qu'il veut imprimer à l'armée ecclésiastique dans le monde entier. Se rendre maître de la civilisation moderne au moyen des libertés modernes, et réaliser le rêve de Hildebrand, la suprématie universelle de l'Église, non par les anathèmes et les foudres papales, mais par les élections, les parlements, les associations et la presse, voilà le programme.

En Italie, pour atteindre ce but, tout est à faire. D'abord, le clergé supérieur, qui est dévoué complètement au pape, n'a pas encore l'expérience des luttes politiques et les moyens d'action indispensables lui manquent. Le clergé inférieur est, en partie, animé

d'un certain patriotisme italien et, à peu d'exceptions près, il n'est pas militant. Comme je l'ai déjà dit, le curé de campagne tirant son revenu, non du budget, mais d'un petit bien, d'un *podere*, qu'il exploite souvent lui-même ou qu'il loue, est absorbé par les intérêts matériels, et n'a rien d'un apôtre. Ce n'est qu'un paysan qui dit la messe. Il est pauvre, humble, craintif, très ignorant, souvent assez grossier et, dans le Midi, de mœurs très relâchées. Il n'a donc nullement les allures d'un missionnaire ni les visées d'un soldat de la papauté. Il vit terre à terre; il n'a pas d'idéal. Comme organe des passions populaires qu'il enflammerait, il aurait une puissance réelle; mais, s'il voulait maintenant lutter contre les tendances de ses paroissiens, il ne serait pas obéi. Le prêtre est une puissance électorale quand il peut dire aux fidèles : Vous voterez pour un tel, ou je vous refuse l'absolution. Mais, en Italie, il ne songe pas à prendre cette attitude. Il n'ose pas même interdire la lecture des journaux anticléricaux.

Si les libéraux font passer le projet de loi, déjà déposé, qui remplace les propriétés des cures par une dotation au budget, ils auront supprimé le lien qui attache le bas clergé à la société civile et ils l'auront préparé ainsi à devenir uniquement une milice papale. Ce sera un premier pas. Un second pas sera fait quand, dans les séminaires, les évêques formeront les

lévites à la lutte politique et surtout quand ils leur auront fait comprendre qu'en s'emparant des électeurs, ils peuvent devenir les maîtres de ceux qu'ils craignent aujourd'hui. C'est précisément ce qui se fait maintenant, et les jeunes prêtres commencent à entrevoir un idéal d'autorité qu'ils pourront atteindre un jour. Mais, avant qu'ils n'en arrivent là, il faudra qu'ils préparent à leur tour les générations nouvelles à subir leur influence et qu'ils habituent peu à peu les laïques à s'incliner devant leurs exigences. Ce travail de préparation exigera bien du temps. Je crois donc qu'un vrai parti clérical ne tardera pas à se constituer en Italie et que le clergé, mieux dressé par les évêques pour le combat, regagnera en grande partie l'influence qu'il a perdue; mais pour qu'il parvienne à obtenir une majorité dans le Parlement, il faudra au moins deux générations.

En somme, il me semble que l'Italie n'est menacée à bref délai ni par le socialisme, ni par le républicanisme, ni par le cléricalisme.

La misère est grande. Une mauvaise récolte peut accroître le nombre des mécontents déjà très considérable. Des soulèvements locaux peuvent se produire. Mais une révolution me paraît peu probable.

VII

Rome, 20 décembre.

Pierantoni me fait faire quelques visites très intéressantes, d'abord chez M. Magliani, ministre des finances. De l'avis unanime, c'est un des financiers les plus capables de l'Italie. Nous causons du bimétallisme et de la convention monétaire récemment conclue entre les États de l'Union latine : — Théoriquement, dit-il, je comprends qu'on préfère l'étalon d'or unique; mais pratiquement, l'exclusion de l'argent, c'est l'avilissement de tous les prix, et la baisse des prix, c'est la ruine de l'industrie, on le voit en ce moment, et dans l'avenir, l'écrasement des débiteurs et des contribuables. L'Allemagne a commis une grande faute en expulsant l'argent. Elle a été la première à en porter la peine. C'est un exemple que nous ne suivrons pas.

M. Magliani nous fait visiter son ministère, symbole parfait de la centralisation bureaucratique et paperassière. C'est un bâtiment tout neuf qui s'élève en face de la gare et qui a coûté 11 millions. Ce n'est pas cher, car c'est une des plus grandes con-

structions de l'Europe. Déjà 3,500 employés y grattent du papier et on en attend encore 1,500 qu'on a laissés provisoirement à Florence. C'est toute une armée de commis et un déluge d'écritures.

La routine formaliste de l'ancien régime a été maintenue et toutes les complications d'un grand État centralisé sont venues s'y ajouter. Pour la moindre affaire il faut vingt ou trente documents et autant de signatures. Qui donc aura la puissance de simplifier tous ces rouages et toutes ces formalités ? Ce ministère est un vrai palais. C'est la manie traditionnelle des Italiens d'en bâtir. D'immenses escaliers, des corridors sans fin, du stuc et des fresques et beaucoup de place perdue. Les ministres conservent leur logement particulier; seulement ils ont au ministère des salons pour recevoir. Cela est indispensable ; mais pourquoi y mettre tant de faste, des tapis veloutés, des meubles dorés, des tentures de soie ? N'est-ce pas un contraste pénible quand on pense à la misère des peuples? Mieux vaudrait imiter la simplicité austère des ministères de Vienne et de Berlin. Un ministre ici peut-il s'asseoir sur un de ces sophas somptueux sans être saisi d'un remords, en songeant que le prix de ce meuble enlève le pain à toute une famille ? — C'est un détail, me dira-t-on; qu'importent les quelques millions qu'ont coûté ces ameublements? Un détail, soit, mais il est caractéristique. Examinez les

budgets. Les chambres votent trop légèrement une foule de dépenses inutiles qui exigent de nouveaux impôts. Il faudrait ici l'économie à outrance de Frédéric II, qui portait à ses habits usés des boutons troués. En Italie, un bon patriote ne devrait pas voter un centime qui ne fût absolument indispensable.

On va consacrer de nouveaux millions à bâtir un palais des beaux-arts, et cela à Rome, où les palais foisonnent et où les chefs-d'œuvre sont partout. Dépense bien inutile, car la place ne manque pas dans les bâtiments appartenant à l'État. Ainsi, que de chambres encore vides dans celui de Latran !

Voici un autre exemple de ces prodigalités, à mon avis inexcusables. Une souscription a été faite pour élever un monument à la mémoire de Victor-Emmanuel. On a réuni un peu plus d'un million. Le mieux serait de bâtir une école portant le nom du premier roi d'Italie. Si l'on veut un souvenir plus personnel, qu'on érige une belle statue équestre. Mais non : on va construire un arc de triomphe qui coûtera 12 millions et qui, quoi qu'on fasse, sera d'un médiocre effet à côté de ceux de Titus, de Septime-Sévère et de Constantin. Et tandis qu'on gaspille ainsi l'argent, les populations, dans une année d'abondance exceptionnelle (1878), se soulèvent de misère et se font égorger, faute de pouvoir payer les impôts.

Nul ne semble comprendre ici que l'économie est

un devoir strict. La prodigalité est du reste une maladie européenne universelle. La facilité des emprunts ruinera les villes et les États. C'est si glorieux de faire des embellissements! Le contribuable payera, il n'a qu'à se serrer l'estomac s'il ne préfère mourir de faim. Ces accroissements constants des impôts préparent évidemment le socialisme ou plutôt elles le réaliseront, car elles aboutiront à la suppression de la propriété par l'absorption du revenu.

— Visite chez Cairoli. Il souffre encore de la blessure qu'il a reçue en se jetant au devant du poignard de Passanante pour protéger le roi. Loyale et sympathique figure. Sa mère, vraie Spartiate, a envoyé successivement ses fils mourir pour la cause italienne. Celui-ci seul a survécu. Aussi sa popularité est énorme. Dans les villes et jusque dans les villages on affiche des bandes de papier où se trouve imprimé en grands caractères, sur les unes : *Viva il re Umberto!* sur les autres : *Viva Cairoli!* Il vient de céder le ministère à Depretis, mais son groupe est le plus puissant à la Chambre. Son éloquence est chaude et colorée, son dévouement à l'Italie absolu, son honnêteté proverbiale. Il ne lui manque que cette tactique parlementaire, cet art d'agir dans les coulisses, indispensable dans une Chambre où il n'y a pas de véritables partis. Celui-là seul peut se maintenir qui a le talent de bâtir un édifice solide avec du sable mouvant.

— Pierantoni me conduit aussi au ministère de l'agriculture dont M. Majorana Calatabiano tient le portefeuille. M. Majorana a été professeur d'économie politique à l'université de Palerme et a publié sur cette science un traité qui a eu du succès. Nous causons du reboisement. C'est un cas où l'intervention de l'État devrait être énergique, comme dans toute question de salut public. Nul pays ne souffre plus que l'Italie du déboisement. Les montagnes, les collines sont dénudées. L'eau entraîne les terres, les torrents ravagent les campagnes et emportent ponts et chemins; le limon déposé dans les plaines forme des marais d'où se répand la malaria. Le reboisement devrait être imposé aux particuliers et aux communes, et au besoin, exécuté par l'État, comme l'a décrété la dernière loi française sur la matière. Que l'Italie serait plus belle si, comme aux environs d'Albano et de Nemi, les montagnes étaient encore revêtues de cet épais manteau de verdure dont parlent les poètes anciens!

— Je reviens de ma visite au Quirinal. Le sympathique secrétaire de la légation italienne à Bruxelles, le comte de Sonaz, m'avait donné une lettre pour son frère le général de Sonaz, qui est aide de camp du roi. Je me rends à l'audience en brillant équipage, —Van Loo m'a prêté le sien,—mais en frac, car maintenant tout se fait à la cour italienne sans apparat

inutile. A ce propos, je remarque qu'en Italie on ne porte pas du tout de décorations. Quelle différence avec les Italiens d'autrefois, qu'on reconnaissait à la profusion de leurs bijoux, bagues, boutons, chaînes, breloques, croix et crachats! Au Quirinal, dans le grand vestibule du rez-de-chaussée, je contemple avec respect une haie de militaires en uniforme splendide, une sorte de cent-gardes. On monte un escalier en spirale, très large, soutenu du côté intérieur par des colonnes et garni d'une plate-bande continue de fleurs et de verdure; l'effet est charmant. J'imagine que c'est une idée de la reine Marguerite. Au premier, autre vestibule immense et vide; les huissiers me transmettent à l'officier de service, lequel m'introduit. L'appartement donne sur la place, où sur le ciel bleu se profilent Castor et Pollux et les magnifiques chevaux grecs de la fontaine quirinale. L'ameublement est très simple, mais sans nulle harmonie dans les tons. J'aime encore mieux cela que l'or et la soie des ministères. Au moins ici le cœur ne saigne pas à la pensée des haillons des paysans qui payent.

Le roi est en costume du matin, un *Shooting-jacket* anglais. Les photographies ont fait connaître sa figure que distinguent d'énormes moustaches; elle est très fine, mais très pâle et très nerveuse. Les yeux, dont on voit tout le globe, ont un regard si perçant, que l'effet en est vraiment extraordinaire. Il parle le français sans accent et avec une grande facilité.

Après quelques mots, très agréables pour une oreille belge, sur la Belgique, sur son roi et son ministre à Rome, il arrive à l'Italie : L'Europe, dit-il, ne peut apprécier tout ce qui a été fait ici. Tout était à créer, l'armée, la marine, l'enseignement, les ports et les routes. Que d'argent il a fallu ! Aussi le budget était en déficit juste de la moitié; la situation financière semblait désespérée, et aujourd'hui, nous avons le *pareggio*, l'équilibre, mais au prix de quels sacrifices ! On se plaint des impôts, et ce n'est pas sans raison : ils sont écrasants. Pour certaines de mes propriétés je paye au delà de 50 pour cent du revenu. Que je serai heureux le jour où on pourra dégrever le pauvre peuple !

Il parle de l'attentat de Passanante comme d'un accident de chasse. C'est un malheureux insensé, ajoute-t-il, il n'a pas su ce qu'il faisait. Le roi s'occupe ensuite longuement de l'armée : C'est la création de mon père. Soldats et officiers ont bonne tournure, n'est-ce pas? Aussi comme ils travaillent; huit heures par jour ! Les officiers lisent beaucoup et s'instruisent. L'armée nous coûte cher, mais dans un pays à constituer comme l'Italie, c'est le meilleur moyen de civilisation et d'unification. Le soldat qui rentre dans son village, au fond des Abruzzes ou des Apennins, y apporte l'idée de la patrie italienne et des habitudes d'ordre, de propreté et de discipline.

— On entend dire souvent que le rôle de la royauté est fini et que l'ère des républiques commence. Cependant M. Passy, dans son excellent livre sur les formes de gouvernement, a montré, l'histoire à la main, que les divisions violentes des partis avaient toujours amené la chute de la république, parce que les peuples cherchent dans le despotisme un refuge contre l'anarchie. N'est-ce pas encore ce qui nous attend aujourd'hui?

En tout cas, le rôle d'un roi constitutionnel n'est pas chose aisée. Il ne doit plus chercher, comme autrefois, à en imposer aux masses par le luxe et l'apparat. C'est cela qui irrite et provoque les attentats, on l'a bien vu dans le procès de Passanante. Le roi doit se montrer avant tout dévoué aux intérêts des classes laborieuses. C'est en se faisant le protecteur des communes et du tiers état que la royauté moderne a acquis son pouvoir, à la fin du moyen âge. Aujourd'hui elle le conservera en protégeant le quatrième état, la classe ouvrière. La royauté doit être socialiste, c'est-à-dire qu'elle doit tendre au relèvement des déshérités.

Le roi Umbert s'est montré aussi strictement constitutionnel que son père. Il n'écoute pas ses préférences, qu'on ignore même. Il ne veut avoir de ministres que ceux que la majorité du Parlement lui désigne. La chose est souvent bien difficile quand il n'y a que des

partis flottants et pas de vraie majorité, comme c'est ordinairement le cas en Italie. Il consulte alors le président de la Chambre et du Sénat et les chefs des partis, et il accepte la combinaison qui offre le plus de chances de durée; c'est ainsi que s'est formé le ministère Depretis. En toutes circonstances, il paraît s'oublier complètement lui-même, pour ne songer qu'au bien de l'Italie. Il désire surtout favoriser le développement intellectuel du pays.

Quand Garibaldi est arrivé récemment à Rome pour présider une réunion dont les tendances républicaines étaient peu déguisées, le roi Umbert, sachant que le vieux général était malade, alla le voir. On lui fit remarquer qu'il aurait pu s'en abstenir : Peut-être, répondit-il; mais il a tant fait pour l'Italie, et moi rien encore. Il est vieux, et je suis jeune. C'est un héros, et moi je n'ai que ma bonne volonté et mon dévouement. Mon père l'aimait et aurait été le voir. Je veux faire ce qu'il aurait fait.

Il faut dire que presque tous les souverains actuels remplissent bien leurs hautes fonctions. Je pense que l'exemple de notre roi Léopold Ier n'y est pas étranger. Ils le prennent pour modèle. Le succès de son règne, la popularité dont il a joui engagent à l'imiter. C'est une remarque que je tiens du roi don Fernand, de Portugal. Tandis que je visitais, il y a quelques années, son magnifique domaine de la Pena, près de

Cintra, et qu'il me montrait ses araucarias dont il est très fier, il me parla longuement du roi Léopold Ier : Je n'oublierai jamais, disait-il, les sages conseils que me donnait mon bon oncle. Son influence a été grande pendant sa vie. Celle qu'exercera son exemple ne sera pas moindre. Tous les rois, à commencer par mon fils, voudront faire comme lui. Il a été le type du souverain constitutionnel. Il a été toujours heureux et il a fait le bonheur de son pays. Qui ne voudrait imiter sa façon de gouverner, avec l'espoir d'arriver aux mêmes résultats ?

— Je lis dans la *Gazzetta dell' Emilia* (nos 326 à 328) le compte rendu d'une leçon faite à l'université de Bologne par l'éminent professeur Pietro Siciliani le jour de l'attentat de Passanante. Il y étudie les tendances du socialisme moderne. Il montre qu'il vient en grande partie de l'idéalisme de Rousseau et qu'il est en opposition absolue avec le darwinisme et le positivisme auxquels il prétend se rattacher. Le professeur Siciliani a inauguré un cours de sociologie à Bologne. Ceci montre une fois de plus que la vie scientifique est très active en Italie.

— On me parle beaucoup d'un critique d'art très connu en Italie et en Allemagne, le sénateur Giovanni Morelli. Il s'est fait une spécialité de l'art de contrôler l'authenticité des tableaux. Pour y parvenir, il étudie avec le soin le plus minutieux, et la loupe à la main,

une toile d'un maître dont l'origine ne fait pas doute. Si ce peintre a eu plusieurs manières, il prend un type de chaque manière. Il examine alors les couleurs employées de préférence, — chaque artiste avait les siennes, — le coup de pinceau, les particularités du dessin, le caractère des figures, la façon de faire les mains, les pieds, les draperies, les paysages, les motifs d'architecture. Il est certain que chaque peintre a eu et a encore sa façon de voir et de rendre les objets. Il s'agit seulement de la constater. Thoré, qui écrivait sous le pseudonyme de Bürger, avait appliqué ce procédé de critique aux tableaux de l'école hollandaise avec une finesse d'aperçus très instructive. Les critiques de M. Morelli ont fait sensation et autorité à Rome. Ainsi il a appliqué son procédé de contrôle à la galerie Borghèse et il a démontré que le fameux portrait de César Borgia par Raphaël n'était pas de Raphaël et ne représentait pas Borgia. A mon avis, il y a là une voie nouvelle ouverte à la critique d'art. Mais, pour y réussir, il faut de longues études et un scrupule, une patience à toute épreuve dans l'examen des détails.

Je rencontre souvent chez Minghetti l'illustre physicien Blaserna, dont le livre sur *la Musique et le son*, publié en français chez Germer-Baillière, a eu un si grand succès. C'est lui qui me fait visiter dans tous ses détails la nouvelle université de Rome, parfaitement

installée dans l'ancien et somptueux collège des jésuites. Le gouvernement s'efforce d'attirer ici les professeurs les plus distingués. Momentanément pour combattre l'influence papale, cela peut être utile, mais je crois que toute centralisation est mauvaise. Respectez surtout la vie intellectuelle des provinces. L'Italie la possède au plus haut degré. C'est un grand avantage, n'y portez pas atteinte.

— Je retrouve à Rome mon éminent confrère de l'Institut, M. Geffroy, dont j'ai eu le très grand plaisir de faire la connaissance à Upsala, l'an dernier. Lui, qui a fait de si intéressantes études sur le Nord scandinave, est maintenant directeur de l'École française d'archéologie établie à Rome. Excellente institution, créée à l'imitation de l'Institut allemand, qui a son siège au Capitole. Nous recevons, de la part de M. et de Mme Geffroy, un accueil cordial et vraiment amical dont je tiens à les remercier ici. Ils occupent le second étage du palais Farnèse. Nous y dînons plusieurs fois avec quelques élèves de l'école qui m'expliquent leurs travaux d'érudition. Ils habitent en ville et travaillent sous la direction de M. Geffroy. Si on envoyait à Rome successivement les lauréats de nos universités se destinant à l'enseignement du droit romain ou des antiquités, ils recevraient ici le meilleur accueil.

— M. Geffroy me conduit à une soirée chez la comtesse Ersilia Lovatelli. Elle est belle et jeune encore,

quoique mère de cinq enfants, et elle est en même temps un des épigraphistes les plus savants et les plus ingénieux de l'Italie, tant pour le grec que pour le latin. Elle vient de déchiffrer l'inscription tumulaire d'un cocher numide qui avait gagné des millions aux courses de char. Son interprétation a fait rumeur dans le monde savant, parce qu'elle a fait connaître certains détails que l'on ignorait. M. Waddington a écrit une lettre de félicitation à donna Ersilia. Elle demande à M. Geffroy si ce ne serait pas d'un pédantisme ridicule de répondre en latin ; elle craint de mal écrire le français. Elle m'explique que le goût des lettres anciennes lui est venu assez tard. Mais maintenant c'est pour elle une vraie passion et un bonheur. Elle ne va guère dans le monde et ne reçoit que des savants et des hommes de lettres. C'est par exception que se trouve chez elle, ce soir-là, sa belle-sœur, la princesse Teano. Je m'en félicite ; je vois ainsi la belle, l'incomparable Teano, dont on m'a tant parlé. Elle est, en effet, éblouissante, et une démarche « de déesse sur les nues », comme dit Saint-Simon. L'idéal féminin dans sa perfection. Elle est Anglaise.

Donna Ersilia est des Caetani, qui étaient les maîtres d'une partie de la campagne romaine dès le XIIe siècle. Ce sont eux qui dominaient sur la via Appia, où ils avaient transformé la masse inattaquable du tombeau de Cecilia Metella en un château fort. L'éru-

dition est de tradition chez les Caetani. Le père de donna Ersilia, le duc de Sermoneta, est aussi un lettré et un protecteur des lettres, et son fils, le prince Teano, se pique de ne pas les dédaigner. Je vois dans les *Atti dei Lincei* que la comtesse Lovatelli a été élue membre de l'Académie à l'unanimité, qu'elle y a pris séance le 4 mai et qu'elle y a lu une communication sur une mosaïque nouvellement découverte, se rapportant aussi à un *Auriga*. Ceci ne fait-il pas honneur aux Lincei, aux femmes et à l'aristocratie italienne ?

— J'ai déjà dit que l'une des supériorités de l'Italie est que dans la noblesse, il se rencontre, plus que dans celle d'aucun autre pays, des personnes cultivant les sciences, les lettres et les arts, et faisant des sacrifices pour les encourager. En voici encore un curieux exemple. Mon éminent collègue Catalan m'avait confié un message pour le prince Boncompagni Ludovisi, qui publie à ses frais une revue scientifique très intéressante. C'est un mathématicien fort distingué qui s'occupe surtout de l'histoire des mathématiques. Il entretient des correspondants chargés de faire des recherches dans les principales bibliothèques de l'Europe. Il ne recule devant aucune dépense, pour arriver à une précision rigoureuse. S'agit-il d'une correction d'épreuves, il les propose, me dit Catalan, par télégrammes qui coûtent énormément. Il habite quelques chambres dans le haut du palais de son frère,

le prince de Piombino, Piazza Colonna. Je le trouve au milieu de monceaux de livres et de paperasses qui ont envahi tout l'appartement, parois, meubles, plancher. Il a la pâleur du parchemin et la maigreur d'un ascète. Il me reçoit dans le négligé le plus absolu. Type du vrai savant d'autrefois. Il ne vit que pour ses mathématiques. Il ne quitte jamais sa bibliothèque, même pendant l'époque des fièvres. J'ai été, me dit-il, une fois à la campagne chez mon frère, à la villa Ludovisi, à Albano. Loin de mes livres, j'ai été trop malheureux. Je ne les quitte plus. — On pénètre difficilement chez lui. Il n'est pas des Lincei, parce qu'il n'est pas rallié. Il est noir, c'est-à-dire partisan du Vatican.

— A Rome, la société se divise en *noirs*, les papalins, en *blancs*, ralliés à l'Italie, et en *gris*, les mixtes, comme il y en a partout. Les *noirs* purs ne vont pas dans les salons où ils peuvent rencontrer les *blancs*. Ainsi, ils ne mettent pas le pied chez les ministres accrédités auprès du roi d'Italie : ce serait reconnaître l'usurpateur. On remarque que les familles les plus anciennes, celles qui étaient déjà puissantes quand la papauté ne l'était pas encore, sont ralliées ; par exemple, les Caetani, les Orsini, les Doria, les Sforza, les Pepoli ; tandis que celles qui doivent leur richesse et leur rang au népotisme papal, comme les Borghèse, les Chigi, les Aldobrandini, restent fidèles au Saint-Siège. Ce n'est que naturel.

— Nous visitons de nouveau Saint-Pierre du haut en bas, depuis le péristyle de l'entrée jusqu'au sommet de la boule. C'est un monument prodigieux, étonnant, mais de mauvais goût. Michel-Ange a réalisé le miracle : il a posé le Panthéon dans les airs ; mais, à quoi bon ? J'aime infiniment mieux le Panthéon solidement assis sur le sol, avec sa coupole surbaissée, laissant tomber le jour par sa baie circulaire, s'ouvrant directement sur la voûte du ciel : idée simple et vraiment belle. Les fenêtres latérales, à Saint-Pierre, ressemblent à celles d'un palais et sont déplacées dans un temple. L'architecture est un art où doit régner la raison et le goût. Chaque détail doit avoir son but. Les Grecs ont admirablement compris ceci : ainsi dans le Parthénon, rien qui ne soit motivé. C'est pourquoi leurs œuvres sont parfaites. Michel-Ange, malgré son écrasant génie, a été le grand corrupteur du goût. En tout, il a cherché l'effort, l'extraordinaire, la violence. Voyez ses sibylles et ses prophètes à la Sixtine. Nos architectes, trop souvent, suivent son exemple. Leurs monuments ne répondent pas au but qui les a fait construire.

Contemplez le Palais de Justice de Bruxelles. Il a de grandes qualités : beauté des profils, puissance et harmonie des lignes, mais où est le symbolisme ? où est la justification de ses dispositions ? Rien n'indique à quoi il est destiné. Ainsi pourquoi ce dôme ou cette

superstructure quelconque qui couronnera l'édifice? L'utilité en est nulle et l'effet général sera amoindri. Les aménagements intérieurs sont détestables. Le principal, le but, est sacrifié à la façade. C'est de la déraison, c'est-à-dire l'antithèse de l'architecture, où tout, au contraire, doit avoir sa raison. Saint-Pierre ouvrant au-dessus de nos têtes, à une hauteur vertigineuse, sa gigantesque coupole, a du moins ce mérite de donner l'impression de l'infini, ce qui convient à une église. La cathédrale gothique est pleine de pensées, de symboles. C'est le livre de pierre qui traduit le catholicisme aux yeux de ceux qui ne savent pas lire. Il en est de même des temples de l'Égypte et de l'Inde. Là encore, quoique sous une forme moins parfaite qu'en Grèce, l'architecte a compris sa mission. Les monuments romains, les cirques, les thermes, les théâtres, les amphithéâtres, les forums, les aqueducs répondaient admirablement à leur destination. C'est de la raison incarnée dans le marbre.

Comme aspect extérieur et comme décoration intérieure, le Panthéon est incomparablement supérieur à Saint-Pierre.

— Le jour de la Noël, dîner de famille chez Mancini. L'éminent juriste, quoique souffrant, préside. Le plat national, ce jour-là, est l'anguille de Comacchio. Comacchio est une immense lagune au sud des bouches du Pô, où la pêche est admirablement orga-

nisée. Coste en a donné une description extrêmement intéressante. Après le dîner, Mancini, aussi bon musicien qu'il est brillant orateur, joue du piano et sa charmante fille chante d'une voix pure et pénétrante des *canzonette* italiennes. La fille aînée, Grazia, qui a épousé Pierantoni, est un auteur très connu. Elle publie des nouvelles traduites en français, en anglais, en allemand et même en hollandais. Ses vers n'ont pas moins de succès. Sa dernière pièce, récemment parue dans la *Nuova Antologia,* est intitulée : *La miniera di Faluna.* Le sujet est suédois et la poésie du Nord y est bien rendue. Cela rappelle les petits poèmes de Longfellow. La mère de Mancini était une femme très remarquable. Vivant dans un village perdu au milieu des sauvages montagnes des Abruzzes, elle y a formé son fils. Grazia Pierantoni a fait paraître d'elle un petit volume touchant : *Il manuscritto della nonna.* « *Le manuscrit de la grand'mère.* » Ce sont des conseils de morale familiers et profonds. Il serait utile de les traduire en français.

— Je relève dans un discours de Pierantoni à ses électeurs de Capoue un joli mot : *Il deputato e un uovo chi per pulcino da un commandatore.* « Le député est un œuf d'où, comme poussin, sort un commandeur. »

— Le docteur Pantaleoni, sénateur du royaume, est un des hommes distingués qu'il m'a été donné de

rencontrer à Rome. Plein de feu, malgré ses cheveux blancs, débordant d'idées originales et d'esprit, il a beaucoup écrit sur la politique de son pays et s'en est occupé avec un dévouement absolu qui a failli lui coûter cher. Ami de Cavour, il a été employé par lui dans ses négociations avec la France. Il avait été exilé par le pape. Réfugié d'abord à Paris, puis à Nice, il connaît tout le personnel de la haute politique européenne. C'est lui qui a écrit le meilleur article qu'ait signé Forcade, la *Question romaine* (1861). Je me rappelle la vive impression que me fit cette étude. Elle contenait un résumé admirable de l'histoire de l'Église et je ne pouvais m'expliquer comment Forcade connût si à fond l'histoire ecclésiastique. Dans un écrit que me remet le docteur Pantaleoni, je retrouve exactement les mêmes idées. Celui-ci l'avait remis à Forcade pour qu'il le fît paraître dans la *Revue des Deux Mondes*, après l'avoir traduit et habillé à sa façon. Du reste, Forcade, au commencement de l'article, dit qu'il en doit les idées à un Italien distingué. Ce n'était pas un plagiat, mais un service rendu à la cause italienne. Pantaleoni, qui habitait Rome, ne pouvait pas signer ni se faire connaître.

Nous causons des habitudes et des mœurs de la classe supérieure à Rome. « Tout est changé, me dit-il, depuis que la politique et la vie parlementaire ont chassé l'oisiveté somnolente d'autrefois. Stendahl ne

retrouverait plus cette société romaine où l'amour était la grande affaire, où régnaient les petits abbés, et qui se passionnait pour un sonnet ou pour un camée. Stendahl en gémirait, mais ce qu'il appelait dédaigneusement la morale, s'en félicite. La liberté nous a apporté un reflet des mœurs anglaises. Les hommes s'occupent des élections, des Chambres, des affaires de l'État, de la commune—ou des leurs; car ils songent à gagner de l'argent. Les femmes sont entraînées dans le même mouvement : elles commencent à lire autre chose que des romans. Le sigisbéisme est devenu une exception ou du moins ce n'est plus une institution. Les mères soignent l'éducation et l'instruction de leurs enfants, qu'elles cherchent à pousser très loin. Les jeunes filles s'instruisent. Cependant beaucoup d'entre elles reçoivent leur instruction au couvent et y puisent des idées peu favorables au nouveau régime, ce qui est un danger. Il manque en Italie, comme du reste dans tous les pays catholiques, des instituts où l'on donne une instruction supérieure aux filles des hautes classes. C'est une grave lacune qu'on s'efforce de combler. Les parents riches, qui ne veulent pas du couvent, prennent des gouvernantes. Vous connaissez Mlle Alfieri et son amie Mlle Mariani. Elles parlent et écrivent le français, l'anglais et l'allemand aussi bien que l'italien. Elles se tiennent au courant des quatre littératures et s'intéressent,

comme vous l'avez vu, à toutes les questions de notre temps. Voilà le type de ce que nous désirons que nos filles soient aujourd'hui; mais, en attendant, beaucoup d'Italiens épousent des étrangères, des Anglaises surtout. C'est ce que j'ai fait moi-même. Guerrieri a épousé une Allemande. La mère du prince Doria et celle du duc Sforza-Cesarini sont Anglaises. Le duc de Sermoneta et son fils, le prince Teano, ont tous deux épousé des Anglaises.

« La révolution a également exercé une influence favorable sur les hommes. Ils s'occupent beaucoup plus de choses utiles. Il y a un véritable réveil économique et scientifique, mais notre jeunesse dorée subit plus qu'autrefois l'influence de certains côtés fâcheux des mœurs parisiennes. La femme du demi-monde, l'entretenue, qui n'existait guère en Italie, s'y multiplie dans toutes les grandes villes. On ne veut plus s'imposer les petits soins au prix desquels s'obtenaient les faveurs autrefois. On préfère payer. »

Le Dr Pantaleoni voit l'avenir des sociétés européennes très en noir. Il ne se réjouit qu'à moitié de ce progrès économique dont nous sommes si fiers [1]. Je

[1] Voici en quels termes le Dr Pantaleoni accuse réception de mon discours sur les *Rapports de l'économie politique et de la démocratie*. — Le ton est humoristique, mais l'idée est sérieuse.

« J'ai lu avec grand intérêt votre discours; mais me permettez-vous quelques remarques?

suis plus confiant que lui dans le résultat définitif, mais je pense aussi que nous passerons par de redoutables épreuves.

— Nous voyons souvent les Alfieri-Cavour. Quelle belle alliance de noms : le plus grand poète et le plus grand homme d'État de l'Italie moderne. La marquise est la nièce de Cavour dont elle était très aimée. Elle

« J'en ai trois à vous présenter.

« 1° L'histoire démontre que les sociétés où les conditions s'égalisent et où triomphe la démocratie sont toujours conquises par les nations plus autoritaires où la force brutale est concentrée. La monarchie mange toujours les républiques, et votre société démocratique des travailleurs finira par travailler pour l'étranger.

« 2° Il y a des races, comme les coolies et les nègres, qui peuvent fournir plus de travail avec moins de frais de nourriture. La conséquence de la terrible loi de la concurrence est que les travailleurs à bon marché ou de race inférieure mangeront les travailleurs de race supérieure, à moins que ces derniers ne se décident à égorger les premiers pour empêcher la concurrence; ce qu'ils paraissent, en effet, en bonne disposition de faire.

« 3° Mais il y a la machine automatique à l'américaine, qui mange encore moins que les races inférieures d'hommes, et ainsi la machine tuera la main-d'œuvre, sauf pour la fabrication de la machine elle-même, si pourtant celle-ci n'arrive pas à se reproduire d'elle-même comme la pomme de terre.

« Voilà, me paraît-il, où les lois des forces naturelles nous amèneront... Comment l'empêcher? Les décrets des hommes empêchent-ils les eaux des torrents d'envahir les terres?

« Voyons, sans plaisanterie, croyez-vous qu'il n'y ait rien de vrai dans mes sombres prévisions ?

« Tout à vous,

« Dr Pantaleoni. »

a vécu dans son intimité et elle a écrit un livre touchant sur la fin de sa vie. Elle est une des femmes les plus distinguées de l'Italie. Nous l'avons rencontrée il y a deux ans à Saint-Maurice, en Engadine, avec sa fille aînée qui épousait bientôt après Visconti-Venosta. Visconti était venu les voir là-bas et on m'a dit que c'est alors que le mariage s'est décidé. Nous causâmes beaucoup avec Mme Alfieri de l'Italie. Elle ne croyait pas que le cléricalisme devînt jamais un danger sérieux. Le comte d'Arnim, l'ennemi intime de Bismarck, qui venait souvent se joindre à notre groupe après le dîner, n'était point du tout de cet avis, et il connaissait bien l'Italie, où il avait représenté l'Allemagne. — La formule de votre oncle, disait-il à Mme Alfieri, est très belle et rien ne paraît plus simple que de l'appliquer : *Chiesa libera nello Stato libero*. Mais, au fond, c'est une duperie. Voici comment je la traduis : *Chiesa armata nello Stato disarmato*. Tout pays catholique qui ne se défend pas contre l'ultramontanisme, se réveillera un jour plus enchaîné qu'il ne l'a jamais été au moyen âge. — « J'étais à Rome, me dit-il un autre jour, au moment de la proclamation du dogme de l'infaillibilité. J'écrivis alors à M. de Bismarck : Nous ne pouvons accepter cela. Il faut en profiter pour demander des garanties à l'élection des papes. Quoi que nous puissions dire et croire, le pape, surtout depuis qu'il n'a

plus de territoire à lui, est une puissance formidable. Il dirige les évêques et les curés, et par eux toute la conduite politique des catholiques, même dans nos pays protestants, en Angleterre et en Prusse. Il faut donc compter avec lui. — M. de Bismarck a entamé la lutte; mais il ne vaincra pas le pape aussi facilement que l'Autriche ou Napoléon III. Quand il était souverain, on pouvait le faire plier. Au besoin, on lui aurait envoyé quelques frégates et occupé Ancône ou Civita-Vecchia. Mais aujourd'hui, que voulez-vous lui faire? Où le saisir? Depuis qu'il n'a plus d'États, il est devenu invulnérable. Les catholiques sont aveugles en cela : ils protestent contre ce qui fait la force de leur pontife. Maintenant qu'il n'a plus que son autorité morale, qui est immense, il n'a plus à consulter que l'intérêt de l'Église. C'est donc au moment où on le nomme qu'il faut prendre ses précautions. Certains États, la France, l'Espagne, l'Autriche, avaient un droit de récusation. Ce droit devrait appartenir à toutes les grandes puissances. N'est-il pas absurde qu'une majorité de prélats italiens nomme le pape, qui à sa guise peut jeter le trouble et la révolution dans nos États? Quand j'ai dit cela, on n'a pas voulu me comprendre. — Affaire de dogme, m'a-t-on répondu, nous n'avons rien à y voir. — Non, ai-je répliqué, question de salut public. Voilà ce que j'ai écrit et récrit en 1870. Qui a eu raison? »

M. d'Arnim parlait avec feu et conviction. Il démontrait à l'évidence qu'il est insensé qu'une poignée de prêtres italiens nomment celui qui dispose d'une puissance politique cosmopolite et incalculable. Mais il ne parvenait pas à indiquer une solution pratique de la difficulté. Comment faire élire un pape par un congrès de grandes puissances dont la majorité n'est pas catholique? L'Église n'accepterait pas un chef nommé ainsi.

Le seul remède est évidemment que le progrès des lumières, qui a déjà fait cesser le pouvoir temporel, mette aussi fin au pouvoir spirituel.

Mme Alfieri, fidèle aux idées libérales, défendait la solution de Cavour : la liberté et la séparation de l'Église et de l'État. Les catholiques libéraux sont encore très nombreux en Italie. Ainsi le marquis Alfieri est sincèrement religieux et même pratiquant, ce qui est rare, et pourtant il est entièrement dévoué à l'unité de l'Italie et à la liberté. D'autres, qui ne croient pas aux dogmes catholiques, espèrent cependant encore une réconciliation de la papauté avec cette civilisation moderne qu'elle n'a pas cessé d'anathématiser. Je citerai comme exemple Minghetti. C'est la situation de la Belgique de 1830 à 1840 et de la France jusqu'en 1872. En Italie, le pape, parlant *urbi et orbi,* maudit les idées modernes, mais en pratique, le clergé n'étant pas encore descendu dans

l'arène électorale, on ne le rencontre pas chaque jour comme un adversaire, et on peut se faire l'illusion d'espérer une entente.

La marquise Alfieri me cite quelques mots qui prouvent que Pie IX était un homme d'esprit. Sous l'extatique survivait l'Italien plein de finesse et de bon sens. On sait que le culte qu'on lui portait était devenu de l'idolâtrie. Les dévots s'imaginaient qu'il suffisait du contact d'un objet qui avait touché le pape pour apaiser toutes les douleurs et guérir tous les maux; on vendait ses vieilles calottes, jusqu'à son linge intime. Une vieille Anglaise avait acheté à prix d'or un de ses vieux bas et en l'appliquant sur ses rhumatismes, elle s'en était trouvée instantanément guérie. A une audience que lui accorda le pape, elle lui raconta le miracle opéré par son bas : Ah ! ma fille, lui dit Pie IX, vous êtes plus heureuse que moi, vous n'en avez appliqué qu'un, moi j'en porte tous les jours deux, et pourtant mes rhumatismes continuent à me faire souffrir cruellement.

Au moment où Garibaldi se rendit la première fois à Rome, tandis que Victor-Emmanuel se trouvait au Quirinal, Pie IX dit : « *Adesso siamo tre!* A présent, nous sommes trois souverains à Rome. »

Massari me raconte une autre anecdote du même goût. En 1870, quand l'armée italienne se préparait à occuper Rome, Victor-Emmanuel fit prévenir le

pape de la nécessité où il se trouvait de compléter l'unité italienne et de réaliser le programme populaire, *Roma capitale.* Le pape s'indigna comme de raison et parla des foudres de l'Église : Remarquez, lui fit objecter le roi, que si je ne vais pas à Rome, je dois abdiquer. Or, vous n'ignorez pas que mon fils n'est pas tout à fait aussi pieux que moi. — Le pape poussa, dit-on, un soupir : Si cela doit être, plutôt le père que le fils.

Autre anecdote qui prouve l'esprit d'à-propos de Victor-Emmanuel. On sait qu'en 1870 il était convaincu que son devoir l'obligeait de marcher au secours de la France. L'Allemagne ne l'avait pas ignoré. Quand, après cela, il alla faire visite à Berlin, sa position était difficile. Il prit les devants. Assis à table à côté de l'empereur Guillaume, il lui dit : Et penser que nous avons failli nous faire la guerre ! L'empereur fut vivement touché de cette franchise de soldat qui valait mieux que toutes les habiletés.

— Massari a publié un livre excellent sur la vie de Cavour et un autre qui ne lui est pas inférieur sur Victor-Emmanuel. Il est extrêmement recherché dans la société romaine. Il est du cercle intime de la reine Marguerite qui réunit presque tous les soirs un petit nombre de gens d'esprit, et Massari en a infiniment. Nul de connaît mieux les hommes et les choses de l'Italie contemporaine et nul ne raconte

avec plus de trait et de précision. Je le rencontre assez souvent en dîner et au *Circolo della Caccia,* où lui et le prince Doria ont eu l'obligeance de m'inscrire. Ce club est formé principalement d'amateurs du sport, mais en même temps que les fidèles de la chasse au renard, on y rencontre des savants et des écrivains, ce qu'on ne trouverait guère ailleurs dans un cercle de ce genre. Le goût des lettres existe ainsi partout en Italie. Une autre chose me frappe dans ce cercle, c'est le mobilier. Il est très simple, mais d'un confortable parfait. Il est fait sur des modèles anglais. D'après l'ancien goût italien, il eût été en bois doré et en brocard de soie, comme dans les ministères. L'apparat cède le pas aux aisances de la vie : c'est toute une révolution dans les mœurs qui s'annonce.

— Soirée chez les Guerrieri-Gonzaga, tous deux écrivains distingués, mais d'opinion différente, quoique habitant ensemble. Le marquis Anselmo, l'aîné, a traduit Gœthe en vers italiens; c'est un vrai poète et un charmant orateur; il est de la droite libérale. Carlo est de la gauche avancée. Il prêche la réforme protestante. Les deux frères ont soutenu dans leur terre du Mantouan, contre les anathèmes de l'évêque, les curés qui se sont laissé élire par leurs paroissiens. J'entrevois à cette soirée Bertani, député de Gênes, le chef des républicains à la Chambre; mais il est souffrant et se retire de bonne heure, c'est-à-dire

vers onze heures. Comme on dîne à sept heures ou même plus tard, on n'arrive en soirée qu'après dix heures et jusqu'à minuit.

Nous causons longuement, ma femme et moi, avec le philosophe Raffaele Mariano. Ce nom de philosophe est employé ici et il n'est pas ridicule, car il se trouve encore des personnes qui ont assez le goût des idées abstraites et le culte de la vérité pour mériter ce beau titre. Mariano s'occupe beaucoup de la question religieuse. Comme Carlo Guerrieri, il croit à la nécessité d'une réforme spiritualiste si on veut sauver la liberté. — « Nulle part, me dit-il, il n'y a moins de foi qu'en Italie. Le catholicisme n'est pas la religion, mais l'irréligion des Italiens. Ailleurs, il est maintenant de bon ton d'être ou de paraître croyant. On se donne ainsi un vernis de conservatisme et d'aristocratie. Ici c'est encore comme au XVIIIe siècle : on se pique d'être incrédule. L'homme aisé qui pratique n'est pas loin du ridicule. On se moque de la question religieuse ou plutôt on n'y croit pas. Et pourtant elle se dresse devant nous. Le parti clérical se constitue et déjà ses forces s'accroissent rapidement. Beaucoup de prêtres étant bons patriotes sont ou indifférents ou favorablement disposés pour l'unité italienne. Mais, attaqués sans cesse, ils songeront à se défendre. L'esprit de corps, l'ambition s'éveilleront. On a supprimé les facultés de théologie dans les universités. Il

s'ensuit que les jeunes lévites n'étant plus mêlés aux autres étudiants ne prennent plus rien de leurs idées. Élevés dans les séminaires, ils y deviennent hostiles à la vie civile à laquelle ils restent étrangers.

« De tous côtés, à Rome, à Naples, à Gênes et jusque dans les petites villes il se forme des associations électorales cléricales. Elles ont déjà remporté des succès dans les élections provinciales et communales, les seules auxquelles le pape leur permet de prendre part. Elles ne se composent encore que de « noirs » purs, c'est-à-dire de « papalins » fanatiques. Mais si la question de la restauration papale était écartée, si le parti clérical devenait uniquement un parti conservateur, vous verriez notre droite actuelle se décomposer. La majorité de ce parti irait grossir les rangs des cléricaux. La plus grande partie de l'aristocratie est libérale, comme elle l'était partout au XVIIIe siècle. Elle deviendra cléricale, comme vous le voyez en France aujourd'hui. »

— « C'est exactement ce qui s'est passé en Belgique, lui répondis-je. Un grand nombre de nos familles patriciennes étaient libérales. Les unes étaient restées voltairiennes à la façon de l'ancien prince de Ligne et comme l'ont été Frédéric II, Joseph II, Catherine de Russie. D'autres étaient orangistes, et comme le roi de Hollande était tombé en luttant contre le clergé, elles étaient anticléricales. A l'inverse de ce qui

existait en France, chez nous, les partisans de la royauté légitime étaient libéraux, parce que nos souverains, Joseph et Guillaume, l'avaient été. Les cléricaux étaient les révolutionnaires. En Italie vous avez une situation semblable. Les amis de la maison de Savoie ne peuvent être cléricaux, puisque le pape veut chasser le roi de sa capitale. Mais, en Italie, la même évolution se fera qu'en Belgique. Aujourd'hui les descendants des anciennes familles royalistes, jadis joséphistes ou orangistes, se groupent autour de l'Église, qui s'est mise à la tête de la réaction. Il y a là un mouvement qui se fera partout. A mesure que les revendications des classes inférieures deviendront plus violentes, les classes supérieures chercheront un refuge auprès de l'autel, qui leur paraît le fondement solide du principe conservateur. »

De tout ce que j'entends, je conclus qu'ici le catholicisme est plutôt délaissé que combattu.

M. Mariano a publié sur la question dont il nous entretient un très bon livre, qui vient d'être traduit en allemand, *Cristianesimo, cattolicismo e civiltà*. Il y montre que le catholicisme est tout l'opposé du christianisme et il demande comment l'Italie pourra vivre et se développer si elle reste fidèle à un culte qui est hostile à son existence même.

« Sous ce rapport, lui dis-je, la situation est différente en Belgique, car notre existence nationale date

de la révolution de 1830, qui est l'œuvre du clergé. Mais, du reste, les mêmes difficultés nous assiègent, nous, comme vous et la France. Ainsi, pour l'enseignement, quel problème sans solution ! Bannissez-vous la religion des écoles, vous rencontrez les résistances des familles, et si vous l'y laissez, vous avez l'ennemi dans la place. »

Mariano a publié un grand nombre d'ouvrages qui ont eu un légitime succès, entre autres : *La philosophie contemporaine en Italie;* chez Germer-Baillière. — *Lassalle e il suo Eraclito ; Il problemo religioso in Italia. — L'individuo e lo stato nel rapporto economico e sociale.*

— L'Italie, eu égard à sa situation financière, fait plus pour l'enseignement supérieur qu'aucun autre pays.

Il y a en Italie vingt et une universités, dont dix-sept dépendent du gouvernement, et huit sont de premier ordre. Les quatre universités libres, quoique soumises au règlement des autres, sont entretenues par leurs provinces : Camerino, Ferrare, Pérouse et Urbin.

Les grandes universités ont quatre Facultés : droit, médecine, sciences, lettres. La théologie a été supprimée. Le traitement ordinaire des professeurs est de 5,000 francs.

Voici le tableau, par ordre d'importance, des huit universités de premier ordre :

	Professeurs ordinaires.	Professeurs extraordinaires.
Naples.	48	25
Turin	31	25
Padoue	33	21
Pavie	28	14
Rome	40	24
Pise	39	16
Bologne	45	10
Palerme	32	9

L'Institut supérieur de Florence, qui n'est pas même une université, coûte plus de 500,000 francs à l'État et à la ville.

Sans compter Naples, où il n'y avait pas d'inscriptions autrefois, le nombre des étudiants a été de 6,818 en 1868 et 6,446 en 1875. Il a donc diminué. Cela provient de l'accroissement de l'activité économique qui attire un plus grand nombre de jeunes gens. Ce n'est donc pas là un mauvais symptôme.

La Faculté de philosophie compte partout peu d'élèves : en 1874, 178 pour toute l'Italie, non compris Naples. C'est qu'elle n'est pas une préparation nécessaire au droit, mais seulement à la carrière du professorat. Mon savant collègue M. de Cuyper vient

de publier un volume très instructif sur tout ce qui concerne les universités italiennes.

M. Pignetti, directeur général de l'instruction primaire à Rome, me fait visiter les écoles. Elles sont toutes établies dans d'anciens couvents. Je suis frappé, ici comme dans le nord de l'Italie, de la propreté et de la bonne tenue des enfants. Les familles aisées ne refusent pas d'envoyer leurs enfants aux écoles gratuites. Cependant on a établi quelques écoles payantes. Chose excellente, à la fin de chaque année on fait passer un examen, à la suite duquel on donne un certificat d'étude qui indique les points obtenus dans chaque branche.

Pour mettre en vigueur la nouvelle loi concernant l'instruction obligatoire, le syndic a publié un manifeste qui a été répandu dans toutes les familles et des efforts persévérants sont faits pour vaincre toutes les résistances. On espère aboutir, sans devoir recourir aux pénalités

On compte en ce moment (1878) environ 22,000 enfants inscrits dans les écoles municipales et 8,000 dans les écoles du clergé, ce qui fait 30,000 pour une population d'environ 300,000 âmes. Ce n'est pas encore assez. Mais quel immense progrès depuis que Rome a été enlevée au pape! La dépense s'élève à 1,300,000 francs dont 700,000 pour le personnel.

L'enseignement de la religion est donné une fois

par semaine, avant l'heure de la classe, par l'instituteur ou l'institutrice, et eux seuls interrogent sur cette matière aux examens de promotion, à la fin de l'année. Le régime légal en Italie concernant ce point délicat n'est pas très clair. La loi du 15 juillet 1877 sur l'enseignement primaire a inscrit dans le programme la morale et non la religion. Toute liberté semblait donc laissée aux communes, mais un ordre du jour interprétatif, voté par la Chambre, a décidé « que l'enseignement religieux serait facultatif et donné seulement à la demande des parents aux heures et jours affectés à cet effet ». On en a conclu que quand les parents réclament l'enseignement religieux, il doit être donné, mais en dehors des heures de classe, et comme il se trouve partout des parents qui en font la demande, l'instruction religieuse se donne, mais elle est confiée partout à des laïques.

A Rome on appliquait l'article 374 de la loi organique du 13 novembre 1855 qui porte : « Les élèves des écoles publiques élémentaires dont les parents ont déclaré qu'ils s'occuperaient eux-mêmes de l'instruction religieuse sont dispensés de suivre les leçons de religion. » Le conseil municipal a décidé que pour inscrire les enfants il fallait une demande ; mais en réalité on suppose la demande faite, et on exempte seulement ceux pour qui on le réclame. En pratique, c'est donc le régime de la loi belge de 1879. Le clergé

en Italie n'ose pas attaquer ouvertement; mais je lis ceci dans le rapport annuel sur l'état de l'instruction à Rome : « Les ennemis des écoles municipales vont dans les quartiers pauvres répandant le bruit que toute instruction en est bannie et, soit par ignorance, soit par méchanceté, ils provoquent des pétitions contre un état de choses qui n'existe pas. » Le pape ne s'est élevé que contre les écoles protestantes qui se sont ouvertes jusqu'à l'ombre du Vatican. Il semble fermer les yeux sur les écoles laïques, qu'il condamne cependant absolument.

— Ce qui montre combien l'Italie a contribué à la culture de nos esprits, c'est qu'on rencontre à chaque instant des personnes dont les noms rappellent des souvenirs de poésie ou d'histoire. Ainsi je viens de passer la soirée, en petit comité, avec le prince Borromée qui me faisait aussitôt penser aux îles enchantées du lac Majeur, à la statue colossale d'Arona et à la cathédrale de Milan, avec le jeune comte Malatesta, de la famille des anciens seigneurs de Rimini, à laquelle appartenait la Francesca de Rimini chantée par Dante, et avec deux marquis Guiccioli, qui évoquaient à mes yeux l'image de Byron à Venise. Par ses peintres, par ses sculpteurs, par ses architectes, par ses historiens, par ses poètes, l'Italie se mêle ainsi intimement à la vie intellectuelle de tout homme civilisé. Töpfer raconte qu'en

visitant l'Isola bella il a vu le jeune héritier des Borromée errer tristement dans les grandes salles désertes du palais. En le retrouvant aujourd'hui, mûri par les années, mais toujours d'aspect grave et triste, le récit de Töpfer, que je n'avais pas relu depuis trente ans, me revenait à l'esprit.

Vous rappelez-vous les beaux vers de Musset, dans sa lettre à Lamartine :

Lorsque le grand Byron allait quitter Ravenne,
Et chercher sur les mers quelque plage lointaine,
Où finir en héros son immortel ennui ;
Comme il était assis aux pieds de sa maîtresse,
Pâle et déjà tourné du côté de la Grèce,
Celle qu'il appelait alors sa Guiccioli
Ouvrit un soir un livre où l'on parlait de lui.

Les Guiccioli actuels ne sont pas les fils de la Guiccioli de Byron. Celle-ci a épousé le marquis de Boissy, ce pair de France anglophobe, si connu, sous Louis-Philippe, par l'intempérance de ses harangues.

VIII

Rome, fin de décembre.

Nous consacrons une journée à visiter Ostie et Castel-Fusano. M. Letellier, directeur des tramways de Rome, nous accompagne. Journée de scirocco. Quoique nous soyons à la fin de décembre, il fait tiède comme au mois de mai. Une brume légère tamise les rayons du soleil et jette sur le paysage un voile bleuâtre. La route suit constamment le Tibre. On passe à côté de Saint-Paul hors les murs. La basilique est splendide à l'intérieur, mais extérieurement elle n'a aucun caractère : c'est un grand mur percé de fenêtres. L'entrée principale, du côté de la cour, n'est pas achevée. On y place d'immenses colonnes de granit monolithes. Elles sont magnifiques, mais elles n'y feront aucun effet et elles doivent coûter énormément. C'est de l'argent très mal employé.

Plus loin, on traverse la campagne romaine. De ce côté, elle est ondulée en mamelons arrondis. En hiver, elle est verte comme une prairie de Hollande, et de nombreux troupeaux de bœufs y paissent. Dans un de ces pâturages, aux bords de la route, gît le

corps d'un cheval mort. Il a été écorché, et un vautour en arrache des lambeaux. Tout autour, nulle trace de l'homme. Dans cette solitude, le Tibre roule ses eaux limoneuses. L'aspect est tragique. D'où vient qu'on ne tire parti ni de la chair ni des os? Plus loin, une autre carcasse est presque réduite à l'état de squelette.

A mi-chemin, de quelques maisons délabrées, sales, et en ruines, sortent des femmes et des enfants. Les enfants mendient : ils ont la peau jaune, les yeux brillants et cerclés de noir, le ventre ballonné. La fièvre les dévore. Parmi les femmes, les jeunes ont cette beauté maladive de la *malaria* d'Hébert; les traits sont très fins. Les vieilles sont l'image de la décrépitude. Le visage n'est qu'un amas de rides. Quel fond de distinction et de finesse la race doit avoir pour conserver sa beauté malgré la maladie constante! Le sort de ces familles est affreux: Comment s'y résignent-elles? Le monde est si grand, et au delà des mers, dans de riants climats, tant de terres fertiles n'attendent que des bras pour enrichir ceux qui voudront s'y fixer!

En approchant de la mer, la *macchia* commence; ce sont des bois entrecoupés de marais et d'étangs, un taillis d'aulnes et de saules entremêlés de vieux chênes rabougris. L'eau de ces mares est claire et parfois courante; on s'étonne qu'elle émette des

miasmes paludéens. Il en est de même dans les marais Pontins. L'eau des canaux et des fossés y est aussi vive et transparente. Le *delta* du Tibre s'étale à notre droite; c'est une plaine verte et noyée à perte de vue. Dans le lointain, au-dessus de la brume bleuâtre, se montre le clocher de Fiumicino.

Partis à neuf heures, nous sommes à Ostie vers midi. Point d'autre habitation qu'une vieille tour du moyen âge à mâchicoulis, noire et morne, dans ce paysage mélancolique. Nous allons à pied voir les ruines de l'Ostie antique. Pour les déblayer, il a fallu enlever le limon, et la récente crue du Tibre y a de nouveau apporté une couche épaisse de boue. Le fleuve creuse la rive et engloutit les maisons et les murs de l'ancien quartier du port. Rien ne s'élève au-dessus du niveau du sol, sauf les ruines d'un temple dont il ne reste que les substructions. Tout cela n'est pas comparable à Pompéi, mais le paysage a un grand aspect. La mer est à quatre kilomètres plus loin. Depuis dix-huit cents ans, les dépôts du fleuve, en comblant la baie, l'ont fait reculer à cette distance.

Une demi-heure de voiture nous transporte à Castel-Fusano. C'est une ferme et un pavillon de chasse qui appartiennent au prince Chigi. La pineta est merveilleuse. D'immenses pins parasols forment, à cinquante pieds au-dessus du sol, un plafond de ver-

dure, au-dessus d'un tapis de gazon ras et serré. Les fûts nus des arbres gigantesques ressemblent à des colonnades de portiques. La forêt a des formes architecturales. Au delà de la pineta commence le maquis. Il est presque entièrement composé d'arbousiers. Leur fruit mûr, en ce moment, est rouge et grenu comme une fraise, et à côté, les petites fleurs blanches se détachent sur les feuilles fines et persistantes comme celles du myrte. L'aspect est charmant.

Nous nous dirigeons vers la mer dont on entend la voix profonde. Pour y arriver, il faut franchir une dune basse où poussent encore des tamaris rampants et tourmentés par le vent. La mer est calme et d'un vert d'aigue-marine. Cependant la houle pousse ses brisants sur le sable qu'ils couvrent de leur écume. Sur toute cette côte nulle habitation jusqu'à Porto d'Anzio. Entre la plaine du bassin de Rome et la ligne des dunes s'étend une lisière de bois et de maquis où abondent les sangliers et les bécasses.

Le sanglier à l'aigre-doux, *cignale all' agro dolce*, avec des graines de pin dans la sauce, est un plat exquis. Je ne sais pourquoi la chair des sangliers, souvent coriace et presque rance chez nous, est ici succulente et tendre. Est-ce parce que le gland du chêne vert constitue une nourriture plus douce?

A ceux qui aiment à voir un paysage et une végétation très différents des nôtres et d'un beau carac-

tère, je conseille une promenade dans la forêt de Castel-Fusano, mais à l'époque où la malaria ne sévit pas. On est ici dans son foyer même.

Au retour, M. Letellier me parle des ouvriers italiens. Il en emploie beaucoup en ce moment pour construire le tramway de Tivoli. Ces ouvriers viennent des Abruzzes. Ils vivent de rien et travaillent bien. Ils sont intelligents et dociles. Ils ne se nourrissent que de pain et ne boivent que de l'eau. Ils gagnent de 1 franc à 1 fr. 50 c. par jour. Ils veulent travailler même les dimanches et les jours de fête, afin d'avoir de quoi manger. Ils vivent littéralement au jour le jour. Ils demandent à être payés tous les soirs, afin de pouvoir acheter leur pain le lendemain. Ils sont vêtus de haillons et couchent, à cinquante, dans de grands abris en paille. C'est le comble du dénuement.

Le climat est doux, le soleil du Midi active la végétation, la terre d'Italie est fertile, et ces hommes ne se refusent pas au plus dur travail. D'où vient une pareille misère?

— Le lendemain, dîner chez Visconti-Venosta. Nous y rencontrons les députés Berti et Bonghi et le sénateur Alfieri, beau-père de Visconti. Bonghi est un des hommes éminents de la droite. Quoique né à Naples, il est blanc et blond comme un Hollandais. Il a une érudition universelle. J'ai fait sa connais-

sance en Egypte, à l'époque de l'ouverture du canal de Suez, sur le bateau que le Khédive avait mis à la disposition de ses invités pour remonter le Nil. Son Hérodote à la main, il nous faisait l'histoire des monuments, en contrôlant les assertions des auteurs grecs par les hiéroglyphes. Il a étudié le sanscrit pour remonter aux racines des langues modernes qu'il lit et qu'il parle couramment; il connaît à fond l'histoire de la philosophie, les sciences politiques, l'archéologie et les littératures anciennes, qu'il a enseignées. Son activité intellectuelle est prodigieuse. Il est le rédacteur en chef du journal *La Perseveranza*, et le collaborateur le plus fécond de la *Nuova Antologia*, dont il rédige la chronique politique. Professeur à l'université de Rome, il est très assidu à la Chambre, où il parle dans toutes les questions principales. Il court sans cesse, du midi au nord de la Péninsule, pour prononcer des discours, présider des réunions littéraires ou électorales, organiser le parti modéré et réveiller l'ardeur de ses alliés. Chaque jour il dîne en ville et passe ses soirées dans les salons, où les princesses se disputent la faveur de ses entretiens. Toujours gai et souvent goguenard, il raconte une anecdote mieux que personne. Ses discours à la Chambre font bondir ses adversaires. Au ministère de l'instruction publique, nul n'a montré plus de compétence et d'application au travail. A tous les

degrés, il a introduit des réformes et des améliorations. Cependant, quelle que soit son influence à la Chambre, il n'est plus nommé par ses anciens électeurs. Le midi, où il est né, est tout entier acquis à la gauche. Il est aujourd'hui élu par un collège de la Vénétie, mais il se trouvera toujours quelque localité qui sera fière d'être représentée par un orateur aussi éminent.

Pendant le dîner il nous explique ce qu'est la Camorra à Naples; c'est tout simplement l'art d'arriver à ses fins par l'intimidation ou, pour mieux dire, l'organisation de l'intimidation et l'exploitation de la lâcheté humaine. Vous trouvez des camorristes partout, depuis les ruelles de Santa-Lucia jusque parfois dans les plus hautes positions administratives et politiques. L'intimidation se produit par la menace tantôt d'un coup de couteau, tantôt d'une dénonciation, tantôt d'une persécution prenant les formes les plus diverses. A Naples, vous montez en voiture; le camorriste est là qui prélève un sou sur le cocher. Celui-ci n'ose refuser, de crainte que la camorra ne l'atteigne, en lui faisant perdre ses pratiques ou en occasionnant quelque avarie à son cheval ou à la voiture. Dans chaque rue il se trouve des camorristes qui prélèvent la taxe de la peur sur les détaillants.

Dans les hautes sphères de la politique, la camorra

s'exerce par les influences. Si vous lui résistez, elle vous perd. Si vous vous mettez à son service, elle vous pousse au but que vous poursuivez. C'est de la camaraderie, mais violente et sans scrupule, qui ne recule devant aucun moyen. Un grand seigneur, syndic d'une ville du Midi, mais complètement ruiné par le jeu, trouve le moyen de bien vivre sans aucun revenu. Chaque jour il va faire un bon dîner dans le premier restaurant de l'endroit, et jamais on n'ose lui présenter l'addition. En échange, quand il se donne un banquet officiel, il le fait obtenir à ce restaurateur et il ne chicane pas sur les prix. On raconte des traits inouïs de ce personnage, qui est encore député et très influent, très redouté. Un banquet doit être offert à Leurs Majestés qui visitent sa ville; sous prétexte de goûter les vins, il se refait sa provision et des meilleurs. Il se met à la tête d'une souscription pour les pauvres honteux : on n'entend plus parler du produit de la collecte. Il avait trouvé que le plus besogneux, c'était lui-même. On raconte ces traits et bien d'autres. Néanmoins le voilà à la Chambre, se rengorgeant, la poitrine bombée, la tête haute, l'air protecteur, craint, flatté, salué. Dans sa ville, c'est une puissance. Il menace de sa popularité le syndic qui l'a remplacé. Il a une énorme clientèle qui lui obéit. Il fera une émeute quand il voudra. On trouve en tout pays des gens de cette espèce, mais ils ne devraient pas tenir le haut du pavé.

Je cause avec le député Berti de l'avenir des partis en Italie. Comme je l'ai déjà dit, historien, homme d'État, orateur, ancien ministre, Berti est un des membres considérables de la droite. D'après lui, l'échec de son parti tient principalement à deux causes. D'abord, aux nouveaux impôts établis par Sella et Minghetti. Sans doute, dit-il, ils ont bien fait, car ainsi ils ont sauvé l'honneur et le crédit du pays. Tout bon patriote leur doit de la reconnaissance, mais le peuple ne pardonne pas d'ordinaire à qui lui saigne la bourse. Il se venge par le vote. En second lieu, la droite ressemble un peu à l'ancien parti doctrinaire français. Elle est plus libérale, mais elle a des principes arrêtés, des idées réfléchies, une sorte de raideur génevoise jointe à une certaine tenue à l'anglaise, des connaissances et de l'instruction, ce qui gêne ceux qui en ont moins. Sans être faits pour s'asseoir avec Guizot sur « le canapé de la doctrine », la tournure de son esprit n'est pas de nature à plaire au grand nombre, ni surtout aux gens du Midi.

Berti craint que son parti ne soit menacé dans l'avenir d'être écrasé entre le radicalisme et le cléricalisme. Le libéralisme conservateur est un juste milieu qui sera entamé à droite et à gauche par les deux extrêmes. La lutte des partis s'aigrissant sans cesse, ne laisse pas de place pour les nuances intermédiaires. Quand il ne restera en présence que le

radicalisme et le cléricalisme, le choc peut conduire à des violences, à des révolutions même. « Je crois l'Italie faite définitivement, dit-il ; nous sommes dans l'ère où les nationalités se constituent, et il n'y en a point de plus marquée que la nationalité italienne. La papauté, même victorieuse, n'aurait nul intérêt à la démembrer, pour refaire un État ecclésiastique qui n'est plus viable. Mieux vaut dominer l'Italie unifiée que végéter dans une de ses provinces. Ce que je redoute plutôt, c'est une alternative de révolutions et de réactions, de despotisme et d'anarchie. Dieu nous préserve du sort du Mexique ! Heureusement nous en sommes loin, et ceci n'est qu'un cauchemar qu'évoque parfois une mauvaise nuit. »

Parmi les convives se trouve aussi Ernesto Masi un des bons écrivains de l'Italie. Il écrit beaucoup, dans la *Nuova Antologia* et dans la *Rassegna Settimanale*. Il a publié des études très remarquées sur Savonarole, sur le poète Giusti, trop peu connu à l'étranger, et sur Burlamacchi. Il s'est beaucoup occupé de l'instruction publique en Italie et lui a rendu de grands services.

Notre hôte Visconti-Venosta est certes le meilleur ministre des affaires étrangères qu'ait eu l'Italie. Il connaît à fond son Europe et il ne s'exagère pas le rôle qu'y doit jouer l'Italie. « La constitution de l'unité italienne est, dit-il, un grand avantage pour notre

continent tout entier. L'Italie divisée et asservie était une cause permanente de troubles et de discordes. Elle n'était qu'un foyer de révolution et un champ ouvert aux luttes d'influences et de conquêtes des voisins. Que de fois leurs armées s'y sont livré bataille! L'Italie unifiée sert de barrière et de tampon. Son intérêt suprême, évident, est la paix. Elle appuiera donc toujours les solutions qui peuvent en garantir la durée. On a prétendu que nous avions des vues sur l'Orient, que nous voulions prendre pied en Albanie. Rêve de cerveau brûlé! conquête insensée dont la géographie et l'ethnographie ne permettraient jamais l'assimilation et que nous perdrions tôt ou tard; en attendant, cause de dépenses et de faiblesse. Comme riverains de l'Adriatique, nous avons certes un intérêt dans la question, mais un seul — et il est aussi celui de l'Europe — c'est que la péninsule des Balkans ne tombe pas tout entière aux mains d'un puissant empire, dont le voisinage serait pour nous, dans certaines éventualités, un danger et en tout temps une source d'inquiétudes. Nous devons désirer évidemment le progrès économique de tous les pays transdanubiens, car ils constitueraient un marché pour les produits italiens. Mais le panslavisme ou ce qui y mène ne peut nous agréer. »

Visconti-Venosta n'a rien d'un Italien; il a tout à fait l'aspect d'un Écossais de grande race. La peau

très blanche, les cheveux et la barbe d'un blond ardent, le nez fin, les yeux bleus; très froid, très réservé, très silencieux; ne parlant jamais que quand il y est forcé; à la Chambre, exprimant, en un langage élégant, des idées très-précises et très claires; estimé, respecté par tous. Très grand air; une mise d'une correction parfaite. Type de diplomate de haute distinction. La question sociale le préoccupe.

« Cette après-midi, nous dit-il, je faisais une promenade dans la campagne romaine. Un ouvrier travaillait au chemin; je lui demandai ce qu'il gagnait; il me répondit un franc; ce qu'il mangeait : du pain arrosé d'eau claire. Cela est dur. Depuis Rome jusqu'en Sicile, voilà donc à peu près ce qu'obtient un manœuvre. Ce n'est pas assez, même avec notre beau climat. Que de souffrances représente un salaire aussi insuffisant! Tous les partis devraient s'unir pour porter remède à cette situation. Il est vrai que le problème est bien compliqué. Les réformes économiques sont autrement difficiles que les réformes politiques. »

Je cite ce fragment de conversation pour montrer que, comme je l'ai déjà dit, tous les hommes considérables en Italie s'inquiètent de la question sociale. Contraste assez curieux : les Français, les Allemands et les Espagnols ont presque tous une pointe de chauvinisme; ils vantent tout ce qui tient à leur pays.

Les Anglais, les Portugais et les Italiens éclairés, au contraire, sont plutôt disposés à voir chez eux tout en noir. Le patriotisme ne les aveugle pas. Ils constatent ce qui leur manque. C'est la source du progrès : *Initium sapientiae.*

Les élections donnent lieu à autant de fraudes qu'en Belgique, mais d'un autre genre. Chez nous, on agit sur les listes, ici au scrutin. Un grand mal c'est que le bureau est élu. Ceux qui arrivent les premiers le constituent, et la répression des fraudes est moins facile. L'autorité est aux mains de la majorité ou des plus habiles. On cite des traits curieux. Parfois on jette dans l'urne un paquet de bulletins, c'est le *blocco*. D'autres fois on en fixe au couvercle avec une colle qui en séchant cesse de les retenir. Ailleurs on fait avancer toutes les horloges, et le scrutin est fermé quand l'autre parti se présente. Ici on retient tous les chevaux pour empêcher les électeurs éloignés d'arriver; là on accapare tous les timbres pour empêcher que les adversaires expédient leurs proclamations. En Belgique, d'excellentes réformes ont été introduites dans le mode de votation. On peut dire que, grâce au système anglais modifié, nous avons vraiment maintenant le secret du vote.

IX

Les Journaux. — A Rome, sur la place Colonna et dans le Corso, de six heures du matin à minuit, la voix aiguë des marchands de journaux crie : L'*Opinione, Fanfulla, Bersagliere, Diritto, Popolo Romano, Capitale, L'Italia.* La plupart de ces feuilles se vendent cinq centimes et tout le monde en achète. La vente au numéro est considérable. Il y a relativement peu d'abonnés. Même dans les cafés, comme le *Café de Rome*, on ne trouve point de journaux. A Milan, à Venise, à Gênes, à Florence, à Naples, la vente des journaux se fait sur la place publique; et même des localités peu importantes ont leur feuille locale. Il n'y a pas de timbre à payer, le papier et la composition ne sont pas chers; la rédaction est souvent gratuite, et le journal est une source de revenus indirects, un instrument d'influence, un moyen de parvenir, parfois une arme de la Camorra.

Plusieurs journaux sont très bien rédigés. L'*Opinione,* le *Perseveranza* et le *Diritto* traitent en articles de fonds très nourris et très sérieux les questions à

l'ordre du jour. La *Gazetta d'Italia*, d'un format gigantesque, donne des extraits de tous les journaux italiens et étrangers. La *Fanfulla* tient à la fois de notre *Gazette-Petrus* et du *Charivari*. Elle touche aux sujets les plus sérieux d'une façon rapide, humoristique ou comique, mais avec un grand bon sens et sans parti pris. Tout est dit en quelques mots; mérite rare et très apprécié, car on est souvent ici long et filandreux. L'italien est presque du français, sauf les désinences plus rapprochées du latin, et cependant le style, la façon d'écrire sont très différents. On commence par de longs préliminaires, on remonte volontiers au déluge; on expose les antécédents d'une question et on se perd dans les développements. Lisez un article d'un journal français : dès les premiers mots, vous savez ce dont il s'agit, et l'opinion de l'écrivain est nettement exprimée. Dans les journaux italiens, l'idée se dégage avec peine et reste flottante; on dirait qu'un certain nuage germanique est venu voiler la précision de la pensée latine. Je remarque le même défaut dans beaucoup de livres et d'articles de revues.

En voici un exemple : Je viens de lire un très curieux ouvrage de Leone Carpi, intitulé l'*Italia vivente*. C'est un tableau des différentes classes sociales de l'Italie contemporaine. L'auteur veut faire connaître la situation, les idées et les tendances de la

noblesse actuelle, et il expose d'abord longuement les origines historiques de l'aristocratie en Italie. Pour nous montrer quelles sont les visées et l'influence du clergé, il remonte aux principes de tous les cultes et il fait une comparaison très étendue entre le christianisme et le mahométisme. Très intéressant, mais *non erat hic locus*. Autre exemple : M. Eugenio Forni a écrit un livre, l'*Internazionale e lo Stato*. Son but est de dire ce qu'est l'Internationale en Italie, mais il commence par un exposé de tous les systèmes de socialisme, et cela prend les trois quarts du volume. Au fait! au fait! est-on toujours tenté de s'écrier. Il en est de même des discours : ils sont ordinairement trop longs, mais la langue italienne est si harmonieuse et on est si charmé par la musique, qu'on attend sans impatience que l'idée arrive.

J'imagine qu'au collège on apprend l'art des amplifications. Il faudrait au contraire inculquer le laconisme. Je donnerais un prix à celui qui serait le plus bref. On devrait étudier Voltaire, ou Léopardi. Léopardi, quel vrai poète et quel ennemi des chevilles et des longueurs!

Le style ici manque de trait. L'esprit, dans le sens de mots fins et piquants, est rare. La manière d'écrire est lâchée. On ne cherche pas à condenser la pensée ni à la revêtir d'une forme saillante ou brillante.

Peu d'effort de composition. On se laisse aller à la facilité naturelle. On écrit comme on parle, — abondamment. On improvise.

Les trois principaux journaux du parti catholique sont *la Civilta cattolica,* organe des jésuites; le plus répandu et le mieux fait; il a plus de 15,000 abonnés, dit-on; l'*Osservatore romano* et la *Voce della Verita,* qui reçoit ses inspirations du Vatican. La polémique de ces feuilles est très modérée, relativement aux nôtres. Elles se tiennent, en général, dans la sphère des principes.

C'est, du reste, un des caractères de la presse italienne de traiter souvent des questions générales. Ainsi, passant à Salerne, j'achète les deux journaux qui s'y publient; ce sont de petites feuilles locales. Je trouve comme article de fonds, dans l'un, une étude sur le socialisme contemporain, dans l'autre, un examen de la philosophie positiviste. Il y a ici bien plus « d'idéalité » que chez nous. On discute volontiers les questions abstraites. On voit les choses par leur côté élevé, théorique. Nous ne regardons, nous, qu'à l'application.

— L'éminent statisticien Bodio estime la valeur de la propriété rurale en Italie à 30 milliards, celle des maisons à 9 milliards et la dette hypothécaire à 8 ou 9 milliards.

— A un dîner de diplomates et d'hommes d'État

chez notre ministre Van Loo, Minghetti raconte quelques histoires siciliennes. Chaque année il va en Sicile pour visiter le domaine de Camporeale qui appartient à son beau-fils. On lui donne une escorte pour le protéger contre toute mésaventure, mais elle le quitte quand il arrive aux limites du domaine. Comme il reste encore deux lieues à parcourir, il s'étonne qu'on laisse sa voiture continuer seule. « Vous n'avez rien à craindre, lui répond le commandant. Les brigands n'attaquent pas un propriétaire sur ses terres. Cela serait mal vu par les paysans dont ils ont besoin. »

La *vendetta*, la *coltellata* est encore très pratiquée. Dans un voyage de Minghetti à Camporeale, à l'époque où il occupait le ministère, le curé se présente à lui : « Je viens vous recommander, dit-il, un pauvre jeune homme qui a besoin de votre protection. » — « Et pourquoi? que veut-il? » — « Rien; seulement il lui est arrivé un malheur : il a tué un homme. » — « Comment! vous me demandez ma protection pour un assassin, à moi, au ministre, qui suis chargé de le faire pendre ! » — « Oh! Excellence, un si bon jeune homme. Si vous le voyiez, vous l'aimeriez tant; voici précisément sa mère qui va vous en parler. » — « Je ne veux voir ni lui ni sa mère. » Mais il est trop tard. La mère entre, se jette aux genoux de Minghetti : « Un si bon jeune homme,

doux comme un petit saint. Si vous vouliez le recevoir. » — « Mais jamais; sortez à l'instant. » La mère sort en effet, mais ramène son fils. Tous deux sont aux genoux de Minghetti qu'ils embrassent en pleurant. Que faire? Il les chasse, mais il croit bien avoir aperçu ce doux et bon assassin à la table du banquet qu'il offre d'ordinaire aux principaux tenanciers de Camporeale.

Une autre fois, on demande à Minghetti d'emmener dans sa voiture un des fermiers qui n'ose sortir de chez lui parce qu'il est exposé à une *vendetta* qui ne l'épargnera pas. On a pendu trois rats morts devant sa porte. Un rat, premier avertissement. Deux rats, la menace est plus sérieuse. Trois rats, c'est la mort sans rémission. Minghetti emmène l'homme à Palerme. Il apprend bientôt que celui qu'il a sauvé n'était pas l'innocent menacé, mais l'assassin que cherchaient les gendarmes. Je ne vous raconte, nous dit-il, que les histoires vraisemblables. Les invraisemblables, je les réserve pour la prochaine fois.

Il nous parle aussi du progrès économique de la Sicile, qui est très réel et qui n'est qu'à son début. On étend sans cesse le long des côtes les jardins à orangers. Les mandarines donnent des produits fabuleux. Un hectare rapporte 4,000 et 5,000 francs. Partout où il y a de l'eau, on peut en créer. Et le vin, que de richesses il donnera si on échappe au phylloxera! Le

marsala vaut le Xérès et le meilleur revient, rendu à Paris ou à Bruxelles, à environ 1 franc la bouteille. Le syracuse n'est pas inférieur au malvoisie, et on peut en récolter sur presque tout le pourtour de l'Etna.

Jusqu'à présent, l'Italie n'a pas su tirer parti de ses vignobles. Elle pourrait exporter autant de vin que l'Espagne. A Brindisi, j'en ai bu d'excellent. Il était contenu, comme à Pompéi, dans d'immenses amphores ouvertes, où l'on puisait au moyen d'une spatule de la même forme que celles en usage dans les sacrifices des anciens. L'Italie a le soleil et le sol; il ne lui manque que les vignerons; il faut les former.

— Un diplomate raconte un souvenir de La Haye : « Je vais voir un de mes amis, chambellan de la reine. Je trouve sur la table cinq volumes d'une reliure exquise, digne d'un ouvrage de choix. Je vois au dos : *Mémoires d'un Chambellan*, avec ses initiales. « Comment, lui dis-je, vous avez écrit des mémoires; ce doit être très intéressant.» — « Sans doute et surtout très instructif; voyez plutôt. » — J'ouvre un des volumes. Ils contenaient les menus de tous les dîners auxquels il avait assisté. »

— Je trouve dans le cens italien de 1871 que le nombre des prêtres est de 100,515, et comme il y a environ 20,000 paroisses, chacune d'elles a 5 prêtres

en moyenne. Mais en Italie les paroisses sont très grandes et comprennent plusieurs hameaux. Il y a 258 diocèses avec cathédrale et chapitre de chanoines.

Dans l'enseignement moyen rétribué par l'État, sur 1,443 professeurs, 320 appartiennent au clergé. Dans les écoles publiques et privées, sur 45,594 instituteurs, 8,927 font partie du clergé régulier ou séculier.

— J'ai fait avec grand plaisir la connaissance du député Morpurgo, professeur de statistique à l'université de Padoue. Il est jeune encore. Il cause avec esprit et parle avec feu. Son principal ouvrage : *La Statistica e le Scienze sociali,* a été traduit en allemand, ce qui en prouve certainement le mérite. Sous sa plume, la statistique s'élève et touche à la philosophie.

— Nous retrouvons à Rome le capitaine Vennini, dont la famille habite une charmante villa sur le lac de Côme à Varenna, près du *fiume latte*, dont la cascade d'argent, vue de Bellaggio, fait un si charmant effet. Nous l'avions rencontré à Zernetz, en Engadine, et nous avions visité ensemble la vallée peu connue et peu babitée de Santa-Maria, où les ours sont encoretrès nombreux. Par le passage de Buffalora, on arrive au Stelvio. Le capitaine faisait dans ces parages des études de géographie militaire. Il nous traça aux

deux crayons une carte des excursions que nous comptions faire, avec une exactitude et une perfection de dessin qui me frappèrent extrêmement. J'ai appris, depuis, que la connaissance de la géographie est une des supériorités reconnues des officiers d'état-major de l'armée italienne. Au dernier congrès de géodésie tenu à Genève, les rapports des sociétés italiennes firent sensation. Les cartes publiées et exposées par le gouvernement italien à Paris, au Champ-de-Mars, en 1878, étaient parmi les meilleures de l'exposition. Les livres de géographie italiens, ceux de Balbi par exemple, ont une réputation universelle méritée. Les études de géographie militaire du colonel d'état-major Sironi sont considérées, paraît-il, comme une œuvre excellente. Les voyageurs italiens prennent rang à côté des Anglais et des Allemands dans l'exploration des régions inconnues en Afrique, dans la Nouvelle-Guinée, en Asie. La *Société de Géographie* italienne est une des plus active et des plus dévouée. On peut donc dire que, pour la géographie, l'Italie occupe une place tout à fait distinguée.

— Dîner chez le sénateur Alfieri, avec le comte Maffei et Cambrai-Digny, ancien ministre des finances. Maffei était secrétaire du ministère des affaires étrangères sous Cairoli. Il a quitté cette place à l'arrivée de Depretis, et il est nommé ministre à Athènes. Il est jeune, beau, élégant et très recherché partout.

Il pense que, dans la question grecque, l'Italie doit appuyer franchement la France pour demander la rectification des frontières accordée à la Grèce par le traité de Berlin.

Deux raisons, dit-il, imposent cette attitude au gouvernement italien. D'abord, l'Italie s'est constituée sur le principe des nationalités. Elle doit donc, dans la mesure du possible, soutenir les peuples qui invoquent ce principe. En second lieu, l'Italie ne peut pas désirer que toute la péninsule des Balkans passe aux mains des Slaves. C'est ce qui arriverait si on sacrifiait l'élément hellénique. Ce serait d'ailleurs une iniquité et une source de troubles pour l'avenir.

L'honneur et le bonheur de l'Italie, c'est que partout son intérêt bien entendu lui commande de défendre la cause du progrès, de l'humanité et de la justice.

Le comte Cambrai-Digny est un Piémontais, son nom l'indique. Il a fait excellente figure au ministère. C'est un calculateur exact et froid des forces politiques en jeu dans son pays. Il croit aussi que l'influence du clergé grandira. « Sans la question de Rome, dit-il, qui empêche la fusion avec le parti conservateur patriote, il faudrait déjà maintenant compter avec lui. Le haut clergé est tout dévoué au Vatican. Cependant tous les évêques ne sont pas encore prêts à dépecer l'Italie.

« Vous vous rappellerez qu'à Venise, après l'attentat de Passanante, le patriarche, au *Te Deum* à Saint-Marc, a prononcé une allocution patriotique que la foule a applaudie, comme au théâtre.

« L'influence du clergé n'est pas la même dans toutes les provinces. Dans le midi, les prêtres sont ignorants, superstitieux, grossiers, et par suite très démocrates et même socialistes d'instinct. Ils sont peu favorables à l'unité, mais sans exaltation sentimentale. Ils ont de l'influence, mais d'homme à homme, et non comme pasteurs. Au centre, dans les Marches, en Toscane, dans l'Émilie, ils ont peu d'autorité. Dans tout le nord, au contraire, ils en ont beaucoup; mais là ils sont encore souvent bons patriotes, et ils se heurteraient au dévouement sincère et profond à la maison de Savoie. Seulement, il se forme partout des sociétés politiques cléricales. Ainsi, le congrès régional catholique de la Ligurie a été inauguré récemment sous la présidence de l'archevêque de Gênes, qui, dans son discours, a fait ressortir l'importance de ces congrès régionaux, que le pape approuve et désire voir se multiplier.

« La constitution d'un parti catholique sérieusement représenté à la Chambre serait d'un bon effet pour notre vie parlementaire. Elle empêcherait les divisions incessantes du parti libéral et donnerait ainsi aux ministères plus d'autorité et plus de durée. »

— Le marquis Alfieri est resté fidèle aux idées de Gioberti et de Montalembert. Il est également dévoué à la liberté, à l'Italie et au catholicisme. Il rêve et il espère leur alliance. Au fond, d'après lui, ce n'est qu'un malentendu qui les sépare. Le christianisme n'a-t-il pas donné au monde l'égalité, la charité, la vraie liberté? La société peut-elle subsister sans religion? Rappelez-vous ce que dit Tocqueville à ce sujet. La liberté n'est possible qu'appuyée sur le sentiment religieux. Un peuple cesse-t-il de croire, il faut qu'il serve. — « Ce qui m'effraye pour l'avenir de l'Italie, ajoute-t-il, c'est la guerre sans relâche que l'on fait à la religion dans certaines classes. La franc-maçonnerie exerce une très grande influence, et elle est devenue absolument antireligieuse. Si vous arrachez du cœur des populations tout sentiment religieux, l'idée du devoir disparaîtra, la moralité sera profondément ébranlée. Vous aurez les revendications violentes, l'agitation révolutionnaire, le désordre, et comme une société ne peut vivre dans l'anarchie, on arrivera à la compression, au despotisme.»

« J'admets pleinement, lui répondis-je, la vérité profonde de la remarque de Tocqueville, mais il faut prendre les institutions comme elles sont de par l'histoire et non comme on rêve qu'elles doivent être. Si le catholicisme — qu'il ne faut pas confondre avec le christianisme — représentait la liberté, croyez-vous

qu'il soulèverait contre lui cette opposition que vous déplorez? N'est-il pas étrange que dans tous les pays catholiques on s'arme contre la religion? Plus a été grande la puissance du catholicisme, plus on le combat. En Espagne, on a supprimé tous les couvents, pris tous les biens ecclésiastiques et même brûlé ou fusillé les moines. En Portugal, une loi d'exception interdit toute espèce d'association ou de corporation religieuse. Au Mexique, un prêtre n'ose plus sortir en soutane, et le clergé vit d'aumônes. En France, en Belgique, on vote des lois pour enlever à l'Église toute ingérence dans l'enseignement officiel. En Italie, vous faites à tout moment des lois dans le même esprit. D'où cela vient-il? Est-ce de gaîté de cœur que ceux qui sont au pouvoir provoquent cette lutte périlleuse? Est-ce, comme le disent les journaux cléricaux, par une sorte de haine et de fanatisme antireligieux? Vous ne pouvez le croire. Si dans tous les pays catholiques la société civile croit devoir se défendre par des mesures plus ou moins violentes, n'est-ce pas parce que partout le clergé, au lieu de prêcher l'Évangile, poursuit une suprématie temporelle que notre époque ne peut plus supporter? En Russie, en Angleterre, on peut s'éloigner du culte établi, on ne le combat pas comme un ennemi. S'il en est autrement dans les pays catholiques, la faute n'en est-elle pas à ce rêve de domination que poursuit l'Église de Rome? »

Le marquis Alfieri, comme Jacini et tous les catholiques libéraux, espère qu'un pape viendra opérer la réconciliation entre l'Église et la civilisation moderne, et ils ne sont pas éloignés de croire que ce pacificateur sera Léon XIII.

X

Les économistes me font le très grand honneur de m'offrir un banquet où l'on doit discuter la question des nouvelles tendances de l'Économie politique. M. Minghetti préside. Deux ministres — tous deux économistes distingués — y assistent : M. Magliani, ministre des finances, et M. Majorana-Calatabiano, ministre de l'agriculture, précédemment professeur d'Économie politique à l'université de Palerme, auteur d'un traité où les vues neuves abondent. Je remarque encore parmi les convives : Mancini; Luzzatti; Protonotari, professeur d'Économie politique à l'université de Rome et directeur de la *Nuova Antologia;* Bonghi; le prince Rospigliosi; les députés Berti et Boselli; l'éminent statisticien Luigi Bodio; Ellena; le professeur Piperno; les sénateurs Finali, Alfieri et marquis Vitelleschi. Comme au dîner des économistes à Paris, la discussion s'ouvre au dessert. Le président Minghetti fait connaître l'objet du débat. J'expose ensuite mes idées à ce sujet. Les ministres Majorana et Magliani soulèvent des objections. Mancini et Luzzatti parlent

sur la question. Mais, comme le parti orthodoxe de Florence est absent, le choc n'est pas très vif. Je me permets de reproduire ici mon petit *speech,* parce que, dans mes lettres, je fais souvent allusion à ces tendances nouvelles de l'Économie politique que je crois très importantes. Je demande pardon au lecteur pour ce hors-d'œuvre trop indigeste.

« Notre éminent président, M. Minghetti, a indiqué avec une clarté parfaite quelques-unes des différences qui existent entre ce qu'il appelle « les deux tendances » de l'Économie politique. Mais, à mon avis, la dissidence est plus profonde, et il y a vraiment deux « écoles ».

« Toutefois, je m'empresse de le dire, il n'y a entre ces deux écoles ni hostilité ni antagonisme. Premièrement, l'école nouvelle admet toutes les conquêtes scientifiques des orthodoxes, et, dans ses investigations, elle s'appuie sur les principes démontrés par ses prédécesseurs. En second lieu, les deux écoles ont un maître commun, Adam Smith. Mon éminent ami M. Luzzatti a démontré récemment que les bases sur lesquelles se fonde la nouvelle école se rencontrent toutes dans le livre du maître, *The wealth of nations.* Il y a trois ans, au banquet du centenaire de Smith, j'eus l'occasion, en répondant au toast de M. Gladstone, de démontrer que la méthode de Smith était la méthode expérimentale inductive, préconisée par

l'école nouvelle, et non la méthode déductive, *à priori*, mathématique de Ricardo, de Bastiat et de M. Lowe. Malgré des divergences très grandes, les deux écoles ont donc des principes communs, une origine commune. Il n'y a pas entre elles d'antagonisme radical.

« Quant à ces divergences, voici en quoi elles me semblent consister. L'ancienne Économique a pour fondement l'optimisme. Elle porte l'empreinte du siècle où elle est née, le XVIIIe siècle, qui était absolument optimiste. Rousseau en a donné la formule quand il a dit : « Tout est bien sortant des mains de la « nature; entre les mains de l'homme, tout dégénère. » Cela signifie que dans l'homme, naturellement bon, il existe des instincts qui, abandonnés à eux-mêmes, non troublés par de mauvais gouvernements ou par de fausses religions, conduisent les sociétés à l'ordre, au bonheur. De là résulte, en politique, une foi illimitée dans la volonté populaire, le suffrage universel, la démocratie absolue et même le gouvernement direct, comme le voulait le *Contrat social* de Rousseau, et ces principes appliqués partout, ainsi que le rêvait la Révolution française. De là en Économie politique le fameux principe des physiocrates : *Laissez faire, laissez passer*. Le nom même de ceux-ci indique leur foi en l'ordre naturel, ce qui est proprement l'optimisme.

« L'idée fondamentale de l'Économie politique ortho-

doxe, que vous trouvez aussi dans Smith, est celle-ci : Chacun guidé par son propre intérêt voit mieux que les autres ce qui est utile. De tous les égoïsmes en action, de toutes ces poursuites de l'intérêt personnel doit nécessairement résulter le bien général, la plus grande somme possible de bonheur pour tous. Donc, supprimez toutes les entraves ; nulle intervention de l'État, liberté en tout et pour tous ; l'ordre naturel sera le résultat de la libre concurrence. Ce point de vue explique la lacune qui existe chez les Économistes orthodoxes touchant les rapports de leur science et de la morale. Cette lacune était telle que l'Institut de France ouvrit un concours pour la combler, et c'est sur ce sujet que notre éminent président, M. Minghetti, écrivit le beau livre que vous connaissez tous.

« Ainsi donc, l'Économie orthodoxe se fonde sur l'optimisme. Elle croit que l'ordre sort nécessairement du *fará da se* de la nature humaine. Or, ceci est une grande illusion. L'homme de la nature n'est pas bon. Les hommes abandonnés à eux-mêmes ne fondent pas l'ordre. Chacun fait consister son bien dans les jouissances grossières et immédiates, et à son intérêt, il sacrifie sans hésiter les droits d'autrui. Quant à son semblable, il le mange d'abord, puis il le réduit en esclavage. Tel est le régime de toutes les sociétés primitives et barbares.

« L'humanité n'est sortie de la barbarie que par

l'influence des révélateurs et des législateurs, par l'action de la religion et de la loi, qui ont réfréné les passions brutales et les égoïsmes féroces, de façon à faire régner un ordre de justice et de droit plus ou moins parfait, mais toujours progressif. Ceci est l'œuvre de l'État, non du peuple. C'est l'État qui, domptant les passions anarchiques, a produit la civilisation. S'il en est ainsi, la mission de l'État est encore considérable aujourd'hui, attendu qu'un grand nombre d'hommes ne sont pas encore sortis de la barbarie primitive et n'en sortiront jamais d'eux-mêmes. L'économie est *politique* précisément parce qu'elle s'occupe de l'État, de la πόλις. Le type le plus parfait des sociétés humaines, la cité grecque, Athènes, est une pure création de l'État. Il y a quelques années, un président de la Nouvelle-Grenade, tout dévoué aux saines idées économiques, annonça, en arrivant au pouvoir, qu'il les appliquerait à la lettre et qu'il mettrait fin à toute intervention de l'État. Sa présidence n'était pas terminée que tout était désorganisé : l'instruction publique en pleine décadence, les routes détruites, le commerce diminué, en somme, un recul vers la barbarie.

« Ainsi, premier point de divergence : l'Économie orthodoxe, aveuglée par l'optimisme, n'a pas vu que l'État était un instrument nécessaire du progrès, comme le proclame la nouvelle école. Toutefois, celle-ci

ajoute que chaque cas d'intervention doit être examiné en s'appuyant sur les faits acquis. On ne peut pas invoquer ici de principe général. Ainsi, on a dit que les économistes novateurs sont protectionnistes. C'est une erreur. Je me trouvais en 1875 au Congrès des *Katheder-Socialisten* à Eisenach, où l'on me fit même l'honneur de me nommer vice-président. La plupart des membres du Congrès étaient opposés à la protection. M. Rudolf Meyer, qu'on croyait envoyé par M. de Bismarck, ayant demandé qu'on mît à l'ordre du jour la question de la protection, sa proposition fut écartée sans discussion.

« Voici un second point de dissidence, conséquence du précédent. Les orthodoxes invoquent sans cesse les lois économiques naturelles, les lois nécessaires, et ils oublient que ces lois agissent sous l'empire des lois civiles, lois artificielles qui sont dictées par le législateur et qui peuvent être plus ou moins parfaites. Prenons, par exemple, la loi de l'offre et de la demande, la plus générale de ces « lois naturelles ». Je la trouve en vigueur en Russie, où la propriété foncière appartient à la collectivité de la commune; en Bosnie, où la terre est possédée par le groupe familial; en Angleterre, où elle forme d'immenses *latifundia*, et en France, en Suisse et en Norvège, où, divisée en un grand nombre de parcelles, elle appartient aux paysans qui les cultivent. Les effets de ces

différents régimes agraires sont différents aussi. Quel est le meilleur, quel est le plus conforme à la justice, voilà ce que se demande la nouvelle école. L'ancienne ne s'en occupait guère, d'abord parce qu'elle partait des lois établies comme d'une base indiscutable; en second lieu, parce qu'elle disait que les lois économiques sont d'une application universelle; en troisième lieu, parce que, d'après elle, la libre concurrence doit résoudre toutes les questions.

«Faire pénétrer la notion de droit et de justice dans l'Économie politique, telle est l'idée neuve et féconde qui transformera nos études. Sans doute, l'école orthodoxe n'a jamais été hostile aux idées de droit et de justice, mais elle ne poursuivait pas la réalisation d'un idéal. La raison en est simple. L'abolition de toute entrave suffisait : les lois naturelles, les lois *physiocratiques* devaient créer l'ordre véritable et le droit. La nouvelle école, au contraire, constate que les lois qui président au partage de la propriété et des instruments de travail sont des lois civiles émanant des législateurs, et elle examine si elles réalisent la justice. Ainsi, elle recherche un idéal comme le font la morale et le droit, et en ceci elle s'inspire du christianisme, qui est le culte de l'idéal. La mission de l'Économie politique se trouve résumée dans cette admirable et profonde parole de l'Évangile : *Cherchez d'abord la justice, et le reste vous viendra par surcroît.*

« Faire régner la justice, voilà toute la question sociale; pour l'Économie orthodoxe, il n'y a pas véritablement de question sociale. Il y a sans doute des souffrances sociales, la statistique et l'évidence ne permettent pas de le nier; mais, comme elles sont l'effet de lois nécessaires, la législation ne peut y apporter de remède. Le *Katheder-Socialist*, au contraire, dira : Le mal étant constaté, il faut examiner s'il n'est pas l'effet de lois civiles mauvaises, injustes; et s'il en est ainsi, ces lois il faut les changer.

«Ici, les socialistes de la chaire et les socialistes proprement dits se rencontrent; mais, tandis que ceux-ci arrivent avec leurs utopies, avec leurs ignorances des réalités et leurs haines subversives, et au besoin avec le fer et le pétrole, les autres procèdent au moyen des recherches patientes de la science et prennent pour guide l'amour de la justice et de l'humanité.

« En ceci, ils ne dépassent même pas le programme de Smith, qui admet que la mission principale de l'État est de faire respecter le droit, *cuique suum tribuere*. Mais, qu'est-ce que le droit? Règne-t-il dans nos sociétés? Comment l'y établir? Voilà le difficile problème qui s'impose à nous.

« Dans les consciencieuses études de MM. Franchetti et Sonnino sur l'Italie méridionale, je vois, sur une terre fertile, sous le plus beau ciel du monde, des cultivateurs qui travaillent sans relâche et qui cependant

sont plongés dans une affreuse misère. Je me demande : Cela est-il l'effet des lois naturelles nécessaires et cela est-il conforme à la justice ? En étudiant l'économie rurale dans les différents pays de l'Europe, j'ai trouvé un état de choses semblable, partout où la terre n'est pas aux mains de ceux qui la cultivent. Encore une fois, cela est-il l'effet de lois économiques auxquelles on ne peut échapper ou de la législation civile qu'on peut améliorer? La nouvelle école se prononcera pour cette dernière opinion et l'ancienne pour la première.

« Remarquez la force du courant qui porte de ce côté. L'orthodoxie économique ne se trouve plus nulle part. En Allemagne, presque tous les professeurs d'université sont des *Katheder-Socialisten*. Le clergé catholique fait du socialisme ultramontain. Récemment, un prédicateur de la Cour, le Dr Stöker, a créé le parti socialiste conservateur évangélique. En Danemark, la revue économique *Economisk tidschrift* est acquise aux tendances nouvelles. En Angleterre, les remarquables travaux de M. Cliffe-Leslie et le récent discours de M. Ingram montrent de quel côté souffle le vent. En France, plusieurs des nouveaux professeurs d'Économie politique nommés dans les facultés de droit sont des hérétiques. Enfin, en Italie, la nouvelle école est représentée dans ses diverses nuances par des écrivains plus appréciés peut-être encore hors de

vos frontières que chez vous. C'est nécessairement dans cette voie qu'il faudra marcher dorénavant, sinon tout serait terminé, la science serait faite. Dans le cercle où se limitait l'ancienne économie, tout est élucidé. Le manuel de M. Joseph Garnier nous en offre le plus parfait résumé.

« En somme, outre les divergences signalées par M. Minghetti, j'en constate deux autres et qui sont capitales : conception trop restreinte de la mission de l'État; négation de la question sociale et d'un idéal de justice à poursuivre, ces opinions résultant de l'optimisme physiocratique. J'en conclus qu'il y a réellement deux écoles. »

XI

Janvier 1879.

Albano. — Nous partons pour Albano. J'y vais passer quelques jours pour étudier tous les documents qu'on m'a remis. Nous sommes seuls à l'hôtel de la Poste. En hiver personne ne vient ici. Cependant, même en cette saison, le paysage est bien beau. De la terrasse de notre appartement, nous avons la vue de la mer qui est éloignée de quatre lieues; on la dirait tout près. Albano est situé sur les premiers relèvements des monts Latins. On voit au premier plan les collines toutes couvertes d'oliviers; à droite, les pins et les gigantesques chênes verts de la villa Doria. Plus loin, un mamelon que couronnent les ruines du château fort des Savelli. Puis commence la grande plaine romaine d'un vert pâle, ourlée d'une ligne d'un vert plus foncé : ce sont les maquis de la côte. Enfin, à l'horizon, la mer qui, à de certaines heures, brille comme un miroir d'argent. On y voit passer les navires. Quand le soleil couchant s'y plonge, l'argent se change en or étincelant ou en pourpre orangé.

Les promenades dans les bois qui entourent le lac sont charmantes. Les grands châtaigniers et les chênes

ont conservé leurs feuilles jaunies. La terre est toute verte. La fougère aquiline, les scolopendres et les cyclamens, avec leurs feuilles tachetées, forment un un vrai tapis. Déjà, par-ci par-là, on peut cueillir des fleurs d'anémones, des scillas d'un bleu éclatant, et même des cyclamens rosées. Les jaunes chatons du coudrier jettent leur pollen. Le smylax, comme un lierre étrange, suspend aux branches du taillis ses tiges volubiles, garnies de feuilles aux pointes acérées. La végétation se réveille. C'est comme le premier printemps du mois de mars chez nous.

La merveille d'Albano, ce sont ses deux allées de chênes verts, l'une dominant le lac, la *Galleria di sopra;* l'autre, conduisant à Castel-Gandolfo, la *Galleria di sotto*. Ces chênes verts sont gigantesques. Leurs troncs noueux, leur racines qui se tordent, leurs branches qui s'enchevêtrent sont couverts de loupes et de verrues toutes vertes de mousse. Leurs petites feuilles dures, qui ne tombent pas l'hiver, luisent au soleil. Les arcades de verdure se penchent au-dessus du lac dont les eaux, d'un bleu sombre, miroitent à cent mètres au-dessous.

Le palais de Castel-Gandolfo, où les papes faisaient leur villégiature d'été, est un immense bâtiment sombre, mal entretenu : c'est comme un grand couvent adossé à une église. A distance, les profils ont de la grandeur, mais de près ce monument de l'orgueil des

pontifes n'inspire que tristesse et ennui. On arrive au palais en traversant une rue sale, formée de maisons délabrées. Les femmes mendient et des gamins en haillons nous jettent des injures et des pierres.

Comment l'influence civilisatrice de la papauté, dont les catholiques parlent tant, ne s'est-elle pas exercée ici ? La misère et la sauvagerie des habitants n'est-elle pas le résultat de cette pompe vaine et de toutes ces pierres accumulées ? Les papes, le doux Pie IX, par exemple, et les cardinaux qui ont chaque été occupé ce palais, n'ont-ils donc jamais été froissés de cette dégradation qui grouillait sous leurs fenêtres? Ou bien les prélats dans la pourpre et le travailleur en haillons leur ont-ils paru d'ordre providentiel?

Même contraste à Genzano, au bord du lac de Nemi. Le duc Sforza-Cesarini y a un superbe palais très bien entretenu, chose rare. Le parc est un Eden. Il descend en pentes rapides toutes couvertes des plus beaux arbres, jusqu'aux rives du lac, l'antique miroir de Diane. A côté du palais, on passe sous une arcade de marbre et on pénètre dans une ruelle; elle est sombre, gluante, affreuse : un égout. Cela s'appelle le Corso! Quelques masures en ruines remplies d'immondices sont de vrais cloaques, et dans des constructions hideuses, vivent des êtres humains. Des pourceaux y prendraient la lèpre. De cet amas de choses horribles sort une odeur repoussante. Le

duc Sforza, que j'ai rencontré à la *Rassegna,* est un jeune homme élégant, député au Parlement, bon patriote, qui consacre de l'argent à son parc qu'il aime, à des chevaux, à des chiens. Il a autour de son palais une immense propriété dont les bâtiments sont en bon état. Comment souffre-t-il ces puanteurs sous ses fenêtres, qu'il ne peut ouvrir sans que les émanations y pénètrent? Avec quelques milliers de francs, il pourrait ou raser ces bicoques ou en faire de bonnes habitations pour ceux qui les occupent. Il semble qu'on n'ait pas ici, comme dans le Nord, la passion de faire régner autour de soi l'ordre et la propreté.

Les Orsini viennent d'acheter la bourgade de Nemi. Ils déblayent un peu les immondices. Mais il faut dire que rien n'est plus pittoresque que ces amas de vieilles maisons groupées autour d'un château fort, sur les pentes abruptes des cratères. Rocca di Papa, sous ce rapport, est merveilleux.

Nous montons au Monte-Cavo. C'est le point le plus élevé des montagnes du Latium. On retrouve encore, sous les taillis, la voie triomphale en blocs de basalte par laquelle les généraux se rendaient au temple qui dominait toute la contrée. Un couvent a été construit avec ses ruines. De cette hauteur la vue est incomparable. A l'est, la chaîne des Apennins couverte de neige ; au nord, la campagne et Rome avec ses dômes et ses palais au bord du Tibre. A nos pieds, les cra-

tères des anciens volcans, le lac d'Albano, le lac de Nemi et cette cuve verte qu'on appelle le camp d'Annibal. A l'ouest et au sud, la mer d'un bleu intense, où se dessine, en bleu cendré, le promontoire du Monte-Circelo et les îles de Ponza.

Marino, près d'Albano, est renommé pour son vin. Le bourg est bâti au bord d'un ravin creusé dans le tuf volcanique où coule un ruisseau. On s'en est servi pour faire un grand lavoir. Toutes les femmes s'y réunissent pour laver le linge. Quoique les costumes manquent, c'est un tableau tout fait! Les propriétaires des campagnes environnantes, les Colonna, sont tenus de donner chaque année aux habitants, gratuitement, une étendue d'une cinquantaine d'hectares pour planter leurs oignons. C'est une compensation pour les usurpations anciennes. Les *latifundia* se partagent tout le pays. La petite propriété n'existe pas. De là la misère.

— Au moment où j'écris ceci, je lis dans un journal de Mexico, le *Monitor republicano*, le télégramme que voici : *Movimiento en Presas a favor de Negrete. Sofocado. Muertos los cabecillas. Non hay novidad.* Peut-on mieux peindre l'anarchie à l'état chronique ? « L'insurrection étouffée. Les chefs tués. Rien de neuf. » Ce dernier trait admirable.

— Dans nos promenades, nous voyons encore souvent des moines. Ils demandent l'aumône sans

vergogne et donnent ainsi un mauvais exemple qui n'est que trop suivi. Presque tous les gens que l'on rencontre, même des ouvriers travaillant dans des carrières, mendient. Les moines n'ont pas été chassés ici avec violence et avec haine comme en Espagne ou en Portugal, parce qn'ils n'ont pas exercé une aussi intolérable tyrannie. Lors de la dernière suppression des couvents en Espagne, il y a un trentaine d'années, le peuple s'est livré à des atrocités. Dans certaines villes, après avoir mis le feu aux bâtiments, on empêchait les moines d'en sortir à coups de fusil. Tous étaient ou brûlés vifs ou fusillés.

En Portugal, je n'ai pas rencontré un seul religieux ni une seule religieuse. L'interdiction était absolue. Je me rappelle un épisode qui m'a été rapporté à Lisbonne. Des sœurs françaises étaient venues s'y fixer sous la protection de l'ambassade de France, pour donner des soins aux malades de leur nationalité. Bientôt elles ouvrirent une école où elles attirèrent des jeunes filles du voisinage, donc portugaises; on leur fit observer que cela était interdit par la loi. Elles n'en tinrent nul compte. Nouvelles observations plus pressantes. Résistance non moins persistante, encouragée par le ministre de France. Le gouvernement portugais voulut en finir. La police transporta très poliment ces dames à bord d'un bateau qni partait pour le Havre. Napoléon III se fâcha. Pour

complaire au parti clérical, il réclama une éclatante réparation de l'insulte faite au drapeau de la France. Notes et contre-notes. Quelques frégates même furent envoyées dans le Tage. Le Portugal offrit des excuses, mais les sœurs ne revinrent pas.

La situation du Portugal est unique en Europe. Non seulement on ne voit pas un moine, ni noir, ni blanc, mais pas même de prêtres, semble-t-il, parce qu'ils ne portent pas de soutane. Les curés de campagne sont très pauvres. Ils vivent maigrement, souvent de la table d'une bonne âme tendre. Aucun esprit de propagande ou de domination ne les anime. Ils sont indifférents en matière de religion comme leurs ouailles. Ils sont même libéraux à l'occasion. Quand je visitai le Portugal, le parti libéral était au pouvoir et le président du conseil était un prélat, l'évêque de Viseu. Je le vis encore à la Chambre des députés, répondant à une interpellation, en redingote, la main dans la poche, l'air goguenard, l'œil brillant, le teint chaud et débordant de vie. Quand il s'était rendu au concile pour voter l'Immaculée Conception, il s'était fait accompagner de deux nièces jeunes et jolies. C'était sans doute pour mieux approfondir la question, en s'éclairant de leurs lumières. On trouva à Rome que c'était y apporter trop de soins et de scrupules ; mais il ne céda pas. Pourquoi donner gain de cause aux mauvaises langues ?

D'où vient que le Portugal soit le seul pays catholique où il n'y ait pas de parti clérical? Est-ce parce que le catholicismey est mort? Curieux chapitre de « *l'indifférence en matière de religion* ».

— Quand nous nous promenons dans les campagnes et dans les bois, aux environs d'Albano, nous ne rencontrons presque personne, et les gens que nous voyons, hommes et femmes, sont mal vêtus, en haillons souvent. Ils ont l'air triste et sombre. On n'entend jamais rire ou chanter. Le dimanche nulle fête : pas de musiques, ni de danses, pas même de promenades. Les hommes arpentent les rues, la veste sur l'épaule, ou boivent dans les cafés et dans les débits de vin. Les femmes sont assises sur le pas de la porte. Les enfants même ne jouent pas. Toute la population habite les bourgs et les villages. Point de petites fermes répandues dans les champs. Les familles s'entassent dans des maisons délabrées, puantes, souvent à moitié ruinées. Les intérieurs sont noircis par la fumée ; les meubles et les ustensiles grossiers, sales, sans nulle valeur. Ce n'est qu'à Albano qu'on trouve un peu d'aisance, et elle y est apportée par la villégiature des Romains aisés.

— Quand on pense à l'Italie, on croit voir, en rêve, sous le ciel bleu, à l'ombre des pampres, de beaux jeunes couples danser au son des tambourins. Hélas ! on ne danse plus que sur commande et pour l'argent

des étrangers. Où est le temps où les jeunes filles, la tunique entr'ouverte, bondissaient, joyeuses, le thyrse à la main, au bruit rythmé des crotales? La jeunesse de l'humanité et la jeunesse de la nature n'existent plus que dans les marbres des bas-reliefs antiques. Le costume des femmes de la campagne romaine que, depuis Léopold Robert, tout artiste a peint ou dessiné, ne se retrouve aujourd'hui que sur les marches de la Trinità di Monte, porté par les modèles. Le jupon et la jaquette d'indienne le remplacent.

O coton ! je te maudis au nom de l'art et au nom de l'hygiène! Tu es récolté dans les larmes et dans la douleur, par le nègre d'Amérique, par le fellah d'Egypte ou par le paria de l'Inde. Tu es filé et tissé dans ces immenses manufactures où l'être humain, la femme, l'enfant, ne sont que les accessoires de la machine dont le bruit les assourdit et dont l'infatigable activité les dévore. Partout tu as remplacé les costumes nationaux, si variés, si pittoresques, si bien adaptés aux nécessités du climat, ces bonnes étoffes de laine, aux vives couleurs, tissées, les soirs d'hiver, au coin du foyer, qu'égayaient les récits de la veillée ou les chants populaires. Partout, de Russie en Espane, d'Écosse en Sicile, la même cotonnade violette, triste et pauvre. Au mois d'octobre, j'ai vu à Moscou les femmes grelotter sous ces nippes qu'elles recou-

vraient de vieilles nattes trouées. En Andalousie, je n'ai plus aperçu de basquines ni de jupons ondoyants sur les hanches. Seuls les Slaves du Danube et de la Save ont encore conservé, avec leurs antiques institutions familiales, le costume des aïeux, et j'ai admiré à Sissek et à Carlstadt, en Croatie, des chemises de femmes dont le corsage et les manches brodées étaient des merveilles; mais elles valaient plus de cent francs. Bientôt on leur apportera, avec la civilisation, les chemises à vingt sous.

— Ici dans les maisons on entend beaucoup de cris et de disputes. Marchands et chalands se querellent. Les mères tempêtent contre leurs enfants; mari et femme se disent souvent de gros mots, et il n'est pas rare que les coups suivent. Ce sont des habitudes anciennes, semble-t-il. On les retrouve encore dans Molière. Dans ses comédies les injures pleuvent aussi et la menace du bâton est un compliment habituel.

— Les chevaux sont ordinairement petits et laids. Ils ont parfois du poids, mais pas de tournure. La croupe s'abaisse; le ventre est trop grós. L'animal a été mal nourri. On organise des chasses et des courses et on veut à tout prix introduire ici le cheval anglais. Ne vaudrait-il pas mieux améliorer les races indigènes par la sélection? Le cheval anglais est une bête essentiellement aristocratique et exigeante, qui ne convient pas aux conditions actuelles du pays.

— Je note le prix de certaines denrées à Rome. La meilleure viande sans os coûte 2 fr. 10 c. le kilo; la qualité ordinaire, 1 fr. 65 c.; les côtelettes de porc, 1 fr. 80 c.; l'huile d'olive fine, 1 fr. 50 c. le litre; pommes de terre cuites au détail, 15 centimes le kilo; pain gris, 45 centimes le kilo; vin, 40 centimes le litre; riz, 60 centimes le kilo; pâtes, 90 centimes; une bécasse, 2 francs ; un bon poulet, 1 fr. 50 c.; un âne, 60 à 70 francs; un mulet, 100 à 200 francs; un cheval, 300 à 400 francs. La journée de l'ouvrier rural à Albano, 1 fr. 30 c.

— Je suis étonné que les petits cultivateurs, si misérables et si mal nourris, ne s'occupent pas, surtout en Italie, de l'élève du lapin. Ils pourraient s'en faire, non les 3,000 livres de rente légendaires, mais un supplément à leur maigre salaire ou à leur plus maigre ordinaire.

Les enfants de nos paysans, en Flandre, élèvent tous quelques nichées de lapins, et Ostende en expédie à Londres pour des millions; les peaux restent dans le pays pour la fabrication du feutre. Cela se ferait mieux encore ici, d'abord parce qu'il y a plus de terrains où l'on peut librement couper les plantes spontanées, et ensuite parce que la végétation est toujours active, même en hiver.

Je recommande à mes amis les agronomes italiens l'étude de « la question du lapin dans ses rapports avec l'alimentation des classes inférieures ! »

Ne pourrait-on pas aussi cultiver davantage la luzerne, le sainfoin ainsi que le navet ou le rutabaga en seconde récolte? On pourrait ainsi augmenter notablement le gros bétail entretenu à l'étable, et par suite recueillir plus d'engrais et mieux fumer la terre. Le cultivateur italien n'est point du tout paresseux, comme on se le figure à l'étranger. Il travaille dur et ne s'épargne pas; mais je doute qu'il tire du sol tout ce qu'il pourrait en obtenir avec des cultures plus variées et des méthodes plus scientifiques. La routine domine absolument dans ces campagnes où nulle lumière ne pénétrait.

C'est par le maître d'école qu'il faudrait faire connaître des procédés de culture plus perfectionnés, et à cet effet les élèves des écoles normales devraient recevoir des notions d'agriculture simples et pratiques. Le moindre progrès agricole donnerait un produit équivalent à la moitié du budget.

— En 1471, le pape Sixte V, permit aux pauvres de cultiver les terrains laissés en friche par leurs propriétaires. Dans différents pays, et à différentes époques, on trouve des règlements semblables.

Ils s'appuient sur cette idée, très juste à mon avis, que la propriété a été établie pour le bien commun, et que le droit exclusif cesse, quand il ne répond plus au but qui l'a fait naître. La propriété existe, sans doute, pour garantir le libre développement de l'individu,

mais dans la mesure où elle ne nuit pas au bien général.

Les Romains eux-mêmes, les inventeurs du domaine quiritaire, si dur et si absolu, y ont reconnu cette limite. Ils ont défini la propriété, le *dominium*, le droit d'user et d'abuser de sa chose : *Jus utendi et abutendi re sua*, mais en ajoutant : « pour autant que le permet la raison du droit, » *quatenus juris ratio patitur*. Il vous plaît de laisser votre terre en friche : Libre à vous, dit Sixte V, mais il ne faut pas que l'alimentation publique en souffre. Les pauvres auront le droit de cultiver en votre place et de se procurer, par leur travail, de quoi vivre là où vous les auriez laissé mourir de faim.

— Un trait particulier des campagnes italiennes, c'est le cochon familier. Quand le cultivateur va aux champs, un jeune porc, tout guilleret, le suit en trottinant sur ses talons comme un chien. Tandis que son maître travaille, il cherche sa nourriture aux alentours, et le soir, il revient au logis. On comprend ici le compagnon de saint Antoine. On a, dans les fermes, beaucoup moins souvent que chez nous, des chiens de garde. Je n'ai vu dans aucun pays aussi peu de chiens qu'en Italie. C'est de l'économie bien entendue. Mieux vaut le porc, qui rapporte, que le chien, qui coûte.

Je visite les écoles municipales d'Albano. Comme

toujours, elles occupent des bâtiments de couvents supprimés. Dans les écoles de garçons, l'instruction est bien donnée. L'école de filles est tenue par des religieuses. Elles sont censées appliquer la clause de la laïcité. Les enfants sont proprement tenus. On enseigne même le piano. Le traitement des maîtres est bien minime.

Voici le tableau des dépenses pour l'enseignement primaire, que le syndic me fait remettre :

A cinq instituteurs, y compris le directeur.	fr.	6,170
A six institutrices, y compris la directrice.	fr.	3,360
Locaux, mobilier scolaire, etc. . . .		500
	Fr.	10,030

Il s'est constitué ici une ligue de l'enseignement, *Liga lazziale* : « la ligue du Latium pour l'instruction du peuple ». Un manifeste est affiché. Il est signé du syndic Pietro Feoli. La ligue engage les parents à envoyer leurs enfants à l'école et aux classes du soir, et elle promet de donner des plumes et des cahiers aux indigents.

A côté, sur des bandes de papier, des inscriptions en énormes caractères : VIVA UMBERTO I, RÈ D'ITALIA ! — VIVA BENEDETTO CAIROLI !

Il existe aussi un gymnase où l'on apprend les lan-

gues anciennes. Il est établi au séminaire, tenu par des prêtres et payé par la ville. Les cinq professeurs, y compris le directeur, ne touchent que 6,300 francs, guère plus que les instituteurs primaires. L'exemple d'Albano montre que l'enseignement est encore en grande partie aux mains du clergé, sans que les libéraux s'en effrayent. Il n'y a pas lutte.

— D'Albano à Naples, la voie ferrée évite les marais pontins. Quel contraste entre l'aspect des campagnes au nord et au sud de Frosinone, entre les États de l'Église et le royaume de Naples ! Au nord, point d'habitations au milieu des champs. Toute la population est concentrée dans les bourgs, d'où elle descend pour travailler la terre. Aussi, la culture se fait sans fumier. Ces grandes plaines nues sont parfois cultivées à la bêche. Nous voyons de longues files d'hommes et de femmes, sous la surveillance d'un directeur à cheval, retourner le sol avec leur bêche triangulaire. On dirait des nègres sous le fouet du *Feitor*. Pas d'arbres. Les sombres maisons des bourgades sont accrochées aux pentes abruptes des rochers arides. Les montagnes au-dessus sont ravinées, écorchées. L'homme a gâté la nature. Combien le salaire doit être réduit pour qu'il soit plus économique de faire de la grande culture de céréales à la bêche plutôt qu'à la charrue! La terre ainsi traitée n'offre aucune variété ni aux regards ni à l'alimentation.

Le pays est triste et ceux qui l'habitent malheureux.

Après Frosinone, tout change : on se croirait en Toscane, sauf que les maisons sont moins bonnes. Elles sont également éparpillées au milieu des champs. Dans ceux-ci sont plantés des arbres en ligne, et la vigne y suspend ses festons. A mesure qu'on approche de Naples, le travail agricole est mieux entendu. On voit des cultures dérobées, beaucoup de lupins déjà grands, qu'on enterre comme fumure, et des navets pour le bétail. La végétation est en pleine activité, et cependant nous sommes en janvier.

Comme les paysans pourraient facilement améliorer leur alimentation, s'ils avaient près de leur demeure un petit potager, où, avec l'engrais de la maison, maintenant perdu, ils obtiendraient toute espèce de légumes : pois, haricots, salades, lentilles !

Le capital manque, dit-on, et l'on fait de beaux projets pour organiser le crédit agricole. Non ; ce qui fait défaut, c'est l'instruction ou de bonnes traditions. Le capital vient de la nature. Il suffit donc de diriger les forces naturelles de façon qu'elles donnent un surplus qui sera transformé en bétail, en outil, en fumier. Tout cela, on le créera sur place, quand on saura comment il faut s'y prendre. Mais que peuvent faire des malheureux qui logent dans un taudis, sur des rochers pelés, et qui doivent faire une lieue pour cultiver une terre appartenant à d'autres?

Quand ils sont sans cesse exposés aux attaques et aux rapines, les hommes se cantonnent sur les points les moins accessibles, derrière des murailles. Lorsque plus tard la sécurité règne, ils descendent dans la campagne et s'y établissent au milieu de leurs cultures. Mais l'habitude prise persiste longtemps.

Les familles de cultivateurs, en occupant le sol, se sont distribuées de deux façons différentes. Ou elles se sont groupées en villages, ou bien elles se sont disséminées dans les campagnes.

Nous trouvons les deux types bien marqués en Belgique.

En Flandre, toutes les fermes sont situées au milieu des champs qui en dépendent. En Ardennes, elles sont réunies dans l'agglomération, sauf quelques grandes fermes d'origine récente ou fondées par des abbayes.

L'exploitation par village (*Dorfwirthschaft*) est de beaucoup la plus répandue. On la trouve dans une grande partie de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, de l'Italie et presque partout en Hongrie, en Roumanie, en Turquie et en Russie. En Angleterre domine le système des fermes éparpillées. Celui-ci est évidemment le plus favorable à la bonne culture. Mais primitivement, l'autre système existait seul pour deux motifs : d'abord, pour la facilité de la défense; en second lieu, parce que tout le territoire de la com-

mune était traité comme un ensemble et soumis tout entier à une même rotation. Récemment, en visitant l'Eifel, j'y ai trouvé des types parfaits de cet ancien ordre de choses, notamment à Manderscheid. Un tiers du territoire était en seigle, d'un seul tenant, sans interruption; un second tiers en avoine; un troisième tiers en racines et fourrages. L'assolement triennal est obligatoire pour tous.

Plus anciennement encore, tout le territoire de la commune était périodiquement repartagé entre les familles, et les parts égales tirées au sort. Cela se fait encore en Russie et à Java; en Suisse également pour les *Allmends*, et dans nos Ardennes pour les bruyères à essarter. On ne peut, dans ce cas, construire des fermes au milieu des champs.

La cohabitation des cultivateurs en village est aussi plus agréable et plus favorable à la sociabilité. Les relations entre voisins sont plus fréquentes. On se prête mieux assistance et on se voit plus souvent. Il n'est donc pas facile de passer au système des fermes dispersées.

L'Italie, n'ayant ni houille ni fer, n'est pas destinée à devenir un pays industriel, et je l'en félicite. C'est donc à l'agriculture qu'elle doit demander un accroissement de richesse, que la nature tient à sa disposition.

Si toute l'Italie était cultivée comme la Lombardie,

la Toscane où les environs de Naples, elle aurait quarante millions d'habitants vivant dans l'aisance. Que faut-il pour cela? Rien qu'une bonne direction donnée au travail. Quand l'Italien travaille pour lui-même, nul n'est plus laborieux, plus sobre, plus économe. Diffusion de la propriété et de l'instruction, voilà le salut.

XII

Castellamare (Hôtel Quisisana). — Janvier.

Je suis ici dans un véritable paradis. L'hôtel domine la ville de Castellamare. On y arrive par une route en zigzag, sous un berceau de vieux chênes yeuses aux formes étranges. A travers leurs feuilles luisantes, d'un vert foncé, le ciel paraît plus bleu, et leurs ombres tracent, sur le gravier jaune, des dessins mouvants d'un gris cendré.

Au-dessus du jardin, rempli d'orangers, de citronniers et de mandariniers, deux gigantesques pins parasols étendent leurs ombelles ouvertes en éventail. Partout des fleurs ravissantes. Les cobéas couvrent les balustrades de leurs clochettes violettes; des salvias, d'un rouge ardent, se mêlent aux marguerites arborescentes. Les violettes embaument l'air. Nulle part on ne voit mieux le Vésuve. Il s'élève en pente douce au-dessus du golfe. Le haut de la montagne est tout noir, et elle vomit un énorme panache de fumée blanche que le vent emporte à quatre ou cinq lieues du cratère en *cumuli* si épais qu'ils paraissent solidifiés. Le soir, de ma fenêtre, je vois la bouche du vol-

can toute rouge de la réverbération de la lave en fusion.

Immédiatement derrière l'hôtel, la montagne s'élève en pentes rapides, toutes couvertes de châtaigniers. On peut y faire des courses ravissantes. Au-dessous de nous, dans le port, on charge les voiliers qui vont apporter les oranges de Sorente à New-York. Dans l'arsenal, on aperçoit la coque noire et gigantesque de l'*Italia*, l'immense cuirassé en construction dont s'enorgueillit la marine italienne.

Je trouve ici une cuisine exquise. Une ferme et un potager sont annexés à l'hôtel, et ainsi on a du beurre et des légumes d'une fraîcheur parfaite. Nulle part je n'ai eu une nourriture aussi naturelle et aussi soignée en même temps. Mon estomac fatigué, qui s'y est remis, s'en souvient avec reconnaissance. J'ai ratifié le nom de la maison : *Qui si sana* « Ici on guérit, » et je la recommande à tous.

— Nous visitons Pompéi à plusieurs reprises. Je ne m'en lasse pas, et quoique je la revoie pour la troisième fois, mon impression est plus vive qu'il y a trente ans.

Combien la vie antique différait de la nôtre ! Elle était bien équilibrée et, par conséquent, joyeuse. Comme tout est gai dans cette ville charmante ! Les marbres et les stucs se détachent sur le ciel éclatant. Des arabesques aux vives couleurs ornent tous les

murs, et des peintures représentent les amours des dieux. Nulle trace de mélancolie. Jusqu'aux bas-reliefs des tombeaux nous montrent des chasses pleines d'entrain, des tritons amoureux enlaçant des néréides, ou les danses des fêtes de Bacchus. A-t-on voulu symboliser ainsi la vie persistante et l'éternelle jeunesse?

L'existence était simple, même chez les riches : voyez comme les chambres à coucher sont petites. Il y a à peine place pour un lit. C'est que le costume était peu compliqué : une tunique pour l'homme comme pour la femme, et au-dessus un manteau ou une chlamyde de laine blanche. Ces sybarites étaient vêtus comme nos moines. Pas de changements de mode; peu d'armoires et de meubles pour serrer les effets. La salle à manger est grande, parce qu'on se couche pour causer plus à l'aise; mais la cuisine est petite : quelques fourneaux à peine, parce que l'ordinaire n'est pas surchargé. Rappelez-vous le menu d'Horace. En somme, sauf les monstres dont Trimalchion est le type, l'homme antique a peu de besoins et partant peu de soucis. Il lui est facile de dire : *Omnia mecum porto*. Le tonneau de poterie de Diogène est presque aussi grand qu'un cabinet pompéien.

Et comme l'éducation était admirablement comprise! Les anciens se gardaient bien de se crever les yeux et de s'appauvrir le sang jusqu'à l'anémie, pour apprendre des langues mortes. Fortifier le corps,

assouplir les muscles était pour eux la grande affaire. Ils y consacraient plusieurs heures par jour : bains, gymnastiques, courses, jeux athlétiques, et toujours le plein air ; jamais d'appartements renfermés et sans soleil où l'on s'étiole, comme maintenant. Dans toute la maison antique, même dans la chambre à coucher, le soleil et l'air pénètrent librement. On s'instruisait par des entretiens, en se promenant sous les portiques. La mort même était sans tristesse. Nous, nous multiplions et varions sans cesse nos besoins. Nous devons ainsi multiplier à proportion les moyens d'y pourvoir, et dans cette incessante poursuite de la richesse, nous devenons incapables de jouir de ce qu'elle peut nous procurer : *Et propter vitam vitae perdere causas.*

A quoi bon l'opulence, à quoi bon les hauts emplois, à quoi bon les honneurs, si le corps est souffrant? La santé est la chose essentielle. Nous faisons tout pour la regagner quand nous l'avons perdue, mais rien pour la conserver.

N'est-il pas très étrange que ceux qui nous vantent sans cesse les Grecs et les Romains nous imposent un plan d'éducations qui est complètement l'opposé de ce que faisaient les anciens?

A Pompéi, on n'a pas encore découvert de quartier pauvre semblable à ceux où s'entassent les parias de nos cités actuelles. C'est que les esclaves étaient logés

par leurs maîtres et dans leurs maisons, comme nous faisons pour nos animaux domestiques. L'esclavage empêchait le paupérisme. Il était le fondement de la société. Le gros travail exécuté par des êtres à formes humaines, mais sans droits et considérés comme des bêtes de somme ; l'homme libre, sans soucis vulgaires, s'occupant du développement de ses facultés et du gouvernement de l'État, voilà l'idée que l'on se faisait de l'ordre rationnel.

Le christianisme, en apportant au monde la notion de la perfection et celle de l'égalité, a répandu la semence de nos inquiétudes et de nos révolutions. Mais c'est là sa grandeur. La soif de la justice, la poursuite de l'idéal nous tourmentent. Nous traversons une période de transition. Nous sommes en marche vers ce royaume de Dieu, annoncé par l'Évangile, où les derniers seront les premiers. Les joies faciles de la bête heureuse et satisfaite ne nous suffisent plus, comme au temps du paganisme, et l'iniquité qui existe encore au fond des relations sociales ne laisse en repos ni ceux qui en souffrent, ni ceux qui en profitent. Ce n'est pas un habitant de Pompéi qui aurait dit avec Musset :

> Au fond des vains plaisirs que j'appelle à mon aide,
> J'éprouve un tel dégoût, que je me sens mourir.

Les populations des environs de Naples sont encore

les plus heureuses et les plus gaies de l'Italie. Le climat est si doux, la terre est si fertile! Même dans les demeures pauvres, à la campagne, règne quelque propreté. Le lit en fer, avec une belle couverture blanche, est très soigné. On entend parfois rire et chanter. Cependant le peuple se plaint. Il regrette les « oignons d'Égypte » du temps des Bourbons. Les vivres ont doublé ou triplé, et le salaire n'a pas augmenté en proportion. Les moyens de s'employer ne se sont pas suffisamment multipliés. Il faudrait plus d'initiative, plus de génie d'entreprise chez ceux qui détiennent le capital.

O vous qui gouvernez l'Italie, ayez pitié du pauvre peuple! N'augmentez pas les impôts et diminuez les dépenses. L'attentat de Passanante est un avertissement. On entrevoit dans les réponses de son interrogatoire ce qui se passe dans le cerveau de ceux qu'irrite la gêne dont souffrent les classes inférieures. « Si j'ai frappé le roi Humbert, dit Passanante, c'est parce qu'il est né d'un père qui s'enrichissait par l'impôt sur la mouture. Je hais, ajoute-t-il, les tyrans et les misères qu'ils créent. Le Christ, avec sa barque et avec sa doctrine, sauvera le monde; mais nous, nous devons combattre avec les armes et la révolution. »

Le Parlement vote sans cesse de nouveaux millions pour des fortifications, pour des navires cuirassés, pour des uniformes, pour des fusils, pour des palais

et des arcs de triomphe. Il ne voit pas qu'il prépare le terrain des révolutions politiques et sociales.

Quand on songe que tout cet édifice si coûteux, censément érigé pour maintenir l'ordre, n'a d'autre effet que de créer la misère de ceux qui travaillent, peut-on s'étonner que dans leurs cerveaux troublés surgisse l'idée de détruire la machine qui les écrase?

— Grâce aux recommandations du maire de Castellamare, M. Scherillo, et du sous-préfet, comte Gabardi, on nous fait visiter dans tous ses détails l'arsenal et le colossal cuirassé qui y est en construction, l'*Italia*. L'*Italia* est plus grand que le fameux *Duilio*, dont on a tant parlé. Il portera des canons de cent et peut-être de cent vingt tonnes. Le navire est si énorme, que pour les moindres manœuvres, il faudra l'emploi de la vapeur, et pour transmettre des ordres, le télégraphe électrique. Il coûtera vingt-quatre millions, et le *Lépante* autant; le *Duilio* et le *Dandolo* vingt-deux millions. Ces quatre navires, tout armés et équipés, reviendront donc à cent millions. Je n'hésite pas à dire que c'est insensé.

On ne peut réprimer un sentiment d'indignation quand on voit la misère de la population rurale. Je crois, en outre, que des bâtiments du type de l'*Italia* ne rendront aucun service. Ils sont destinés à visiter le fond de la mer à la première rencontre. La tourelle pour les canons et la chambre des machines sont les

seules parties vraiment invulnérables. Toute la coque du bâtiment est en tôle mince, de deux ou trois centimètres au plus. Elle est double, il est vrai, et l'intervalle sera rempli de charbon. En outre, le bâtiment est divisé en un grand nombre de compartiments étanches, de sorte qu'il peut être atteint et transpercé par les boulets sans couler. Mais supposons deux ou trois de ces compartiments percés, — et tout boulet y pénètrera, — aussitôt l'eau y entre, le bâtiment perd nécessairement une partie de sa vitesse et de sa « maniabilité » et, dès lors, il est perdu. Un navire-bélier, petit mais rapide, le coulera sans peine. C'est ainsi qu'à Lissa, Tegethof a coulé les cuirassés italiens avec ses navires de bois. Ces colossales constructions sont la proie désignée des bateaux-torpilles et des bateaux-espadons.

L'Italie possède douze cuirassés; mais il n'y en a jamais que quatre ou cinq qui sont en état de prendre la mer, et presque aucun ne fait de croisière effective. On donne aux officiers de marine une excellente instruction théorique, mais la pratique leur fait défaut. Le pavillon italien ne se voit guère sur les mers lointaines. Tout l'argent disponible est consacré à contruire des cuirassés gigantesques que nul ne saura manier. On prépare soigneusement les éléments d'un nouveau et colossal Lissa.

Ce n'est pas ainsi que font les États-Unis qui, eux,

pourtant, ne manquent pas d'argent, puisque tous les ans ils remboursent trois ou quatre cents millions de leur dette. Ils gardent leurs anciens navires qu'ils envoient sur toutes les mers, et ainsi ils forment de bons marins, ce qui est la chose essentielle. Les innovations sont si fréquentes maintenant, qu'un bâtiment à peine achevé devient une non-valeur. On estime que l'Angleterre possède en tout trois navires sérieux.

L'Italie a voulu avoir des cuirassés plus puissants que ceux des autres États, mais elle ne forme pas les hommes qui devront les manœuvrer. On gaspille les millions pour exécuter les idées souvent chimériques des ministres qui se succèdent.

A quoi bon d'ailleurs toute cette flotte de cuirassés? Ce n'est point par mer que la France ou l'Autriche envahiront jamais l'Italie. L'ère des débarquements est passée, pour deux raisons. D'abord, les armées sont trop nombreuses et ensuite, grâce aux chemins de fer et aux télégraphes, on peut amener aussitôt des forces supérieures au point où l'ennemi débarque. Croit-on qu'en 1854, les Anglais et les Français auraient pu se maintenir en Crimée, si la Russie avait eu des chemins de fer? En 1870, la France dominait complètement la mer : à quoi cela lui a-t-il servi? C'est là ce qui fait aujourd'hui la faiblesse de l'Angleterre. Que sont les cinquante mille hommes qu'elle

peut jeter sur l'une ou l'autre côte? un peu plus qu'un corps d'armée et la Russie en a vingt, l'Allemagne seize et la France ou l'Autriche tout autant.

Pauvres cultivateurs italiens! Que de misères, que de souffrances, que de larmes et aussi que de vices et de crimes représentent les cent millions que coûteront ces quatre cuirassés! Colossale et coupable folie [1] !

— Je m'entretiens avec l'officier qui nous guide de la marine marchande de l'Italie. Depuis quelques années, elle souffre cruellement. Naguère encore on construisait cent mille tonnes de navires par an. En 1877, on est tombé à quarante-trois mille, en 1878 à trente-trois mille et en ce moment les chantiers de la Ligurie sont déserts. Le tonnage total a diminué de dix mille tonnes en 1877 et de quarante mille en 1878. Le député Boselli et le professeur d'économie politique de Gênes, Virgilio, en ont indiqué les raisons. Les frets ont été considérablement réduits, de 15, 20 et 30 p. c. Pourquoi? D'abord, parce que la crise générale de l'industrie a réduit la quantité des marchandises à transporter : cause transitoire. En second lieu, à cause de la concurrence des navires à vapeur. Les bâtiments italiens sont en bois, à voile et de petit tonnage. Le bon marché du fer et du charbon permet

[1] Quelques officiers de la marine italienne, entre autres le comte Lovera di Maria, ont attaqué ce passage. Mais la presse m'a bien défendu.

de construire à bas prix d'énormes bâtiments très longs et très rapides de 2,000 à 3,000 tonneaux. L'équipage n'augmente pas à proportion du tonnage, et comme le bateau à vapeur fait trois ou quatre voyages pendant que le voilier en fait un, le capital et le personnel donnent un effet utile triple ou quadruple ; d'où économie énorme. Avec les nouvelles chaudières on use trois fois moins de charbon. Au lieu de trois kilogrammes par heure et par cheval, il n'en faut plus qu'un. Il résulte de là que les vapeurs tendent à remplacer les voiliers. C'est une révolutionn évitable.

En 1873, le tonnage général du monde était estimé à 14 1/2 millions de tonnes à voile et à 3 1/2 millions de tonnes à vapeur. En 1879, on compte 14,300,000 tonnes à voile et 6 millions de tonnes à vapeur. Celles-ci ont donc presque doublé. Que peut faire la marine italienne? Acheter des vapeurs en fer à l'Angleterre. Pour le matériel, le bon marché du fer et du charbon donne aux Anglais un avantage décidé; mais, sur des navires construits en Angleterre, les Italiens peuvent naviguer à meilleur marché, parce que les matelots sont plus sobres et les officiers moins rétribués. Si, par les droits protecteurs, on forçait les armateurs à faire construire les navires en fer en Italie, le prix de revient serait trop élevé et la concurrence impossible à cause de l'intérêt et de l'amortissement d'un capital beaucoup plus grand.

— Nous causons de la *Pellagra* avec l'ingénieur Franchiotti logé à notre hôtel. C'est une maladie affreuse qui règne parmi les ouvriers agricoles de la Lombardie. Elle commence par des douleurs à l'épine dorsale. La vue et l'ouïe s'affaiblissent, le corps est agité par un tremblement convulsif. La maladie lentement progresse et aboutit à la folie, à l'hébêtement et enfin à la mort. Elle est héréditaire comme la lèpre et le crétinisme. Le nombre des « pellagreux » augmente régulièrement. En 1830, en Lombardie, on en comptait 20,000, en 1856, 38,000 et aujourd'hui 97,000. On trouve 11,76 pour cent de pellagreux en Lombardie et 11,08 dans la Vénétie, et ceux qui ne sont pas atteints par le fléau sont débilités par la mauvaise nourriture. La statistique des levées de l'armée donne des résultats effrayants. En 1878, le rapport du général Torre constate que le nombre des réformés pour infirmités et vices de constitution a été de 20,35 p. c. en Lombardie et de 18 p. c. en Vénétie. Dans le Napolitain, où cependant la misère est grande, 11,86 p. c. seulement. Ainsi, dans le plus beau pays du monde, un cinquième de la population, à la fleur de l'âge, est incapable de servir par suite de l'extrême pauvreté. La cause de ce fléau est parfaitement connue. Il n'atteint que les gens de la campagne qui mangent exclusivement de la polenta de maïs. C'est, paraît-il, une erreur de croire que c'est la farine humide ou avariée qui

produit la pellagra. Elle règne dans les régions les plus sèches, où le maïs est parfaitement conservé. Il faut en conclure que c'est son usage *exclusif* qui en est la cause.

Les ouvriers agricoles qui ne sont pas attachés à une ferme, les *disobligati*, obtiennent un salaire de 1 franc à 1 fr. 20 c. Ils sont donc dans la misère, quoiqu'ils travaillent de douze à quatorze heures par jour. Leurs habitations sont humides, sombres, malsaines : elles engendrent la fièvre et l'appauvrissement du sang. L'introduction de la pomme de terre et du maïs, qu'on serait tenté de bénir, puisqu'ils livrent un très grand produit, a été, en dernier résultat, un malheur pour l'ouvrier. Il peut maintenant se nourrir d'aliments meilleur marché, mais de qualité très inférieure. Le salaire tendant à se réduire au minimum de ce qui est nécessaire pour subsister, l'ouvrier se nourrit de pommes de terre, de maïs, ou bien de riz, comme en Asie. Autrefois, il mangeait plus de pain et de viande, et il était plus robuste. J'attribue à l'abus de la pomme de terre le lymphatisme et les maladies de poitrine si communes en Hollande. Dans ces climats humides et froids il faut une nourriture animale.

La commission d'enquête, au sujet de la pellagra, dit très bien : « La cause de cette maladie est l'extrême misère, de sorte que sous la question médicale

nous trouvons la question sociale. » Quel serait le remède? Évidemment une meilleure répartition de la propriété. C'est en Lombardie qu'on regrette surtout la disparition des communaux et de l'*Allmend*. Combien le sort de ces pauvres cultivateurs serait différent si, comme en Suisse, chaque famille avait droit à la jouissance gratuite d'un demi-hectare de terre arable, d'un pâturage pour entrenir une vache et de bois pour le chauffage et les constructions! Oh! économistes, quand vous avez prêché partout la vente des communaux, vous n'avez songé qu'à accroître la production; vous avez oublié que la question de la répartition importe bien plus au bien-être du peuple.

— Nous comptons visiter Salerne et Pestum. Arrivés à la gare, le train est parti. Cinq ou six voitures se précipitent sur nous. Les cochers crient à tue-tête : *Andiamo colla vettura.— Quindici franchi. — Dodici. — Dieci. — Otto.*

L'un s'empare de notre malle, un autre de notre sac, un troisième nous entraîne de force. C'est un combat en règle. La course est longue et le prix paraît dérisoire. J'hésite : les habiles gens nous laisseront à moitié chemin, me disais-je. Mais leur plan était mieux conçu. A tout hasard j'en veux faire l'essai. Je choisis la meilleure calèche au prix fixé de dix francs. Nos coursiers ressemblent aux chevaux morts dont parle Alexandre Dumas dans le *Corricolo*. L'un est un

grand blanc, un vrai squelette, les jambes arquées, blessées, complètement sur les boulets ; le second est un petit sarde qui ne va qu'au galop. Je m'attends à les voir tomber à chaque instant et cependant ils nous conduisent d'une haleine jusqu'à Salerne. Nous traversons ces riches villages de la plaine pompéienne, la Cava, si pittoresque avec ses ponts suspendus sur les ravins, le chemin de fer au sommet d'un rocher et la vue du golfe dans le fond.

A Salerne, très curieuse cathédrale avec le tombeau de Hildebrand. On a fait une belle promenade le long de la mer, mais les vagues démolissent déjà le mur d'eau qui la soutient et on ne le répare pas. C'est trop souvent le cas ici. On se ruine pour bâtir, et il ne reste rien pour entretenir ; souvent on ne peut achever. La ville s'est endettée pour construire un gigantesque théâtre.

Notre cocher propose de nous conduire le lendemain à Pestum. — « Impossible, lui dis-je, vos chevaux sont à bout. » — « Laissez faire, Excellence, je vous y mènerai en trois heures. » — C'était là son idée, en faisant la course de Salerne pour un prix si minime. J'accepte, ne fût-ce que pour voir ce miracle. Nous logeons à l'hôtel d'Angleterre, dont la salle à manger et la cuisine se trouvent au dernier étage, sous les combles. Du balcon, vue sur le golfe baigné des molles clartés de la lune, avec les noirs sommets du

Sant'Angelo, qui, à droite, se découpe sur le ciel clair et étoilé. Les vagues se brisent sur les ruines du mur d'eau démoli; comme sur des écueils, et projettent des gerbes d'écume blanche jusqu'à la hauteur du second étage.

Le lendemain matin, à Battipaglia, station du chemin de fer qui se dirige vers les Calabres, nous trouvons notre calèche avec nos «chevaux morts». Ils ont cheminé une partie de la nuit. Nous partons à 9 heures et à midi nous sommes à Pestum : ils ont fait leurs 30 kilomètres d'une trotte. Le fouet et la parole les excitent sans cesse. Car, si on les met au pas, ils s'arrêtent, et pour les remettre en mouvement il faut que le jeune fils du cocher qui nous sert de valet de pied, les tire par la bride, tandis que le père frappe à tour de bras. Une fois partis, ils vont toujours. Quand ils seront rentrés à Salerne, ce soir, ils auront fait 100 kilomètres.

Depuis que je suis venu ici, le pays est bien changé. La route est bonne. Un pont sur le Sélé, le Silarus des anciens, remplace le bac qu'on passait avec peine autrefois. Pendant deux à trois lieues, on voit des fermes et des champs régulièrement cultivés. Les grandes pâtures marécageuses, où errent les buffles, ont beaucoup diminué. La charrue les rogne chaque année. Les buffles cependant n'ont pas disparu. Nous en traversons tout un troupeau. On les voit plongés

dans la vase du marais. Leur aspect étrange est en harmonie avec le caractère sauvage de la contrée.

A droite, au milieu d'un massif de sapins, s'élève une solide habitation badigeonnée en rose. C'est un pavillon de chasse du roi. Victor-Emmanuel y venait chasser le sanglier. Sur la route on rencontre des gendarmes à cheval et beaucoup de charrettes ; on ne se croirait pas dans le domaine des brigands. On prétend que les carabiniers les ont décidément fait disparaître. Les progrès de la culture montrent clairement ce que produit ici la sécurité. A Pestum même, on aperçoit une petite caserne où cinq gendarmes jouent au bouchon. C'est bon signe.

Les temples, surtout celui de Neptune, sont, à mon avis, les plus beaux monuments de l'Italie. Il n'y a que les temples du Nil qui m'aient fait plus d'impression. Au lieu d'être déshonorés par un entourage de constructions vulgaires, ils s'élèvent isolés dans un désert. Ils sont intacts : il n'y manque que les toits qui, étant en bois, ont disparu. Ils ont été respectés par le moyen âge. Jamais ils n'ont été transformés en maisons, en église ou en château fort. C'est une rare exception. Après que la ville eut été ruinée par les Sarrasins au IXe siècle, elle ne s'est plus relevée. Les habitants se sont réfugiés sur les hauteurs de Capaccio, et la malaria a fait la solitude. On peut ainsi goûter sans mélange la beauté austère de l'architecture

grecque. Entre les colonnes du plus beau ton jaunâtre, toutes dorées par le soleil, s'étend la ligne d'un bleu intense de la mer. Ces colonnes sont doriques et cannelées, sans soubassement; elles sont gigantesques et soutiennent un entablement d'une puissance admirable, et, aux deux extrémités, les lourds frontons surbaissés. Elles s'amincissent en courbe vers le haut où s'étalent les chapiteaux en forme de champignon. Les marches pour monter aux portiques y sont encore toutes. Elles ne sont pas enterrées sous la terre et les débris accumulés, comme le sont ordinairement les édifices anciens situés dans les villes.

D'où vient que ces monuments me paraissent si beaux? Est-ce un préjugé? Peut-être. Je ne le crois pas cependant. Tout d'abord ils donnent l'idée d'une stabilité permanente et d'une durée éternelle. Des dés de marbre superposés forment les colonnes, et l'entablement se compose de pierres énormes, qui vont du milieu d'un chapiteau à l'autre; cela est solide comme une œuvre de la nature. Aussi, depuis plus de deux mille ans, rien n'a bougé. Ces constructions sans toiture résistent aux intempéries des saisons et aux tremblements de terre. Abandonnez ainsi, sans réparation, un de nos monuments modernes, dans un siècle qu'en restera-t-il? Voyez nos églises gothiques : elles sont un défi aux lois de l'équilibre. Elles ne se tiennent debout que grâce aux tirants de fer, aux

contreforts, aux arcs-boutants. Rappelez-vous la cathédrale de Cologne, par exemple : on dirait que l'édifice est encore soutenu par ses échafaudages. Il est vrai que cela sert de prétexte à toute espèce de charmants motifs d'architecture. Dans le temple grec, au contraire, absence complète d'ornements. Rien ne parle aux sens, rien ne « saute aux yeux ». La beauté résulte de l'harmonie des proportions ; elle est donc tout idéale et mathématique. Elle est basée, comme la beauté du Kosmos dans le système de Pythagore, sur la loi des nombres et sur le rapport des formes géométriques.

Le charme délicat de la sobriété, voilà ce qu'ont admirablement compris les Grecs. L'esprit attique consiste précisément dans cette finesse du style. Le trait est indiqué, non lourdement souligné. La clarté, le mot juste ; rien de trop, *ne quid nimis*. Le Parthénon est plus riche que le temple de Neptune; cependant les statues du fronton, les chevaux des métopes, dans l'entablement, et la fameuse frise, au haut du mur du portique, n'empêchent pas l'impression d'une extrême simplicité. Des murs unis de marbre blanc et de grandes lignes se profilant sur l'horizon, voilà ce que le regard aperçoit d'abord. Les bas-reliefs n'apparaissent que quand on examine de plus près. La profusion d'ornements des pagodes de l'Inde ou de la renaissance flamande frappent et

étonnent, mais c'est d'un autre ordre et inférieur. C'est la déclamation, l'emphase, l'exagération de l'homme charnel, débordant de vie grossière. L'art grec, c'est l'exquise distinction des divinités de l'Olympe.

Les grands architectes italiens du XVIe siècle et quelques-uns de ceux de la France actuelle ont compris et atteint ce charme suprême de la simplicité et de la sobriété. En Belgique aujourd'hui, on abuse de l'ornement : on ne sait pas sacrifier les parties accessoires pour faire ressortir les principales. Ainsi, dans nos maisons de style classique, il faudrait que les fenêtres du second fussent très simples, afin de donner du relief à celles du premier.

Les monuments de la Grèce sont grands, mais non gigantesques. Ils sont proportionnés à la stature humaine. L'Inde et l'Egypte ont visé au colossal et nous les imitons, au lieu de suivre le bon sens des Grecs. Ces dimensions énormes ne répondent à aucun besoin. Est-ce plus beau? Certainement non. Cela coûte plus cher et étonne les gens de mauvais goût; voilà tout.

Je voudrais qu'on plaçât dans nos athénées, dans nos universités, dans nos écoles normales, partout où l'on parle de l'antiquité, de grandes photographies représentant les chefs-d'œuvre de la statuaire et de l'architecture de la Grèce. On se pénètrerait de la beauté de l'art ancien par les yeux, au lieu d'y arriver

péniblement — si on y arrive — par le laborieux effort d'une version à coups de dictionnaire. Introduisons « les leçons de choses » même dans l'enseignement des humanités, comme on l'a fait si parfaitement dans l'École modèle de Bruxelles.

— Connaissez-vous une route plus ravissante que celle de Salerne à Amalfi? Elle suit constamment le bord de la mer, mais tantôt elle est à pic, au sommet des rochers, tantôt elle descend dans une gorge où s'est niché un village de pêcheurs et de fabricants de macaroni. Partout où on a pu construire des gradins et amener un filet d'eau, des jardins de citronniers font luire leurs beaux fruits d'or au milieu du vert éclatant du feuillage : *im dunklen Laub die gold Oranjen glühen*. Des châteaux forts ont été bâtis, au moyen âge, sur les points les plus escarpés pour défendre le pays contre les descentes des pirates barbaresques. Au delà du golfe, où dort la mer bleue, apparaissent les blanches constructions de Salerne et la silhouette presque effacée des temples de Pestum. La route de Castellamare à Sorente est bien belle aussi, et on y a la vue du Vésuve et de Naples. Mais celle-ci est plus sauvage et plus « africaine »; on est ici en plein midi et protégé contre le vent du nord. C'est un autre climat. Ravello et son château moresque habité par un Anglais, qui en a fait un paradis, tout cela aussi est incomparable. D'Amalfi une barque nous conduit en cinq heures à Capri.

Les bateliers sont gais. Ils chantent les chansons napolitaines : *Ci son tre sorelle* et *O Pescator dell'onda.* Pourtant ils se plaignent. La vie est devenue si chère. Le pain a plus que doublé de prix, et le salaire n'a pas suivi. Ils ne regrettent pas les Bourbons, mais bien l'ancien temps d'il y a vingt ans. S'ils étaient électeurs ils voteraient pour qui leur promettrait une amélioration, pour le prêtre, pour le républicain ou plutôt encore pour l'Internationale.

XI

Février.

Capri. — Je ne connais pas en Europe de site plus extraordinaire et plus charmant. Cette île n'est qu'un immense rocher calcaire, dont les parois inaccessibles plongent partout à pic dans la mer, sauf en deux endroits, où le terrain s'abaisse et descend en pentes douces vers le rivage. Ces plages étroites forment la *marina grande* et la *piccola marina*, où les barques viennent s'échouer. La *piccola marina* qui regarde la pleine mer est abandonnée : on n'y aborde que quand du côté de Naples le vent, soufflant de l'est, pousse sur les galets des vagues trop fortes. La partie méridionale de l'île se relève en quatre sommets que couronnent des ruines. La pointe extrême vers le sud est le fameux Saut de Tibère. Des substructions romaines d'une villa y ont été déblayées. De là, en se penchant sur le bord du rocher, on aperçoit, à une profondeur vertigineuse, la mer transparente. C'est de cette pointe de rocher que Tibère faisait, dit-on, sauter ses victimes. Vers le nord, l'île forme un plateau très élevé, à pic de tous les côtés, et où on ne montait autrefois

que par un escalier de 500 marches; c'est Anacapri. Maintenant on a construit une route qui s'élève en zigzags d'abord, et puis en écharpe du côté de la mer. La vues y est magnifique; mais que l'ancien escalier était plus pittoresque!

Au haut du Monte Solaro, le sommet le plus élevé de l'île, se dressent des ruines qu'on appelle le château de Barberousse. Naturellement on rencontre de tous côtés des restes de murs romains qu'on rattache d'une ou d'autre façon à Tibère. *Timberio,* on n'entend que ce nom. Les deux pointes de rocher qui dominent la petite ville de Capri, à l'est et à l'ouest, sont aussi couronnées de ruines de forts qui semblent dater du XIIIe siècle.

Le climat est délicieux; l'été, les chaleurs sont tempérées par la brise de mer, et l'hiver, il ne fait presque jamais froid. La race est très belle, très fine et très robuste. Sauf sur les côtés de l'Istrie, à Capo d'Istria, nulle part je n'ai vu autant de jolies femmes. C'est une des particularités de l'île. Aussi les artistes y viennent en grand nombre. Comme elles sont, dit-on, aussi sages que belles, il arrive souvent que les peintres épousent leur modèle. Plusieurs Anglais se sont ainsi établis ici. Récemment le prince Carraciolo, qui s'occupait de peinture, a aussi épousé une Capriote, et il s'est fait bâtir une ravissante habitation, la villa Hortensia. Vous souvenez-vous du dramatique épisode que son nom rappelle?

En 1798, quand les Bourbons furent chassés de Naples par Championnet, l'amiral Carraciolo se prononça pour la révolution. Mais bientôt les Français furent obligés de se replier vers le nord, et les Bourbons revinrent sur la flotte anglaise. Malgré la capitulation, il y eut des exécutions en masse. Le vieil amiral fut pendu à la vergue du navire de Nelson et son corps jeté à l'eau. Deux jours après, au moment où le roi et la reine Caroline, invités à dîner par Nelson, allaient aborder son vaisseau, le corps de Carraciolo reparut à la surface, et le roi jeta un cri d'horreur. Le fait est authentique. Le corps fut enterré dans une église de Santa-Lucia.

Nous sommes logés à l'hôtel Pagano, le rendez-vous habituel des artistes. Un immense palmier domine tout le jardin, où le vent fait pleuvoir les oranges mûres. Toutes les portes des chambres sont ornées d'esquisses à l'huile, souvent d'une inspiration très heureuse. Hammon et Sain y ont peint des figures de jeunes filles qui ne seraient pas déplacées dans un bas-relief antique. Sur les panneaux du salon on a fait le portrait d'Hammon et de son chien. Un album renferme les charges des artistes et de leurs faits et gestes. C'est très réussi et très amusant. On vit ici à bon marché. Nous payons 5 francs par jour, tout compris, et nous avons trois repas excellents, avec du vin de Capri — qui est justement renommé — à discrétion.

Que de ravissantes promenades nous faisons, toujours avec cette incomparable vue sur Naples, sur le Vésuve et sur la côte de Sorrente, et à l'avant-plan la mer, dont les teintes varient avec l'heure du jour et l'aspect du ciel ! On est ici complètement séparé du reste du monde, car si le vent se lève et empêche les visites de la grotte d'azur, le bateau à vapeur de Naples n'arrive pas. Le scirocco a soufflé en tempête, et nous sommes prisonniers dans l'île. On voudrait vivre ici, « oubliant, oublié, » loin des soucis de notre existence dévorante, passer les heures à regarder les flots bleus, et revenir ainsi à la vie « élémentaire » des temps primitifs. C'est ici qu'il faudrait lire les idylles de Théocrite. « Laisse la mer azurée se briser contre le rivage. Là croissent le laurier et le cyprès, le lierre noirâtre et une vigne chargée des raisins les plus doux. »

Je voudrais, sur les flancs en pente de ces montagnes, la bêche à la main, me faire un jardin, planter des palmiers, des araucarias, des dracenas, toutes les plantes rares et belles que comporte la douceur du climat. Nous, hommes d'étude, nous devrions ainsi consacrer certaines heures du jour au travail manuel. Un secret instinct nous pousse à tirer de la nature de quoi satisfaire à nos besoins; nous avons des bras, n'est-ce pas pour fournir à la bouche ce qu'il faut pour vivre ? La division du travail fait que d'autres labou-

rent pour nous, tandis que nous pensons et cherchons pour eux. Mais ce partage des occupations est poussé trop loin, et la nature, dont nous violons les lois, se venge en nous frappant de surexcitation cérébrale et d'anémie : *over-working of the brain*. C'est le mal dont il faut se garer.

Toute l'île est merveilleusement cultivée partout où le rocher n'est pas à nu. Sur les pentes on a construit des gradins de pierres sèches; derrière ces gradins on a accumulé la terre végétale, et sur ces terrasses superposées on a planté des oliviers et des vignes, sous lesquels on cultive du blé et du lupin. Pas un pouce de terrain n'est perdu. Là même où manque la terre, on a mis des figuiers et des cactus qui s'accrochent dans les fentes du rocher. Ces cactus ont les formes les plus étranges ; sur leur tronc ligneux se dressent en tous sens d'énormes raquettes. Il y pousse un fruit rosé, d'une saveur douce et fade, la figue d'Inde, couverte de poils, acérés comme les plus fines aiguilles et qui se fixent dans la peau. Dans les jardins croissent des orangers et surtout des citronniers qui exigent moins d'arrosements. A Anacapri il y a des bois d'oliviers magnifiques. Les maisons sont bien entretenues et soigneusement blanchies. Le mobilier est suffisant. Chose rare, les gens ont l'air heureux. Cependant ces belles jeunes filles, qui semblent détachées d'un vase antique, exécutent

les plus durs travaux. Près de notre hôtel on bâtit une maison. Les pierres sont apportées à la « marine » dans des barques, et une file non interrompue de petites filles et de femmes montent, pieds nus, l'escalier qui va de la plage à la bourgade, chacune portant un ou deux moellons sur la tête; mais elles rient en passant, et ce travail paraît un plaisir. La race est si belle parce que l'élégance native du sang italien n'est pas gâtée par la misère, comme sur le continent.

Je ne connais pas de plus frappante leçon d'économie politique que Capri. D'où viennent la perfection de la culture et l'aisance de la population? Certainement pas de la fertilité de la terre qui n'est qu'un rocher stérile. Avant d'obtenir des produits il faut pour ainsi dire créer le sol. C'est la petite propriété qui a opéré ce prodige. Arthur Joung, ce partisan des grands domaines, frappé d'admiration à la vue des résultats obtenus par les petits cultivateurs de la Catalogne, s'écrie : Donnez à un propriétaire un roc nu et il le transformera en jardin. Rien n'est plus vrai. Je le vois ici sous mes yeux. En allant visiter l'*arco naturale*, cette magnifique arcade de rochers à travers laquelle on aperçoit la mer irisée, je passe par un jardin d'oliviers de création récente. L'homme qui l'exploite m'explique comment il l'agrandit chaque année. Sur la pente rapide, en ramassant les pierres, il construit un mur transversal, puis, de

toutes parts, dans les creux des rochers, il ramasse, à la hotte, le peu de terre végétale que la décomposition du calcaire y a formé. Dans ce terrain ainsi créé à la sueur de son front, il plante la vigne, l'olivier et sème un peu de froment. Il paye une redevance minime et fixe, à la commune à qui appartiennent les espaces vagues. Il ne recule devant aucun sacrifice, parce qu'il sait qu'il jouira pleinement de toutes les améliorations qu'il aura faites. S'il avait fallu payer les journées employées à faire ces terrasses, le produit n'apporterait au capital qu'un intérêt illusoire; mais le propriétaire jouit de sa création. Voilà sa rémunération.

Supposons que Capri appartienne à un riche seigneur : il résiderait à Naples, et c'est là qu'il consommerait tout le produit net de l'île. Les habitants, au lieu de garder pour eux leur vin et leur huile, ce qui fait leur aisance, devraient tout vendre pour payer la rente. Ils seraient dans la misère comme leurs frères du continent. Dans les îles de la Manche, Jersey et Guernesey, ceux qui cultivent la terre sont bien plus heureux que la population agricole des comtés anglais. La terre leur appartient. Ils en consomment les fruits, au lieu de les livrer à un lord résidant en Angleterre.

Les directeurs de la *Rassegna settimanale,* MM. Sidney Sonnino et Leopoldo Franchetti, ont bien montré

les causes de la misère qui afflige les campagnes italiennes. C'est la grande propriété, l'absentéisme et la façon dont s'exécutent les travaux agricoles. Le mal est à son comble dans le centre de l'Italie méridionale et de la Sicile. Les grands propriétaires résident dans les villes. Comment songeraient-ils à aller habiter ces grandes plaines pelées, nues comme la main, ou ces montagnes désolées, sans arbres, écorchées, ravinées par les pluies et infestées par les brigands. Tout leur ferait défaut, l'ombre, la fraîcheur, la société et même la sécurité. Ils n'y trouveraient pas de quoi vivre. Ils louent leurs terres à un « fermier » qui ne réside pas non plus. Celui-ci fait faire les travaux par les ouvriers qui vivent accumulés dans de tristes bourgades et qui ont des distances énormes à franchir pour se rendre à l'ouvrage.

Personne n'habitant la campagne, nul ne pense à la fertiliser ou à l'embellir. On en tire ce qu'on peut sans rien restituer. C'est de la *Raubkultur*, comme a dit si énergiquement Liebig, de la culture de pirate qui appauvrit et ruine la terre. Les ouvriers agricoles ne sont pas régulièrement occupés. A l'époque du labourage, des semailles et de la moisson, ils sont accablés : le reste du temps, ils n'ont presque rien à faire. D'où oisiveté et misère.

La situation agricole dans l'Italie méridionale ressemble à celle de l'Irlande avec ses *middle-men*, mais

elle est bien pire. Le propriétaire italien, moins riche que le lord anglais, presse plus à fond la vis de la rente. C'est le comble du *rack-rent*. Les petits fermiers en Irlande ont au moins leurs champs de pommes de terre autour de leur habitation. Ici les ouvriers agricoles, entassés dans les maisons sordides des bourgades, n'ont sous leurs yeux que des pierres qui suintent et des immondices qui empestent. Comme la misérable culture qu'on pratique exige peu de main-d'œuvre, l'offre des bras est toujours en excès, et le salaire se réduit à ce qui est strictement nécessaire pour ne pas mourir de faim, et encore !

Le gouvernement italien, en mettant la main sur les biens ecclésiastiques, a eu l'occasion de créer partout une foule de petits propriétaires. Mais le but principal était de faire le plus d'argent possible. On a donc vendu au plus offrant par grands lots. Les gens aisés ont seuls pu acheter. Les riches se sont encore enrichis, car ils ont obtenu les biens ecclésiastiques à très bas prix. Les pauvres, n'ayant rien, sont restés misérables.

En Sicile on a essayé d'un système qui semblait plus favorable à la classe rurale. On a cédé la jouissance en bail emphytéotique. L'État avait à sa disposition 232,000 hectares, c'est-à-dire environ le dixième de la surface productive de l'île. Cette étendue provenant de 6,137 fonds différents a été partagée en

20,300 lots. Chaque lot était en moyenne de 10 hectares. Quand l'opération a été terminée et qu'on a examiné tous les chiffres, on a vu que cette colossale mutation avait créé en tout 1,942 nouveaux propriétaires. Dans les adjudications les riches ont tout accaparé, parfois à force d'écus, plus souvent par intimidation et *camorra*.

Aujourd'hui quel remède ? Celui que j'ai indiqué en parlant de la pellagra. Le seul que j'entrevoie serait de reconstituer, au moyen d'un impôt spécial sur les successions, un territoire communal, une *Allmend* comme en Suisse, où chaque famille obtiendrait la jouissance viagère d'une parcelle suffisante pour y récolter des légumes. L'ouvrier agricole ou sa femme y travaillerait à ses moments perdus et y transporterait les engrais et les immondices qui empestent maintenant les maisons et les rues. Les seigneurs devraient se faire un point d'honneur et un devoir patriotique d'améliorer leurs terres, d'y créer des bois, des parcs, d'y bâtir, non des palais, mais des maisons de plaisance, simples et confortables, entourées de bonnes demeures d'ouvriers, de façon à embellir le pays et à le rendre habitable.

Quand je parcours les plaines de l'Italie centrale, si vides, si tristes et si fertiles pourtant, je pense souvent aux campagnes de la Suisse. Quel contraste ! Vous rappelez-vous, par exemple, les environs de

Listhal, près de Bâle! Quel ravissant paysage! Quelle délicieuse idylle! Le cultivateur habite un vaste chalet, où chacun a sa chambre garnie de bons meubles. Aux fenêtres, des géraniums, des œillets, des fuchsias. Tout autour, des provisions de bois et de foin. Devant, un jardinet où les légumes se mêlent aux fleurs. Puis le verger, où, sous l'ombre des arbres fruitiers, paissent les vaches laitières. Plus loin, les champs où le travail, varié et par suite incessant, récolte quatre ou cinq produits différents. Sur la colline, la forêt de hêtres et de sapins, qui fournit le chauffage et le bois de construction. Tous les chemins macadamisés, tous les ruisseaux barrés pour les arrosages. Ni ornières, ni mauvaises herbes. La nature domestiquée et parée de façon à satisfaire les besoins de l'homme en charmant ses regards, le rêve de la vie rurale réalisé sous la forme la plus attrayante, voilà ce qu'a fait la propriété démocratique. Des plaines nues, désolées, où le cultivateur meurt de faim sous le plus beau climat et sur le sol le plus fertile, voilà le résultat des *Latifundia*. O économistes partisans de la grande propriété, visitez l'intérieur de la Basilicate ou de la Sicile, vous verrez le degré de misère où elle réduit la terre et la population.

— Il faut faire le tour de Capri en barque. On pénètre d'abord dans la grotte bleue. Une merveille : naviguer, nager dans l'intérieur d'un saphir. On

visite ensuite les grottes verte, rouge et blanche, cavernes profondes, creusées par les vagues et éclairées par la lumière oblique qui traverse l'eau transparente; on passe sous des arcades, puis entre les *Faraglioni*, deux rochers aigus qui s'élèvent du sein de la mer. Les parois à pic, qui forment partout le contour de l'île, sont étrangement découpées, et la couleur en est forte et chaude. En beaucoup d'endroits, la roche est formée d'un carbonate de chaux, de texture saccharine, dont les strates sont transparentes et alternativement jaunes, aventurines et d'un blanc laiteux, comme l'albâtre oriental; on voudrait remplir sa malle d'échantillons. Cette roche ne présente pas des surfaces lisses comme, par exemple, les calcaires de l'Oberland. L'effritement y creuse partout des fissures, des trous, des anfractuosités qui arrêtent la lumière ou projettent des ombres. La photographie rend cela admirablement.

— Le scirocco soulève les vagues qui viennent du large se briser sur les écueils de la *piccola marina*. Entre les pierres, dans l'eau transparente, nous cherchons des animaux marins. Nous n'en trouvons pas comme sur nos plages; pas même des algues. Très peu de mouettes ou d'autres oiseaux marins. On dirait que cette mer est trop claire, trop pure pour nourrir des plantes ou des êtres vivants. Je suis aussi étonné de la rareté du poisson. A l'hôtel ici et à Castellamare,

on nous en sert tous les jours, mais ce sont toujours de petits rougets, des orphies aux aiguilles verdâtres, ou de très petites soles. On ne voit pas ici, sur le marché, cette variété de gros poissons qui abondent chez nous. Mon éminent collègue et ami Van Beneden, qui est à Ischia, confirme cette observation.

— Jadis, les femmes de Capri avaient un joli costume qu'ont peint les artistes. Maintenant, les voilà jusqu'au cou dans la cotonnade violette. Quand je suis venu ici, il y a vingt ans, elles portaient encore extérieurement le corset aux vives couleurs, qui soutenait la chemise bouffante. Depuis lors, les prêtres se sont émus de cette indécence, et ils ont imposé un vêtement qui couvre le haut du corps. Comme partout, c'est une laide jaquette en coton qui remplace le gracieux costume d'autrefois.

— Adieu Capri, la plus charmante des îles; je te quitte à regret. Ici, du moins, j'ai pu jouir des beautés de la nature sans être attristé par la vue de la misère et des souffrances humaines. Nous profitons d'une grande barque qui va chercher de la farine à Torre del Greco et qui nous déposera à Castellamare. La mer est lourde. Le ciel est sans nuages, mais voilé d'une brume cendrée. Sur l'eau flottent des pierres ponces blanchâtres, que la tempête récente a arrachées aux cendres volcaniques d'Ischia.

Le Vésuve envoie jusque bien au delà de Naples son

panache de fumée. Le scirocco souffle toujours, mais sans violence.

En traversant la place de Castellamare, je note, à la porte d'une baraque, les affiches d'une représentation de foire. Les voici :

Si rappresenta la 61ª *parte di Orlando intitolato : L'arrivo di Rinaldo e Isoliere alle bocche della Senna, ossia l'indorato Carro di Galerana, Clarice e la gran lotta sostenuto da Rinaldo.*

Orlando furioso e Antiforte di Barrosia.

Ainsi, l'Arioste sert encore de nourriture intellectuelle au petit peuple, aux matelots et aux ouvriers du port.

Les cloches sonnent à toute volée. Dans les églises, on met aux saints et à la Vierge leurs plus beaux habits et on revêt les colonnes d'une gaine de coton rouge. C'est demain dimanche.

Les cérémonies du culte catholique sont presque l'unique distraction des peuples du Midi. Elles occupent l'imagination et charment les yeux. Elles remplacent les fêtes du paganisme. C'est grâce à elles que le peuple reste attaché au catholicisme. La foi n'est plus cependant ce qu'elle était jadis. On commence à se moquer des superstitions anciennes, mais on ne renonce pas à l'excitation des fêtes religieuses. On est incrédule, mais on pare l'autel du saint de la paroisse.

— A notre retour de Capri, je m'arrête encore quelques jours dans notre éden de Castellamare, pour prendre connaissance des livres que je reçois de tous les côtés. Le ministre de l'agriculture, Majorana Calatabiano, a bien voulu m'envoyer les rapports officiels sur les cultures en Italie et sur l'amélioration de la campagne romaine, ainsi qu'un atlas agricole très intéressant. Une carte spéciale de l'Italie est consacrée à chaque produit, et d'après l'intensité de la couleur, on voit quelle étendue proportionnelle il occupe dans chaque province. Il manque à cet atlas des planches indiquant les altitudes, la nature des terrains, la constitution géologique, la densité de la population et la répartition des animaux domestiques. Ceci a été fait en Prusse. Je voudrais qu'en Belgique on publiât un atlas du même genre. Comme base, nous avons l'excellente carte de nos régions agricoles par M. le professeur Malaise et la carte géologique de mon collègue Dewalque.

— Je reçois de M. G. Colucci, préfet à Catanzaro en Calabre, un ouvrage très intéressant en deux gros volumes. Ce sont les rapports des envoyés de la République de Gênes à Londres sur la guerre de l'Indépendance des États-Unis, avec une préface très étendue, qui donne, d'une façon complète, l'histoire des treize colonies anglaises. Ce n'est point partout que les préfets occupent leurs loisirs à publier des

livres comme celui-ci, qui est un vrai monument historique. Sauf l'Allemagne, il n'est pas de pays où l'on travaille autant qu'en Italie. Pour m'en tenir à ma partie, il paraît trois ou quatre fois plus de livres d'économie politique ici qu'en Angleterre ou en France. C'est un effet de la décentralisation de la vie intellectuelle, qui est entretenue dans toutes les provinces, par les vingt universités qui y sont fixées. En France, il n'y a guère que Paris, centre très lumineux, mais unique. En Italie, de Turin à Palerme, il y a trente ou quarante villes où l'on s'occupe de science. Aussi n'y a-t-il pas une question importante qui ne soit traitée à fond.

Pendant que j'étais à Bologne, le député Mangilli et le comte Philippo Bianconcini m'avaient reproché de ne pas avoir parlé dans mon livre sur les *Formes primitives de la propriété*, des *Partecipanze* et des *Comunanze* existant en Italie. Les documents et les communications que je reçois me prouvent qu'il y a en effet une lacune importante à combler dans mon ouvrage; ce sera, j'espère, pour la troisième édition. Au nord de Bologne, deux communes très peuplées, Cento et Pieve, possèdent chacune une propriété collective de plus de 1,000 hectares de terre de première qualité qui, depuis le moyen âge, a été régulièrement repartagée, tous les vingt ans, entre les habitants-usagers. Carlo de Stefani a montré que dans

les Apennins du Nord, vers Modène, il existe encore beaucoup de restes de la collectivité primitive [1].

M. Ghino Valenti a trouvé dans les villages des montagnes des Marches des propriétés collectives comprenant bois, terres et pâtures, exactement comme l'*Allmend* suisse. Les règles de l'usage sont aussi les mêmes. M. Valenti et Achille Loria, auteur d'un très important ouvrage, la *Rendita fondaria,* me promettent de faire des recherches sur ce chapitre si curieux de l'histoire économique. J'avais déjà engagé mon savant collègue Messedaglia à diriger les investigations de l'un ou l'autre de ses élèves de ce côté.

— Parmi les livres qu'on veut bien m'envoyer, je remarque celui de Pietro Ellero : *Riforma civile.* Les idées sont élevées et touchent aux grands problèmes de notre époque. Le style me paraît admirable. On dirait du Tacite. Il est étonnant de voir, dans ce livre, combien le génie de l'italien est resté incomparablement plus latin que le français.

Dans deux ouvrages antérieurs : la *Tirannide borghese* et la *Questione sociale,* Ellero avait décrit d'une main ferme les vices de la société actuelle. Dans celui-ci, il indique les remèdes.

— Je reçois de l'éminent professeur de l'université de Padoue, Tonzig, quatre ouvrages importants sur

[1] *Delle propriete comuni in alcune parti dell' Apennino.* (*Rivista Europea* 1878. Vol. IX, p. 115.)

l'économie politique, le commerce et la comptabilité. *La scuola perfetta dei mercanti,* — *Scienzia della contabilità commerciale* — et *Scienzia della contabilità civile.* Ces livres, fruits d'une profonde érudition, épuisent la matière, et les lecteurs ne manquent pas, car ils en sont à leur seconde édition. On n'a rien fait de plus complet en Allemagne. Les *Elementi d'economia politica* sont un excellent manuel élémentaire.

J'ai aussi à remercier mon savant collègue de l'université de Pavie, Cossa, pour ses envois : *Saggi di economia politica,* — *Guida allo studia dell' economia publica,* — et *Primi elementi di economia politica.* Ces livres, très bien faits, prouvent l'étonnante érudition de leur auteur, qui n'a pas hésité à apprendre le hollandais pour lire les écrits économiques en cette langue.

— Les impôts qui pèsent sur la propriété foncière sont si lourds en Italie, parce que la commune et la province abusent des centimes additionnels. La loi défend que ceux-ci dépassent les cent pour cent du principal, mais la loi est violée dans plus de 5,000 communes. En 1871, les additionnels au profit de la province et de la commune montaient à 128 millions; aujourd'hui ils s'élèvent à 172 millions, dépassant de 13 p. c. le principal de l'impôt foncier. C'est écrasant et inquiétant. Aussi il arrive souvent que le propriétaire se laisse exproprier pour ne pas payer

l'impôt : chose effrayante. En six ans, de 1873 à 1878, 35,074 immeubles ont été ainsi abandonnés à l'État, 27,077 dans l'île de Sardaigne et 6,392 en Sicile. Les communes veulent avoir leurs théâtres, leurs boulevards, leurs larges rues, leurs statues, leurs fêtes. Elles dépensent et s'endettent. Le crédit et les emprunts sont pour elles un vrai fléau. Les dettes des provinces de 56 millions ont monté à 90 millions en 1877, et les dettes des communes approchent de 800 millions.

En Toscane, la dette communale s'élève à 100 fr. par habitant; à Florence, à 800 francs; à Naples, à 300 francs; dans la plupart des grandes villes, à 200 francs. Si cela continue, on aboutira à la banqueroute universelle.

On me rapporte que l'empereur d'Autriche François, voyageant en Lombardie, demanda au maître d'école d'un village où il s'était arrêté ce que voulaient dire ces trois lettres D. O. M. gravées au fronton de l'église. Le magister répondit hardiment : Cela signifie *Domanium Omnia Manducavit :* Le fisc a tout dévoré. Combien cela est plus vrai maintenant !

Le crédit que nous apprenons à bénir, comme une fée bienfaisante qui multiplie les biens de l'humanité, est devenu pour ces populations un fléau pire que la peste et la famine au moyen âge, car celles-ci étaient passagères et l'autre est permanent. C'est

l'abus du crédit qui a ruiné la Turquie, l'Égypte, l'Italie, l'Autriche, la Russie, tous les pays dont les moyens de production ne sont pas en rapport avec les dépenses exagérées faites par ceux qui les gouvernent. Le crédit est l'agent de « paupérisation » le plus actif qui soit en œuvre aujourd'hui. Il crée des classes entières de rentiers qui vivent dans l'oisiveté et, pour les payer, l'impôt arrache aux malheureux cultivateurs le fruit de leur travail. Ajoutez les commissions et les primes, au moment où les emprunts se concluent.

C'est en Égypte qu'on peut le mieux étudier ce lamentable phénomène. L'exploitation, ou, pour mieux dire, l'écorchement des fellahs, est organisée par une commission anglo-française et pratiquée avec une dureté impitoyable. C'est un des spectacles les plus odieux que présente notre globe, en proie à tant d'iniquités. L'esclavage des noirs était la félicité en comparaison, car on épargnait le nègre qui représentait un capital. Mais le fellah, qu'il meure de faim ou sous le bâton, qu'importe aux porteurs de la dette égyptienne.

Quels profits l'Egypte a-t-elle tirés de tous ces millions gaspillés par le Khédive? Les ouvriers agricoles en Italie ne sont guère moins malheureux que les fellahs. Le crédit, les emprunts affligent aujourd'hui les populations bien plus durement que le servage jadis. Prenons garde au jour où elles le sauront.

XIII

Naples, février.

— Je trouve ici deux guides aussi distingués qu'obligeants, M. Alberto Errera et M. Sbarbaro, tous deux professeurs à l'Université.

Comme vous le savez, M. Sbarbaro expose et défend avec une ardeur infatigable des idées très semblables aux nôtres, sur la nécessité d'une réforme religieuse. M. Errera a publié déjà un grand nombre de travaux économiques, principalement au point de vue historique et statistique. Je citerai seulement son étude sur les petites et les grandes industries, son histoire de la grande crise commerciale de Vienne en 1873, le *Krach*, ses nouvelles recherches sur Beccaria et son histoire de l'économie politique dans les États de la république de Venise. M. Errera pense, et avec raison, que les jeunes économistes en Italie devraient s'attacher à y étudier l'histoire du travail industriel et agricole. C'est un *desideratum* que j'ai souvent signalé aussi chez nous. Il nous manque, par exemple, une histoire de nos classes rurales et industrielles. La nouvelle école économique estime que, pour résoudre

les grandes questions sociales qui s'imposent à notre époque, il faut le secours de l'histoire. Les historiens, jusqu'à présent, ont entassé les in-octavo pour nous raconter les faits et gestes des batailleurs, d'où il n'y a aucune conclusion à tirer, sauf qu'ils ont en général fait beaucoup de mal et peu de bien. Mais de la condition des hommes d'autrefois, que savons-nous?

Sbarbaro se dévoue corps et âme à trois grandes idées : la question religieuse, le désarmement simultané et l'amélioration du sort des classes inférieures par les réformes politiques. Il y apporte une ardeur, un excès d'activité, qui pourra lui coûter la santé et son talent, s'il ne se modère pas. Il écrit à la fois dans dix ou douze journaux, à Gênes, à Milan, à Bologne, à Florence, à Rome, à Naples, et je ne sais où encore. Il vit dans un état de fièvre permanente. Le jour, il prépare ses cours à l'Université; la nuit, il rédige ses articles et ses lettres, besogne écrasante. Quand on veut se faire apôtre, il faut se contenter de l'être d'une seule cause; sinon l'on se tue et on n'aboutit à rien.

— Je visite l'université de Naples. Elle occupe un immense bâtiment avec une cour carrée, entourée de deux étages, de galeries et d'arcades, comme les grands couvents de ce pays. Les auditoires s'ouvrent sur ces galeries. Elles n'en sont séparées que par une portière. Les leçons sont publiques. Pendant que le pro-

fesseur est en chaire, entre et sort qui veut, le chapeau sur la tête comme dans la rue. Cela rappelle les leçons des péripatéticiens sous les portiques de l'Académie. Certaines salles sont complètement remplies d'auditeurs debout, qui se pressent jusque tout contre le professeur. Ceux qui prennent des notes se placent au premier rang et sur les marches de la chaire.

J'assiste à une leçon d'esthétique du professeur Tari. C'est inouï de verve ; il est très érudit et rempli d'humour ; il cite du grec, du latin, de l'anglais, de l'allemand, puis tout à coup éclatent des lazzis en patois napolitain. Il touche à toutes les idées, en parlant de leur représentation symbolique. Il a ce qu'on appelle des tendances « avancées » ou même socialistes. Il est très aimé et très populaire parmi la jeunesse. Dans l'intervalle de deux leçons, les élèves de médecine ou de sciences entrent dans l'auditoire et écoutent. C'est là le grand avantage de cette large publicité. Tous peuvent profiter des cours ; seulement il faut que le professeur s'habitue à ces entrées et sorties continuelles. Il doit supposer qu'il parle en public, tout en conservant à son enseignement le caractère scientifique.

Les galeries et les corridors regorgent d'étudiants : c'est une fourmilière. Plusieurs font leur déjeuner debout, en achetant, là, sur place, des petits pains, des gâteaux, quelques fruits. Leur frugalité est pro-

verbiale. La plupart sont très pauvres et vivent de peu. Autrefois il n'y avait pas d'inscription; on estimait le nombre des élèves à 10,000; aujourd'hui il y a plus de 3,000 inscriptions, mais près de 7,000 examens. Ces jeunes compatriotes de Pythagore, de Vico et de Campanella adorent les idées abstraites et les théories générales. Hegel, interprété par Vera et Spaventa, règne encore dans les chaires, mais dans la jeunesse s'infiltrent le positivisme et le matérialisme.

Je cause avec un étudiant des opinions qui dominent à l'Université. Nous sommes presque tous, me dit-il, anticléricaux; les spiritualistes sont en minorité, il y a peu de républicains, mais plus de socialistes. — D'après ce que me disent les professeurs, les jeunes gens travaillent et aiment à s'instruire, même sans avoir en vue une carrière. Chez nous, trop souvent on ne suit les cours que pour obtenir le diplôme qui mène à une position lucrative.

Je rencontre Palmieri, pour qui M. Minghetti m'a donné une lettre d'introduction. L'illustre physicien qui dirige l'observatoire du Vésuve est encore très vert et très vif. Nous parlons naturellement de la montagne dont il est le grand pontife. Il ausculte les pulsations du volcan comme un médecin celles du pouls humain.

J'entre au cours d'économie politique de M. Antonio Ciccone. Exposition claire, vivante. Beaucoup d'au-

diteurs. L'économie politique, science d'origine italienne, est plus cultivée ici que partout ailleurs; elle est enseignée à l'Université, outre le cours principal, par huit *privati insegnanti*. N'est-ce pas extraordinaire ? Il n'y a pas autant de chaires d'économie politique dans toute la France. Voici les noms de ces huit *privati insegnanti :* A. Betocchi, A. Errera, R. Schiattarella, F. Tomasicchio, baron F. d'Ippolito, S. Francone, A. Salandra et Lioy.

L'institution des « professeurs privés avec effets légaux » a parfaitement réussi à Naples. Leurs leçons comptent comme préparation aux examens et ils peuvent être appelés à faire partie des jurys qui les font subir aux élèves. En 1878, il y avait, attachés à la faculté de philosophie, 9 *privati insegnanti;* à la faculté de droit, 32; à la faculté des mathématiques, 17; à la faculté des sciences naturelles, 12, et à la faculté de médecine, 63; total, 133. Ajoutez 73 professeurs. Le personnel enseignant est donc de 206. Aucune université allemande, même celle de Berlin, n'en compte autant.

Je trouve ici une nouvelle preuve de la prédilection des Italiens du Midi pour les sciences spéculatives. Il y a à Naples une faculté spéciale des mathématiques, avec neuf professeurs ordinaires, deux professeurs extraordinaires, deux chargés de cours et neuf *privati insegnanti*.

Parmi les professeurs de la faculté de droit, je citerai l'illustre criminaliste Pessina, — Francesco Pepere, philosophe spiritualiste, *dei Maestri di color che sanno*, qui fait l'histoire du droit de la façon la plus distinguée et qui est un des chefs du parti libéral, — le romaniste Polignani, dont les travaux sont très appréciés en Allemagne, — de Luca, qui enseigne la statistique. — Je n'ose m'aventurer dans les autres facultés où il y a aussi beaucoup de savants éminents et connus.

— Les femmes étudiantes commencent à paraître dans les universités italiennes. Déjà, l'année dernière on constatait l'inscription de cinq jeunes filles aux cours des différentes villes universitaires. Cette année, on en compte neuf : trois à Turin, deux à Rome, deux à Bologne, une à Naples et une à Padoue.

— Nous montons au Vésuve par une tempête de neige qui nous surprend au sortir de l'hermitage. De là au sommet, il nous faut, à ma fille et à moi, environ une heure. Les premières dix minutes dans les cendres, qui cèdent sous les pieds, sont pénibles comme une ascension dans la neige fraîche. Plus haut les scories résistent mieux. Pendant que nous descendons dans le grand cratère, les vapeurs sulfureuses, rabattues par le vent, nous aveuglent et nous suffoquent. Du milieu des laves brûlantes et encore rouges de la dernière éruption, s'élève un petit cône haut de

30 mètres environ. Il est formé par des scories légères que projette la bouche du volcan. Toutes les deux ou trois minutes, on entend un bruit semblable à une locomotive qui se met en mouvement. C'est comme la toux de la fournaise souterraine. L'orifice du cône est en communication directe avec le feu central; c'est de là que s'échappe l'immense panache de fumée qui couronne la montagne. Plus récemment, mon fils a pu monter jusqu'au sommet même de ce cône d'éruption et jeter un regard dans l'abîme incandescent. Quand j'ai visité le Vésuve, en 1842, le cratère présentait à peu près le même aspect que maintenant. En 1854, je ne vis plus aucune ouverture, mais seulement un grand creux, semblable à une carrière de sable, de 20 à 30 mètres de profondeur, d'où sortaient des vapeurs sulfureuses, comme d'une solfatare. Au moyen d'une échelle on pouvait y descendre. Peu d'excursions sont aussi intéressantes que celle-ci, parce qu'il n'en est guère, en Europe du moins, qui font voir d'aussi près les forces incalculables que recèle le sein de notre globe. C'est comme un regard jeté dans sa constitution intérieure. D'un bond l'imagination remonte à l'époque de son origine ignée.

— Je ne vous parlerai pas du musée, dont rien n'égale l'intérêt, ni des aspects de Naples, que vous connaissez aussi bien que moi. Je dirai seulement que chaque visite ici me confirme dans l'idée qu'il n'est

pas de lieux plus enchanteurs que cette baie. Quelle harmonie de lignes et de couleurs! Comme le profil de ces montagnes se marie bien aux contours de ces rivages. Quel régal pour les yeux! La peinture ne peut même essayer de rendre ces splendeurs.

— On a construit un très bel aquarium, près de la mer, au milieu des palmiers et des araucarias de la promenade enchanteresse de Villa-Reale. Pour vous décrire les hôtes qui l'habitent, il me faudrait la plume d'Édouard Van Beneden. Je note seulement, qu'on y a établi un institut d'études, en réservant une table pour chacune des nations étrangères qui veulent y envoyer un étudiant. Grâce à l'insistance de M. Van Beneden, nous y aurons bientôt aussi un jeune physiologiste belge.

— A Naples, quand on veut acheter, chacun vous demande deux ou trois fois le prix réel. Quel contraste avec la Suède ! Ne sachant pas le suédois, j'offrais en payement une poignée de monnaie et on ne me prenait jamais plus que ce qui était dû. Sur les bateaux à vapeur, le voyageur consomme ce qui lui convient, fait lui-même le compte et paye. Aux stations de chemins de fer on donne un prix fixé, souvent une couronne (1 fr. 45), et on a le droit de prendre ce que l'on veut parmi les innombrables mets qui couvrent les tables. Cette honnêteté générale inspire le respect de la nation.

— J'aurais voulu étudier de près la misère de Naples, mais le temps me fait défaut. Elle a été décrite par Villari, de façon à arracher à toute l'Italie un cri d'horreur, et Marc Monnier en a fait des tableaux effrayants et malheureusement vrais.

La duchesse Theresa Ravaschieri a écrit aussi un très bon livre sur la misère à Naples : *Storia della carita napoletana.*

En pénétrant dans les étroites ruelles qui débouchent sur le quai de Santa-Lucia, je vois ces caves sombres, où sur un sol humide et infect croupissent des familles entières, entassées et disputant aux rats leur paillasse pourrie. A Londres même, dit Villari, rien n'est plus horrible. C'est exact; mais il faut dire qu'à Naples on peut vivre presque toujours en plein air et que les enfants vont jouer sur le quai et sur le sable, au bord de la mer. Ils ont le soleil et la fête perpétuelle de cette belle nature, tandis qu'à Londres on a presque toujours de la pluie, un brouillard opaque, des rues affreuses et nul horizon. Le dénuement de l'Indien dans les prairies n'est pas de la misère, et telle est à peu près la condition des pauvres à Naples.

On a ouvert un dortoir public, sous le nom de Victor-Emmanuel, pour recueillir les malheureux sans asile, et pendant les dix premiers mois on y a reçu 404 personnes dont 2 notaires, 22 avocats, 20 maîtres d'école, 23 ex-employés, 13 pensionnés, 2 pharmaciens,

8 commis d'huissier, 10 prêtres, etc. Connaissez-vous rien de plus poignant que cette statistique? Les vrais pauvres, eux, couchent à la belle étoile.

N'est-il pas désolant que partout, du Nord au Midi, au milieu des richesses de l'univers entassées aux bords de la Tamise, comme ici, parmi les splendeurs de ce golfe incomparable, on retrouve cette plaie hideuse du paupérisme? La faute en est-elle aux pauvres eux-mêmes ou à l'imperfection des lois humaines? En Italie, on en aperçoit bien les causes.

— Une grande partie de la rente italienne et des obligations et actions des chemins de fer se trouvent encore aux mains des étrangers; c'est un mal. Il en résulte que les travailleurs italiens peinent et meurent de faim au profit des rentiers de Paris, de Bruxelles et de Londres. Voilà le triste résultat de tous ces gros emprunts. Les pauvres cultivateurs du monde entier, l'Indou de Calcutta à l'Himalaya, le Fellah aux bords du Nil, le Brésilien, le Russe, l'Italien, tous sont privés du fruit de leur dur labeur, qui va subvenir aux fantaisies du divitisme dans nos grandes villes de l'Occident. A mesure que les dettes des États, des villes et des provinces augmentent, — et cela a lieu partout dans une progression effrayante, — on voit s'accroître le nombre des oisifs vivant aux dépens des travailleurs. L'Italie paye tribut à l'étranger, comme si elle était un pays conquis. Si des Italiens rache-

taient toutes les rentes et les titres émis par leur pays, le mal existerait encore, mais il serait moindre.

— J'apprends qu'en Italie on a beaucoup de peine à trouver des instituteurs, tandis que les écoles normales d'institutrices sont partout insuffisantes pour recevoir les élèves qui se présentent. En voici la raison. Les jeunes filles, quand elles sortent de l'école primaire, ne trouvent, pour continuer leur éducation, pas d'autres établissements que les écoles normales. En outre, ce n'est que comme maîtresse d'école que les filles de la petite bourgeoisie peuvent obtenir un gagne-pain.

Dans les écoles que j'ai visitées, j'ai trouvé ces institutrices ordinairement jeunes, intelligentes, mais souffreteuses, évidemment mal nourries et étiolées par le mauvais air. Elles sont trop peu payées par les communes. Beaucoup meurent étiques, et certes ce n'est pas le climat qui en est la cause. A Florence, récemment, 75 sur 147 ont été reconnues incapables de faire les petits exercices de gymnastique de chambre qu'exige le règlement. D'où vient le mal? De la pauvreté générale. Les communes sont pauvres et cherchent à payer le moins possible. Les institutrices sont pauvres et elles s'offrent au rabais.

En Italie, comme dans tous les pays catholiques, on n'a presque rien fait pour l'enseignement moyen et supérieur des jeunes filles. Les congrégations sont

là qui s'en chargent. Qu'en résulte-t-il? Que les mères de famille sont presque toutes dévouées au clergé, qui ainsi, quand il le voudra, ressaisira les fils. La lutte du libéralisme contre la théocratie doit aboutir à un échec final, si l'on continue à abandonner l'éducation des filles aux congrégations.

Le ministre de l'instruction publique, Coppino, a voulu créer dans toutes les grandes villes, des collèges ou gymnases de filles pour la classe aisée; mais, faute d'argent, ce beau projet n'a pas été mis à exécution. Il existe à Naples trois *educatorii,* qui portent le nom des trois princesses Marie-Clotilde, Maria-Pia et Marguerite. On y paye 750 et 500 francs. L'enseignement y est bon. Toutes les maîtresses sont laïques et ont le brevet supérieur de capacité. Mais le régime ne diffère guère de celui des couvents.

Au fond, la difficulté est grande. Pour les soustraire à l'influence cléricale, enlevez-vous aux femmes tout sentiment religieux, c'est une entreprise détestable et dont on verrait bientôt les mauvais fruits. D'autre part, si elles sont pieuses, comment le confessionnal n'en ferait-il pas les instruments des confesseurs? C'est évidemment une impasse, dont on ne peut sortir que par l'adoption d'un culte qui ne connaît pas la confession ; mais l'Italie y est-elle préparée? Les libéraux les plus avancés ne comprennent même pas les termes du problème. La gauche ne se

distingue de la droite, sous ce rapport, que parce qu'elle crie plus fort contre les prêtres; mais quant à des mesures efficaces pour diminuer leur influence, elle n'en a cure; au contraire, elle se montre souvent plus favorable au clergé que la droite.

Il y a aussi en Italie ce qu'on appelle en France les petits séminaires. Ce sont des établissements d'enseignement moyen destinés à préparer les jeunes gens qui se destinent à la prêtrise; mais ils reçoivent aussi les élèves qui veulent seulement faire leurs humanités. Il en existe 284, qui comptent 17,478 élèves, dont 3,547 font de la théologie. Ils ont plus d'élèves que les gymnases et les lycées de l'État. La majorité des enfants de la bourgeoisie est donc encore aux mains du clergé. D'après le rapport sur ces « séminaires » que le ministre de l'instruction publique vient de publier (février 1879), l'enseignement y est très mauvais. Le grec presque nul; le latin et l'italien « laissent beaucoup à désirer »; pour les sciences, « insuffisance complète ».

L'enseignement continue dans ces conditions, en violation de la loi, qui exige que les professeurs soient diplômés et que les élèves, pour être admis aux examens, passent au moins une année dans une école publique. Aucun ministre de l'instruction publique, ni Coppino, ni Bonghi, ni De Sanctis, n'a osé faire respecter la loi. Les professeurs enseignent sans

diplôme, et les élèves se présentent aux examens, en disant qu'ils ont reçu l'instruction dans leur famille.

Rien n'est d'un plus mauvais exemple que des lois sans cesse violées par ceux-là mêmes qui sont chargés de les mettre à exécution; et c'est ce qui arrive trop fréquemment en Italie. Le manque de respect pour la loi est un des plus grands vices de ce pays-ci. Ce vice profond et qui date de loin se rencontre dans toutes les classes. Deux causes opposées ont agi dans le même sens. Autrefois les lois édictées par des gouvernements tyranniques blessaient les droits et les intérêts des sujets qui tâchaient de s'y dérober de toutes façons. Depuis que l'Italie est libre, beaucoup de lois ont été votées qui étaient trop en avance de l'état social, et elles sont également éludées. On violait les premières parce qu'elles étaient mauvaises, et maintenant on viole les secondes parce qu'elles sont trop bonnes. Dans les pays qui se gouvernent eux-mêmes depuis longtemps, le peuple a le sentiment que les lois sont faites par lui et pour lui, et par conséquent il est porté à les respecter. Ce n'est que peu à peu que l'Italie en arrivera là. Malheureusement il est trop évident que l'impôt l'accable et que les avantages qu'il en retire ne sont pas en proportion de tout l'argent dépensé.

— Un autre fléau de l'Italie, c'est l'abus des influences parlementaires. Nous en souffrons déjà

beaucoup en Belgique et nul pays constitutionnel n'en est exempt; mais le mal est plus grand ici, parce qu'à défaut de partis nettement tranchés sur lesquels ils s'appuient, le ministère et les administrations ne peuvent résister. Le député doit se faire le serviteur des solliciteurs qui l'assiègent, sous peine de perdre leur voix, et le ministre doit donner satisfaction aux députés pour conserver ou pour former une majorité. Dans les nominations on tient moins compte des exigences du service que des recommandations des membres de la Chambre. Devant eux, à Rome comme en province, chacun tremble et tous cèdent. Les lois, les règlements, l'équité, l'intérêt public, pour leur complaire, tout est sacrifié. C'est une source permanente de désordres, de dilapidations, de favoritisme et de mauvaise gestion. Que la gauche ou la droite soient au pouvoir, le mal est le même, parce qu'il tient à l'ensemble de la situation politique.

A ce mal, qui sévit dans tous les pays à régime parlementaire du continent, quel remède? Imiter l'Angleterre d'où nous vient le gouvernement représentatif. Là, plus encore qu'en Amérique, on trouve une double décentralisation. Décentralisation territoriale : chaque État, chaque comté, chaque commune jouit d'une grande autonomie et règle ses affaires propres. Décentralisation des grands services qui ont une vie indépendante : exemple, l'instruction publique, dont

le chef, le surintendant, ne dépend pas des Chambres.

Ce qu'il faut sur le continent, pour nous guérir de l'intervention abusive des influences politiques, c'est :

1° Enlever au centre le plus d'attributions qu'il se peut, pour les confier aux provinces ou aux régions. M. Jacini a parfaitement développé cette idée dans son livre : *Sulle condizione della cosa publica in Italia, dopo il* 1866 ;

2° Constituer l'indépendance des grands services. Des chefs nommés à vie, en dehors des influences parlementaires et nommant à leur tour leurs subordonnés sous leur responsabilité. Exemple : le service de la sûreté publique à Londres. J'ai exposé ce point dans mon *Essai sur les formes de gouvernement.*

Pour introduire une réforme, une amélioration dans l'armée ou dans l'enseignement, il faut beaucoup de temps et des vues suivies, appliquées par celui qui les a conçues. En Italie, on change de ministres plusieurs fois dans l'année. Chacun apporte successivement ses idées, ses plans et son caractère. Quels résultats espérer avec ces changements perpétuels? Un souverain autocratique conservant ses ministres est, sous ce rapport, un meilleur instrument de gouvernement et de progrès. Voyez ce qui s'est fait autrefois en Prusse.

— Le ministre Majorana Calatabiano vient de faire

voter une loi forestière qui renferme de bonnes dispositions; mais l'exécution en est confiée à des comités provinciaux; cela est très mauvais. Le Piémont ira-t-il s'imposer des sacrifices pour empêcher le Pô d'inonder la Lombardie? Il s'agit ici d'un intérêt national, et l'énergie de tout le pays est à peine suffisante pour réparer le mal. L'unité administrative pour une loi forestière doit être le bassin d'un cours d'eau, et non la province.

Il y a deux siècles, le poète Tassoni pouvait encore dire :

L'Apennin la cui selva ombrosa e folta
Serve di scopa alla stellata volta.

Aujourd'hui, les montagnes sont nues et la malaria désole les plaines. Il faut à tout prix reboiser les hauteurs, comme l'a fait le marquis Ginori sur ses propriétés. L'État doit agir ici haut la main et imposer ce qui est nécessaire.

— Le nombre des émigrants qui quittent « la belle Italie » va sans cesse croissant. MM. Minghetti et Luzzatti ont même déposé, l'été dernier, un projet de loi pour les protéger contre les fraudes de toute espèce dont ils sont les victimes. Et cependant que de terres fertiles encore vagues, où des millions de familles pourraient vivre! Pour que l'Italien émigre, il faut qu'il soit bien malheureux. Il l'est vraiment, et la cause en est la distribution vicieuse de la pro-

priété. *Latifundia perdidere Italiam.* Le mot est encore aussi vrai de nos jours que du temps de Pline. Comprend-on qu'on déserte le plus beau pays du monde, où la place ne manque point? Voilà l'œuvre du crédit et de l'impôt.

Les paysans de la Lombardie, qu'une circulaire ministérielle récente détournait de l'émigration, ont répondu par un manifeste où je note le passage suivant : « Qu'entendez vous par nation, monsieur le ministre? Est-ce la foule des malheureux ? Oui, alors nous sommes vraiment la nation. Regardez nos visages pâles et amaigris, nos corps épuisés par un travail excessif et une nourriture insuffisante. Nous semons et nous récoltons du froment, et jamais nous ne mangeons de pain blanc. Nous cultivons la vigne, et nous ne buvons pas de vin. Nous élevons du bétail et nous ne consommons pas de viande. Nous sommes vêtus de haillons, nous habitons des trous infects; l'hiver nous souffrons du froid et l'été de la faim. Notre seule nourriture sur la terre italienne est un peu de maïs renchéri par l'impôt. Il s'ensuit que nous sommes dévorés dans les districts secs par la fièvre chaude et dans les régions humides par la fièvre des marais. La fin est une mort prématurée à l'hôpital ou dans nos tristes chaumières. Et, malgré tout cela, vous nous conseillez, monsieur le ministre, de ne pas nous expatrier. Mais la terre où l'on ne peut trouver de quoi vivre en travaillant est-elle une patrie? »

Le journal socialiste de Milan, *La Plebe*, disait récemment au parti radical de l'*Italia irredenta :* « Comment, vous voulez faire la guerre à l'Autriche pour affranchir les « *terre irredente* » du Tyrol? Est-ce donc pour leur faire partager le sort des « *terre redente* » de la Lombardie? Coupable folie, guerre deux fois stupide et idiote. »

— Le nombre des délits augmente en Italie d'une façon inquiétante. Ainsi le chiffre des gens incarcérés, qui en 1873 était de 43,753, s'est élevé en 1878 à 48,037. Il se commet seize fois plus d'homicides qu'en Angleterre. Fait curieux, c'est Rome, la ville des papes, qui l'emporte sous ce rapport. On y compte 1 homicide sur 19,458 habitants; dans la Vénétie, 1 sur 225,519 seulement. Les différences de ville à ville sont très marquées. A Catanzaro, en Calabre, il y a par 100,000 habitants, environ 7 homicides, à Florence 0,8 et à Turin 0,5. Pour les vols, c'est encore Rome qui a la palme, 49 par 100,000 habitants, et à Florence 2 seulement.

Je lis à ce sujet un bon livre du professeur Lombroso : *Sull' incremento del delitto in Italia e sui mezzi per arrestarlo.*

Quelles sont les causes de ce fait affligeant, l'accroissement de la criminalité? D'abord et, avant tout, l'extrême misère d'une grande partie de la population. Pourquoi craindrait-il la prison, celui

dont le sort est moins pénible quand il y entre? En outre, l'impunité est très fréquente. La police est mal faite. On abuse de la liberté provisoire. Les instructions judicaires durent des mois et des années. Quand la peine arrive, le délit est déjà oublié. Puis viennent les amnisties et les mises en liberté. Les délinquants ont bien des chances d'échapper.

Un autre mal généralement reconnu, c'est que la magistrature n'est pas ce qu'elle devrait être. Elle est trop maigrement payée. Elle manque d'indépendance. Recrutée par les influences politiques, elle s'en fait trop souvent l'instrument. Elle craint telle coterie, tel parti, tel personnage qui exerce une sorte de terreur. Toujours de la *camorra*.

Comme le nombre est grand des gens mal famés et de ceux qui devraient être en prison et qui n'y sont pas, on a eu recours à une mesure qui est la violation du principe tutélaire de la liberté individuelle. La police a le droit d'imposer un lieu de résidence à des individus qu'elle considère comme dangereux, mais sans qu'aucune poursuite ou aucun jugement soient intervenus. Ce domicile imposé, *domicilio coatto,* est, comme on le répète ici, une véritable loi des suspects, une arme empruntée à l'ancien arsenal du despotisme.—C'est une nécessité, dit-on. Tant pis; il faut faire en sorte qu'une mesure aussi injustifiable ne soit pas nécessaire. D'ailleurs, les effets en sont

détestables. Les individus soumis au *domicilio coatto* perdent tout respect humain et deviennent des scélérats. Ils vont peupler la prison et le bagne.

Une répression prompte, des lois sévères mais justes, des juges énergiques et actifs, voilà les remèdes. Mais ce qu'il faut surtout, c'est une meilleure répartition de la richesse et une réduction de l'impôt, qui aujourd'hui, engendrant l'excès de la misère, est la cause la plus énergique des délits et des crimes.

L'Italie se trouve engagée dans un cercle vicieux. Le mécanisme de l'État est si coûteux qu'il provoque les crimes en créant la misère, et plus il y a de délits, plus la répression coûte cher.

XIV

10 février.

En quittant Naples, nous remontons vers le nord par le chemin de fer qui longe la côte, de Rome à Pise. On traverse les maremmes, plaines marécageuses parsemées de buissons et où règne la malaria. A Pise, après avoir joui de la beauté sans pareille de la place où sont réunis la cathédrale, le baptistère, le campanile et le Campo-Sancto, nous faisons une promenade dans la forêt du Gombo. C'est une magnifique pinète de pins parasols plantée, au siècle dernier, par le grand-duc. Que de régions entièrement improductives on pourrait convertir ainsi en massifs forestiers! Le chameau est ici complètement acclimaté; il se reproduit et fait l'office de bête de somme. On l'emploie à rapporter le bois abattu des endroits de la forêt où une charrette ne pourrait pénétrer. Nous en rencontrons trente à la file. On se croirait en Afrique.

Que je voudrais être peintre pour reproduire certains coins du paysage! Voici une petite mare entourée de bruyères rousses. Les nuages empourprés par le soleil couchant s'y reflètent à travers les fûts bruns

des grands pins qui étendent au-dessus de nous leurs voûtes sombres. Les daims fuient à travers les clairières. On aperçoit au bout de la grande avenue les dunes de la mer dont on entend le ressac. Aspects très particuliers, dont rien ne donne l'idée chez nous, sauf peut-être certains sites de la Campine. Mais ici les arbres sont plus puissants, l'impression plus solennelle, les tons bien plus fortement colorés.

—Nous passons un jour à Gênes. Le port est rempli de navires et la ville semble prospérer. C'est ici le centre du parti républicain. Dans ces anciennes républiques qui ont duré jusqu'à la fin du siècle dernier et qui ont eu une si glorieuse histoire, les souvenirs du passé lui apportent une certaine force.

Voici une annonce que je note en passant :

Il giornale quotidiano Il Popolo, *organo repubblicano che dá 7 anni si pubblica in Genova, annunzia che quanto prima porterà il suo formato eguale a quello del* Secolo *di Milano. Né è direttore il signor Achille Bizzoni.*

On laisse toute liberté aux publications républicaines, même affichées comme telles: A Bergame, paraît *La rivista republicana,* sous la direction de M. Arcangelo Ghisleri. Cette revue mensuelle est dans sa troisième année.

Autre fait curieux d'un ordre différent mais qui prouve une grande activité intellectuelle et l'intérêt

porté aux questions de réforme sociale : à Bologne, la signora Baccari dirige le journal *La Donna* (*la Femme*), qui paraîtdeux fois par mois depuis onze ans.

— Nous nous arrêtons à Menton pour voir la famille Puaux et lord Acton. Nous logeons à la pension Santa-Maria, sur la route d'Italie, élégante résidence tout au bord de la mer, où l'on a tout le confort d'un bon hôtel suisse. Le climat de Menton est bien préférable à celui de Nice. Pas de vents du nord; les hautes montagnes qui s'élèvent immédiatement derrière la ville les arrêtent.

Nous sommes au 15 février et les petits pois sont mûrs. Sous les grands palmiers, les roses, les géraniums, les héliotropes fleurissent. Pour trouver une station aussi chaude, il faut descendre cent lieues plus au midi, jusqu'à Amalfi, dont l'exposition est la même.

Nous avons l'extrême plaisir de retrouver ici les Minghetti qui sont venus voir leur cousin lord Acton. Nous allons ensemble dire adieu à Herbert Spencer, qui retourne en Angleterre. Je lui avais été présenté, il y a trois ans, à l'Athenæum, ce fameux club de Londres, où sont inscrits les membres les plus éminents du Parlement, de la Chambre des lords et les principaux savants et hommes de lettres. Il paraît très fatigué de travail. Il est grand, maigre, les cheveux encore noirs, mais les yeux affaiblis par la lec-

ture. Il peut à peine soutenir son long buste qui s'affaisse. Il s'inquiète des difficultés du régime parlementaire en Italie et recommande à Minghetti l'amélioration des conditions d'existence des classes inférieures.

« Que pensez-vous de Herbert Spencer? dit Mme Minghetti à lord Acton. » — « Demandez cela plutôt à M. de Laveleye, répond-il avec son fin sourire. » — « Quant à moi, dis-je, je serais très disposé à me récuser. Pour la seule science où j'ai quelque compétence, la sociologie, il n'en est encore qu'aux prolégomènes. Il en a montré toutes les difficultés ; mais cela suffit-il? Je crois que Spencer a abordé une entreprise qui est aujourd'hui au-dessus des forces humaines. Quels que soient son ardeur au travail, sa puissance de lecture et son génie, il ne parviendra pas à achever cette encyclopédie des sciences sociales qu'il avait rêvée. Ainsi, quand il arrivera à l'économie politique, je doute qu'il y apporte beaucoup de vues nouvelles. Je ne pense pas qu'il lègue quelques-unes de ces vérités fécondes comme on en trouve dans Mill et dans Tocqueville. C'est sans doute un effet de la faiblesse de mon esprit, mais je place ces deux écrivains très au-dessus de lui. Tocqueville est le Montesquieu du XIXe siècle et Mill mérite d'être le guide des amis éclairés de la liberté et de la justice. La science sociale est si vaste, qu'on ne peut en cultiver

qu'un petit coin, armé, bien entendu, de grandes vues générales.»

—« Je ne puis m'en défendre, reprend Mme Minghetti, la suppression de tout idéal me donne froid. Lorsque mes amis positivistes, les naturalistes et les physiciens, veulent m'enfermer dans ce qu'ils appellent les lois naturelles, je me dis : Mais la plus grande force au sein de l'humanité, n'est-ce pas la foi en l'invisible, l'aspiration vers l'au-delà? N'est-ce pas cette foi qui fait les héros, les saints, les réformateurs, qui bouleverse, transforme et améliore sans cesse les sociétés? »

— Lord Acton est un catholique dévoué à la liberté et anti-infaillibiliste. Il a l'attitude de Montalembert vers la fin de sa vie, mais avec tout autrement de logique dans les idées et de constance dans la conduite. C'est certainement l'un des hommes les plus instruits de l'Angleterre. Il s'occupe principalement d'histoire et spécialement d'histoire ecclésiastique. Néanmoins il me montre les livres d'économie politique les plus récents qui ont paru dans les diverses langues. Il les a lus et annotés. Ce qu'il lit est prodigieux et cependant sa santé est excellente. Il paraît n'avoir que quarante ans. Il a les épaules larges, le front carré, la démarche vive et un peu raide du vrai Anglo-Breton. Quel est son secret pour tant travailler, sans se fatiguer comme Spencer? Il

se lève très tôt, et pendant la journée, quand il a un instant, il l'utilise. Il consacre l'après-midi à la promenade, mais jamais il ne flâne et ne perd son temps : voilà le grand point. Il habite avec sa famille une belle villa au milieu des roses et des héliotropes en fleurs. Il a épousé une comtesse Arco, de Bavière. Je me rappelle avoir vu au musée d'Inspruck un tableau représentant un Arco qui se jette au devant de l'empereur Maximilien, pour le sauver d'une arquebusade qu'il reçoit, lui, en plein dans le côté.

Dîner chez lord Acton avec les Puaux père et fils, tous deux pasteurs. Puaux le père est un de ceux qui ont le mieux fait l'histoire de la Réforme. C'est un apôtre. Le fils, Frank Puaux, est un jeune écrivain d'avenir. Il prépare une histoire de Jurieu, qui défendit avec tant de vigueur et de profondeur le principe de la liberté et de la souveraineté du peuple contre les doctrines d'autorité de Bossuet. C'est dans la pensée protestante qu'on trouve l'origine des théories du gouvernement libre, de même que c'est chez les peuples protestants qu'on en voit la pratique.

Lord Acton a publié une admirable esquisse de l'histoire de la liberté dont la traduction, faite par mon ami Louis Borguet, a été publiée par notre éditeur M. Merzbach. Dans la préface que j'y ai ajoutée, j'ai cru pouvoir réclamer une plus large part d'influence pour la Réforme et pour la Révolution fran-

çaise. Cependant lord Acton a un respect trop scrupuleux de la vérité historique pour dénaturer les faits au profit des dogmes catholiques. Ainsi, dans la réponse qu'il a faite au fameux écrit de Gladstone sur le Vaticanisme, il n'a pas hésité à démontrer que c'est, d'après les conseils du pape, que Marie Stuart a organisé le complot, qui avait pour but d'assassiner Élisabeth.

On cause longuement de la question religieuse qui nous occupe tous également, quoique à des points de vue très différents.

Lord Acton est sombre; il paraît désespérer de voir jamais Rome se réconcilier avec la liberté et l'esprit moderne. Il parle non sans une grande amertume de la faiblesse de caractère de Montalembert et de Dupanloup, avec qui il a essayé de défendre l'ancienne foi. Il ne paraît même pas mettre grand espoir dans les tendances libérales de Léon XIII.

Minghetti pense que les luttes actuelles entre le catholicisme et le libéralisme s'amortiront, quand le trône pontifical sera occupé par un pape qui comprendra qu'il a tout à gagner à défendre la liberté illimitée. La solution prochaine serait la séparation complète de l'Église et de l'État. Ainsi la plupart des causes de conflit disparaîtraient. Les forces en présence ayant *fair play*, la vérité finirait par triompher. Mais, dit-il, un choc plus redoutable encore nous menace,

c'est celui entre la science et l'idée religieuse elle-même. Le choc est inévitable. Toute religion, même reduite au déisme, n'y périra-t-elle pas?

Les Puaux et moi nous défendons la solution par le protestantisme. Nous sommes bravement soutenus par une amie de Mme Minghetti, calviniste convaincue, la comtesse de Nadaillac née Delessert. Sans doute, disons-nous, un pape politique et habile peut momentanément amener un apaisement. Prêtre et Italien, il ne manquera pas de biais pour établir un *modus vivendi*. Mais cela n'empêche pas la contradiction absolue des doctrines. Les hommes sont inconséquents, mais les doctrines finissent toujours par pousser à bout leurs conséquences logiques, leurs déductions rigoureuses. Le catholicisme, tel qu'il est défini dogmatiquement par les conciles et par les papes, est une doctrine de despotisme et d'intolérance. Or, notre époque a soif de liberté.

Les peuples catholiques peuvent-ils vivre en insurrection permanente contre leur propre culte? Si ce culte conserve son empire sur les âmes, ses ministres deviendront les maîtres. S'il périt, quel fondement restera-t-il à la morale et à la civilisation?

La séparation de l'Église et de l'État n'est pas une solution. Comme l'Église catholique ne l'accepte pas, si ses adhérents arrivent au pouvoir, soit par des élections, soit par un coup d'État et par l'entremise

d'un souverain, il est certain que l'Église imposera ses lois à l'État. Voyez ce qui se passe en Belgique. Rien n'est plus instructif. Nulle part sur le continent l'Église n'est aussi complètement séparée de l'État, et nulle part les luttes politiques ne sont plus mêlées de religion. La séparation devait apporter la paix, et elle a provoqué la guerre. Nous avons voulu bannir la théologie, et c'est la théologie qui nous divise. Si les peuples veulent vivre libres, il faut qu'ils adoptent un culte qui ne condamne pas la liberté. Pour l'Italie la question présente un danger particulier, car là le triomphe de l'Église aboutit, non, comme ailleurs, à l'asservissement, mais au démembrement de l'État.

— Les promenades dans la montagne, aux environs de Menton, sont délicieuses. Dans les gorges étroites on capte les eaux des ruisseaux pour arroser les jardins de citronniers qui couvrent les premières pentes. Plus haut, des oliviers protègent de leur ombrage léger une terre où fleurissent des milliers de violettes et des anémones, les unes d'un beau violet, les autres d'un rouge vif. Puis viennent des pins et enfin des rocs nus et abruptes qui s'élèvent à plus de 1,500 pieds. A la descente, on a sans cesse devant soi le spectacle de cette belle Méditerranée dont on ne se lasse pas.

Toute cette côte enchantée est devenue le jardin d'hiver des oisifs opulents. Combien l'accroissement des fortunes et la facilité de la locomotion ont embelli

la vie des gens de loisir! Ils ne connaissent plus les excès des climats. L'hiver, ils vont chercher le printemps près des flots d'azur de ce beau golfe, et pendant la canicule, ils trouvent la fraîcheur dans l'Engadine, à Zermatt ou à Mürren.

Riches de la terre,
Pour vous vivre est doux.

Ces deux petits vers, de je ne sais quel auteur du XVIIIe siècle, me reviennent sans cesse à la mémoire. Je ne les ai jamais trouvés si vrais qu'en déjeunant à Nice, quelques jours plus tard, dans l'éden de ce charmant mécène, Gambart, sous ses portiques de marbre blanc, parmi tant d'œuvres de grands maîtres et en visitant ces jardins enchantés, où la flore de ces latitudes favorisées déploie toutes ses merveilles.

— Je résumerai, pour finir mes impressions sur la situation actuelle de l'Italie, en m'appuyant sur les observations émises par M. S. Jacini dans un livre paru récemment : *I Conservatori e l'evoluzione naturale dei partiti politici in Italia*. Il est si délicat de juger un pays étranger, qu'on aime bien à pouvoir invoquer le témoignage d'un de ses citoyens connu par la haute impartialité de ses vues.

Voici d'abord les côtés favorables de la situation de l'Italie : Des frontières naturelles parfaitement délimitées. Pas d'ennemis extérieurs à craindre, nul

voisin convoitant ses provinces. Une dynastie nationale dévouée au pays et à la liberté, très populaire dans tout le pays et dans toutes les classes. Une armée instruite, non divisée par les opinions politiques. Une noblesse plus amie que nulle autre du progrès sous toutes ses formes, de la science, des arts et des lettres. Une grande activité intellectuelle partout répandue, et dans la jeunesse un très vif désir de s'instruire. De nombreux foyers de culture scientifique. Une population très intelligente et, quoi qu'on en dise, très laborieuse quand elle recueille les fruits de son travail. Nul fanatisme religieux, pas même chez le clergé. Point de grande industrie ni de grande capitale accumulant sur un point des masses d'ouvriers.

Voici maintenant les mauvais côtés : Le pire selon moi et la source de tous les maux, c'est la trop inégale répartition des biens, d'où résulte que la plus grande partie de la population doit vivre d'un salaire insuffisant et intermittent; surtout extrême misère des classes rurales. Impôts accablants, l'État, les provinces et les communes abusant du crédit pour des dépenses improductives. Beaucoup de particuliers dépensant plus que leurs revenus; par suite, formation très lente du capital. Les crimes et les délits plus fréquents que partout ailleurs et augmentant encore dans une proportion inquiétante. Dans tout le

Midi, la sécurité moindre que dans tout autre pays civilisé. La justice lente et impuissante. Les verdicts du jury souvent un véritable scandale. La police insuffisante. Des associations malfaisantes comme la *Camorra* et la *Mafia*, faisant régner dans quelques villes une sorte de terreur. Des sectes révolutionnaires persistant dans certaines provinces. Abus des influences politiques. Le régime parlementaire fonctionnant détestablement, faute de partis bien constitués. Les crises ministérielles incessantes, ôtant au gouvernement toute autorité et tout pouvoir pour faire le bien. La presse active mais se faisant trop souvent l'organe de certains intérêts personnels ou de coteries ambitieuses. Beaucoup de mécontents, à savoir : dans les petites villes, les demi-bourgeois déclassés, « politiquant » dans les cafés et sur les places publiques, et dans les campagnes, les paysans, écorchés par la rente et par l'impôt, prêts à accepter les solutions les plus violentes du socialisme. L'ambition déplorable de jouer un rôle dans les complications de la politique européenne, et chez un parti peu nombreux mais remuant, la funeste visée d'en profiter pour enlever aux voisins quelques lambeaux de territoire, tandis qu'il ne faudrait songer qu'à rendre la vie plus supportable.

En somme, il me semble apercevoir en Italie beaucoup d'éléments inquiétants, mais sans le levier

qui fait les révolutions, une capitale révolutionnaire.

Les souverains qui créent une grande capitale aux dépens de la vie provinciale préparent la chute de la royauté.

Un centre où tout converge et où tout se décide est aussi un écueil pour une république. Le retour des Chambres à Paris est une grande faute. J'aurais conçu que les ennemis de la république l'eussent demandé, mais un vrai républicain n'aurait jamais dû y consentir.

Si l'on met fin à la malaria, Rome deviendra un second Paris et la royauté sera menacée.

La situation impose à l'Italie de rester fermement attachée à la paix. En temps ordinaire, le gouvernement sera toujours assez fort pour maintenir l'ordre et pour réprimer les agitations ou même les insurrections locales. Mais supposez une grande commotion, une guerre et quelque défaites : les républicains et les socialistes pourraient renverser momentanément l'ordre établi et s'emparer du pouvoir.

La question de la papauté reste toujours attachée aux flancs de l'Italie. Son unité a pour ennemi irréconciliable le chef suprême de son culte, qui est en même temps le souverain pontife des deux cents millions de catholiques qui se trouvent hors de l'Italie. Son existence comme nation peut donc être mise en danger de deux façons : premièrement, à l'intérieur,

par le triomphe du parti clérical s'emparant du pouvoir au moyen des élections et des rouages du gouvernement représentatif; secondement, de l'extérieur, par une croisade d'un ou de plusieurs États catholiques où le parti clérical viendrait à dominer complètement. Qui oserait dire que ces dangers soient complètement chimériques? Pour y parer, M. Jacini propose de convertir la « loi des garanties » émanée de l'Italie seule, en un traité international qui règlerait d'une façon définitive la situation de la papauté. Ce serait le comble de l'imprudence, car on accorderait ainsi à tous les États intervenant au traité un droit d'ingérence dans les affaires italiennes. L'Italie perdrait son indépendance. Elle serait à la merci des autres puissances.

Il n'est qu'une seule solution définitive, c'est que les Italiens abandonnent un culte qui a pour but avoué de leur enlever non seulement leurs libertés, mais même leur nationalité. En dehors de ce remède, le seul radical, il faut attendre le salut d'une extrême prudence et d'une grande prévoyance. A l'intérieur il faut empêcher que le clergé ne s'empare des générations nouvelles par l'enseignement. A l'extérieur il faut se faire des alliés, surtout en évitant d'inquiéter les autres puissances. La tâche n'est pas aisée, et il ne me semble pas que les hommes d'État italiens en voient bien toutes les difficultés.

J'éprouverais certaines craintes pour l'avenir, si je ne voyais pas en action des forces puissantes qui vont à la constitution des grandes nationalités et qui détruisent successivement les principautés ecclésiastiques. Il y a là une loi historique dont j'ai indiqué ailleurs les causes profondes. Le rétablissement du pouvoir temporel du pape serait une violation de cette loi. Elle n'est donc pas probable.

Léon XIII est-il pour l'avenir de l'Italie et pour la cause de la liberté en Europe un adversaire plus à craindre que Pie IX? Voici la conclusion de tout ce que j'ai entendu à ce sujet. Pie IX était un inspiré, un saint, d'autres diront un fanatique. Il proclamait hardiment les dogmes et les prétentions de l'Église, et il attaquait en face les gouvernements et les partis qui se refusaient à les admettre. Il avait ainsi provoqué une résistance décidée et même, dans plusieurs États, des mesures violentes de défense et de représailles. Mais, d'autre part, en portant au plus haut degré l'enthousiasme, l'ardeur et la foi des catholiques, il avait immensément augmenté leur puissance d'action et de propagande. Je ne crois pas que sous aucun pape le catholicisme, tout au moins comme parti catholique, ait fait autant de progrès que sous Pie IX. Les lois de répression, loin de les arrêter, les favorisaient singulièrement.

En Allemagne, autrefois, il n'y avait pas de parti

catholique. Aujourd'hui il s'en est constitué un, qui s'étend partout, et qui est si puissant, que M. de Bismarck se croit obligé de s'entendre avec lui. En France, c'est le seul parti « conservateur » resté debout, et telle est son influence, que par le Sénat il tient les ministres en échec. En Belgique, en Hollande, en Angleterre, aux États-Unis, la puissance et les exigences de l'ultramontanisme ont-elles jamais été aussi grandes ?

« Les violents ravissent le ciel » « Je vomirai les tièdes, » voilà des paroles de l'Écriture dont chaque jour montre la vérité.

Pour arriver au même but — la domination de l'Église — Léon XIII croit devoir employer de tout autres moyens. Il ne peut ni ne veut abandonner les dogmes et les prétentions proclamés par Pie IX, mais il n'en parlera pas, afin d'éviter les résistances. C'est avant tout un diplomate et un politique. Il tâchera donc de se réconcilier avec les gouvernements et les classes dirigeantes. Pour l'Italie il paraît avoir adopté le plan de campagne du père Curci, qui consiste en ceci : renoncer à la lutte ouverte, mais reconquérir le pouvoir en usant de tous les moyens que la liberté met aux mains du clergé et des catholiques, comme l'épiscopat l'a fait en Belgique.

Pour amener les souverains et les classes dirigeantes à se réconcilier avec l'Église, dans une de

ses premières communications au monde, il a tracé un tableau effrayant du socialisme et de ses dangers. Il oubliait toutes les traditions du christianisme primitif. Il foulait aux pieds Lazare et exaltait Dives. Evoquer les terreurs du spectre rouge paraît un moyen bien usé, mais il peut encore être efficace, d'autant plus qu'à vrai dire, le fantôme, loin de s'évanouir à la lumière du jour, prend corps, développe ses muscles et aiguise ses dents.

Léon XIII négocie avec M. de Bismarck, avec le ministère belge, avec le ministère français, avec l'empereur de Russie. En Irlande, en France, en Belgique, en Allemagne, il recommande au clergé la modération et la prudence. Pourquoi les gouvernements feraient-ils la guerre au catholicisme? N'est-ce pas la meilleure école de respect et d'obéissance passive, le plus sûr allié du pouvoir ? Léon XIII espère ainsi désarmer toute opposition et même obtenir l'appui de ses anciens adversaires. De cette façon, le clergé pourrait poursuivre en paix ses conquêtes et s'emparer sous main de toutes les positions. — La tactique est habile. Seulement n'aura-t-elle pas pour effet de refroidir singulièrement le zèle des croyants? Il s'agit de mettre en mouvement des forces spirituelles: c'est ce que font la foi et l'enthousiasme bien plus efficacement que l'habileté et la ruse.

Pie IX était un apôtre, Léon XIII est un diplomate.

Pour entraîner l'Église à la conquête du monde, un apôtre vaut mieux qu'un diplomate.

Cependant, il est certain qu'en se mettant franchement à la tête de la réaction, la papauté ralliera les classes riches; l'évolution est déjà faite pour la noblesse, sauf en Italie. Le Christ a apporté au monde la doctine de l'égalité. L'Évangile, Εὐαγγέλιον, c'est la « bonne nouvelle » apportée aux pauvres et aux opprimés que le royaume de justice est proche. C'est cette idée qui fermente dans les veines du corps social et qui en prépare la transformation.

Le pape est l'héritier de la Rome impériale et il se fait le défenseur de l'inégalité antique. En ce sens, il est vraiment l'anti-christ. Voyez, d'un côté, Jésus, les pieds nus, revêtu de sa robe de pauvre, et, d'autre part, le pape au Vatican ou à Saint-Pierre, sur son trône resplendissant de pierreries, la tiare à la triple couronne sur la tête. N'y a-t-il pas là une opposition absolue? Léon XIII se fait donc l'ennemi du christianisme de Jésus et le protecteur de tous les privilégiés.

L'idéal du Christ est-il destiné à être définitivement vaincu et à s'évanouir, comme l'utopie de Platon ou de Boudha? La théocratie, et le despotisme qu'elle enfante logiquement, seront-ils définitivement vainqueurs? En tout cas, dans la période de réaction qui se prépare, la papauté verra grandir sa puissance,

et beaucoup de ceux qui l'attaquent aujourd'hui se jetteront à ses genoux pour qu'elle les défende. C'est ce grand revirement que prépare et qu'espère Léon XIII.

Pour faire le siège de l'Italie et reprendre Rome, c'est du fond de l'Europe qu'il ouvre ses parallèles.

ANNEXES

ANNEXES.

I° — LE PARTI SOCIALISTE EN ITALIE.

Pendant mon voyage je n'ai pu étudier suffisamment le mouvement socialiste en Italie. Je l'ai fait depuis lors, et je complète ici ce que j'en dis dans mes *Lettres*.

Les premières sociétés ouvrières ont été fondées en Italie sous l'inspiration de Mazzini. Elles datent de 1848. En 1863, on en comptait 453 avec 111,608 membres, et en 1875, plus de 1,000 avec environ 200,000 affiliés. Un grand nombre d'entre elles — plus de 300 — se sont fédérées pour constituer « l'Union fraternelle des sociétés ouvrières », *Società operaie italiane affratellate*. Elles ont un comité directeur siégeant à Rome. Elles y tiennent presque chaque année un congrès. Mazzini, après sa sortie de l'Internationale, lui était devenu de plus en plus hostile à mesure qu'elle subissait davantage l'influence de Bakounine. Il lui reprochait premièrement de nier la notion de Dieu, la seule base du droit au nom de laquelle les travailleurs puissent réclamer justice; secondement, de supprimer la patrie, la forme essen-

tielle de la fraternité humaine, et enfin, troisièmement, d'abolir la propriété, le seul motif qui porte les hommes à produire ce qui dépasse les besoins immédiats, et par conséquent le seul agent du progrès économique. Il ne repoussait pas les réformes sociales. Il cherchait, disait-il, un système qui assurerait l'union du capital et du travail et qui transformerait la propriété sans l'abolir; mais il avait horreur du communisme. Il condamna avec indignation la commune de Paris, comme en 1848 il avait maudit les journées de juin. Les « anarchistes » le lui reprochèrent durement, et Bakounine se chargea de l'exécuter dans sa brochure intitulée *la Théologie politique de Mazzini et l'Internationale* (1871, sans nom d'imprimeur ni de ville). Mazzini n'était pas économiste. Il attendait le salut de l'influence moralisatrice des institutions républicaines. Ses disciples ont hérité de sa haine contre l'Internationale. L'un des chefs les plus en vue du parti républicain, Alberto Mario, ne manque pas une occasion d'attaquer avec la plus grande violence les internationalistes, qu'il appelle des incendiaires et des assassins. Récemment, le cercle républicain d'Ossimo se défendait d'être socialiste: il se disait mazzinien. Le journal socialiste de Milan *la Plebe*, conclut: *E poi dite che i Mazziniani non son divenuti codini* « Après cela, qu'on dise encore que les mazziniens ne sont pas des réactionnaires. » Garibaldi tenait moins à la république, mais inclinait plus vers le socialisme, sans se rattacher à aucun système particulier. Il regretta la chute de la commune. Dans une lettre publiée par la *Gazettina rosa* en 1873, il dit : « La défaite de la commune de Paris est un malheur pour l'humanité, car elle nous laisse le far-

deau d'une armée permanente, dont se servira chaque parti qui voudra dominer... Je le dis avec orgueil : je suis internationaliste, et s'il se constituait une association de démons pour combattre les prêtres et le despotisme, je m'enrôlerais dans ses rangs. » Après la mort de Mazzini, mazziniens et garibaldiens s'unirent pour fonder une vaste association qui devait réunir tous les démocrates de la Péninsule. Ils prirent le nom de *I franchi cafoni*. Leur journal était le *Spartacus*. Ce grand projet ne put se réaliser, et les *cafoni* dérivèrent presque tous vers le socialisme.

C'est Bakounine qui a apporté l'Internationale en Italie. En 1865, il y constitua un groupe de socialistes très actifs, qui publièrent le journal *Libertà e Giustizia*. Ils créèrent la section napolitaine de l'Internationale, la première en Italie. En 1867, des sections s'établirent à Gênes et à Milan. Les « Fils du travail », de Catane, s'affilièrent en 1868. En 1869, une section centrale fut fondée à Naples; elle adressa un appel aux autres sections pour constituer une fédération nationale; mais la police entama des poursuites. En 1870 et 1871, de nombreuses sections s'établirent dans les Romagnes et se fédérèrent sous le nom de *Fascio operaio*. Le 12 mars 1872, elles tinrent un congrès à Bologne, où treize villes furent représentées. Le 6 août, les délégués du *Fascio operaio* se réunirent de nouveau à Rimini pour déclarer « à la face des travailleurs du monde entier » que la fédération italienne rompait avec le conseil général de l'Internationale. Les socialistes italiens se séparaient définitivement de Marx et se prononçaient pour Bakounine, qui avait été en effet leur messie. Depuis que

l'Internationale a cessé d'exister, on a continué à donner ce nom aux associations socialistes, et du reste elles s'appellent elles-mêmes *Section de la fédération italienne de l'Association internationale des travailleurs*. Leur nombre n'a cessé de croître en Italie. On peut affirmer qu'il en existe dans presque toutes les villes. Dans ces derniers temps, pour échapper aux rigueurs de la police, elles prennent le nom de « Cercle pour les études sociales ». Elles publient de temps en temps des manifestes et se réunissent parfois en congrès régionaux. Elles font une propagande active. Quoique le statut italien n'ait pas proclamé la liberté d'association en même temps que les autres libertés nécessaires, l'exercice de ce droit est entré dans les mœurs et il est reconnu en pratique comme garanti par la Constitution. Pour atteindre les associations dites internationales, la jurisprudence a dû les considérer comme des associations de malfaiteurs préparant des crimes de droit commun, l'assassinat et le vol [1]. C'est à ce titre qu'on les dissout et qu'on fait le

[1] Le 14 août 1871, un arrêté ministériel déclarait dissoute la section de Naples, « considérant que la Société internationale des travailleurs, par ses principes et par ses actes, constitue une attaque permanente contre les lois et les institutions fondamentales de la nation et est un péril pour l'ordre public, que le gouvernement doit maintenir ». La jurisprudence des cours suprêmes a admis cette interprétation des lois existantes. Récemment encore, la cour de cassation de Florence, par un arrêt en date du 5 février 1879, décidait que : « A tout individu appartenant à une association internationaliste on peut infliger l'admonition, attendu que ces associations peuvent être considérées comme composées de malfaiteurs, et leurs membres sont par conséquent soupçonnés de préparer des attentats à la vie et à la propriété des personnes.» — Pour l'histoire de l'Internatio -

procès à leurs membres. En 1874, on procéda à l'arrestation de toutes les commissions provinciales, à la dissolution forcée de toutes les sections et au séquestre des registres et des papiers. Mais souvent le jury acquitte. Ces poursuites ne servent qu'à les transformer en sociétés secrètes, ce qui augmente beaucoup leur prestige, leur influence et leur popularité, car elles répondent bien mieux ainsi aux habitudes de conspiration invétérées dans le pays. Dans une lettre écrite de Locarno, le 5 avril 1872, à Francesco Mora à Madrid, Bakounine décrivait ainsi le mouvement socialiste en Italie : « Vous savez sans doute qu'en Italie, dans ces derniers temps, l'Internationale et notre chère *Alliance* ont pris un grand développement. Jusqu'à présent, ce qui avait manqué, ce n'étaient pas les instincts, mais l'organisation et l'idée. L'une et l'autre se constituent, de sorte que l'Italie, après l'Espagne, est peut-être actuellement le pays le plus révolutionnaire. Il y a en Italie, ce qui manque ailleurs, une jeunesse ardente, énergique, sans carrière, sans issue, et qui, malgré son origine bourgeoise, n'est pas moralement et intellectuellement épuisée comme dans les autres pays. Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire avec tout notre programme, le programme de l'*Alliance*. Mazzini, notre « génial » et puissant antagoniste, est mort. Le parti mazzinien est complètement désorganisé, et Garibaldi se laisse de plus en plus entraîner par cette

nale en Italie, outre le livre déjà cité de Rudolph Meyer, on peut consulter Eugenio Forni, l'*Internazionale è lo Stato;* Tullio Martello, *Storia dell' Internazionale*, et *Jahrbuch der Sozialwissenschaft*, von Dr Ludwig Richter, 1879.

jeunesse qui porte son nom, mais qui va et court infiniment plus loin que lui. »

Comme le dit Bakounine, en Italie les éléments révolutionnaires existent, mais, à mon avis, une révolution y est presque impossible, parce qu'il y manque une capitale révolutionnaire. Les Américains bien avisés placent le chef-lieu de leurs États dans de petites villes. Les républicains français, plus imprévoyants, ont ramené les Chambres à Paris, faute énorme. La malaria, qui rend Rome inhabitable une partie de l'année, la préservera longtemps encore du péril de devenir le siège d'une nouvelle commune.

Les journaux socialistes ont pullulé en Italie, grâce à la liberté illimitée de la presse. Mais ils ont eu la vie courte faute d'abonnés : ils meurent après avoir dévoré le petit fonds qu'un groupe enthousiaste constitue au début. *La Plebe* de Milan fait exception : elle existe depuis quinze ans. Un jeune et savant professeur de l'université de Palerme, M. Cusumano, a fait la liste des journaux « rouges » qui ont paru et disparu. Le total dépasse quatre-vingts. Il s'en trouve qui ont des noms bien caractéristiques : ainsi *il Communardo,* de Fano; *Satana, l'Ateo* et *il Ladro* « le Voleur », de Livourne; *la Canaglia*, de Pavie; *il Lucifero*, d'Ancône; *Spartaco* et *la Campana*, de Naples ; *l'Eguaglianza* et *la Giustizia,* de Girgenti ; *il Petrolio*, de Ferrare; *il Povero,* de Palerme ; *l'Anticristo,* de Milan ; *il Proletario*, de Turin. J'emprunte à M. Rudolf Meyer quelques extraits de journaux qui montrent les tendances du socialisme extrême. D'abord, guerre à toute idée religieuse : « Dieu, dit le *Proletario,* est le plus grand ennemi du peuple;

car il a maudit le travail. » — « Plus de foi ni d'obéissance au surnaturel, dit l'*Almanaco republicano*, c'est à cette condition seulement que la démocratie matérialiste pourra construire une société nouvelle. » — Plus de patrie, plus de nation; rien que la commune et l'humanité. « La patrie, dit *la Campana*, est une idée abstraite et creuse au nom de laquelle les rois poussent les peuples à s'entr'égorger... La patrie est « un fait physiologique » qui est représenté par la maison que tu habites, par la commune où tu travailles. Au delà il ne faut voir que le cercle où règnent les mêmes principes et où s'étend la solidarité des mêmes besoins. » — Parlant de l'idée cosmopolite, *la Plebe* s'indigne du mouvement de l'*Italia irredenta* : « Quoi ! dit-elle, vous voulez faire la guerre à l'Autriche pour lui enlever une partie du Tyrol et Trieste, mais contemplez donc nos *terre redente*, notre territoire affranchi : on y meurt de la pellagre et de faim. » — Plus de gouvernement, plus d'autorité; l'anarchie, tel est le but final. « L'ère nouvelle, dit *la Campana,* consacrera la libre expansion de toutes les aspirations humaines. Toute autorité humaine ou céleste doit disparaître, depuis Dieu jusqu'au dernier agent de police. »

Voici maintenant quelques extraits des manifestes socialistes. Dans celui des internationalistes de la Pouille (août 1878) nous lisons : « Le but à atteindre est d'assurer aux hommes la félicité la plus complète possible par le plein développement de toutes leurs facultés. La femme doit être la compagne de l'homme, non une esclave ou un instrument de plaisir. L'amour doit être libre et soustrait aux codes et aux rituels. Chacun doit

recevoir une instruction intégrale, afin de pouvoir choisir la fonction à laquelle il est propre. La libre fédération des individus, des groupes, des associations et des communes forme la confédération du genre humain. La révolution n'est pas une conspiration qui aspire à changer en un jour la face de la société. C'est une lutte permanente, matérielle, morale et intellectuelle contre l'organisation actuelle pour y substituer l'association libre. » — Le 6 mai 1877, les dames internationalistes des sections féminines de la Romagne et de Naples adressent un manifeste à toutes les ouvrières de la Péninsule : « Notre salaire, disent-elles, étant insuffisant, nous dépendons des hommes pour vivre. L'émancipation de la femme est au fond l'émancipation de l'ouvrier. L'une et l'autre sont les victimes du capital. La société actuelle nous dit : « Vends-toi ou meurs de faim. » La société de l'avenir nous dira : « Vis, travaille, aime. » — Le cercle des études sociales de Rome publie son programme (juillet 1878); ses principes sont : « 1° abolition de tout privilège ; 2° le travail productif, unique source légitime de la richesse ; 3° les instruments de travail propriété des travailleurs ; 4° émancipation et « réintégration de l'homme individuel et collectif ». — En juin 1878, la fédération internationaliste de Rimini lance un manifeste où il est dit : Plus de propriété privilégiée, mais collectivisme, c'est-à-dire possession en commun de la terre et de tous les instruments de travail. Plus de maîtres, plus d'usuriers, plus de voleurs ; travail, pain, richesse, instruction, justice, liberté pour tous. La terre à qui la cultive, la machine à qui l'emploie, la maison à qui l'habite. » Mélange inconscient de communisme et d'in-

dividualisme. — Le programme du cercle socialiste de Plaisance (avril 1878) porte : « La terre et tous les instruments de travail doivent devenir la propriété collective de la société tout entière, afin d'être utilisés par les associations agricoles et industrielles : où commence la science cesse la foi. Chacun a droit au nécessaire. Nul n'a droit au superflu. Pas de droit sans devoir, pas de devoir sans droit. » — Dans un manifeste des internationalistes de Montenero, Antignani, Ardenza et San-Jacopo, la théorie de l'anarchisme est nettement formulée : « L'État est la négation de la liberté; car n'importe qui commande, tous servent. L'autorité ne crée rien et corrompt tout. Tout État même démocratique est un instrument de despotisme. Le meilleur gouvernement est celui qui parvient à se rendre inutile. Changer de régime politique est inutile. Un homme a une épine dans le pied : il croit se soulager en changeant de bottes; mais il souffre tout autant. C'est l'épine qu'il faut ôter. L'homme libre dans la commune libre; et dans l'humanité, rien que des communes fédérées, voilà l'avenir. » Ces extraits suffisent pour montrer que le programme du socialisme militant en Italie n'est autre que celui de Bakounine et du nihilisme, et il en est de même en Espagne.

2° — OMISSIONS.

Parmi les hommes distingués avec qui il m'a été donné d'entrer en relations, j'aurais dû citer encore

Luigi Miraglia, philosophe et économiste, professeur à l'Institut de Portici, auteur d'un écrit récent sur les nouvelles tendances de l'Économie politique : *Le due Fasi delle scienzie economiche ;* le sénateur Tullo Massarani, de Milan, critique d'art et esthéticien éminent, artiste lui-même ; et Pitré, de Palerme, qui recueille les monuments de la poésie et des traditions populaires en Sicile.

TABLE DES MATIÈRES.

I

Pages.

But du voyage. Études économiques. Réformes de l'enseignement 6
Francfort. Le Dr Karl Bücher et Sonnemann, député de Francfort. Le *Frankfurter Hof*. 7
La morale économique. Le babylonisme 8
Un capitaine américain. L'Amérique et la crise industrielle 10
Munich. Inspruck. 10
Le monument de Maximilien. Colonnes météorologiques. 11
Traversée du Brenner. Tempête de neige 12
Vérone. Le préfet Gadda. 13
Le théâtre, institution démocratique en Italie 14
École primaire laïque, dirigée par un prêtre. Excellentes écoles 14
Propreté, bon ton des élèves. Service spécial pour les chercher et les reconduire. 16

II

Padoue 18
Luzzatti, économiste et homme politique. 19

Pages.

Forti, directeur du *Giornale degli Ecocomisti*. Les économistes savants Cossa, Messedaglia 20
Le maire de Padoue, Piccoli. L'inspecteur Vittanovich . 21
Excellentes écoles à tous les degrés. Gymnastique enseignée avec le soin qu'elle mérite 21
Excellent système de recrutement des professeurs d'université. En Belgique tout est livré à l'arbitraire ministériel sans aucune garantie 22
Privati insegnanti, pépinière de l'enseignement supérieur 25
L'école primaire laïque n'est pas combattue par le clergé. 26
En Belgique il faut prolonger les études moyennes d'une année, enlevée à l'Université 27
Programme et organisation de l'enseignement moyen en Italie 30
Réformes à faire en Belgique sous ce rapport 31
Programme du lycée italien. 32
Statistique de l'enseignement moyen en Italie 33
Examens 36
Situation du clergé en Italie. 37
Le curé vit des produits d'un fonds de terre 38
Il est mêlé à la vie laïque. Il est cultivateur plutôt qu'apôtre. Aveuglement des libéraux qui veulent le faire rétribuer par le budget 39
Le but poursuivi ne sera plus la récolte à vendre, mais la domination du Vatican à établir. 40
Les banques populaires 41
Conversation avec Luzzatti 41
Jusqu'à quel point faut-il favoriser le développement de l'industrie en Italie? 42
Le protectionisme. 45

III

De Padoue à Venise 45
Système de culture 46
Venise. Saint-Marc 47

Pages.
La race italo-slave 48
Progrès du commerce 49
La population et la misère 50
Castelnuovo, romancier et économiste 50
Politeo, philosophe spiritualiste 51
Indifférence religieuse en Italie. 52
Sombres appréhensions 53
Le député Fambri. 54
Il craint le progrès des idées anarchiques 55
La contagion plus rapide dans les pays méridionaux. L'attentat Passanante 56
Manifestation des haines sociales 57
La comtesse Andriana Marcello 58
Les dentelles de Burano 59
L'aristocratie favorable au progrès 60
Bravoure de la reine Marguerite 61
L'Institut Querini-Stampalia. Mauvais emploi des legs en Belgique 62
Les écoles primaires à Venise 63
Encore la question de l'enseignement de la religion dans l'école primaire 64
La solution de la loi hollandaise. Je l'ai indiquée dès 1858. 65
École Frœbel, strictement laïque, de Mme Hélène Raffalovitch 65
L'enseignement obligatoire 65
Richesse des familles israélites à Venise. 67
Rôle de la race juive dans le monde. Causes de supériorité. 68
L'Institut supérieur du commerce, institution modèle. . 70
L'éminent économiste Ferrara la dirige 71

IV

De Venise à Bologne 72
Conversation avec Luzzatti : situation des partis 73
Le mal est l'absence de vrais partis. 74
Bologne. Marescotti et d'Apel, professeurs à l'Université. 75
Enthousiasme pour la *regina Margherita* 76

Pages.

Réunion du conseil provincial. Le marquis Pepoli. L'échevin Burzi et les sociétés ouvrières 77
Le préfet marquis Gravina et le socialisme. L'université de Bologne et les Facultés 80
Les grades et les taxes universitaires. 83
Nombre des étudiants aux universités italiennes . . . 84
Traitement des professeurs. Admission des femmes aux cours et aux examens de l'enseignement supérieur . . 85
Minghetti et la villa Mezzarota. 87
La droite en Italie serait la gauche partout ailleurs. La vraie droite, les cléricaux, s'abstiennent. *Ni elettori, ni eletti* 90
Donna Laura Minghetti, princesse de Camporeale. . . 93
L'Italia irredenta 95
Les « politiciens » de la place publique. Composition « panachée » du conseil communal. Le professeur Cenere. 97

V

De Bologne à Florence 99
Pistoia 100
Florence très embellie 101
Le Peruzzi. Créanciers de l'Angleterre pour plusieurs milliards 102
Donna Emilia Peruzzi et son salon 103
Le comte Bastogi et les Scolopes 104
Angelo de Gubernatis, Genala, Brunialti, Comparetti . 106
La crise financière de Florence. 109
L'Institut supérieur. Les professeurs Mantegazza, Herzen, Juliani, Castelli, Paoli, Fausto, Severini, Picini, etc. . 111
Le marquis Alfieri et l'École des sciences politiques et administratives 113
Mme Mariani. Sir James Lacayta 115
Karl Hillebrand. Le philosophe Barzelotti 116
La princesse Elisa Salm-Lichtenstein. La situation de l'Autriche. 119

Pages.
Pasquale Villari 121
La Mezzeria in Toscana. Sidney Sonnino et Bertagnolli . 122
De Florence à Rome. Les affouillements du sol . . . 124
Bonificamento de l'*Agro romano* 126
L'Eucalyptus 128
Changements à Rome. 132
La séance des *Lincei* 132
Histoire de cette antique académie. 133
Eckius et Rycquius 136
Mancini et Pierantoni 139
La Chambre des députés. 140
Cairoli et Zanardelli 142
La droite : Minghetti et Sella, Visconti-Venosta, Spaventa, Lanza, Berti, Rudieri, Sanbuy 143
Les groupes : Correnti, Mordini, Depretis, Nicotera, Crispi 143
Instabilité des ministères. Les causes. 144
Soirée au palais Farnèse, chez le marquis de Noailles. . 146
De Lesseps 149
Le salon Minghetti à Rome et le salon Savigny autrefois à Berlin 150
M. de Keudell, ministre d'Allemagne. 152
Strossmayer, le grand apôtre des Slaves 153
L'avenir de l'Autriche 154

VI

Le pasteur Ribetti et l'Église vaudoise 157
Les progrès du protestantisme. 160
Énormité de l'impôt foncier et les saisies immobilières . 161
La Saint-Barthélemy de la Valteline, le *Sacro Macello* . 162
L'assassinat glorifié au Vatican 166
La *Rassegna settimanale.* Sonnino, Franchetti et Ciccone. Les fraudes électorales 167
Les diplomates : notre ministre Van Loo et le secrétaire de légation Le Ghait. Le salon de Mme Le Ghait . . . 169

Pages.
Coello, ministre d'Espagne, et Turkhan-bey, ministre de Turquie. Pioda, ministre de Suisse 170
Le baron de Haymerlé, ministre d'Autriche, et Mme de Haymerlé. 171
Le prince Ourousof, ministre de Russie, et le marquis de Noailles, ambassadeur de France 174
Le comte Corti. Le patriarche des économistes, Arrivabene 175
Le prince Camporeale. Les nihilistes 176
Les banques populaires 178
Situation extérieure et intérieure de l'Italie 181
Le péril socialiste et le péril clérical 185
Soulèvement socialiste dans le Benevent 188

VII

Magliani, ministre des finances et le palais modèle de la bureaucratie. 198
Visite chez Cairoli, ministre de l'intérieur, et chez Majorana Calatabiano, ministre de l'agriculture 202
Le baron de Sonaz. Visite au Quirinal chez le Roi 203
Le professeur de Bologne, Pietro Siciliani 207
Le critique d'art le sénateur Giovanni Morelli 207
Le physicien Blaserna 208
Geffroy 209
La comtesse Lovatelli, membre des *Lincei*. La princesse Teano et les Caetani 210
Le prince Boncompagni Ludovisi, mathématicien . . . 210
Les *Noirs*, les *Blancs* et les *Gris* 212
Saint-Pierre et le beau en architecture 213
La Noël chez Mancini. Grazia Pierantoni-Mancini. Ses poésies et ses romans. Un mot de Pierantoni. . . . 215
Le sénateur Pantaleoni. Le changement des mœurs dans les hautes classes. La marquise Alfieri-Cavour . . . 220
Le comte d'Arnim et la lutte contre le Vatican 221
Massari et ses livres 224

Pages.
Les Guerrieri-Gonzaga 225
Le philosophe Raffaelo Mariano et la réforme religieuse. 228
Pignetti et l'enseignement primaire à Rome. La « laïcité ». 231
Noms connus : Borromée, Malatesta et Guiccioli . . . 233

VIII

Ostie et Castel-Fusano. 235
Chez Visconti-Venosta. Bonghi. 240
La Camorra. 241
Berti. 242
Ernesto Masi 244

IX

Les journaux 248
Le style en Italie. Eugenio Forni 250
Le statisticien Bodio 251
Cosas di Sicilia. 252
Les mémoires d'un chambellan. 254
Statistique du clergé. Le député Morpurgo 255
Le capitaine Vennini et la géographie en Italie 256
Chez le sénateur Alfieri : les comtes Maffei et Cambrai-Digny 257
Le catholicisme libéral 259

X

Le banquet des économistes : Minghetti *in the chair* . . 262
Speech sur les tendances nouvelles de l'économie politique. 263

Pages.

XI

Albano 272
Castel-Gandolfo. La pourpre des prélats et les haillons des mendiants 274
Le duc Sforza-Cesarini et Genzano 275
Le Monte-Cavo 276
La suppression des couvents en Italie et au Portugal . . 277
Tristesse des campagnes et des populations. 278
Maudit coton ! 280
Les disputes. Les chevaux 281
Prix des denrées. Progrès à faire en agriculture . . . 282
Le cochon familier. L'enseignement à Albano 284
D'Albano à Naples. Contraste entre les États de l'Église et le royame de Naples 287

XII

Castellamare. Hôtel Quisisana 291
Pompéi et la vie antique. 292
Le syndic Scherillo et le sous-préfet comte Gabardi . . 297
L'arsenal et les cuirassés italiens 298
Mon opinion contestée. Le comte Lovera di Maria . . . 300
La *Pellagra*. 302
Salerne et Pestum. 304
Beauté suprême du temple grec 308
La sobriété 309
Amalfi et Ravello 311

XIII

Capri. 313
L'hôtel Pagano illustré par les artistes 315

Pages
Merveilles de la petite propriété 318
Le fléau des *Latifundia* dans l'Italie méridionale. L'Arioste dans les théâtres forains et les fêtes catholiques. . . 326
Un livre de G. Colucci, préfet à Catanzaro. Ghino Valenti, Achille Loria, le député Mangilli et le comte Bianconcini sur les *Partecipanze* et les *Comunanze* 328
Pietro Ellero. Le professeur Tonzig 329
Le professeur Cossa. Les dettes communales et provinciales. Le fléau du crédit 331

XIV

Naples 333
Alberto Errera. Sbarbaro 334
L'université de Naples 335
Palmieri, Antonio Ciccone, Betocchi, Schiatarella, Tomasicchio, d'Ippolito, Francone, Salandra, Lioy. . . . 337
Pessina, Francesco Pepere, Polignani, De Luca. . 337
Le Vésuve 338
La misère à Naples. La duchesse Ravaschieri. Villari. Marc Monnier. Le dortoir public 341
Les institutrices et l'éducation des femmes 343
Les « petits séminaires ». 345
Abus des influences parlementaires 347
Remèdes indiquées par S. Jacini 348
Le déboisement. L'émigration 349
Le professeur Lombroso. Accroissement du nombre des délits 351
Le *domicilio coatto*. 352

XV

Pise. Gênes. 354
Menton. Herbert Spencer 357
Lord Acton. 358

Pages.
Les Puaux 359
La comtesse de Nadaillac. La question religieuse . . . 361
La zone bleue et les points noirs dans le ciel de l'Italie . 363
La politique de Léon XIII 369

ANNEXES.

1° Le Socialisme en Italie 375

OMISSIONS.

2° Luigi Miraglia. Tullo Massarani et Pitré. 383